

PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI

L'essor de l'économie numérique et la
réduction de la fracture numérique

2023



ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE

CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES





Organisation de la coopération islamique
Centre de recherches statistiques, économiques
et sociales et de formation pour les pays islamiques



PERSPECTIVE ECONOMIQUE DE L'OCI 2023

*L'essor de l'économie numérique et la
réduction de la fracture numérique*



© Novembre 2023 | Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatic Site, 06450 Oran, Ankara - Türkiye

Téléphone +90-312-468 6172

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs autorisent de visionner, copier, télécharger et imprimer les données fournies par ce rapport tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Le présent rapport est un produit du personnel du SESRIC. La responsabilité concernant le contenu, les opinions, les interprétations et les conditions exprimées ici ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les opinions du SESRIC ou de ses États membres, de ses partenaires ou de l'OCI. Les frontières, couleurs et toutes autres informations illustrées sur n'importe quelle carte n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC quant au statut juridique d'un territoire ou de la reconnaissance de ses frontières. La version finale du rapport est disponible sur le site web du SESRIC.

Veuillez citer cette publication comme suit : SESRIC (2023). *Perspectives économiques de l'OCI 2023: L'essor de l'économie numérique et la réduction de la fracture numérique Études sur le développement économique*. Centre de recherches statistiques économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques. Ankara.

Sous les auspices de S.E. Mme Zehra Zümrüt Selçuk, directrice générale du SESRIC, ce rapport a été préparé par une équipe de recherche supervisée par Mazhar Hussain, directeur du département de recherche économique et sociale. Le rapport a été dirigé par Kenan Bağcı, qui a également rédigé le chapitre 3, 4 et 5. Cem Tintin et Esat Bakımlı ont supervisé et coécrit respectivement les chapitres 1 et 2, avec l'assistance technique de Davron Ishnazarov, Muzamil Edema et Buhara Aslan.

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications du SESRIC à l'adresse susmentionnée.

ISBN: 978-625-7162-24-1

La traduction de ce rapport a été faite par M. Denis Rmouch et M. Saleh Younous Abbas et la Conception de la couverture: par Savas Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département des recherches, SESRIC au courriel suivant: research@sesric.org

Table des matières

Acronymes	iii
Préface	v
Avant-propos	vii

Résumé analytique	1
--------------------------------	----------

1 Développements récents dans l'économie mondiale: Tendances et perspectives

11

CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	12
CHOMAGE	15
PRIX ET INFLATION	17
COMMERCE INTERNATIONAL	20
BALANCE DES COMTES COURANTS.....	22
INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS	24
CONDITIONS FINANCIERES.....	25
SOLDE BUDGÉTAIRE	27

2 Développements économiques récents dans les pays de l'OCI

30

PRODUCTION ET CROISSANCE ECONOMIQUE	31
CHOMAGE	41
INFLATION	43
COMMERCE INTERNATIONAL	44
BALANCE DES COMTES COURANTS.....	50
SOLDE BUDGÉTAIRE	51
FINANCE INTERNATIONALE.....	52

**COUVERTURE SPECIALE: L'ESSOR DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET LA REDUCTION DE LA
FRACTURE NUMERIQUE63**

**3 Modèles changeants de production et de commerce avec la numérisation
croissante 64**

3.1 Revoir le développement industriel dans un monde numérique65

3.2 Brève revue des dernières avancées dans les composantes clés de l'économie numérique et
de la transformation industrielle 72

**4 Questions et défis pour la la transformation de l'économie numérique dans
les pays de l'OCI 88**

4.1 État actuel de l'infrastructure numérique89

4.2 Accès aux technologies et services numériques.....97

4.3 Compétences pour la transformation numérique.....102

4.4 Évaluer la préparation à l'industrie 4.0.....105

5 Options politiques pour combler le déficit numérique des pays de l'OCI.108

Annexe: Classifications des pays122

Références..... 124



Acronymes

BAD	Banque asiatique de développement
IA	Intelligence artificielle
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
IPC	Indice des prix à la consommation
DSN	Réseau d'approvisionnement numérique
DOTS	Direction des statistiques commerciales
CE	Commission européenne
BCE	Banque centrale européenne
EPR	Ratio emploi-population
UE	Union européenne
IDE	Investissements directs étrangers
FTRI	Indice de préparation aux technologies des frontières
FBC	Formation brute de capital
PIB	Produit intérieur brut
FBCF	Formation brute de capital fixe
GII	Indice mondial de l'innovation
RNB	Revenu national brut
CVM	Chaîne de valeur mondiale
PPTE	Pays pauvres très endettés
TIC	Technologies de l'information et de la communication
SFI	Statistiques financières internationales
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
IoT	Internet des objets
DPI	Droits de propriété intellectuelle
CITI	Classification internationale type, par industrie
CCI	Centre du commerce international
UIT	Union internationale des télécommunications
ALC	Amérique latine et Caraïbes
LAYS	Années de scolarité adaptées à l'apprentissage
PMA	Pays les moins avancés

LVC	Chaîne de valeur locale
MENA	Moyen-Orient et Afrique du nord
ML	Apprentissage automatique
EMN	Entreprises multinationales
VAM	Valeur ajoutée manufacturière
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la coopération islamique
PPA	Parité de pouvoir d'achat
P-PP	Partenariat public-privé
R-D	Recherche et développement
TCR	Taux de change réel
ACR	Accord commercial régional
CVR	Chaînes de valeur régionales
ODD	Objectif de développement durable
PME	Petites et moyennes entreprises
ASS	Afrique subsaharienne
STI	Science, technologie et innovation
TLD	Domaine de premier niveau
TdE	Termes de l'échange
PTCI	Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement
EAU	Émirats Arabes Unis
ONU	Organisation des nations unies
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
ONUDI	l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UNSD	Division de statistique de l'ONU
USA	États-Unis d'Amérique
US\$	Dollar américain
BM	Banque mondiale
IDM	Indicateurs de développement mondiaux
FEM	Forum économique mondial
PEM	Perspectives économiques mondiales
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMC	Organisation mondiale du commerce



Préface

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) travaille assidûment à la réalisation d'un développement économique durable dans ses États membres en déployant des efforts considérables pour promouvoir le commerce intra-OCI, l'investissement, le tourisme, la finance islamique et divers autres instruments. Cela a entraîné une expansion continue du programme de développement de l'OCI au fil des ans, ce qui est dûment reflété dans le champ multisectoriel de l'OCI-2025: Programme d'Action. En tant qu'acteur important du développement mondial, l'OCI a également soutenu et encouragé ses États membres à participer activement aux processus décisionnels géopolitiques, économiques et sociaux internationaux afin de garantir leurs intérêts communs. Ayant pour mission de créer des opportunités économiques pour tous et d'améliorer le bien-être des populations dans les États membres de l'OCI, l'OCI appelle à une action islamique commune pour développer des économies plus intégrées, interconnectées, compétitives à l'échelle internationale, inclusives et durables.

Ces dernières années, l'économie mondiale a été marquée par des transformations significatives dans différents domaines. Les trajectoires de croissance économique et d'intégration ont été affectées par la résurgence des sentiments protectionnistes dans l'agenda de la politique économique internationale. L'adaptation croissante des technologies numériques ainsi que les préoccupations concernant la résilience de la chaîne d'approvisionnement transforment la dynamique du commerce et de l'investissement. Dans ce contexte, les secteurs axés sur l'innovation et la technologie dans les économies avancées attirent davantage d'investissements que les secteurs traditionnels dans les économies en développement. Malheureusement, la tendance croissante aux politiques restrictives menace d'inverser l'intégration économique et de saper la coopération nécessaire pour se protéger contre de nouveaux chocs et relever les défis mondiaux. Le rapport *Perspectives économiques de l'OCI 2023* se penche sur ces développements économiques mondiaux à multiples facettes et donne un aperçu de la manière dont ils façonnent le monde et affectent la région de l'OCI aujourd'hui.

Avec leurs structures économiques, leurs dotations en ressources et leurs profils démographiques uniques, les pays de l'OCI font face à ces évolutions mondiales de manière distincte. L'économie numérique, en particulier, est devenue un élément clé pour de nombreux pays de l'OCI, qui cherchent à tirer parti de la technologie et de l'innovation pour la croissance économique, la diversification et l'inclusion. La numérisation et l'automatisation croissantes

présentent à la fois des opportunités et des défis pour les pays de l'OCI. D'une part, elle a le potentiel de stimuler la diversification économique, d'améliorer la compétitivité et d'autonomiser les populations jeunes et dynamiques. D'autre part, elle pose également des questions sur la fracture numérique, la cybersécurité et la nécessité d'une gouvernance efficace à l'ère du numérique.

Alors que nous naviguons dans les complexités du paysage économique mondial, nous, à l'OCI, reconnaissons l'importance de combler le fossé numérique comme une composante essentielle de notre engagement en faveur du développement durable et de la prospérité. Nous espérons que ce rapport constituera une ressource précieuse pour les décideurs politiques, les entreprises, les chercheurs et toutes les parties prenantes désireuses de comprendre l'interaction complexe des développements économiques mondiaux et le rôle de l'économie numérique dans la construction de l'avenir. Dans un monde de plus en plus interconnecté, il est essentiel de disposer de connaissances et de prendre des décisions éclairées, et nous sommes convaincus que ce rapport contribuera à une meilleure compréhension de ces questions cruciales.

Je tiens à remercier sincèrement le SESRIC d'avoir préparé ce rapport et j'encourage nos États membres à s'intéresser à son contenu, à s'en inspirer et à le guider dans l'élaboration de leurs propres stratégies nationales visant à réduire la fracture numérique dans le cadre de leurs efforts pour un avenir meilleur.

Hissein Brahim TAHA
Secrétaire général
Organisation de la coopération islamique



Avant-propos

C'est avec grand plaisir que je vous présente ce rapport intitulé "*Perspectives économiques de l'OCI 2023: L'essor de l'économie numérique et la réduction de la fracture numérique*". Le rapport fournit une analyse détaillée des développements récents de l'économie mondiale et offre des perspectives précieuses sur le paysage économique des pays de l'OCI en utilisant un large éventail de statistiques et d'informations comparatives utiles.

L'économie mondiale se trouve aujourd'hui à un tournant critique marqué par des avancées technologiques, des impératifs environnementaux, des tensions géopolitiques et des changements démographiques. Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui dépassent les frontières et exigent des solutions de collaboration qui combrent les fossés et dépassent les intérêts étroits. En particulier, l'essor de l'intelligence artificielle, de la blockchain, de l'internet des objets et d'autres technologies transformatrices remodelent les industries, les chaînes d'approvisionnement et la nature même du travail. C'est à l'intersection de l'économie mondiale et des économies de l'OCI que nous trouvons à la fois des points communs et des défis uniques. La façon dont nous tirons parti de ces technologies pour renforcer la résilience économique, autonomiser nos jeunes et aborder les questions urgentes de la transformation économique est un thème central de notre exploration dans l'édition de cette année des Perspectives économiques de l'OCI.

Les pays de l'OCI, que ce soit à travers les initiatives ambitieuses de villes intelligentes de Dubaï, les écosystèmes dynamiques de commerce électronique de Jakarta, les centres technologiques animés d'Istanbul ou les écosystèmes de startups en plein essor de Kuala Lumpur, considèrent la numérisation comme un catalyseur de progrès et exploitent l'innovation pour redéfinir les industries, créer des emplois et stimuler la croissance économique. La diversité de ces réalisations reflète le dynamisme de ces économies et les aspirations de leurs populations. Alors que certaines villes et régions progressent rapidement, d'autres sont confrontées à un accès limité aux outils numériques et aux connaissances nécessaires pour participer pleinement à l'ère numérique. Cette dure réalité devrait être reflétée dans les dialogues politiques au niveau de l'OCI pour s'assurer que les avantages de la numérisation sont partagés par tous les segments de la société.

L'adoption de la numérisation et des technologies avancées n'est pas seulement le reflet du progrès économique, mais aussi une manifestation des principes islamiques d'innovation et de gestion. La tradition islamique encourage la recherche du savoir et l'utilisation responsable des

ressources, deux aspects qui trouvent un écho dans les efforts des pays de l'OCI dans le domaine numérique. Nous devons encourager les pays de l'OCI à puiser dans leur riche patrimoine pour promouvoir des transformations numériques éthiques et durables qui s'alignent sur les valeurs islamiques de justice, d'équité et de responsabilité sociale.

Les choix que nous faisons aujourd'hui en matière de numérisation et de technologies avancées se répercuteront sur les économies des États membres de l'OCI et du monde entier. Nous nous trouvons à un moment décisif de l'histoire, qui exige prévoyance, collaboration et innovation. Dans ce rapport, nous essayons non seulement de comprendre les complexités de l'ère numérique, mais aussi d'envisager un avenir où ces technologies deviennent des moyens de progrès, d'inclusion et de prospérité commune. En approfondissant le pouvoir de transformation de la numérisation et des technologies avancées, nous devons saisir l'occasion de favoriser la résilience, la durabilité et la prospérité dans les pays de l'OCI.

Zehra Zümrüt SELÇUK
Directrice générale
SESRIC



Résumé analytique

DEVELOPPEMENTS RECENTS DANS L'ÉCONOMIE MONDIAL

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Le taux de croissance de l'économie mondiale a atteint 6,3 % en 2021, grâce à un redressement important dans les pays développés (5,4 %) et en développement (6,8 %) après une diminution de 2,8 % en 2020. La suppression de l'effet de base en 2022 a permis d'atteindre un taux de croissance limité de 3,5 %. Cette évolution devrait se poursuivre de la même manière, car les banques centrales des principales économies du monde s'efforcent de réduire l'inflation. Les projections du FMI estiment que l'économie mondiale continuera à maintenir un taux de croissance de 3 % en 2023 et 2024. Plusieurs facteurs pourraient influencer les perspectives de croissance de l'économie mondiale en 2023-24, notamment le conflit Russie-Ukraine qui continue d'apporter des incertitudes significatives sur les perspectives avec un impact sur les prix de l'énergie et des matières premières. Sur le plan financier, les mesures prises par les banques centrales ont limité la croissance du secteur financier, ce qui pourrait accroître les vulnérabilités du secteur bancaire à court terme tout en réduisant les liquidités.

CHOMAGE

Le taux de chômage mondial a baissé de 0,7 point de pourcentage pour atteindre 6,2 % en 2021, après avoir culminé à 6,9 % en 2020 en raison de l'apparition de la pandémie. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis 1991, date à laquelle les données disponibles ont commencé à être disponibles. En 2022, il a encore diminué de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 5,8 %, avec un taux de chômage mondial de 192 millions, contre 214,2 millions en 2021. L'OIT estime que le taux de chômage restera probablement inchangé en 2023 et 2024. Il existe des disparités entre les sexes en matière de chômage dans le monde, en particulier dans les régions en développement ; le taux de chômage est plus élevé dans la population féminine et il est toujours plus difficile pour une femme de trouver un emploi que pour un homme.

PRIX ET INFLATION

Les prix des produits de base ont augmenté en moyenne de 33,5 % et ont atteint de nouveaux sommets en 2022, comme le montre l'indice des prix des produits de base du FMI. Toutefois, contrairement à 2022, les prix globaux des produits de base devraient diminuer en 2023. Partout dans le monde, la hausse de l'inflation est devenue une préoccupation centrale dans de nombreux pays. L'inflation mondiale a augmenté à 4,7 % en 2021 et a atteint 8,7 % en 2022. Dans les pays en développement, l'inflation est passée de 5,9 % en 2021 à 9,8 % en 2022, tandis que dans les pays



développés, elle a plus que doublé, passant de 3,1 % à 7,3 %. L'inflation mondiale devrait ralentir jusqu'en 2023 et 2024 pour atteindre respectivement 6,8 % et 5,2 %, grâce au renforcement des politiques monétaires mises en œuvre par les banques centrales du monde entier.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le taux de croissance du volume des échanges mondiaux de biens et de services est passé de 10,7 % en 2021 à 5,2 % en 2022, tandis que le volume des échanges de biens a connu un ralentissement plus marqué, passant de 11,1 % en 2021 à 3,3 % en 2022. Le ralentissement considérable de l'activité économique globale, le conflit en Ukraine et les effets persistants de la pandémie ont joué un rôle dans cette situation. Les projections révèlent que la croissance du volume des échanges mondiaux de biens et de services devrait être d'environ 2,0 % en 2023 et de 3,7 % en 2024.

BALANCE DES COMPTES COURANTS

La balance courante globale des pays développés était déficitaire de 258,4 milliards de dollars en 2022, contre un excédent de 435,2 milliards de dollars en 2021. Le déficit massif des États-Unis est passé de 846,4 milliards de dollars à 925,6 milliards de dollars au cours de la même période. En termes de pourcentage, du PIB, les pays développés en tant que groupe ont enregistré un excédent des comptes courants de 0,8 % en 2021, lequel s'est transformé en un déficit de 0,5 % en 2022. L'excédent total des pays en développement a augmenté de 79 % pour atteindre 582,7 milliards de dollars en 2022. Ainsi, le ratio excédents/PIB est passé de 0,8 % en 2021 à 1,4 % en 2022. Les projections actuelles du FMI montrent que les excédents des pays en développement devraient disparaître d'ici 2024, tandis que ceux des pays développés atteindront 0,3 % du PIB.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont connu un rebond significatif en 2021 et se sont élevés à 1,48 trillion de dollars des États-Unis, soit une hausse de 53,7% par rapport au niveau exceptionnellement bas de 962 milliards de dollars des États-Unis en 2020. Ensuite, les flux mondiaux de l'IDE ont diminué pour atteindre 1,29 trillion de dollars en 2022, soit une baisse de 12,4 %. Cette situation a résulté d'un important ralentissement des flux d'IDE vers les pays développés, qui sont passés de 773 milliards de dollars en 2021 à 606 milliards de dollars en 2022, tandis que les flux vers les pays en développement ont augmenté de 705 milliards de dollars à 689 milliards de dollars au cours de la même période. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE est passée de 47,7% en 2021 à 53,2% en 2022.

CONDITIONS FINANCIERES

Les perspectives mondiales se sont améliorées suite à une reprise rapide due à une amélioration des conditions financières en 2021. Cependant, au début de l'année 2022, les conditions financières mondiales se sont considérablement durcies et les risques de dégradation des perspectives économiques ont augmenté en raison de la guerre en Ukraine. Au cours du second semestre, les conditions sont devenues plus souples avant de se resserrer. Les conditions financières se sont notamment resserrées alors que les banques centrales continuent de relever leurs taux d'intérêt. La hausse des taux d'intérêt rendra également les emprunts plus coûteux dans le monde entier, ce qui pèsera sur les finances publiques. Compte tenu de l'environnement mondial très incertain, les risques pour la stabilité financière se sont considérablement aggravés.



SOLDE BUDGÉTAIRE

Au niveau mondiale, les déficits budgétaires ont diminué en 2021 et 2022, car les économies se sont remises de la pandémie et les gouvernements ont commencé à mettre fin à leurs mesures d'urgence. En effet, à partir de 2022, la capacité des gouvernements à soutenir la reprise économique par une marge de manœuvre budgétaire est plus limitée. Dans les pays développés, les déficits ont diminué, passant de 7,5 % du PIB en 2021 à 4,3 % en 2022. Les déficits devraient osciller autour du niveau de 2022 au cours de la période 2023-24. Dans les pays en développement, les déficits sont restés à 5,2 % du PIB en 2022, comme l'année précédente. Toutefois, elles devraient augmenter légèrement et représenter 5,8 % du PIB en 2023, principalement en raison de l'affaiblissement des recettes.

DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI

PRODUCTION ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Selon les prix courants, le PIB total des pays de l'OCI a augmenté jusqu'à 8,7 trillions de dollars en 2022 en raison de la reprise progressive en cours. Avec cette taille économique, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 8,7% du PIB mondial en 2022, soit 0,9 point de pourcentage de plus que l'année précédente. En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) exprimée en dollars américains, le PIB total des pays de l'OCI a atteint 24,4 trillions de dollars et représentait 14,9 % du PIB mondial en 2022, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2021.

PIB par habitant

Compte tenu de la reprise en cours de la production, les valeurs du PIB par habitant exprimées en prix courants ont continué d'augmenter dans le monde entier en 2022. En dollars américains, la moyenne mondiale a augmenté de 3,2% par rapport à l'année précédente pour atteindre 12 884 dollars américains. La hausse dans les pays de l'OCI a été encore plus marquée, le PIB moyen par habitant ayant augmenté de 13,1% pour atteindre 4 581 dollars. En termes de PPA, le PIB par habitant s'établira en moyenne à 21 015 dollars en 2022, soit une augmentation de 9,6% par rapport à l'année précédente. Dans les pays de l'OCI, il a augmenté de 10,8% à 12 851 dollars. Par conséquent, le PIB par habitant est resté inférieur dans les pays de l'OCI, tant en dollars américains qu'en PPA, et le taux de croissance supérieur atteint par le groupe des pays de l'OCI a permis de réduire l'écart de manière significative en 2022.

Croissance économique

Les pays de l'OCI ont enregistré un taux de croissance moyen de 5,6 % en 2022, soit un taux supérieur à la moyenne mondiale et le taux le plus élevé atteint depuis 2011. Conformément aux tendances mondiales, la croissance économique des pays de l'OCI devrait se modérer au cours des deux prochaines années, pour atteindre 3,5% en 2023 et 3,9% en 2024. La Guyane était de loin le pays à la croissance économique la plus rapide de l'OCI et du monde en 2022. Les Maldives et le Niger ont également enregistré un taux de croissance à deux chiffres, 12,3 % et 11,1 %, respectivement, et figurent parmi les 10 économies à la croissance la plus rapide au monde. D'autre part, 3 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré un taux de croissance négatif en 2022: Libye (-12,8%), Soudan (-2,5%), et Brunei Darussalam (-1,5%).

Structure du PIB : Valeur ajoutée par secteur

Les dernières données disponibles pour 2021 montrent que *les activités agricoles*, qui ne constituent que 1,3% de la valeur ajoutée totale dans les pays développés, ont une part élevée de 10,9% de la valeur ajoutée totale dans les pays de l'OCI, ce qui est encore plus élevé que dans les pays en développement non membres de l'OCI (8,6%). La part de l'industrie non-manufacturière a été en moyenne de 22,1% en 2021 après avoir baissé de 27,5% en 2010 à un minimum record de 19,5% en 2020. *Le secteur manufacturier*, a une part de 16,2% dans la valeur ajoutée totale des pays de l'OCI, ce qui est plus élevé que celui des pays développés (13,6%) mais nettement inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (22,5%). *Le secteur des services* continue de jouer un rôle clé dans la majorité des économies de l'OCI, représentant en moyenne 50,8% de la valeur ajoutée totale dans l'OCI. Cette part est pourtant encore basse, si l'on considère que le secteur représente les trois quarts (76,1%) de la valeur ajoutée totale dans les pays développés et 55,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI, la moyenne mondiale étant de 67,1%.

Structure du PIB : Dépenses

En 2021, les dépenses de consommation finale (par les ménages et le gouvernement) continuent d'avoir la part la plus élevée dans le PIB dans les pays de l'OCI ainsi que dans le reste du monde. *La consommation des ménages* a représenté 55,9% du PIB dans les pays de l'OCI, ce qui est supérieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (48,3%) mais un peu inférieur à celui des pays développés (58,6%). La part des *dépenses générales de consommation finale du gouvernement* dans le PIB était faible dans les pays de l'OCI (13,5%) par rapport aux pays développés et en développement. La part de *la formation brute de capital* a atteint en moyenne 27,3% pour les pays de l'OCI, ce qui est inférieur à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI mais supérieur à la moyenne des pays développés. Le commerce international - des biens et des services - a continué à représenter une part plus importante du PIB dans les pays de l'OCI que dans les pays développés et en développement. Pour les pays de l'OCI, la part des exportations et des importations dans le PIB était en moyenne de 33,4% et 31,1%, respectivement.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Le ratio emploi-population, ayant chuté à un niveau historiquement bas de 54,5% au niveau mondial en 2020 en raison des pertes d'emploi, s'est redressé de 1,2 point de pourcentage à 55,7% en 2021 et a continué à augmenter de 0,7 point de pourcentage à 56,4% en 2022. L'EPR a continué de baisser dans les pays de l'OCI par rapport au reste du monde au cours de la dernière période de cinq ans considérée (2018-2022). Après avoir baissé jusqu'à 51,5% en 2020, l'EPR dans les pays de l'OCI a enregistré une reprise limitée en 2021 à 52% et a ensuite augmenté jusqu'à 52,7% en 2022. Selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCI a diminué de 0,7 million pour atteindre 46,3 millions de personnes en 2022. Par conséquent, le taux de chômage a également diminué de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 6,3 % en 2022. Il devrait se maintenir au même taux au cours de la période 2023-24, continuant à se situer au-dessus des moyennes mondiales.

INFLATION

L'inflation des prix de consommation dans les pays de l'OCI a fortement augmenté à 20,0% en 2022, par rapport à 12,6% en 2021. Cette augmentation de 7,4% est beaucoup plus importante que celle observée dans les pays en développement non membres de l'OCI (3,1%) et dans les pays développés



(4, 2%). Considérant que le taux d'inflation est passé à 7,3% dans les pays développés et à 7,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI, les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à avoir un taux d'inflation beaucoup plus élevé en 2022. Cette tendance devrait se poursuivre en 2023 également, bien qu'une baisse des taux d'inflation soit attendue dans le monde entier en 2023. Parmi les pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation annuel le plus élevé de 138,8% en 2022, suivi par la Türkiye (72,3%), le Suriname (52,5%), et l'Iran (49,0%), tous parmi les 10 premiers pays ayant le taux d'inflation le plus élevé au monde.

COMMERCE INTERNATIONAL

Commerce des marchandises

La valeur annuelle du commerce mondial de marchandises, après avoir baissé de 7,3% en 2020, en raison de la pandémie, a augmenté de 27,0 % en 2021 et de 10,8 % en 2022. Les exportations et les importations des pays de l'OCI ont suivi une évolution parallèle, bien qu'une reprise plus marquée ait été enregistrée au niveau des exportations. Après avoir chuté de 17,5% en 2020, les exportations de marchandises des pays de l'OCI ont augmenté de 41,4% en 2021 et de 29,8% en 2022. Les importations de marchandises ont augmenté de 30,4% en 2021 et de 18,2% en 2022 après une baisse de 9,8% en 2020. Par conséquent, les exportations, qui ont atteint 2 700 milliards de dollars en 2022, ont représenté une part plus importante des exportations mondiales, soit 11,2 % en 2022 contre 9,6 % en 2021. De même, les importations, qui ont augmenté à 2000 milliards de dollars en 2022, ont représenté une part plus importante des importations mondiales, passant de 9,3 % en 2021 à 9,7 % en 2022.

Commerce des services

La valeur du commerce mondial des services, qui a diminué de 17,2 % en 2020 par rapport à l'année précédente, a rebondi de 18,8 % en 2021 et a encore augmenté de 14,8 % en 2022. Après avoir connu une baisse encore plus marquée du commerce des services en 2020, les pays de l'OCI ont également enregistré une reprise en 2021 suivie d'une augmentation encore plus forte en 2022. Les exportations de services, qui ont baissé d'un tiers (34,0 %) en 2020, ont augmenté de 24,8 % à 372 milliards d'USD en 2021, puis ont fortement augmenté de près de la moitié (47,6 %) à 549 milliards d'USD en 2022, de sorte que leur part dans les exportations mondiales de services est passée de 5,7 % en 2020 à 6 % en 2021, puis à 7,7 % en 2022. De même, les importations de services, qui ont baissé de 26,7 % en 2020, ont augmenté de 15,3 % à 509 milliards de dollars en 2021, puis de 22,1 % à 622 milliards, et leur part dans les importations mondiales de services est passée de 8,9 % au cours des deux années précédentes à 9,4 % en 2022.

Les exportations nettes des pays de l'OCI dans le commerce des marchandises ont augmenté à 303 milliards de dollars en 2022, contre 50 milliards de dollars en 2021. Dans le commerce des services, les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont restés importateurs nets de services au cours de la dernière période quinquennale de 2018-2022, bien que le déficit se soit réduit au cours de cette période. Le déficit global des pays de l'OCI dans le commerce des services se sont élevés à 72 milliards de dollars en 2022, soit le plus bas niveau de la période considérée.

Commerce des marchandises au niveau intra-OCI

Baissant de 8,1% à 293 milliards de dollars en 2020, les exportations de marchandises entre les pays de l'OCI (exportations intra-OCI) ont rebondi de 30,3% à 381 milliards de dollars en 2021 et ont encore augmenté de 24,4% à 475 milliards de dollars en 2022. Néanmoins, les exportations des pays de l'OCI

vers le reste du monde ont augmenté à des taux plus élevés entraînant une baisse de la part d'exportation intra-OCI de 19,6 % en 2020 à 18,1 % en 2021 et à 17,3 % en 2022.

Parmi les pays de l'OCI, l'Arabie saoudite était le plus grand exportateur vers les pays de l'OCI en 2022, avec des exportations intra-OCI évaluées à 94,7 milliards de dollars. En termes de part des exportations intra-OCI, cependant, le Yémen a pris la tête en acheminant 93,6% de ses exportations totales vers les pays de l'OCI. Pour ce qui est des importations intra-OCI, les Émirats arabes unis ont été de loin le plus grand importateur des pays de l'OCI en 2022, avec des importations intra-OCI évaluées à 77,5 milliards de dollars. En termes de part des importations intra-OCI, le Bénin a pris la tête en recevant près des deux tiers (63,6%) de ses importations des pays de l'OCI.

BALANCE DES COMPTES COURANTS.

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, ont enregistré un excédent de la balance courante de 299 milliards de dollars en 2022, soit plus de 2,5 fois l'excédent de 116 milliards de dollars de l'année dernière. Parallèlement, l'excédent en pourcentage du PIB est passé de 1,5 % en 2021 à 3,4 % en 2022, soit le ratio le plus élevé observé au cours des neuf dernières années. Les projections du FMI annoncent une diminution de l'excédent à 107 milliards de dollars, soit 1,2 % du PIB, en 2023. Parmi les pays de l'OCI, l'Arabie saoudite a enregistré le plus grand excédent du compte courant en termes nominaux en 2022 (152,8 milliards de dollars), tandis que la Türkiye a enregistré le plus grand déficit (48,7 milliards de dollars). En termes de pourcentage du PIB, l'excédent a atteint 30,5 % en Azerbaïdjan, tandis que le déficit a atteint 36,0 % au Mozambique.

SOLDE BUDGÉTAIRE

Les déficits publics dans les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à se réduire en 2022, pour atteindre 0,7 % du PIB. Cette amélioration résulte à la fois d'une augmentation des recettes et d'une diminution des dépenses, toutes deux en pourcentage du PIB. Cependant, les prévisions actuelles pour 2023 indiquent une variation de cette tendance, avec des dépenses en hausse, des revenus en baisse, et des déficits en hausse à 2,9 % du PIB. La plupart des pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré une amélioration de leur solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2022 par rapport à l'année précédente. En outre, seuls 7% ont enregistré un excédent en 2021, mais ce nombre est passé à 15 en 2022.

FINANCE INTERNATIONALE

Les flux et stocks d'IDE

Après une chute de 15,2% à 98 milliards de dollars en 2020, les flux d'IDE à destination des pays de l'OCI ont rebondi de 40,6% atteignant 138 milliards de dollars en 2021. Une légère baisse de 1,7 % à 135 milliards de dollars a été enregistrée en 2022. La part des pays de l'OCI dans les flux destinés aux pays en développement a été mesurée à 19,7 % en 2022, contre 19,5 % en 2021. De même, leur part dans les flux mondiaux d'IDE a atteint un niveau record de 10,5 % en 2022, contre 9,3 % en 2021. Au cours de la période de 5 ans allant de 2018 à 2021, les stocks d'IDE ont augmenté de 18,4 % à 2,3 trillions de dollars dans les pays de l'OCI, tandis qu'ils ont augmenté de 53,4 % dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 33,9 % dans les pays développés. Ainsi, les pays de l'OCI ont accueilli une part légèrement inférieure des stocks mondiaux d'IDE entrants en 2022 (5,3%) qu'en 2018 (6,1%). La majeure partie des stocks mondiaux a continué d'être hébergée par les pays développés, dont la part était de 73,8% en 2022.



Dettes extérieures

L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 81 milliards de dollars, soit 4,1%, pour atteindre 2 064 milliards de dollars en 2021, contre 1 983 milliards de dollars en 2020. L'utilisation du crédit du FMI, qui a augmenté de 45,7 milliards de dollars, soit 60,7%, pour atteindre 120,9 milliards de dollars, a contribué le plus à cette augmentation bien qu'elle soit toujours la plus petite composante de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI. *La dette publique et celle garantie par l'État*, ont augmenté de 30,7 milliards de dollars, soit 3,0%, en 2021 et sont toujours la composante la plus importante de l'encours total de la dette extérieure (50,8%). La dette privée non garantie a diminué de 4 milliards de dollars ou 0,7 % par rapport à son niveau de 2020 et a atteint 591,3 milliards de dollars. Ainsi, en tant que deuxième composante de l'encours total de la dette extérieure, sa part était de 28,6 % en 2021. Dans l'ensemble, *l'encours de la dette à long terme*, qui comprend la dette publique, la dette garantie par l'État et la dette privée non garantie, s'est élevé à 1 640 milliards de dollars en 2021, soit une hausse de 26,7 milliards de dollars ou 1,7% par rapport à l'année précédente, et a représenté 79,5% de l'encours total de la dette extérieure. *La dette à court terme* a atteint 303,2 milliards de dollars en 2021, avec une augmentation de 8,9 milliards de dollars ou 3,0% par rapport à l'année précédente, et a maintenu sa part à environ 15 %.

Réserves internationales

Les réserves internationales totales mondiales s'élevaient à 14,8 trillions de dollars en 2022, soit une baisse de 1 trillion de dollars ou 6,5% par rapport à l'année précédente. Les deux tiers (68%) de cette baisse provenaient des pays développés, dont les réserves ont diminué de 689 milliards de dollars, soit 9,3 %, pour s'établir à 6,7 trillions de dollars. Dans les pays en développement, les réserves ont diminué de 332 milliards de dollars, soit 4,0%, pour atteindre 8,0 trillions de dollars. Dans les pays de l'OCI, les données de 2022 disponibles pour 36 pays membres indiquent une augmentation des réserves à 1,66 trillion de dollars à 2022 trillion de dollars. Néanmoins, alors que la moitié d'entre eux ont amélioré leurs réserves en 2022, le niveau d'adéquation des réserves par rapport aux importations s'est détérioré dans la plupart des pays de l'OCI en raison soit d'une baisse des réserves, soit d'une augmentation plus importante des importations que des réserves.

Aide publique au développement (APD)

En 2021, les flux nets d'APD reçus par les pays en développement ont atteint 203,9 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé jamais atteint, avec une augmentation de 9 milliards de dollars, ou 4,6 %, par rapport à l'année précédente. Les flux qui ont été déclarés au niveau de chaque pays (environ un tiers des flux totaux d'APD ne sont pas déclarés au niveau des pays) ont diminué de 1,7 % pour atteindre 133,8 milliards de dollars en 2021, ce qui représente 66% du total des flux de l'APD. Les flux de l'APD à destination des pays de l'OCI ont atteint 78,3 milliards de dollars en 2021, soit une hausse de 5,7 % par rapport aux 74,1 milliards de dollars en 2020. La part des pays de l'OCI dans le total des flux d'APD destinés aux différents pays en développement a également augmenté en 2021, pour atteindre 58,5 %, par rapport à l'année précédente (54,5 %).

Envoi de fonds personnels

Malgré la pandémie de COVID-19, les flux de transferts de fonds sont restés stables en 2020 dans le monde entier et se sont améliorés par la suite. Au niveau mondial, les flux d'envois de fonds officiellement enregistrés ont atteint 767 milliards de dollars en 2022, en hausse de 3,7 % par rapport au total de 739 milliards de dollars en 2021. Les flux à destination des pays de l'OCI ont augmenté de

4,6 % ou 8,6 milliards de dollars pour atteindre 195 milliards de dollars, et leur part dans le total mondial des flux de transferts de fonds a légèrement augmenté à 25,4 % en 2022, contre 25,2 % l'année précédente.

L'ESSOR DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET LA REDUCTION DE LA FRACTURE NUMERIQUE

Modèles changeants de production et de commerce avec la numérisation croissante

L'économie mondiale connaît une nouvelle forme de transformation caractérisée principalement par la montée de la numérisation, de l'automatisation et de l'intelligence artificielle. De manière plus spécifique, l'intégration des technologies numériques et de la technologie robotique avancée transforme le processus de fabrication et est à l'origine de la quatrième révolution industrielle (industrie 4.0). Ces technologies peuvent être réparties en deux catégories, chacune jouant un rôle crucial dans la révolution de l'industrie manufacturière.

Technologies intelligentes de fabrication et de service: Cette catégorie se concentre sur l'automatisation et la décentralisation des tâches au sein des processus de fabrication. La technologie robotique avancée introduit des machines sophistiquées capables d'effectuer des tâches complexes avec précision et efficacité. L'impression 3D permet de créer des objets tridimensionnels couche par couche, révolutionnant ainsi le prototypage rapide et la personnalisation. L'IoT connecte des appareils physiques, les machines et les détecteurs pour faciliter la surveillance en temps réel, la collecte de données et l'optimisation des processus de production. Ensemble, ces technologies renforcent les capacités de fabrication, améliorent la productivité et conduisent à des systèmes de production plus souples et plus adaptables.

Technologies de traitement de données et de communication: Cette catégorie implique l'interconnexion et l'échange de données entre les différents composants du processus de fabrication. L'analyse des big data traite et analyse de grandes quantités de données, fournissant des informations précieuses pour la prise de décision, l'optimisation des processus et le contrôle de la qualité. La technologie de la chaîne de blocs garantit un échange de données et un enregistrement des transactions sécurisés et transparents, améliorant ainsi la gestion et la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement. Le cloud computing offre un accès à la demande à des ressources informatiques partagées, permettant la variabilité et le stockage de grands ensembles de données. L'apprentissage automatique et l'IA permettent aux machines d'apprendre à partir des données et de prendre des décisions intelligentes, ce qui améliore encore l'automatisation et l'efficacité des processus.

La particularité de toutes ces technologies réside dans leur intégration transparente et dans la convergence du matériel, des logiciels et de la connectivité dans des systèmes de production complexes. Cette intégration crée des systèmes de fabrication interconnectés et intelligents, où les décisions fondées sur les données et l'automatisation conduisent à des processus de fabrication plus efficaces, plus souples et plus réactifs. En conséquence, les entreprises peuvent obtenir des niveaux de productivité plus élevés, des coûts de production réduits, des délais de mise sur le marché plus rapides et une personnalisation plus importante des produits, ce qui, en fin de compte, favorise la croissance économique et la compétitivité dans l'ensemble des chaînes de valeur mondiales (CVM).

Ces technologies sont indispensables aux économies de l'OCI car elles permettent des avancées significatives en matière de productivité, d'efficacité et d'innovation dans toutes les industries. En exploitant le potentiel de ces technologies, les pays de l'OCI peuvent relancer la croissance, créer de



nouvelles opportunités d'emploi et se positionner de manière compétitive sur l'échiquier mondial. Les pays de l'OCI peuvent profiter de l'automatisation et de la robotique avancée pour accélérer leur développement, améliorer leur productivité et renforcer leur compétitivité au niveau mondial. Il est possible de franchir les étapes traditionnelles du développement et d'adopter directement les technologies de pointe. Toutefois, cela nécessite une planification stratégique, des investissements dans les infrastructures et le capital humain, ainsi que des politiques de soutien pour relever les défis potentiels et garantir un développement inclusif et durable. En adoptant ces technologies très tôt, les pays de l'OCI peuvent se positionner en tant que centres d'innovation et attirer les investissements.

Questions et défis pour la transformation de l'économie numérique dans les pays de l'OCI

Les pays de l'OCI ont des opportunités et des défis importants à relever pour s'adapter à la nature changeante du travail en association avec la numérisation et l'automatisation. Des disparités importantes existent entre les pays de l'OCI en termes de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et de fiabilité de l'infrastructure et des services numériques. Certains pays de l'OCI disposent d'une infrastructure bien avancée et sont mieux préparés à la transformation économique future, mais dans l'ensemble, les pays de l'OCI se situent derrière les performances moyennes mondiales pour de nombreux indicateurs. Cela nécessite une collaboration plus étroite entre les pays de l'OCI pour faciliter le partage des connaissances et le développement des capacités.

L'état actuel de l'infrastructure numérique dans les pays de l'OCI montre quelques développements prometteurs dans certains pays de l'OCI, mais démontre des défis majeurs dans la majorité des pays de l'OCI, en particulier ceux de l'Afrique sub-saharienne. Ces pays sont les moins prêts à utiliser, adopter ou s'adapter aux technologies d'avant-garde et risquent de manquer les opportunités technologiques actuelles. Confrontés à des prix relativement plus élevés pour les TIC, à des dépenses moindres en logiciels et à un nombre limité d'abonnements à la large bande, les pays de l'OCI en retard doivent impérativement reconnaître l'urgence du développement de l'infrastructure numérique. Les coûts élevés des TIC et l'accès limité aux logiciels entravent la croissance économique et l'inclusion numérique. Des efforts concertés sont donc nécessaires pour réduire les coûts des TIC, augmenter les investissements dans les logiciels et les services numériques et étendre l'accès à la large bande.

Options politiques pour combler le déficit numérique des pays de l'OCI.

Réduire le fossé numérique dans les pays de l'OCI implique une approche à multiples facettes qui commence par l'évaluation du paysage numérique actuel, l'identification des domaines prioritaires et l'engagement des parties prenantes pour comprendre les défis spécifiques auxquels sont confrontées les communautés mal desservies. Ce processus consiste à remédier aux disparités démographiques et géographiques, à stimuler la culture numérique, à s'attaquer aux facteurs socio-économiques qui entravent l'accès au numérique et à garantir une infrastructure numérique adéquate. En outre, il faut réformer les cadres réglementaires et politiques, se concentrer sur les besoins en matière d'éducation et de soins de santé, prendre en compte les opportunités économiques et impliquer activement le public dans la prise de décision. Grâce à une stratégie globale axée sur les données et à une collaboration avec les secteurs public et privé, les pays et les régions peuvent efficacement établir des priorités et investir dans des initiatives visant à réduire le fossé numérique, à favoriser un développement numérique inclusif et à promouvoir un accès équitable aux avantages de l'économie numérique.

Dans ce contexte, ce rapport propose un ensemble d'options politiques globales en sept étapes pour que les pays de l'OCI s'adaptent à la numérisation croissante des activités économiques et profitent de son importance grandissante. Il s'agit notamment de déterminer les domaines d'investissement prioritaires, de financer les investissements dans l'infrastructure numérique, d'améliorer l'accès aux technologies numériques, de réglementer l'économie numérique, de garantir la cybersécurité, d'aider les entreprises et les entrepreneurs à mieux utiliser les technologies numériques et d'améliorer les compétences afin d'accroître la productivité et de minimiser les pertes d'emploi.



CHAPITRE 1

Développements récents dans l'économie mondiale: Tendances et perspectives



La reprise économique mondiale est menacée par une inflation persistante, des taux d'intérêt en hausse, des tensions géopolitiques croissantes et des incertitudes, qui aggravent le risque d'une faible croissance prolongée en raison des effets persistants du COVID-19, de l'aggravation des effets du changement climatique et des défis structurels non relevés. Le commerce international reste sous pression en raison des tensions géopolitiques, de l'affaiblissement de la demande mondiale et du resserrement des politiques monétaires et fiscales.

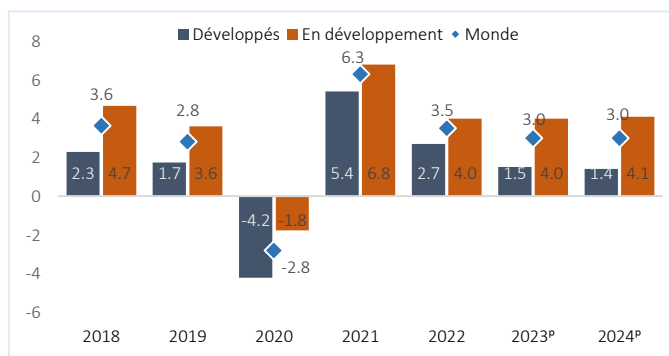
CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Une croissance économique atone enregistrée en 2022 après un fort rebond en 2021

La pandémie de COVID-19 et les mesures d'endiguement associées ont entraîné un ralentissement sans précédent des activités économiques dans le monde entier en 2020. Selon le Fonds monétaire international (IMF, 2022a), le PIB réel mondial s'est contracté de -2,8%, les économies développées se contractant davantage que les pays en développement, respectivement de -4,2% et de -1,8%. Avec la levée des restrictions liées à la pandémie, une forte reprise économique a été enregistrée dans le monde, le taux de croissance économique mondial atteignant 6,3 % en 2021, grâce à une forte reprise dans les pays développés (5,4 %) et dans les pays en développement (6,8 %) (*graphique 1.1*). Il convient

toutefois de noter que cette reprise rapide en 2021 doit être interprétée avec une certaine prudence, car elle est principalement due à l'effet de base. Les graves contractions de la production enregistrées par les pays du monde entier en 2020 ont entraîné une faible base de comparaison et un report statistique important, amplifiant les taux de croissance en glissement annuel en 2021 (UN, 2021).

Graphique 1.1: Croissance du PIB réel (%)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale (WEO), avril 2023 et mise à jour WEO juillet 2023. Note : P= Projection

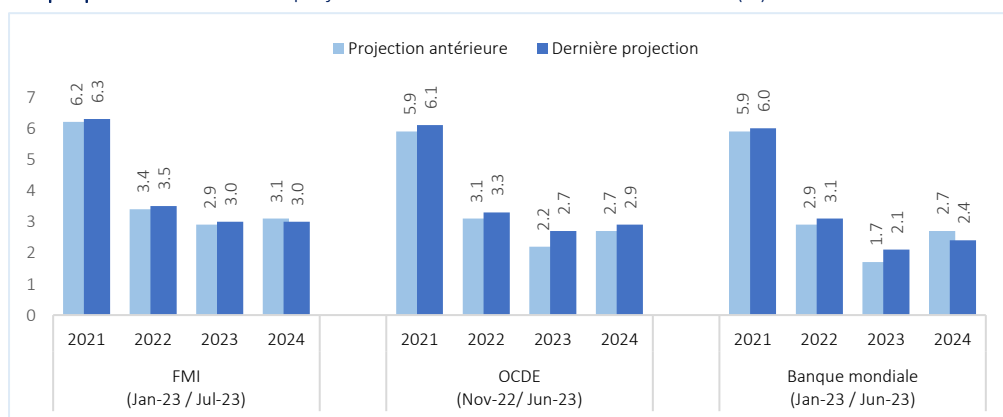
L'érosion de l'effet de base en 2022 a contribué à ramener le taux de croissance du PIB réel à sa trajectoire pré-pandémique. Un taux de croissance modéré de 3,5 % a été enregistré en 2022 et devrait se poursuivre de la même manière, les banques centrales des principales économies du monde s'efforçant de réduire l'inflation. Les projections du FMI montrent que l'économie mondiale continuera à maintenir un taux de croissance de 3 % en 2023 et 2024. Plusieurs problèmes urgents continuent de masquer la trajectoire de la croissance économique mondiale sur la période 2022-2024. Plus particulièrement, le conflit actuel entre la Russie et l'Ukraine devrait avoir un impact substantiel sur la reprise économique mondiale post-pandémique et faire peser des incertitudes importantes sur les perspectives. En outre, les mesures prises par les



banques centrales ont limité la croissance du secteur financier, ce qui pourrait accroître les vulnérabilités du secteur bancaire en 2023 et 2024 (IMF, 2023a ; 2023b). Il pourrait en résulter une baisse modérée de la croissance du secteur financier, ce qui pourrait entraîner une nouvelle baisse des projections de croissance mondiale. Néanmoins, la positivité de l'économie mondiale après la pandémie se maintient. La demande mondiale reste forte, ce qui maintient également le niveau des prix à un niveau élevé.

Compte tenu de la forte demande, en particulier dans les pays en développement, le taux de croissance économique mondial a été revu à la hausse par le FMI, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Banque mondiale. Les projections de juillet 2023 du FMI anticipent une croissance de 0,1 point de pourcentage plus élevée en 2023 que ce qui avait été prévu en janvier. Cette différence positive est plus importante dans le cas de l'OCDE. L'OCDE prévoit un taux de croissance de 2,7 % d'ici la fin de 2023, au lieu des 2,2 % prévus en novembre 2022. De même, dans son récent rapport sur les perspectives économiques mondiales, la Banque mondiale a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2023, les faisant passer de 1,7 % à 2,1% (*graphique 1.2*). Les perspectives pour 2024 sont toutefois très incertaines. Alors que le conflit entre la Russie et l'Ukraine se poursuit, que les tensions géopolitiques sont fortes et que les prix des matières premières restent élevés, le FMI a révisé le taux de croissance prévu pour 2024 de 3,1 % à 3 %. Le risque d'avoir une souche virale plus contagieuse du COVID-19, qui pourrait affecter l'économie mondiale, et un risque accru d'inflation dans les économies émergentes ont également exercé une pression sur les perspectives de croissance en 2024 (IMF, 2023b).

Graphique 1.2: Révisions des projections de croissance du PIB réel mondial (%)

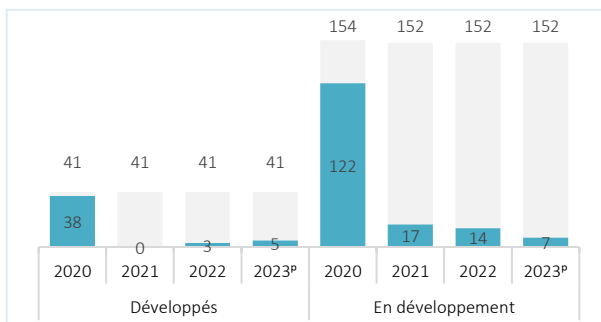


Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, mise à jour de janvier 2023 et mise à jour de juillet 2023 ; Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales, janvier 2023 et juin 2023 ; OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, novembre 2022 et juin 2023.

Selon les données du FMI, en 2020, pendant la pandémie, 38 économies développées dans le monde ont enregistré un taux de croissance négatif du PIB. Avec la récession de l'économie mondiale due à la pandémie en 2020, 122 des 154 pays en développement ont connu un taux de croissance économique négatif cette année-là. Tous les pays développés ont enregistré un taux de croissance positif en 2021 grâce au processus de reprise économique en cours et seuls 17 pays en développement ont connu une contraction de leur PIB au cours de la même année. En 2022,

la grande majorité des économies des régions développées et en développement étaient sur la bonne voie et affichaient des taux de croissance positifs (181 pays sur les 193 pour lesquels des données sont disponibles). En particulier, les projections pour 2023 montrent que seuls cinq pays développés et sept pays en développement enregistreront un taux de croissance négatif (*graphique 1.3*).

Graphique 1.3: Nombre de pays ayant un taux de croissance du PIB négatif

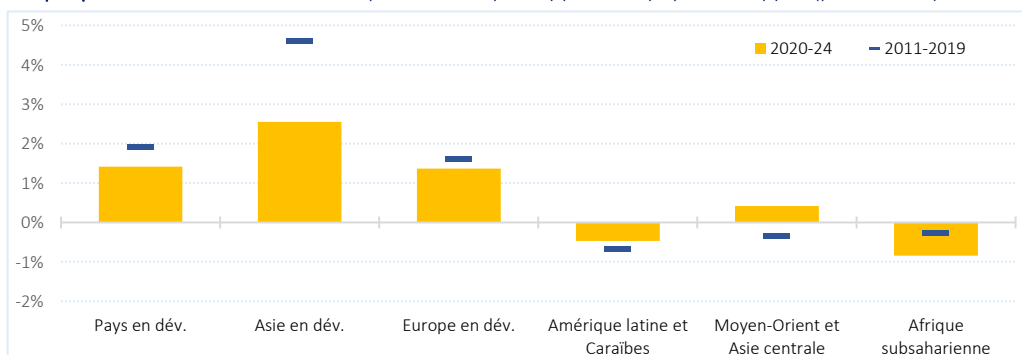


Source: FMI, Base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : P= Projection

La divergence des perspectives économiques entre les pays reste une préoccupation majeure

Le ralentissement du taux de croissance économique par habitant depuis l'apparition de la pandémie dans les pays en développement a eu un impact négatif sur leur rythme de croissance. Globalement, la pandémie a perturbé les progrès de nombreux pays en développement en termes de rattrapage du revenu par habitant par rapport aux pays développés (SESRIC, 2022). Le processus de reprise après la pandémie a été affecté par le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, qui a détérioré les perspectives de reprise rapide et gonflé les prix mondiaux des produits de base. Selon les estimations, la différence de croissance du revenu par habitant entre les pays en développement et les pays développés devrait diminuer de 1,4 % en 2020-24, contre 1,9 % au cours de la décennie précédente (*graphique 1.4*), ce qui indique que le rattrapage du revenu par habitant par rapport aux économies développées se ralentirait compte tenu des taux de croissance projetés.

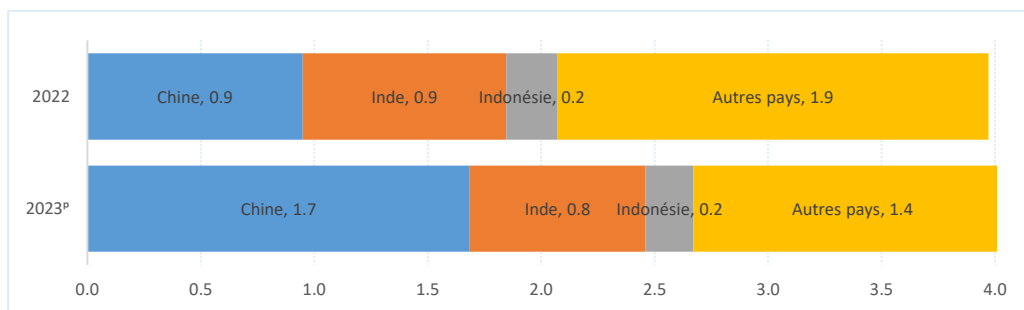
Graphique 1.4: Croissance du revenu par habitant par rapport aux pays développés (points de %) *



Source: Calculs des auteurs sur la base des données du FMI, Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023.
 Note : * Différence moyenne annuelle du taux de croissance du PIB par habitant à prix constants entre les groupes de pays en développement et les pays développés.

Les différences régionales sont également importantes. Les pays en développement d'Europe et surtout d'Asie devraient connaître un ralentissement notable de leur processus de rattrapage, tandis que ceux d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Afrique subsaharienne, qui s'étaient déjà écartées des pays développés, devraient élargir l'écart. Par ailleurs, les pays en développement du Moyen-Orient et d'Asie centrale, qui se sont également écartés des pays développés au cours de la période 2010-2019, devraient connaître des taux de croissance positifs du revenu réel par habitant au cours de la période 2020-2024. Cette évolution positive leur permettrait de réduire l'écart entre leur revenu moyen par habitant et celui des pays développés au cours de la période 2020-2024.

Graphique 1.5: Principaux contributeurs à la croissance économique des pays en développement (points de pourcentage)



Source: FMI, Base de données des perspectives de l'économie mondiale, mise à jour d'avril 2023 et de juillet 2023. Note: P= Projection

Les taux de croissance du revenu par habitant varient considérablement d'une économie en développement à l'autre, ce qui entraîne également des différences dans le rythme de rattrapage. Cela s'explique principalement par les différences de taux de croissance du PIB réel dans les pays en développement. Le dynamisme économique est alimenté par plusieurs pays - appelés "moteurs de croissance" - dans les économies en développement. Parmi eux, la Chine, l'Inde et l'Indonésie représentaient plus de la moitié de la croissance des pays en développement en 2022. Le taux de croissance des économies en développement devrait se maintenir à 4 % en 2023 comme en 2022. Ces trois pays devraient à nouveau tirer la croissance grâce à leurs vastes marchés intérieurs et à leur base d'exportation diversifiée. Ils devraient contribuer de manière significative à la croissance des pays en développement, à hauteur de 67 % en 2023 (*graphique 1.5*).

CHOMAGE

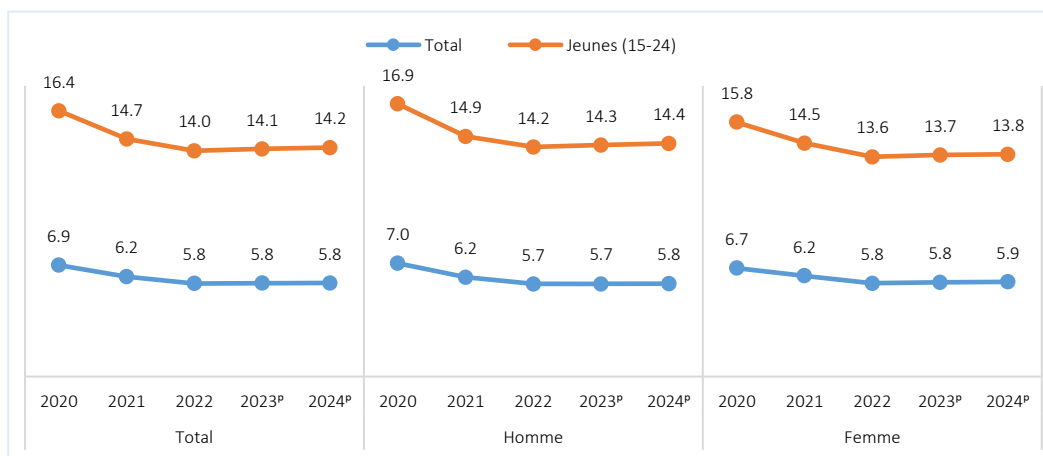
Le taux de chômage a continué à baisser en 2022

Selon les estimations de l'OIT, le nombre de chômeurs dans le monde s'élevait à 192 millions en 2022, contre 214,2 millions en 2021. Selon les prévisions, le nombre de chômeurs dans le monde devrait diminuer légèrement, de 1 million, pour atteindre 191 millions en 2023 (OIT, 2023). Le taux de chômage, au niveau mondial a baissé de 0,7% à 6,2 % en 2021, après avoir atteint un niveau record de 6,9 % en 2020 en raison de l'apparition de la pandémie, soit le niveau le plus élevé depuis 1991, date à laquelle les données commencent à être disponibles. En 2022, le taux

de chômage mondial a connu une nouvelle baisse de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 5,8 %. Selon les estimations, ce chiffre devrait rester inchangé jusqu'en 2023 et 2024 (*graphique 1.6*). En général, la baisse du taux de chômage d'ici 2023 ne sera pas assez importante pour réduire les écarts dus à la pandémie ; bien que celle-ci ait diminué dans la plupart des pays, entraînant une nette accélération de la reprise des taux de chômage au niveau mondial (ILO, 2023).

La forte contraction de l'économie mondiale en 2020 a eu des effets négatifs disproportionnés sur l'emploi et les revenus de certains groupes tels que les jeunes, les femmes, les travailleurs ayant un niveau d'éducation relativement faible, les travailleurs migrants saisonniers et les travailleurs informels. Constituant de larges segments de la population, notamment dans les pays en développement, ces groupes ont été plus vulnérables aux aspects économiques négatifs de la pandémie et des mesures d'endiguement et, par conséquent, ont généralement été les plus touchés. Les jeunes - âgés de 15 à 24 ans constituent un segment particulièrement vulnérable de la population mondiale, avec un taux de chômage environ 2,5 plus élevé que celui des adultes. Les faibles possibilités d'emploi pour les jeunes, qui constituaient déjà un défi mondial, se sont encore aggravées en raison de l'effondrement économique causé par la pandémie. Toutefois, le chômage des jeunes a régulièrement diminué, passant de 16,4 % en 2020, pendant le pic de la pandémie, à 14,7 % en 2021, puis à 14,0 % en 2022, à mesure que les mesures d'endiguement ont été progressivement levées. Néanmoins, on estime qu'il y aura de légères augmentations pour atteindre 14,1 % en 2023 et 14,2 % en 2024 (*graphique 1.6*).

Graphique 1.6: Taux de chômage mondial (%)



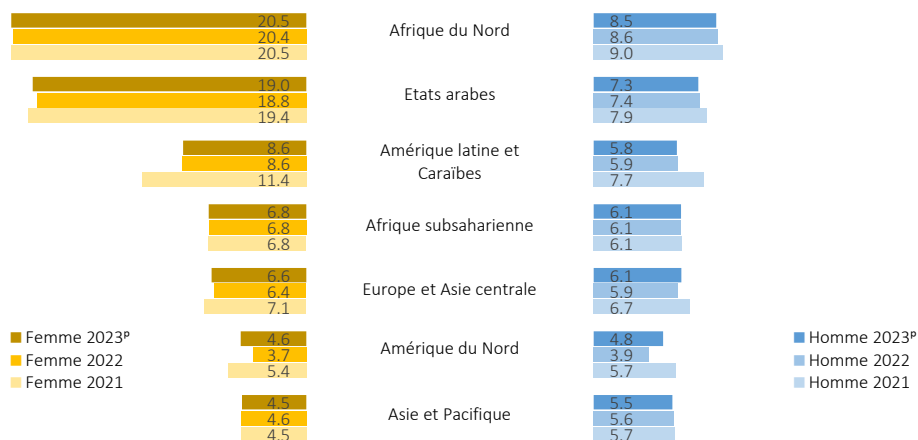
Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2022.

Le taux de chômage total des hommes devrait diminuer, passant de 6,2 % en 2021 à 5,7 % en 2022. Il devrait se maintenir à 5,7 % en 2023 avant d'enregistrer une légère hausse à 5,8 % en 2024. De même, le taux de chômage des femmes a continué à diminuer en 2022, passant de 6,2 % en 2021 à 5,8 % cette année-là. Les estimations montrent qu'il se maintiendra à 5,8% en 2023 et augmentera légèrement pour atteindre 5,9% en 2024 (*graphique 1.6*). En outre, Le taux de participation à la population active (TPPA), qui avait fortement baissé en 2020 en raison de la



pandémie, a augmenté de 1,2 et 1,3 % pour les hommes et les femmes entre 2020 et 2022, respectivement. Toutefois, le taux d'activités des femmes (47,3 %) est resté nettement inférieur à celui des hommes (72,5 %).

Graphique 1.7: Taux de chômage par région et par sexe(%)



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT. Note : La classification régionale est basée sur les groupes de pays de l'OIT. Les régions sont classées en fonction de la différence entre les taux de chômage des femmes et des hommes en 2022.

Toutefois, si les taux de chômage globaux des hommes et des femmes ont baissé en 2022, ils varient selon le sexe et la région dans le monde (*graphique 1.7*). Les taux de chômage des hommes et des femmes ont diminué dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie et du Pacifique. En Afrique subsaharienne, les taux sont restés stables, tandis qu'en Asie et dans le Pacifique, le taux de chômage des femmes a légèrement augmenté, tandis que celui des hommes a légèrement baissé. En outre, l'écart entre les taux de chômage des femmes et des hommes s'est creusé en 2022 en Europe et en Asie centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique du Nord. En Afrique du Nord et dans les États arabes, le taux de chômage des femmes reste deux fois supérieur à celui des hommes, principalement en raison de certaines traditions sociales et de facteurs propres à chaque pays (SESRIC, 2021). Il ressort clairement du *graphique 1.7* que pour les femmes, il est plus difficile d'obtenir un emploi dans de nombreuses régions en développement dans le monde.

PRIX ET INFLATION

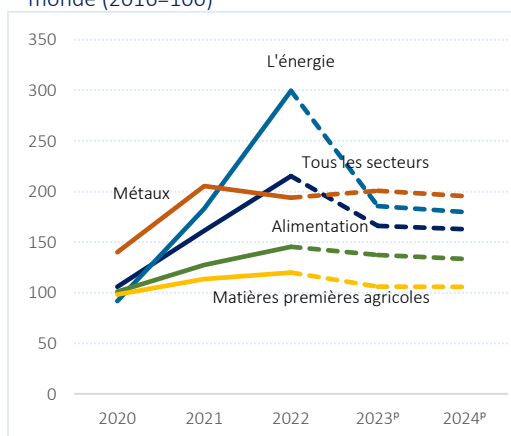
Les prix des produits de base ont encore augmenté en 2022, l'inflation atteignant des sommets.

En 2020, les marchés des produits de base ont été confrontés à de fortes perturbations dues à la pandémie et aux mesures d'atténuation associées qui ont entraîné une chute de la demande mondiale pour la plupart des produits de base en raison d'une forte réduction de la consommation, de la production et des investissements. Les prix des produits de base ont fortement baissé en raison de la dégringolade de la demande mondiale, les prix du pétrole étant

particulièrement touchés, chutant d'un tiers (32,7 %) par rapport à 2019. Derrière cette baisse des prix du pétrole se trouve une forte contraction des activités de voyage et de transport, qui représentaient les deux tiers de la consommation de pétrole, en raison des contrôles effectués pour ralentir la propagation de la pandémie (Banque mondiale, 2020).

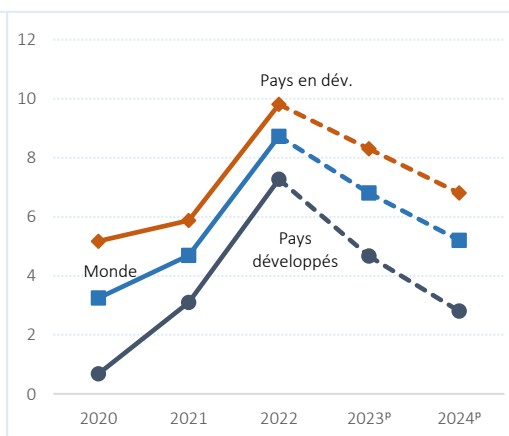
Avec l'assouplissement des restrictions tout au long de 2021, la demande s'est accélérée, mais l'offre a été plus lente à réagir dans un contexte de perturbations continues. Les prix des produits de base ont connu une hausse significative par rapport à leurs faibles niveaux de l'année précédente, augmentant de 52,3 %. En 2022, les prix des produits de base ont augmenté en moyenne de 33,5 % et ont atteint de nouveaux sommets, comme le montre l'indice des prix des produits de base du FMI (*graphique 1.8*). Il devrait diminuer de 23 % en 2023.

Graphique 1.8: Prix des produits de base dans le monde (2016=100)



Source: FMI, Base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : P= Projection

Graphique 1.9: Inflation (%)



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, mise à jour d'avril 2023 et de juillet 2023. Note : Variation annuelle moyenne des prix à la consommation (IPC) ; P= Projection

En raison d'une forte reprise de la demande et de l'amélioration des perspectives économiques mondiales, les prix de l'énergie (combustibles) ont augmenté de 99,6 % en 2021. Le rythme d'augmentation des prix de l'énergie s'est ralenti en 2022, mais il a continué à augmenter (63,6%). Les prix des métaux, soutenus par la reprise de l'industrie manufacturière mondiale, l'amélioration des perspectives d'investissement dans les infrastructures des économies avancées et les perturbations de l'approvisionnement dues au COVID-19, ont augmenté de 46,7 % en 2021 et diminué de 5,6 % en 2022. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 26,1 % en 2021 et de 14,1 % en 2022. En ce qui concerne les matières premières agricoles, les prix ont augmenté de 15,5 % en 2021 et de 5,7 % en 2022.

Contrairement à 2022, les prix globaux des produits de base devraient diminuer en 2023. L'indice des prix des produits de base devrait diminuer de 22,9 % en 2023 et de 2,0 % en 2024. Cette baisse est due à plusieurs facteurs, notamment le ralentissement de l'activité économique, des conditions météorologiques hivernales favorables et des changements dans les flux commerciaux mondiaux de produits de base (World Bank, 2023a ; 2023b).



En conséquence, les prix de l'énergie en 2023 devraient connaître une forte baisse de 38,0 %. Cette situation s'explique par le fait que les sanctions occidentales sur les exportations de pétrole brut russe ont eu un impact moindre sur l'offre, les exportations russes étant restées stables lorsque le pays a réorienté son pétrole vers des pays non sanctionnés, principalement l'Inde et la Chine, en le vendant à un prix inférieur à celui du Brent. En outre, les pays membres de l'OCDE qui ont vendu leurs réserves stratégiques de pétrole ont contribué à équilibrer les marchés pétroliers, compensant partiellement la sous-production et les réductions de production de l'OPEP+ (IMF, 2023a). Les prix mondiaux des denrées alimentaires et des produits agricoles de base devraient baisser de 5,6 % et de 11,6 %, respectivement, en 2023, grâce notamment à l'accord sur les céréales de la mer Noire signé en juillet 2022, puis renouvelé en novembre 2022. Cet accord a facilité l'approvisionnement en denrées alimentaires de l'Ukraine et de la Russie, grands producteurs de blé et de maïs, et a permis aux engrais russes d'atteindre les marchés mondiaux. Toutefois, le retrait de la Russie de l'accord sur les céréales à la mi-2023 entraînera une possible augmentation des prix des denrées alimentaires (UN, 2022 et IMF, 2023a). Les prix des métaux devraient augmenter de 3,5 % en 2023, après une baisse de 5,6 % en 2022. Même avant la guerre, les pénuries d'approvisionnement, la libération de la demande refoulée et le rebond des prix des matières premières ont entraîné une augmentation rapide de l'inflation des prix à la consommation dans le monde entier.

L'inflation mondiale a augmenté à 4,7 % en 2021 et a atteint 8,7 % en 2022. Elle devrait ralentir jusqu'en 2023 et 2024 pour atteindre respectivement 6,8 % et 5,2 %. L'augmentation de l'inflation a été notable dans les pays en développement, passant de 5,9 % en 2021 à 9,8 % en 2022, et les prévisions indiquent un ralentissement à 8,3 % et 6,8 % en 2023 et 2024, respectivement. Dans les pays développés, le taux d'inflation était de 3,1 % en 2021, et puis il a plus que doublé pour atteindre 7,3 % en 2022. Les prévisions indiquent qu'il diminuera à 4,7 % et 2,8 % en 2023 et 2024, respectivement (*graphique 1.9*). Bien que les projections signalent un déclin en 2023 et 2024, il existe une grande incertitude quant aux déséquilibres entre l'offre et la demande, notamment ceux qui découlent de la guerre. Certaines banques centrales des pays développés et en développement, en particulier la Réserve fédérale américaine, poursuivent le resserrement de leur politique monétaire en raison des pressions inflationnistes croissantes.

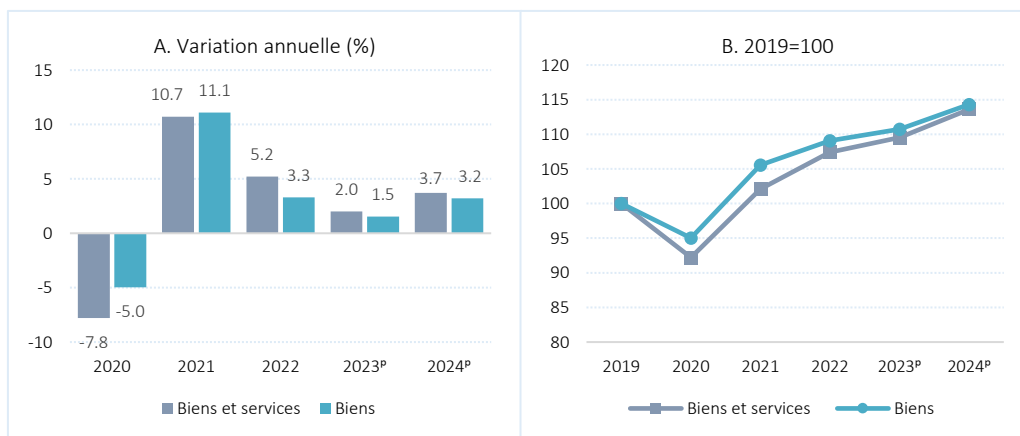
En effet, au niveau mondial, la hausse de l'inflation est devenue une préoccupation majeure dans de nombreux pays. Dans certaines économies avancées, dont les États-Unis et certains pays européens, comme l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, l'inflation de 2022 devrait être la plus élevée depuis 40 ans. Selon le FMI (2022), il existe un risque croissant que les anticipations d'inflation s'éloignent des objectifs des banques centrales, ce qui entraînerait une réaction plus agressive de ces dernières. À mesure que les banques centrales des économies avancées resserrent leur politique et que les taux d'intérêt augmentent dans ces pays, les pays en développement pourraient être confrontés à un nouveau retrait de capitaux et à des dépréciations de devises susceptibles d'accroître les pressions inflationnistes. L'augmentation du coût de la vie due à une inflation élevée, en particulier la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, pourrait accroître le risque de troubles sociaux, notamment dans les pays en développement.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le volume des échanges continue de croître, mais à un rythme plus lent

Les mesures de confinement et les fermetures visant à enrayer la pandémie ont eu un effet négatif sur l'offre et la demande. Le transport international et les chaînes de valeur mondiales (CVM) ont également été remarquablement perturbés pendant les fermetures des économies. Les effets négatifs sans précédent de la pandémie ont entraîné un effondrement remarquable (-7,8%) du volume des échanges mondiaux en 2020. Toutefois, la reprise a été rapide, en particulier dans le commerce des marchandises, tandis que le commerce des services reste atone, notamment en raison de la lenteur de la reprise des activités de voyage. Après une baisse de 5,0 % en 2020, les échanges de biens ont rebondi et progressé de 11,1 % en 2021. De même, les échanges de biens et de services ont affiché un taux de croissance significatif de 10,7 % en 2021, après le recul de l'année précédente (*graphique 1.10*).

Graphique 1.10: Volume du commerce mondial



Source: FMI, Base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : P= Projection

En raison du ralentissement considérable de l'activité économique globale, le conflit en Ukraine et les effets persistants de la pandémie, le taux de croissance du commerce mondial s'est ralenti en 2022. Les sanctions imposées à la Russie pour l'inciter à mettre fin à la guerre limitent les liens financiers et commerciaux entre la Russie et d'autres pays, ce qui a des répercussions considérables. En conséquence, le FMI a indiqué que le taux de croissance du volume des échanges mondiaux de biens et de services est passé de 10,7 % en 2021 à 5,2 % en 2022, tandis que le volume des échanges de biens a connu un ralentissement similaire, passant de 11,1 % en 2021 à 3,3 % en 2022. Les dernières projections du FMI indiquent que la croissance du volume des échanges mondiaux de biens et de services devrait baisser à 2,0 % en 2023 et remonter à 3,7 % en 2024. De même, la croissance du volume des échanges de marchandises devrait encore ralentir pour atteindre 1,5 % en 2023 avant de remonter à 3,2 % en 2024 (*graphique 1.10.A*). Plusieurs facteurs tels que la baisse de l'inflation attendue et les attentes positives concernant un éventuel accord entre l'Ukraine et la Russie pourraient accroître le volume du commerce mondial tout en réduisant le coût du transport. Dans l'ensemble, en 2022, les chiffres ont montré



que le volume du commerce mondial est bien supérieur à son niveau d'avant la pandémie et que la reprise se poursuit dans un climat positif malgré quelques difficultés liées à la hausse des prix de l'énergie et à plusieurs conflits/tensions régionaux en cours (*graphique 1.10.B*).

En dollars américains nominaux, le commerce de marchandises a enregistré un taux de croissance à deux chiffres dans toutes les régions en 2021, alors que toutes les régions ont enregistré une baisse des exportations et des importations l'année précédente, bien qu'à des échelles différentes (*Tableau 1.1*). La valeur des exportations mondiales de marchandises a baissé de 7,2 % en 2020 en raison de l'impact de la pandémie. Elle a augmenté de 26,6 % en 2021, principalement en raison de l'effet de base, puis de 11,5 % en 2022. Au niveau régional, la plus forte croissance, de 42,3 % en 2021 et de 41,6 % l'année suivante, a été enregistrée au Moyen-Orient (40,5%), principalement en raison d'une augmentation des prix du pétrole résultant de la reprise de l'activité économique dans l'économie mondiale. Les exportations en provenance d'Asie, qui ont diminué modérément de 1,4 % en 2020, ont augmenté de 27,2 % en 2021 et de 7,3 % en 2022. Des disparités régionales existent également dans la croissance des importations, allant de 23 % en Amérique du Nord à 42,2 % en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes en 2021. En 2022, la plus forte augmentation a été observée dans la région de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes (23,5 %), tandis que les importations vers l'Asie n'ont augmenté que de 9,5 %.

Le commerce des services commerciaux s'est contracté plus fortement que le commerce des marchandises en 2020 et a enregistré un rebond moins important en 2021 que les exportations de marchandises. Toutefois, les exportations de services commerciaux ont progressé plus rapidement en 2022 que les exportations de marchandises. Au niveau mondial, les exportations de services commerciaux ont augmenté de 19% en 2021 et de 14,8% l'année suivante. Au niveau

Tableau 1.1: Variation annuelle des valeurs du commerce mondial par région sélectionnée (%)

Exportations			Région	Importations		
2020	2021	2022		2020	2021	2022
Marchandises						
-7,2	26,6	11,5	Monde	-7,5	26,5	13,3
-17,8	41,0	17,8	Afrique	-16,6	26,6	16,3
-1,4	27,2	7,3	Asie	-6,3	30,0	9,5
-6,3	22,4	8,6	Europe	-6,3	23,8	15,1
-24,5	42,3	41,6	Moyen-Orient	-12,8	26,3	20,3
-12,5	23,5	17,5	Amérique du Nord	-7,9	23,0	15,7
-9,4	33,7	16,5	Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	-16,0	42,2	23,5
Services commerciaux						
-17,3	19,0	14,8	Monde	-18,1	16,0	14,8
-35,1	22,4	30,6	Afrique	-23,8	9,9	19,0
-19,8	20,4	13,6	Asie	-19,5	15,1	11,6
-12,9	20,0	11,4	Europe	-13,1	14,8	12,5
-22,6	25,9	47,3	Moyen-Orient	-29,6	25,5	22,6
-19,2	11,7	15,6	Amérique du Nord	-21,7	19,4	24,2
-36,7	19,1	39,6	Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	-28,5	24,5	33,6

Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de WTO STATS.

régional, du côté des exportations, le Moyen-Orient a enregistré la plus forte augmentation des exportations de services commerciaux en 2021 (25,9%) et en 2022 (47,3%). En 2022, après le Moyen-Orient, viennent l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes (39,6%) ainsi que l'Afrique (30,6%), régions les plus durement touchées par la chute de plus d'un tiers des exportations de services commerciaux en 2020. Du côté des importations, le Moyen-Orient, qui a connu une contraction de 29,6% des importations de services commerciaux en 2020, a enregistré la plus forte hausse (25,5%) en 2021. La plus forte variation en pourcentage d'une année à l'autre en 2022 a été enregistrée dans la région de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et des Caraïbes (33,6 %). Destinées à contrôler la propagation du COVID-19, les mesures d'endiguement, notamment les restrictions sur les voyages internationaux, ont joué un rôle central dans la contraction des échanges de services commerciaux dans le monde entier en 2020. Les services de transport et de voyage ont été les plus touchés, avec une baisse des échanges de services en 2020 et une hausse au cours des deux années suivantes. Grâce à la suppression de toutes ces restrictions, toutes les régions ont connu une reprise remarquable de leurs importations de services au cours des deux années consécutives, ce qui leur a permis de retrouver et même de dépasser les niveaux d'avant la pandémie d'ici à 2022.

BALANCE DES COMPTES COURANTS.

Les pays en développement accroissent leurs excédents, les pays développés sont confrontés à un déficit en 2022

Après avoir atteint un sommet en 2021, les balances courantes mondiales - la somme des déficits et des excédents absolus - se sont réduites en 2022, essentiellement en raison des déficits des pays développés, sous l'impulsion des États-Unis. Ils devraient encore se réduire en 2023, principalement en raison de la diminution des excédents des pays en développement. En 2024 et à moyen terme, les soldes des comptes courants mondiaux devraient se redresser régulièrement (*Tableau 1.2*) à mesure que les prix des produits de base devraient baisser et se stabiliser (World Bank, 2023a).

La balance courante agrégée des pays développés était déficitaire de 258,4 milliards de dollars en 2022, contre un excédent de 435,2 milliards de dollars en 2021, tandis que le déficit massif des États-Unis est passé de 846,4 milliards de dollars en 2021 à 925,6 milliards de dollars en 2022. En termes de pourcentage, du PIB, les pays développés en tant que groupe ont enregistré un excédent des comptes courants de 0,8 % en 2021, lequel s'est transformé en un déficit de 0,5 % en 2022. L'excédent global des pays en développement, qui s'élevait à 325,7 milliards de dollars en 2021, a augmenté de 79 % pour atteindre 582,7 milliards de dollars en 2022. Les excédents croissants de la Chine et les excédents importants enregistrés au Moyen-Orient et en Asie centrale ont joué un rôle important dans cette amélioration. Le ratio excédents/PIB a augmenté dans les pays en développement, passant de 0,8 % en 2021 à 1,4 % en 2022. Les projections actuelles du FMI montrent que les excédents des pays en développement devraient tomber à 0,3 % du PIB en 2023 et disparaître en 2024, tandis que ceux des pays développés s'amélioreront pour atteindre 0,3 % du PIB d'ici à 2024.



Parmi les pays développés, les États-Unis continuent d'afficher un déficit commercial important qui s'est traduit par un déficit de la balance courante de 3,6% en 2021, ainsi qu'en 2022, avec une aggravation par rapport aux 2,9 % enregistrés en 2020. Ce déficit (en pourcentage du PIB) devrait diminuer à 2,7 % en 2023, puis à 2,5 % en 2024. L'Allemagne et le Japon ont généré d'importants excédents commerciaux en 2021, ce qui leur a permis de dégager un excédent de la balance courante de 7,7% et 3,9%, respectivement. En 2022, les excédents de la balance courante de ces pays sont tombés à 171 milliards de dollars et 90 milliards de dollars, soit respectivement 4,2 % et 2,1 % de leur PIB. Ces pays devraient maintenir de forts excédents au cours des deux prochaines années.

Tableau 1.2: Balance des comptes courants

	En milliards dollars des États-Unis					Pour cent du PIB				
	2020	2021	2022	2023	2024	2020	2021	2022	2023	2024
Monde (Disparité globale)	281,7	760,9	324,2	160,1	198,9	0,3	0,8	0,3	0,2	0,2
Pays développés	125,5	435,2	-258,4	13,3	179,5	0,2	0,8	-0,5	0,0	0,3
États-Unis	-619,7	-846,4	-925,6	-728,8	-689,9	-2,9	-3,6	-3,6	-2,7	-2,5
Allemagne	274,2	329,8	171,0	201,2	227,9	7,1	7,7	4,2	4,7	5,1
Japon	147,9	197,3	90,0	131,8	180,3	2,9	3,9	2,1	3,0	4,0
Pays en développement	156,2	325,7	582,7	146,8	19,4	0,5	0,8	1,4	0,3	0,0
Asie	319,2	252,0	288,9	182,6	132,0	1,5	1,0	1,1	0,7	0,5
Chine	248,8	317,3	417,6	272,5	232,6	1,7	1,8	2,3	1,4	1,1
Europe	1,9	66,1	114,5	-37,7	-38,1	0,1	1,5	2,4	-0,8	-0,7
Amérique latine et les Caraïbes	-15,5	-102,8	-141,6	-111,8	-112,2	-0,4	-2,0	-2,5	-1,8	-1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	-102,9	130,3	360,9	167,5	99,1	-3,0	3,3	7,5	3,6	2,1
Afrique Subsaharienne	-46,5	-19,9	-40,0	-53,9	-61,3	-2,8	-1,1	-2,0	-2,6	-2,7

Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023 Note: P= Projection

Les performances de la balance des comptes courants des pays en développement ont été différentes selon les régions en 2022. Dans les pays en développement asiatiques, les excédents ont augmenté pour atteindre 1,1 % du PIB, contre 1 % l'année précédente, notamment en Chine, qui a un excédent extérieur de longue date, et qui a continué d'enregistrer des excédents croissants qui ont atteint 2,3 % du PIB en 2022, contre 1,8 % en 2021. Néanmoins, au cours de la période 2023-24, les excédents de la Chine et d'autres pays en développement d'Asie devraient se réduire.

L'Afrique subsaharienne a amélioré sa balance des comptes courants en 2021, réduisant le déficit à 1,1 % contre 2,8 % du PIB en 2020. Pourtant, en 2022, le déficit est passé à 2 % du PIB et les projections indiquent qu'il reviendra presque au niveau de 2020 d'ici 2024. La région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale a été la plus durement touchée par la pandémie, accusant un déficit important de 3 % en 2020. La région a enregistré un excédent important de 3,3 % en 2021 grâce à la forte remontée des prix du pétrole et à la reprise économique mondiale. Avec la flambée des prix de l'énergie en 2022, la région a dégagé des excédents beaucoup plus importants qui ont

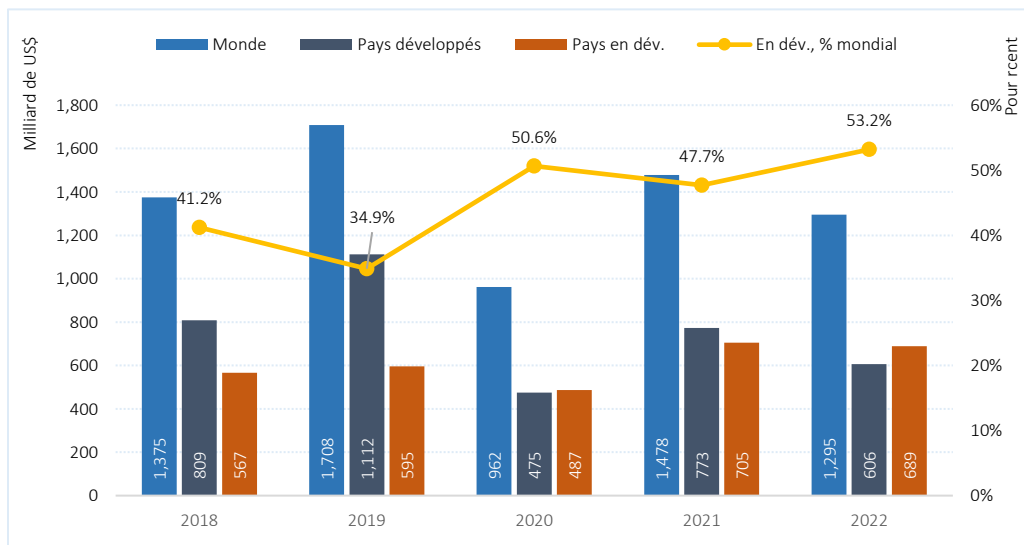
atteint 7,5 % du PIB. L'excédent de la balance courante de la région devrait rester plus élevé que celui des autres régions au cours de la période 2023-24. En revanche, l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré des déficits des comptes courants en 2021 et 2022, et l'on s'attend à ce que cette tendance se poursuive au cours des deux prochaines années.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Un ralentissement marqué de l'IDE mondial en 2022

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD, 2023), les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont connu un rebond significatif en 2021 et se sont élevés à 1,48 trillion de dollars, soit une hausse de 53,7% par rapport au niveau exceptionnellement bas de 962 milliards de dollars en 2020 (en raison de la pandémie). Par la suite, les entrées mondiales d'IDE ont diminué de 12,4 % et se sont élevées à 1,29 trillion de dollars en 2022. Cette situation a résulté d'un important ralentissement des flux d'IDE vers les pays développés, qui sont passés de 773 milliards de dollars en 2021 à 606 milliards de dollars en 2022, tandis que les flux vers les pays en développement ont augmenté de 705 milliards de dollars à 689 milliards de dollars au cours de la même période. Ainsi, la part des pays en développement dans les flux mondiaux d'IDE s'est améliorée, passant de 47,7% en 2021 à 53,2% en 2022 (*graphique 1.11*). Il convient de noter qu'en 2022, les flux vers les pays développés étaient nettement inférieurs au niveau d'avant la pandémie de 2019, de 45,5 %, tandis que les flux vers les pays en développement dépassaient le niveau d'avant la pandémie de 15,7 %.

Graphique 1.11: Flux mondiaux d'IDE

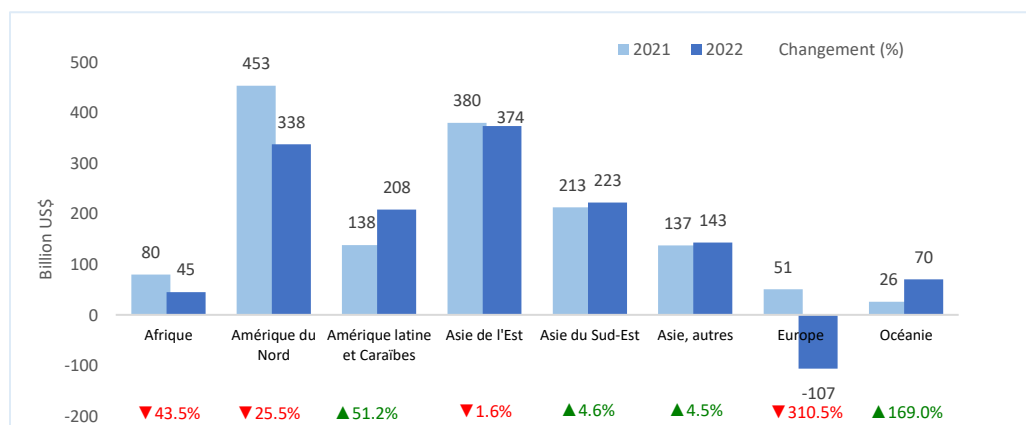


Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2023, tableaux de l'annexe.



L'évolution des entrées d'IDE en 2022 diffère sensiblement d'une région à l'autre (*graphique 1.12*). L'Asie de l'Est est devenue le plus grand bénéficiaire d'IDE en 2022 malgré une légère baisse de 1,6 % à 374 milliards de dollars en raison d'une forte baisse des flux vers l'Amérique du Nord d'un quart (25,5 %) à 338 milliards de dollars. Par rapport à 2021, ce sont les flux vers l'Europe qui ont le plus diminué, de 310,5 %, tandis que l'Océanie a enregistré la plus forte augmentation, de 169 %. Les flux vers l'Amérique latine et les Caraïbes¹ ont augmenté de moitié (51,2%) pour atteindre 208 milliards de dollars. Les flux d'IDE vers l'Afrique se sont élevés à seulement 45 milliards de dollars, soit une baisse de 43,5 % par rapport à l'année précédente.

Graphique 1.12: Flux mondiaux d'IDE par région, 2021 vs. 2022



Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2023, tableaux de l'annexe.

L'environnement mondial des affaires internationales et des investissements transfrontaliers a changé de manière spectaculaire en 2022. En 2022, la dynamique de croissance de 2021 n'a pas été maintenue et les flux mondiaux d'IDE ont connu une baisse due principalement aux crises mondiales, en particulier la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les coûts élevés de l'alimentation et de l'énergie, et l'explosion de la dette publique (UNCTAD, 2023). Du côté positif, les nouveaux investissements dans les industries à forte intensité de la chaîne de valeur mondiale (CVM) ont affiché une augmentation de 15 % au niveau mondial. Le secteur de l'énergie est à l'origine du changement dans la CVM, d'une part en attirant davantage d'investissements dans les technologies renouvelables, en hausse de 15 %, avec des tendances à la hausse dans presque toutes les régions et tous les secteurs, et d'autre part, les grandes compagnies pétrolières et autres sociétés d'énergie conventionnelle vendent leurs actifs principalement à des sociétés de capitaux privés non cotées en bourse dont les exigences en matière de divulgation sont moindres (UNCTAD, 2023).

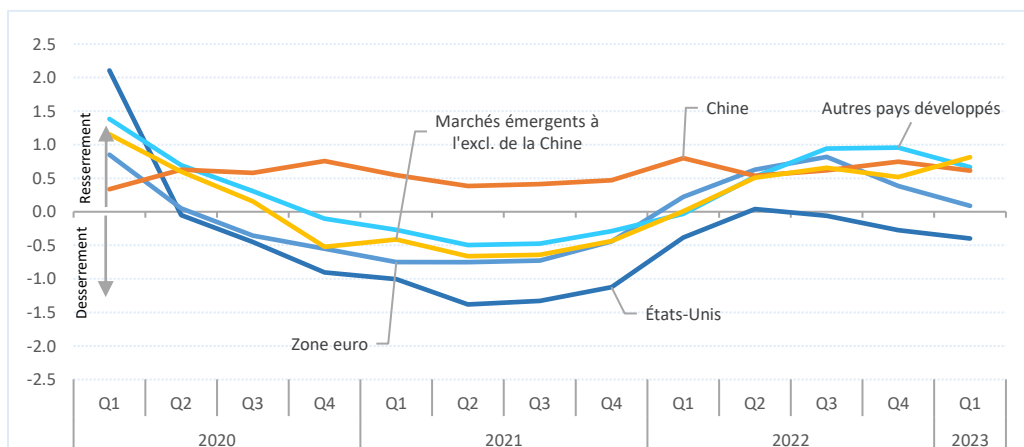
CONDITIONS FINANCIERES

Un environnement financier instable en perspective

Les conditions financières mondiales étaient relativement stables pour les activités économiques mondiales avant la pandémie. Néanmoins, avec l'apparition de la pandémie qui a changé la donne de manière inattendue au début de 2020, les conditions financières mondiales se sont

considérablement resserrées au premier semestre de l'année (*graphique 1.13*). Les mesures de confinement et les arrêts brusques des activités économiques ont non seulement affecté les perspectives économiques, mais ont également changé de façon spectaculaire les attentes et ont alimenté l'incertitude. Comme le COVID-19 se répandait dans le monde, les prix des actifs risqués et des matières premières ont commencé à chuter à une vitesse sans précédent, tandis que les prix des actifs refuges, comme l'or et les bons du Trésor américain, ont augmenté, les

Graphique 1.13: Indices des conditions financières (écarts-types par rapport à la moyenne)



Source: FMI, Rapport sur la stabilité financière dans le monde, avril 2023. * Excluant la Russie et l'Ukraine.

investisseurs recherchant la stabilité plutôt que la rentabilité pendant les crises (IMF, 2020)

Après un brusque resserrement en mars 2020 dans les pays développés et en développement, les conditions financières se sont considérablement assouplies, sauf en Chine— car des mesures politiques extraordinaires ont soutenu l'économie, contribuant à contenir les risques pour la stabilité financière. En 2021, les conditions financières se sont encore assouplies dans les économies développées et la maîtrise des risques pour la stabilité financière s'est poursuivie, grâce au soutien continu des politiques monétaire et budgétaire et au rebond de l'économie mondiale. De même, les conditions financières se sont assouplies dans les économies émergentes, suivant la tendance observée dans les pays développés. Au début de l'année 2022, les conditions financières mondiales se sont considérablement durcies et les risques de dégradation des perspectives économiques ont augmenté en raison de la guerre en Ukraine.

Les conditions financières se sont resserrées alors que les banques centrales continuent de relever leurs taux d'intérêt. Compte tenu de l'environnement mondial très incertain, les risques pour la stabilité financière se sont considérablement aggravés. Les problèmes majeurs auxquels sont confrontés les systèmes financiers sont notamment l'inflation à un niveau record depuis plusieurs décennies, la détérioration continue des perspectives économiques dans de nombreuses régions et la persistance des risques géopolitiques (IMF, 2022a). Un resserrement brusque des conditions financières est susceptible de provoquer un ralentissement l'année prochaine dans un contexte de forte inflation.



En outre, l'instabilité financière critique consécutive aux faillites de la Silicon Valley Bank et de la New York Signature Bank a été accentuée par la perte de confiance dans le Crédit Suisse, ce qui a entraîné un resserrement des conditions monétaires et financières en 2023, en particulier dans les économies développées. En effet, les défaillances du secteur bancaire ont entraîné la faillite des marchés boursiers et l'élargissement des écarts de crédit (IMF, 2023a). Dans ce contexte très incertain, il sera essentiel de trouver un équilibre entre la maîtrise de ces menaces potentielles et la nécessité d'éviter un resserrement désordonné des conditions financières.

SOLDE BUDGÉTAIRE

Les déficits publics continuent de se réduire en 2022

L'impact de la pandémie sur les soldes budgétaires des pays a été important. Les gouvernements ont mis en œuvre diverses mesures budgétaires visant à limiter les effets économiques de la crise, notamment en augmentant les dépenses de santé et les programmes de protection sociale, ainsi qu'en proposant des réductions d'impôts et des plans de relance. En conséquence, les déficits budgétaires se sont considérablement aggravés dans la plupart des pays, entraînant une forte augmentation de la dette publique.

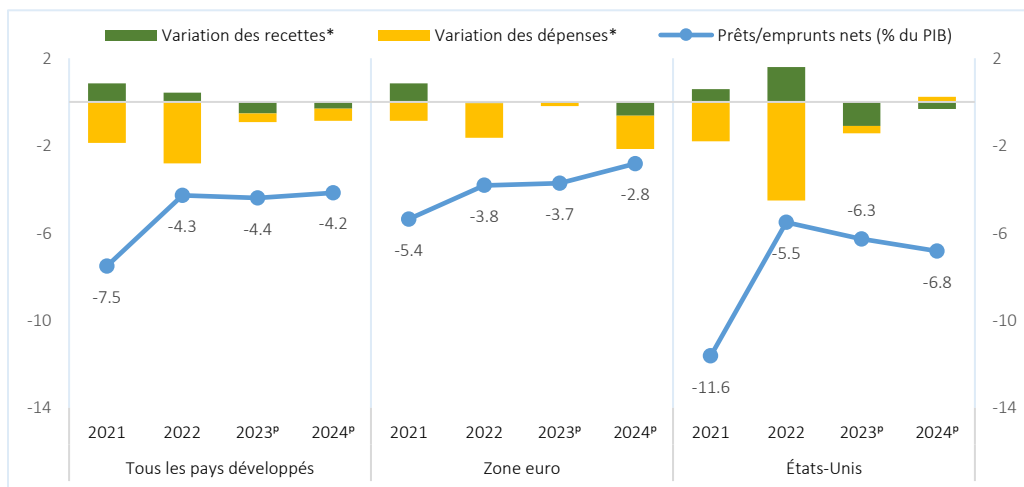
Il est important d'évaluer la viabilité des déficits budgétaires et les risques associés à des niveaux élevés de dette publique. La hausse des déficits et des niveaux d'endettement peut entraîner plusieurs problèmes pour les économies, tels que la réduction de la marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses futures, l'augmentation des coûts d'emprunt et une plus grande vulnérabilité face aux crises financières.

Durant la période post-pandémique, il est devenu essentiel pour de nombreux pays du monde entier d'envisager des mesures d'assainissement budgétaire afin de rétablir la viabilité des finances publiques. Les gouvernements sont invités à élaborer des plans budgétaires à moyen terme qui comprennent une combinaison de mesures d'augmentation des recettes, telles que des réformes fiscales, et de rationalisation des dépenses, telles que la réduction des subventions et l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

Malgré l'élargissement récent de la marge de manœuvre budgétaire résultant de l'inversion de la tendance dans la période post-pandémique, de nombreux pays doivent encore prendre des mesures supplémentaires pour parvenir au redressement budgétaire. Bien que les faibles taux naturels puissent alléger la pression sur la politique budgétaire, ils n'excluent pas la nécessité de faire preuve de responsabilité budgétaire (IMF, 2022a ; 2022b). En réponse à cette nécessité, les déficits budgétaires ont continué à baisser en 2022 dans le monde entier par rapport à l'époque de la pandémie. Cette situation résulte de plusieurs bouleversements qui ont frappé les économies du monde entier ces dernières années - la pandémie, la guerre en Ukraine et les crises des prix de l'énergie et des denrées alimentaires - ainsi que des réponses politiques exceptionnelles qui y ont été apportées (IMF, 2021). En ce qui concerne les soldes budgétaires, on observe une hétérogénéité entre les pays. Les économies avancées affichent généralement des déficits budgétaires plus élevés que les marchés émergents et les économies en développement. Toutefois, plusieurs de ces économies sont également confrontées à des défis

budgétaires importants, en raison de leur exposition aux risques de financement externe et aux fluctuations des prix des matières premières.

Graphique 1.14: Solde budgétaire des administrations publiques dans les pays développés



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note: P= Projection ; * Différence en points de pourcentage par rapport à l'année précédente dans leur ratio au PIB.

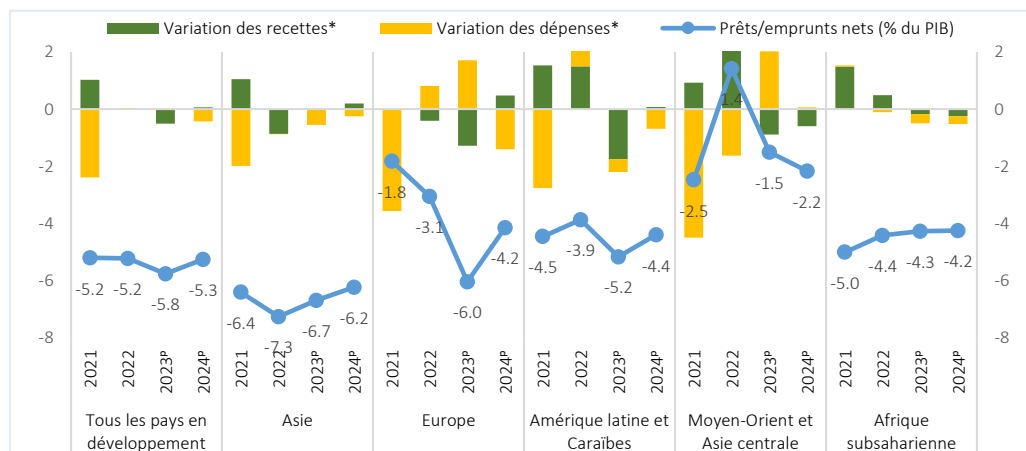
Bien que les aides exceptionnelles liées à la pandémie ont pesé lourdement sur les soldes budgétaires en 2020, les déficits budgétaires publics ont diminué en 2021 et 2022, lorsque les économies se sont redressées et que les pays ont commencé à retirer ces aides exceptionnelles. Le *graphique 1.14* montre que, dans les pays développés, les déficits se sont réduits de 7,5% du PIB en 2021 à 4,3% en 2022, principalement en raison d'une baisse de 2,8 points de pourcentage des dépenses en pourcentage du PIB et d'une augmentation de 0,4 % des recettes. L'amélioration des soldes budgétaires est principalement due à la suppression des mesures fiscales et à l'accélération de la reprise économique après la pandémie. Les déficits devraient osciller autour du niveau de 2022 au cours de la période 2023-2024. Les déficits de la zone euro ont baissé à 3,8% du PIB en 2022, grâce à la fois à une diminution des dépenses. Si de nouvelles baisses sont prévues pour 2023-24, elles devraient également résulter principalement d'une réduction des dépenses. Atteignant jusqu'à 11,6% du PIB en 2021, le déficit des États-Unis est tombé à 5,5% en 2022 - avec une baisse d'environ 4,5 points de pourcentage des dépenses en pourcentage du PIB - et devrait rebondir pour atteindre 6,3 % en 2023 surtout en raison d'une diminution des recettes alors que les dépenses restent pratiquement inchangées.

Dans les pays en développement, la baisse des dépenses et l'augmentation des recettes (en pourcentage du PIB) ont contribué ensemble à réduire de moitié le déficit budgétaire, qui est passé à 5,2 % du PIB en 2021 par rapport à 2020 et s'est maintenu au même niveau en 2022 (*graphique 1.15*). À partir de 2022, la capacité des gouvernements à soutenir la reprise économique par une augmentation des dépenses ou une réduction des recettes (marge de manœuvre budgétaire) a été plus limitée. La guerre en Ukraine et l'augmentation des taux d'intérêt mondiaux pour contenir l'inflation ont encore réduit la marge de manœuvre budgétaire dans de nombreux pays, notamment les pays en développement importateurs de pétrole et de



denrées alimentaires. Dans l'ensemble, les déficits des pays en développement devraient augmenter légèrement pour atteindre 5,8 % du PIB en 2023, principalement en raison d'une baisse des recettes.

Graphique 1.15: La balance budgétaire des administrations publiques dans les pays en développement



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : P= Projection ; * Différence en points de pourcentage par rapport à l'année précédente dans leur ratio au PIB.

Les perspectives d'équilibre budgétaire (en pourcentage du PIB) diffèrent d'une région en développement à l'autre. Toutes les régions, à l'exception de l'Europe, ont enregistré une amélioration des soldes budgétaires en 2022 par rapport à l'année précédente (*graphique 1.15*). Le creusement du déficit budgétaire en Europe résulte de la combinaison d'une augmentation des dépenses et d'une baisse des recettes. Le Moyen-Orient et l'Asie centrale enregistrent un excédent en 2022, résultant à la fois d'une diminution des dépenses et d'une augmentation des recettes. Les soldes budgétaires devraient se détériorer en Europe, au Moyen-Orient et en Asie centrale, ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2023. En Asie, cependant, les déficits devraient se réduire, passant de 7,3 % en 2022 à 6,7 % en 2023. Dans l'Afrique subsaharienne, les perspectives budgétaires s'améliorent depuis 2021 et les déficits devraient continuer à baisser en 2023 et 2024.



CHAPITRE DEUX

Développements économiques récents dans les pays de l'OCI



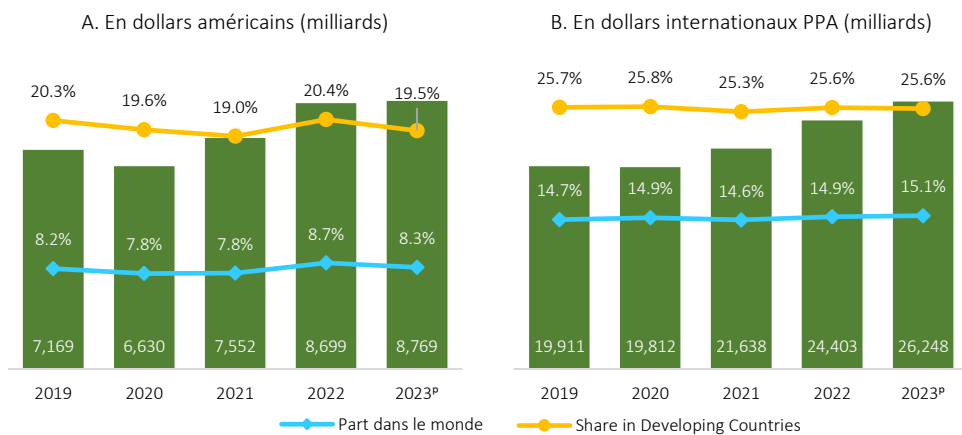
Les conséquences économiques du COVID-19 et de la guerre en Ukraine ont entraîné d'importants défis économiques, notamment une inflation galopante, des ajustements rapides de la politique monétaire et une période de faible croissance économique et de réduction des investissements. Ces développements ont eu d'importantes ramifications sur les activités économiques des pays de l'OCI et du reste du monde.

PRODUCTION ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Production en hausse de 15,2% pour atteindre 8,7 billions de dollars en 2022

À prix courants, le PIB total des pays de l'OCI, qui s'est contracté à 6,6 trillions de dollars en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, s'est redressé à 7,6 trillions de dollars en 2021 et a dépassé le niveau pré-pandémique de 2019. En 2022, il augmentera encore de 15,2 % pour atteindre 8 700 milliards de dollars, en raison de la reprise progressive en cours. Avec cette taille économique, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 8,7% du PIB mondial en 2022, soit 0,9 point de pourcentage de plus que l'année précédente. La part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a également augmenté, passant de 19,0% en 2021 à 20,4% en 2022, ce qui indique que la reprise de la production courante a été plus rapide dans les pays de l'OCI par rapport au reste du monde. Néanmoins, cette situation devrait s'inverser en 2023, étant donné que l'on s'attend à une croissance limitée de la production dans le groupe des pays de l'OCI (graphique 2.1.A).

Graphique 2.1: PIB total et parts mondiales des pays de l'OCI (en prix courants)



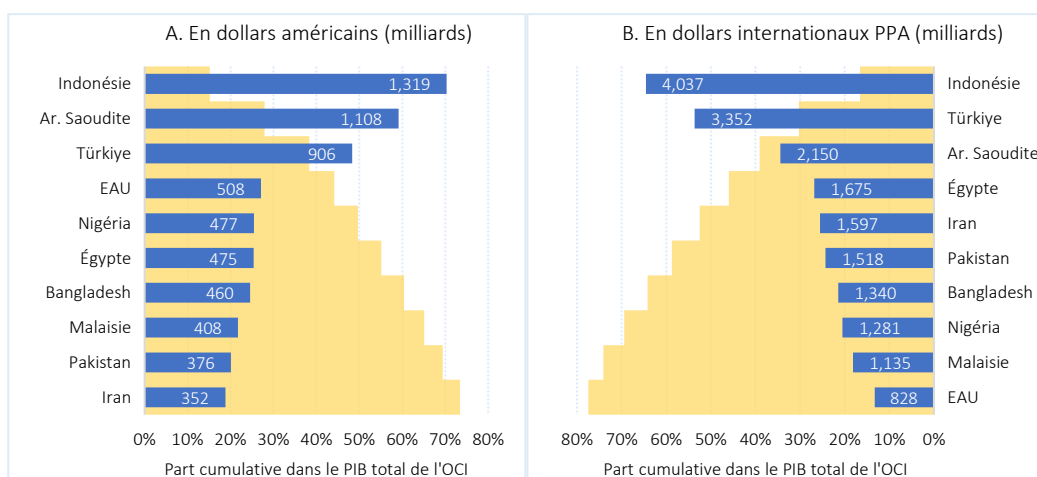
Source: Calculs des services du SESRIC basés sur la base de données du FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : P= Projection ; Les données excluent la Syrie pour toute la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021-2023.

En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) exprimée en dollars internationaux, le PIB total des pays de l'OCI aux prix courants a atteint 24,4 trillions de dollars en 2022, et devrait atteindre 26,2 billions de dollars en 2023. Avec ces montants, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 14,9 % du PIB mondial en 2022, soit une hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2021, et les projections montrent que cette part atteindra jusqu'à 15,1 % en 2023. Leur part dans le PIB total des pays en développement a également augmenté en 2022, pour atteindre

25,6 %, et cette proportion devrait se maintenir en 2023 (*graphique 2.1.B*). Compte tenu de la part estimée des pays de l'OCI dans la population mondiale (24,4%) et dans la population des pays en développement (28,4%) en 2022, leur part dans le PIB, que ce soit en dollars américains ou en dollars internationaux à PPA, reste inférieure aux niveaux souhaités.

En outre, on observe qu'une part importante du PIB total des pays de l'OCI est toujours produite par quelques pays membres, ce qui reflète les grandes différences au niveau de la taille économique. En 2022, les cinq plus grands pays de l'OCI représentaient plus de la moitié (49,6%) du PIB total mesuré en dollars américains courants, tandis que cette part atteignait 73,5% pour les dix plus grands pays (*graphique 2.2.A*). L'Indonésie, avec un PIB de plus de 1,3 trillion de dollars, avait la part la plus élevée dans le PIB de l'OCI (15,2%), suivie par l'Arabie saoudite (12,7%), la Türkiye (10,4%), les Émirats Arabes Unis (5,8%), et le Nigeria (5,5%).

Graphique 2.2: Les 10 premiers pays de l'OCI par PIB, 2022



Source: FMI, Base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023.

Le *graphique 2.2* montre que les dix premiers pays restent inchangés lorsque le PIB est exprimé en dollars internationaux à PPA, bien que le classement de pays change en raison de la différence de pouvoir d'achat découlant des écarts de prix relatifs entre les pays. L'Indonésie était la plus grande économie, avec un équivalent en PPA de 4,0 trillions de dollars qui constituait 16,5% du PIB de l'OCI en 2022. Avec la Türkiye (13,7 %), l'Arabie saoudite (8,8 %), l'Égypte (6,9 %) et l'Iran (6,5 %), ces cinq pays représentaient 52,5 % du PIB total de l'OCI tandis que, pour les dix plus grands pays, cette part atteignait jusqu'à 77,5 % (*graphique 2.2.B*).

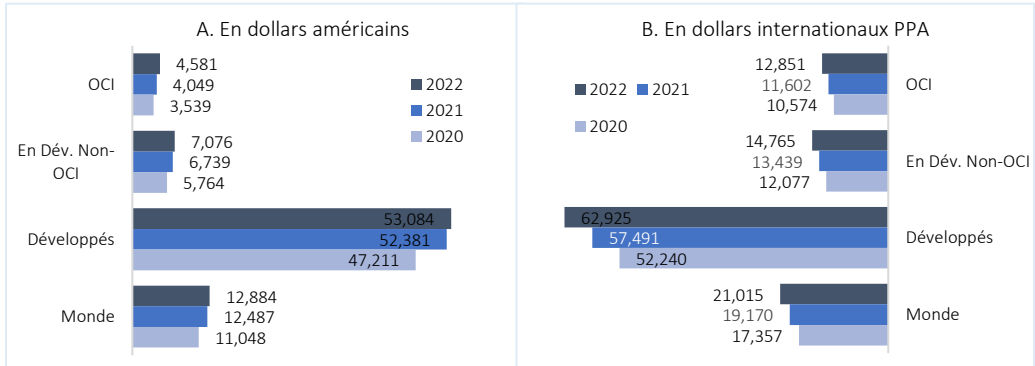
Le PIB moyen par habitant dépasse 4 500 dollars en 2022

Compte tenu de la reprise en cours de la production, les valeurs du PIB par habitant exprimées en prix courants ont continué d'augmenter dans le monde entier en 2022 (*graphique 2.3*). En dollars américains, la moyenne mondiale a augmenté de 3,2% par rapport à l'année précédente pour atteindre 12 884 dollars américains. La hausse dans les pays de l'OCI a été encore plus marquée, le PIB moyen par habitant ayant augmenté de 13,1% pour atteindre 4 581 dollars. Les



pays en développement non membres de l'OCI ont enregistré un taux de croissance plus faible (5,0 %), leur PIB moyen par habitant atteignant 7 076 dollars. Ainsi, bien que le PIB par habitant soit resté inférieur dans les pays de l'OCI, l'écart s'est réduit dans une certaine mesure en 2022 (*graphique 2.3.A*).

Graphique 2.3: PIB moyen par habitant (en prix courants)

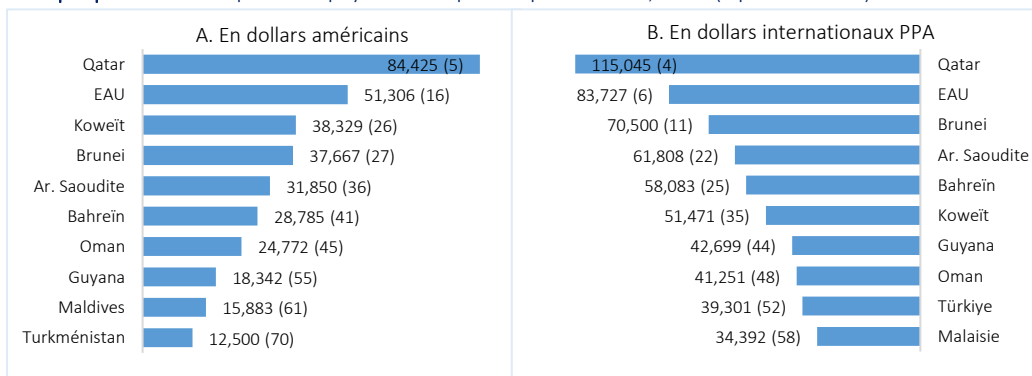


Source: Calculs des services du SESRIC basés sur la base de données du FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023.
 Note : Les données excluent la Syrie pour l'ensemble de la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021-2022.

En termes de PPA, le PIB par habitant s'établira en moyenne à 21 015 dollars en 2022, soit une augmentation de 9,6% par rapport à l'année précédente. Dans les pays de l'OCI, il a augmenté de 10,8% à 12 851 dollars, demeurant inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI, qui a augmenté de 9,9% à 14 765 dollars (*graphique 2.3.B*).

Parmi les pays de l'OCI, le Qatar avait le PIB par habitant le plus élevé en 2022, se classant cinquième au niveau mondial avec une valeur supérieure à 84 000 dollars. Cette valeur était plus de 18 fois supérieure à la moyenne de l'OCI et 178 fois supérieure au plus faible PIB par habitant enregistré par un membre de l'OCI, ce qui indique la grande disparité entre les pays membres. Le Qatar est suivi, dans l'ordre décroissant, par les Émirats arabes unis, le Koweït, le Brunei Darussalam, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, Oman, la Guyana, les Maldives et le Turkménistan. (*graphique 2.4.A*).

Graphique 2.4: Les 10 premiers pays de l'OCI par PIB par habitant, 2022 (à prix courants)



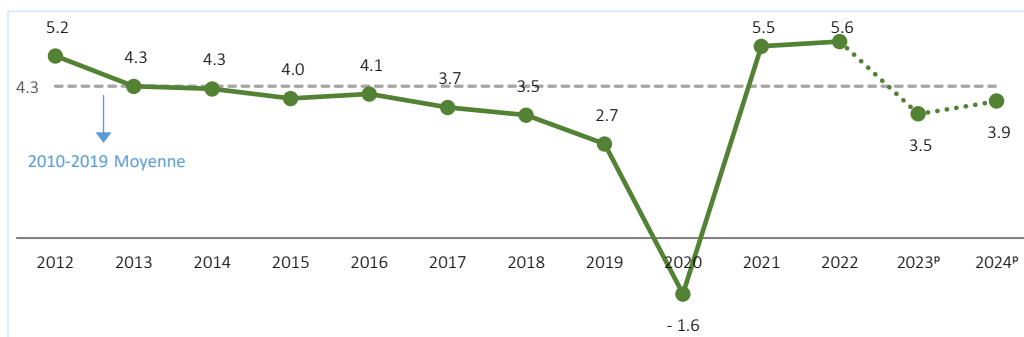
Source: FMI, Base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent le rang mondial du pays concerné parmi les 193 pays.

Il convient de noter que la plupart d'entre eux sont des pays riches en combustibles fossiles. En termes de PPA, cette liste de pays est restée la même, à l'exception de la Türkiye et de la Malaisie qui ont remplacé les Maldives et le Turkménistan. Le classement des pays a un peu changé, mais le Qatar reste en tête de liste avec un PIB par habitant de plus de 115 mille dollars, ce qui le place à la quatrième position sur l'échelle mondiale (*graphique 2.4.B*).

Augmentation du PIB réel de 5,6% en 2022, le plus haut niveau depuis une décennie

Avant l'apparition de la pandémie de COVID-19, la croissance économique des pays de l'OCI a suivi une tendance à la décélération, passant de 6,0 % en 2010 à 2,7% en 2019, avec une moyenne annuelle de 4,3 %. Dans les conditions de la pandémie en 2020, les pays de l'OCI se sont contractés en moyenne de 1,6 %, mais parallèlement à la reprise économique mondiale, ils ont progressé de 5,5 % en 2021 et de 5,6 % en 2022, le taux le plus élevé atteint depuis 2011. Cependant, conformément aux tendances mondiales, la croissance économique des pays de l'OCI devrait se modérer au cours des deux prochaines années, pour atteindre 3,5% en 2023 et 3,9% en 2024 (*graphique 2.5*). Il convient de noter que le taux de croissance moyen enregistré par les pays de l'OCI en 2022 était supérieur à la moyenne mondiale. Comme indiqué dans le chapitre précédent, les économies en développement ont connu une croissance de 4,0% et les économies développées de 2,7%, la croissance économique mondiale s'établissant en moyenne à 3,5% (voir *graphique 1.1*).

Graphique 2.5: Croissance du PIB réel dans les pays de l'OCI



Source: Calculs des services du SESRIC basés sur la base de données du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale, avril et la mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, juillet 2023. Note: P= Projection

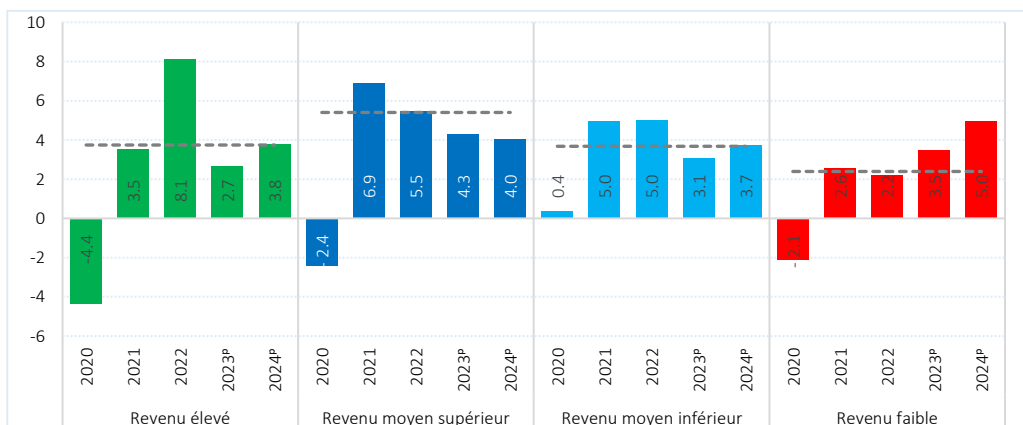
La performance de croissance des pays de l'OCI diffère selon les groupes de revenus en 2022 (*graphique 2.6*). Les économies des pays à revenu élevé riches en ressources, qui ont connu une croissance de 3,5 % en 2021, ont enregistré le taux de croissance le plus élevé, à savoir 8,1 % en 2022, soit plus du double de la moyenne de 3,7 % pour la période 2010-19. Un faible taux de croissance de 2,7 % est attendu en 2023 avant de revenir à la moyenne pré-pandémique avec un taux de 3,8 % en 2023.

Ayant enregistré une croissance économique moyenne plus élevée (5,4 %) au cours des dix dernières années précédant la pandémie que les autres groupes, les économies à revenu moyen supérieur ont connu la plus forte reprise en 2021 (6,9 %), mais la croissance est retombée à 5,5



% en 2022. La croissance économique de ce groupe devrait encore ralentir en 2023 (4,3 %) et 2024 (4,0 %).

Graphique 2.6: Croissance économique dans l'OCI par groupe de revenu (%)



Source: Calculs des services du SESRIC basés sur la base de données du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale, avril 2023 et la mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, juillet 2023. Note : P= Projection ; Les lignes pointillées représentent le taux de croissance annuel moyen entre 2010 et 2019 pour le groupe de revenu correspondant. Voir l'annexe B pour la classification des revenus des pays de l'OCI.

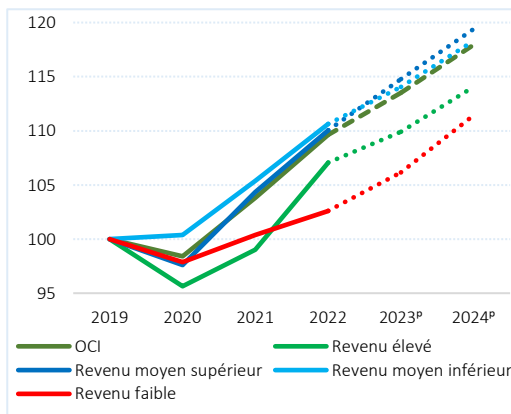
Moins touchée par la pandémie (+0,4 % en 2020), la croissance des économies à revenu intermédiaire inférieur est restée supérieure à la moyenne 2010⁻¹⁹ de 3,7 % en 2021 (5,0 %) et en 2022 (5,0 %). Toutefois, elle devrait s'atténuer au cours des deux prochaines années.

Le groupe des pays à faible revenu, qui a réalisé un taux de croissance moyen plus faible (2,4 %) que les autres groupes de revenus entre 2010 et 19, affiche une tendance de croissance différente. Après une baisse de 2,1 % en 2020, le taux de croissance dans ce groupe est resté proche de la moyenne pré-pandémique en 2021 (2,6 %) et 2022 (2,2 %). Toutefois, contrairement aux autres groupes de revenus, la croissance dans les pays à faible revenu devrait dépasser la moyenne pré-pandémique au cours des deux prochaines années, pour atteindre 3,5 % en 2023 et 5,0 % l'année suivante.

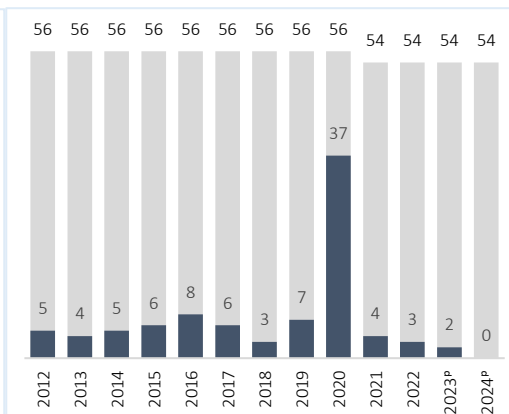
Il faut noter que les pays à revenu élevé ont réussi à retrouver et même à dépasser leur niveau de production réelle d'avant la pandémie en 2022, grâce au taux de croissance remarquable qu'ils ont réalisé cette année-là. Tous les autres groupes avaient déjà rétabli leur production après la crise de 2020 au cours de l'année suivante, 2021. En 2022, la production des pays de l'OCI, en tant que groupe, était d'environ 10 % supérieure au niveau de 2019, principalement en raison de la performance des pays à revenu intermédiaire (*graphique 2.7*).

Au niveau des pays individuels, 3 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré un taux de croissance négatif en 2022: Libye (-12,8%), Soudan (-2,5%), et Brunei Darussalam (-1,5%). Les prévisions actuelles indiquent que les économies de deux pays de l'OCI (le Yémen et le Pakistan) devraient connaître une baisse en 2023, tandis que tous les pays de l'OCI dont les données sont disponibles devraient enregistrer un taux de croissance positif en 2024 (*graphique 2.8*).

Graphique 2.7: Croissance de la production réelle dans les pays de l'OCI par groupe de revenu (2019=100)



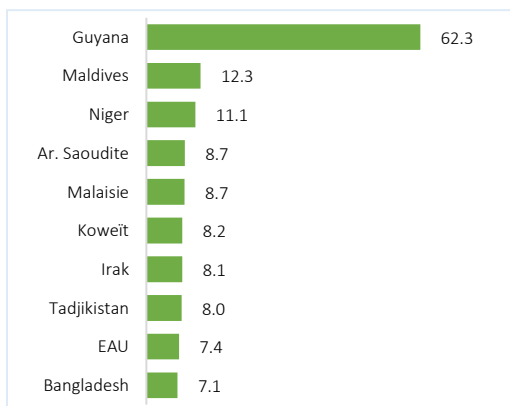
Graphique 2.8: Nombre de pays de l'OCI ayant un taux de croissance négatif*



Source: Calculs des services du SESRIC basés sur la base de données du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale, avril 2023 et la mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, juillet 2023. Note : P= Projection. * Excluant la Syrie pour l'ensemble de la période et l'Afghanistan et le Liban pour 2021-2024.

La Guyane était de loin le pays à la croissance économique la plus rapide de l'OCI et du monde en 2022. Les données du FMI montrent que l'économie guyanaise continue d'enregistrer des taux de croissance exceptionnels, estimés à 62,3 % en 2022, grâce à la hausse de la production pétrolière. Les Maldives et le Niger ont également enregistré un taux de croissance à deux chiffres en 2022, 12,3 % et 11,1 %, respectivement, et figurent parmi les 10 économies à la croissance la plus rapide au monde cette année-là. Outre ces trois pays, l'Arabie saoudite, la Malaisie, le Koweït, l'Irak, le Tadjikistan, les Émirats arabes unis et le Bangladesh ont fait partie de la liste des dix économies de l'OCI à la croissance la plus rapide en 2022 (*graphique 2.9*).

Graphique 2.9: Les économies de l'OCI à la croissance la plus rapide en 2022 (%)



Source: FMI, Base de données des perspectives de l'économie mondiale, avril 2023 et Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale, juillet 2023.

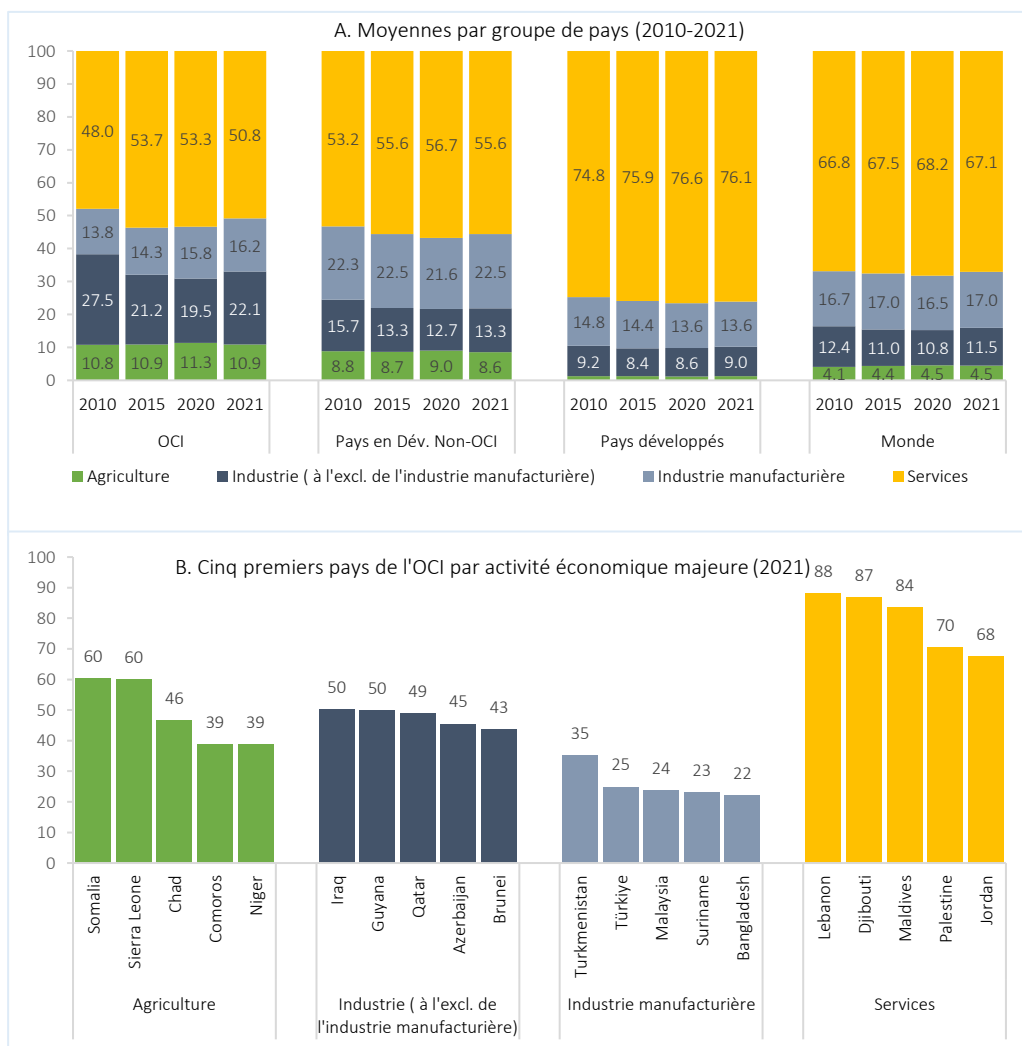
Les activités industrielles contribuent davantage au PIB en 2021 qu'en 2020

La composition du PIB révèle des indications importantes sur la structure des économies (*graphique 2.10*). Les dernières données disponibles pour 2021 montrent que *les activités agricoles*, qui ne constituent que 1,3% de la valeur ajoutée totale dans les pays développés, ont une part élevée de 10,9% de la valeur ajoutée totale dans les pays de l'OCI, ce qui est encore plus élevé que dans les pays en développement non membres de l'OCI (8,6%). Le secteur agricole est particulièrement important pour les pays de l'OCI en Afrique subsaharienne, où sa part dans la



valeur ajoutée atteint 60% en Somalie et en Sierra Leone, 46 % au Tchad et 39 % aux Comores et au Niger.

Graphique 2.10: Répartition de la valeur ajoutée par grande activité économique (% du total)



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données - aux prix courants en dollars US - de la DSNU, Comptes nationaux - Analyse des principaux agrégats (AMA). Note : "Agriculture" comprend l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (CITI A-B), "Industrie" comprend l'exploitation minière, l'industrie manufacturière, les services publics et la construction (CITI C-F), et "Services" comprend les activités de services (CITI G-P). Couverture des données : 57 pays de l'OCI, 115 pays en développement non membres de l'OCI et 40 pays développés.

La part de l'industrie non-manufacturière est beaucoup plus élevée dans le groupe des pays de l'OCI par rapport au reste du monde, en grande partie en raison des industries d'extraction de combustibles fossiles substantielles dans de nombreux pays de l'OCI. Bien que cette part ait baissé lentement au cours de la période 2010-2020 dans le monde entier, elle a connu une augmentation en 2021. Pour les pays de l'OCI, elle a été en moyenne de 22,1 % en 2021 après avoir baissé de 27,5% en 2010 à un minimum record de 19,5% en 2020. Le secteur représente la moitié de la valeur ajoutée totale en Irak et en Guyana, et plus d'un tiers de la valeur ajoutée

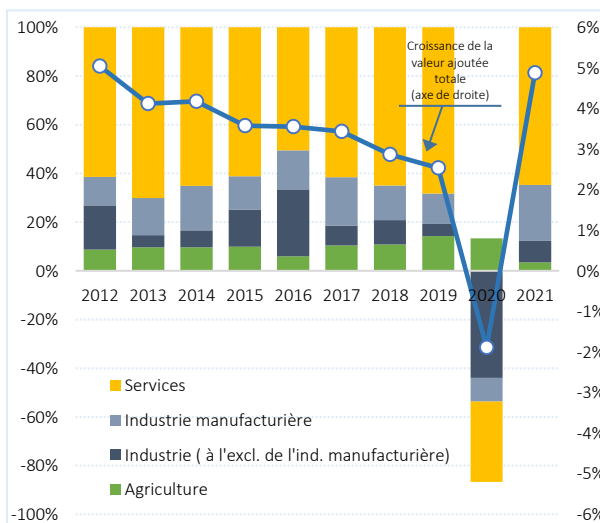
totale dans les dix autres pays membres fortement engagés dans l'extraction de pétrole et de gaz : Qatar, Azerbaïdjan, Brunei Darussalam, Koweït, Gabon, Libye, Oman, Algérie, Émirats arabes unis et Arabie saoudite.

Le secteur manufacturier, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, a une part de 16,2% dans la valeur ajoutée totale des pays de l'OCI, ce qui est plus élevé que celui des pays développés (13,6%) mais nettement inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (22,5%). Le secteur représente 35% de la valeur ajoutée totale au Turkménistan et 20 à 25% dans 6 autres pays membres, à savoir la Türkiye, la Malaisie, le Suriname, le Bangladesh, l'Ouzbékistan et l'Indonésie.

Le secteur des services continue de jouer un rôle clé dans la majorité des économies de l'OCI, représentant en moyenne 50,8% de la valeur ajoutée totale dans le groupe de l'OCI. Cette part est pourtant encore basse, si l'on considère que le secteur représente les trois quarts (76,1%) de la valeur ajoutée totale dans les pays développés et 55,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI, la moyenne mondiale étant de 67,1%. Dans les pays de l'OCI, cette part atteint 88% au Liban, 87% à Djibouti, 84% aux Maldives, 70% en Palestine et 68% en Jordanie, alors qu'elle est d'au moins 50% dans 26 autres pays membres.

Le secteur des services, qui a connu une croissance annuelle moyenne de 3,9% au cours de la dernière décennie, a également été le principal contributeur à la croissance économique des pays de l'OCI, représentant généralement plus de 60 % de la croissance de la valeur ajoutée totale à prix constants (*graphique 2.11*). De même, avec une croissance de 5,9 % en 2021, ce secteur a été le plus grand contributeur à la reprise de la valeur ajoutée totale (4,9 %) cette année-là : près des deux tiers (65 %) de la croissance de la valeur ajoutée totale provenaient du secteur des services. L'industrie non manufacturière, qui était principalement responsable de la contraction en 2021, a progressé de 2,2% en 2021 et a contribué à la reprise à hauteur de 9% environ. L'industrie manufacturière, quant à elle, a connu une croissance de 7,9 % et a contribué à hauteur de 23 %. La contribution du secteur agricole a été inférieure à 4 % - la plus faible de la dernière décennie - en raison du ralentissement du secteur, dont la croissance n'a été que de 1,5 %.

Graphique 2.11: Contribution sectorielle à la croissance de la valeur ajoutée dans les pays de l'OCI

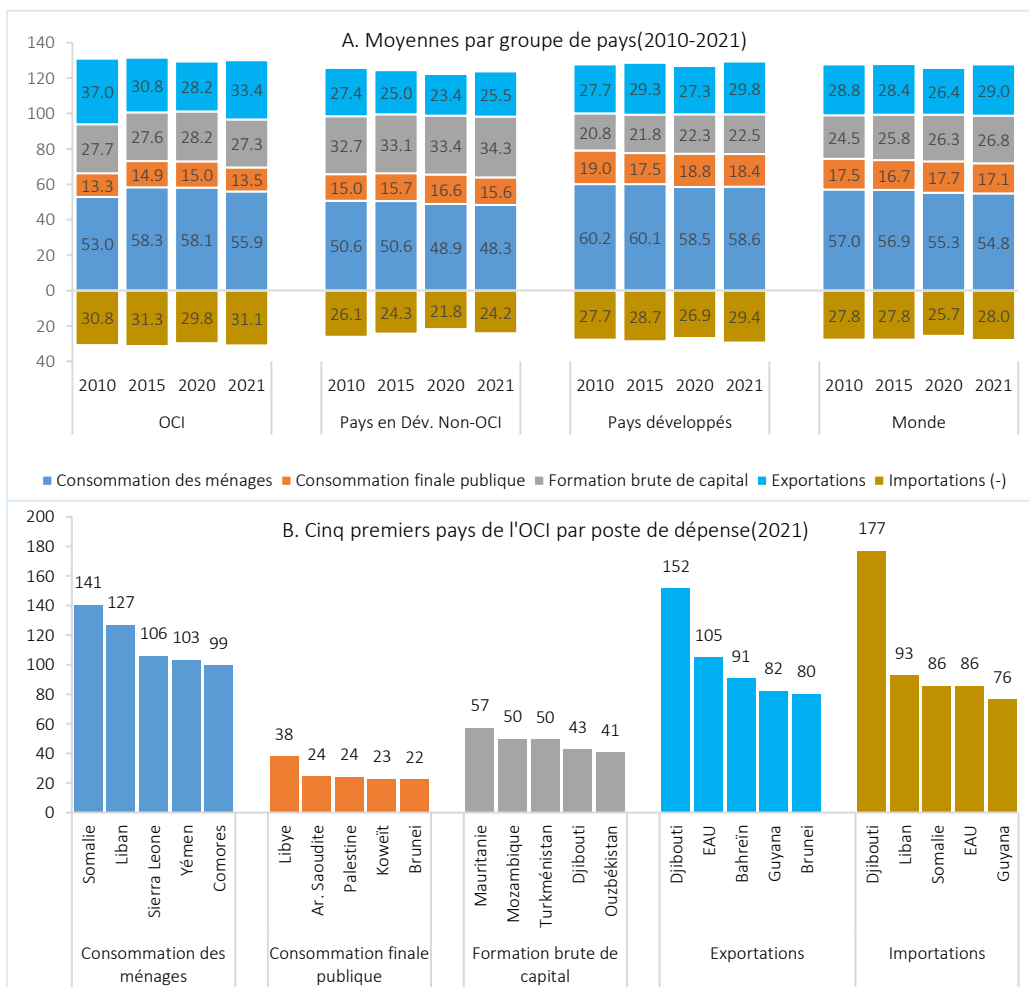


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur des données - aux prix constants de 2015 en dollars US - de la DSNU, Comptes nationaux - Analyse des principaux agrégats (AMA). Note : "Agriculture" comprend l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (CITI A-B), "Industrie" comprend l'exploitation minière, la fabrication, les services publics et la construction (CITI C-F), et "Services" comprend les activités de services (CITI G-P). Couverture des données: 57 pays de l'OCI.



L'analyse de la composition du PIB du côté des dépenses révèle que les dépenses de consommation finale (par les ménages et le gouvernement) ont continué à avoir la plus grande part du PIB au fil des ans dans les pays de l'OCI ainsi que dans le reste du monde (*graphique 2.12.A*). En 2021, La consommation des ménages a représenté 55,9% du PIB dans les pays de l'OCI, ce qui est supérieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (48,3%) mais légèrement inférieur à celui des pays développés (58,6%). Ce ratio a atteint jusqu'à 141% en Somalie et a également dépassé 100% au Liban, en Sierra Leone et au Yémen, ce qui indique clairement qu'une part importante de la demande intérieure privée était allouée aux biens et services importés. Dans trois autres pays de l'OCI, à savoir les Comores, l'Afghanistan et la Guinée-Bissau, ce ratio était également supérieur à 90 %, mais aussi bas que 11 % au Turkménistan et 20 % au Qatar.

Graphique 2.12: PIB par dépenses (% du total)



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur des données - aux prix courants en dollars US - de la DSNU, Comptes Nationaux - Analyse des Principaux Agrégats (AMA). Couverture des données : 57 pays de l'OCI, 114 pays en développement non membres de l'OCI, et 40 pays développés.

La part des dépenses de consommation finale du gouvernement général dans le PIB a été faible dans les pays de l'OCI par rapport aux pays développés et en développement. En 2021, cette part s'est établie en moyenne à 13,5% pour les pays de l'OCI, 15,6% pour les pays en développement non membres de l'OCI et 18,4% pour les pays développés. Le ratio le plus élevé parmi les pays de l'OCI a été enregistré en Libye avec 38%, suivi par l'Arabie saoudite (24%), Oman (24%), Brunei Darussalam (23%) et le Koweït (22%), alors qu'il était inférieur à 10% dans dix pays : Le Liban, le Nigeria, le Bangladesh, la Sierra Leone, l'Égypte, le Soudan, le Tchad, la Somalie, le Turkménistan et la Malaisie.

La formation brute de capital (FBC), également appelée "investissement", est un indicateur important pour une économie dans la mesure où elle montre la valeur totale des ajouts aux actifs productifs, qui sont destinés à être utilisés dans la production d'autres biens et services. Ainsi, une part élevée du FBC dans le PIB est souhaitable pour la croissance économique à long terme, car les investissements actuels conduisent à une plus grande production future. Le *graphique 2.12.A* montre que cette part a été relativement stable au cours de la dernière décennie et s'est établie en moyenne à 27,3% en 2021 pour les pays de l'OCI, ce qui est inférieur à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI (34,3%) mais supérieur à la moyenne des pays développés (22,5%). Le GCF représentait jusqu'à 57% du PIB en Mauritanie et la moitié (50%) du PIB au Mozambique et au Turkménistan, les ratios les plus élevés de l'OCI et du monde. Ce ratio était d'au moins 40% dans quatre autres pays (Djibouti, Ouzbékistan, Maldives et Iran) et de moins de 10% dans trois pays (Irak, Guinée Bissau et Liban).

Le commerce international - des biens et des services - a continué à représenter une part plus importante du PIB dans les pays de l'OCI que dans les pays développés et en développement en 2021. En outre, la part des exportations et des importations dans le PIB a augmenté en 2021 par rapport à l'année précédente dans tous ces groupes de pays, à mesure que les graves perturbations induites par la pandémie dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les services de voyage disparaissent progressivement. La part des exportations a augmenté de 5,1 points de pourcentage par rapport à l'année précédente et a atteint en moyenne 33,4 % pour les pays de l'OCI, tandis qu'elle a baissé à 25,5 % pour les pays en développement non membres de l'OCI et à 29,8 % pour les pays développés. La part des importations a augmenté, de 1,3 points de pourcentage à 31,1% pour les pays de l'OCI et elle était toujours plus élevée que la moyenne des deux groupes de pays en comparaison (*graphique 2.12.A*).

Parmi les pays de l'OCI, Djibouti était le pays dont la part des exportations dans le PIB était la plus élevée (152%), se classant ainsi au sixième rang mondial. Cette part a atteint 105% aux Émirats arabes unis, 91% au Bahreïn, 82% en Guyana, et 80% au Brunei Darussalam, alors qu'elle était inférieure à 10% dans quatre pays membres (Comores, Gambie, Soudan, et Pakistan). En ce qui concerne la part des importations dans le PIB, Djibouti (177%) occupe également le premier rang au sein de l'OCI et le deuxième rang au niveau mondial après Hong Kong, Chine. Cette part atteignait 93% au Liban, 86% en Somalie et aux Émirats Arabes Unis, 76% en Guyana et plus de 50% dans douze autres pays membres. En revanche, le ratio importations/PIB n'était que de 12 % au Nigeria et de moins de 20 % au Soudan, au Bangladesh, au Pakistan, en Indonésie et en Égypte.



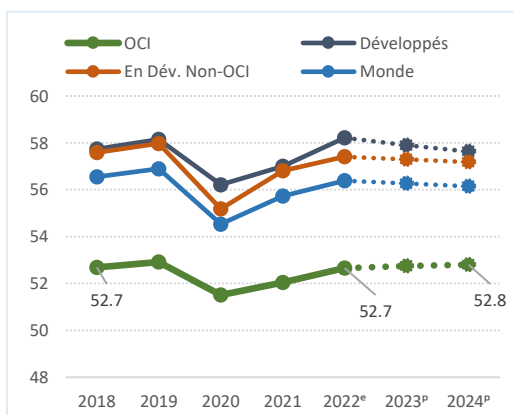
CHOMAGE

Le taux de chômage a encore baissé en 2022 et restera stable jusqu'en 2024.

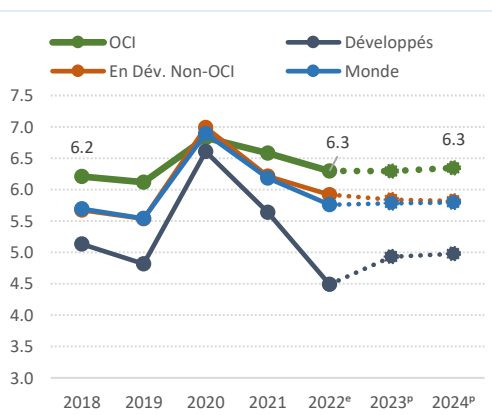
Les crises mondiales telles que la guerre entre la Russie et l'Ukraine, la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, l'augmentation de la dette et de l'inflation ont eu un impact négatif sur la reprise du marché du travail après la pandémie. En 2020, la pandémie a entraîné des perturbations sans précédent sur les marchés du travail dans les pays de l'OCI, tout comme dans d'autres parties du monde. Les défis induits par la crise de la pandémie ont exacerbé le manque d'opportunités d'emploi qui auraient existé même sans la pandémie. Les marchés du travail ont connu une reprise encourageante au cours des deux dernières années qui ont suivi la pandémie ; toutefois, le rythme de la reprise devrait s'inverser après 2022.

Le ratio emploi-population (EPR)², ayant chuté à un niveau historiquement bas de 54,5% au niveau mondial en 2020 en raison des pertes d'emploi, s'est redressé de 1,2 point de pourcentage à 55,7% en 2021 et a continué à augmenter de 0,7% à 56,4% en 2022. Toutefois, en raison de la mauvaise conjoncture économique mondiale, il devrait légèrement diminuer au cours des deux prochaines années et rester inférieur au niveau de 2019. Bien que tous les groupes de pays aient suivi une trajectoire de reprise similaire, les pays développés et les pays en développement non membres de l'OCI ont maintenu un EPR plus élevé que la moyenne mondiale. En comparaison, l'EPR a été plus faible dans les pays de l'OCI que dans le reste du monde tout au long de la période concernée. Après avoir baissé jusqu'à 51,5% en 2020, l'EPR dans les pays de l'OCI a enregistré une reprise limitée en 2021 - seulement de 0,5 points de pourcentage à 52 % - puis a augmenté jusqu'à 52,7 % en 2022. Les prévisions indiquent que les pays de l'OCI, en tant que groupe, seront en mesure d'augmenter légèrement l'EPR, contrairement aux autres groupes de pays, et de se rapprocher des niveaux pré-pandémiques au cours des deux prochaines années (*graphique 2.13*).

Graphique 2.13: Ratio emploi/population



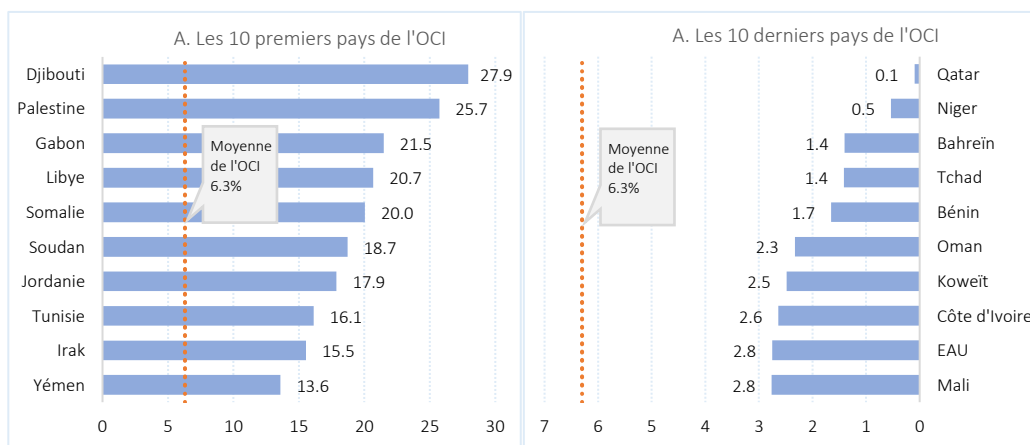
Graphique 2.14: Taux de chômage



Source: Calculs des auteurs basés sur ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2022.

La pandémie s'étant transformée d'une crise de santé publique en une crise de l'emploi, des millions de personnes à travers l'OCI ont été poussées au chômage en 2020. Selon les données de l'OIT, le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCI a augmenté de plus de 5 millions pour atteindre 48,3 millions en 2020. Par conséquent, le taux de chômage a rebondi à 6,8% lors de cette année, soit une hausse de 0,7 point de pourcentage par rapport aux 6,1% de 2019. Au cours des deux années suivantes, le nombre de chômeurs a diminué de 1,3 million, puis de 0,7 million, pour atteindre 46,3 millions de personnes en 2022. Par conséquent, le taux de chômage a également baissé de 0,2 point de pourcentage en 2021 et de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 6,3 % en 2022. Il devrait rester au même niveau pendant la période 2023-24. Ce taux devrait rester inchangé au cours de la période 2023-24. Bien que les pays développés et les pays en développement non membres de l'OCI soient plus touchés par la pandémie, entraînant des augmentations respectives de 1,8 point de pourcentage et de 1,5 point de pourcentage de leurs taux de chômage en 2020, leur rétablissement a été plus important au cours des deux années suivantes. En outre, le taux de chômage est resté plus élevé dans les pays de l'OCI pendant toute la période considérée sauf en 2020, où il a été en moyenne de 6,8 % pour les pays de l'OCI par rapport à 7 % dans les pays en développement non OCI et 6,9 % dans le monde (*graphique 2.14*). Il est à noter que les pays de l'OCI, avec 46,3 millions de chômeurs, représentaient 22,6% du chômage mondial en 2022, contre 21,7% en 2021.

Graphique 2.15: Taux de chômage dans les pays de l'OCI, 2022



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2022.

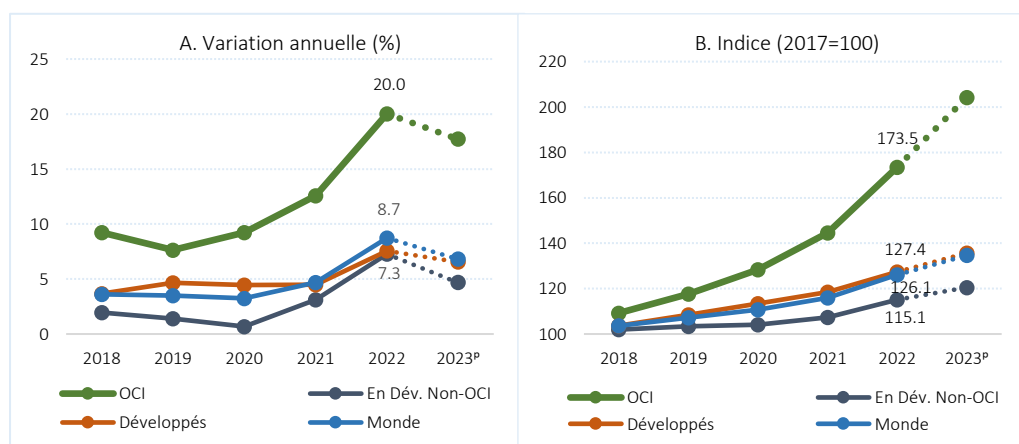
Les dernières données disponibles montrent qu'en 2022, le taux de chômage a baissé dans 48 pays de l'OCI et a augmenté dans 8 pays. Très variable selon les pays de l'OCI, le taux de chômage atteignait 27,9% à Djibouti (le deuxième plus élevé au monde après l'Afrique du Sud), suivi par la Palestine (25,7%), le Gabon (21,5%), la Libye (20,7%) et la Somalie (20%) (*graphique 2.15.A*). À l'autre bout du spectre, il n'était que de 0,1% au Qatar (le plus bas du monde), de 0,5% au Niger, de 1,4% au Bahreïn et au Tchad et de 1,7% au Bénin (*graphique 2.15.B*).



INFLATION

L'inflation des prix à la consommation atteindra un pic de 20 % en 2022

L'inflation des prix à la consommation atteindra un pic de 20 % en 2022. L'inflation des prix à la consommation - mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) - a augmenté dans la plupart des pays du monde en 2022. Cependant, en moyenne, l'augmentation a été plus remarquable dans le groupe des pays de l'OCI (7,4 points de pourcentage) par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI (3,1 points de pourcentage) et aux pays développés (4,2 points de pourcentage). L'inflation dans les pays de l'OCI a fortement augmenté à 20,0% en 2022, par rapport à 12,6% en 2021. Considérant que le taux d'inflation est passé à 7,3% dans les pays développés et à 7,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI, les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à avoir un taux d'inflation beaucoup plus élevé en 2022. Cette tendance devrait se poursuivre en 2023 également, bien qu'une baisse des taux d'inflation soit attendue dans le monde entier en 2023 (*graphique 2.16.A*).

Graphique 2.16: Taux d'inflation (moyenne annuelle des prix à la consommation)

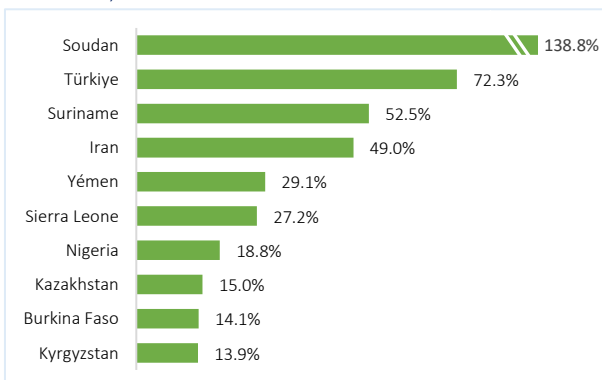
Source: Calculs des services du SESRIC basés sur les Perspectives de l'économie mondiale du FMI, avril 2023 et mise à jour de juillet 2023. Note : P= Projection. Les moyennes de groupe sont calculées comme une moyenne pondérée des indices de prix nationaux, les pondérations étant le PIB de chaque pays respectif en dollars internationaux courants sur la base de la PPA. Les moyennes de groupe excluent le Venezuela.

Avec les taux d'inflation annuels observés sur la période de 5 ans allant de 2018 à 2022, les prix moyens à la consommation dans les pays de l'OCI étaient 73,5% plus élevés en 2022 par rapport à 2017, ce qui était considérablement supérieur à l'augmentation moyenne mondiale de 26,1%. Au cours de la même période, les prix moyens ont augmenté de 27,4% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de seulement 15,1% dans les pays développés (*graphique 2.16.B*).

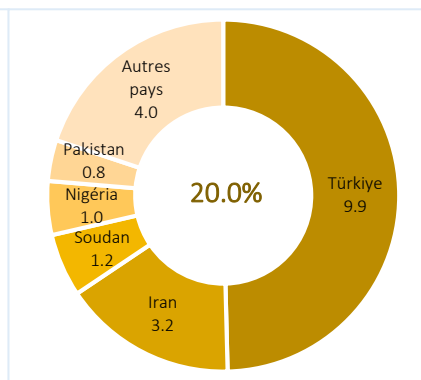
Parmi les pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation le plus élevé, soit 138,8% en 2022, qui était également le troisième plus élevé au monde après le Venezuela et le Zimbabwe. Viennent ensuite la Türkiye (72,3%), le Suriname (52,5%) et l'Iran (49,0%), qui figurent tous parmi les dix pays où l'inflation est la plus élevée au monde. Le Yémen, la Sierra Leone, le Nigeria, le Kazakhstan, le Burkina Faso et le Kirghizistan complètent la liste des dix premiers pays de l'OCI

(*graphique 2.17*). Dans l'ensemble, la Türkiye, l'Iran, le Soudan, le Nigeria et le Pakistan, compte tenu de leur poids dans l'économie de l'OCI, ont été les principaux contributeurs au taux d'inflation moyen de l'OCI en 2022 (20,0%), représentant les quatre cinquièmes du taux d'inflation (*graphique 2.18*). En 2022, aucun pays de l'OCI n'avait un taux d'inflation négatif. Le taux d'inflation le plus bas a été enregistré au Bénin à 1,5%, suivi par l'Arabie saoudite (2,5%), les Maldives (2,6%), Oman (2,8%), et la Malaisie (3,4%).

Graphique 2.17: Les 10 premiers pays de l'OCI par taux d'inflation, 2022



Graphique 2.18: Principaux facteurs d'inflation, 2022 (points de pourcentage)



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : Variation annuelle moyenne de l'IPC. À l'exclusion de l'Afghanistan, du Liban et de la Syrie.

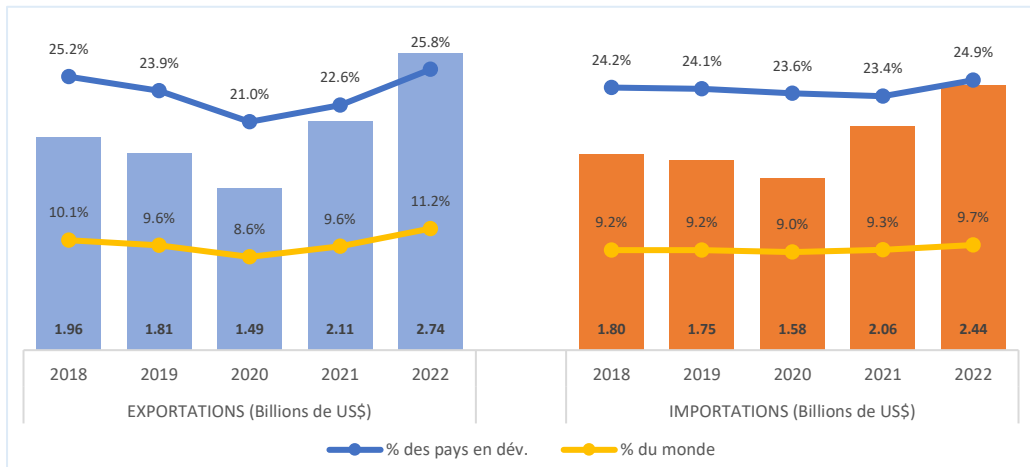
COMMERCE INTERNATIONAL

Les exportations et les importations des marchandises continuent d'augmenter de 29,8 % et 18,2 %, respectivement.

Selon les données du FMI (Direction des statistiques sur les échanges - DOTS), la valeur annuelle du commerce mondial de marchandises, après avoir chuté de 7,3% en 2020 en raison de la pandémie, a rebondi de 27,0 % en 2021 et a encore augmenté de 10,8 % en 2022. Les exportations et les importations des pays de l'OCI ont suivi une évolution parallèle, bien qu'une reprise plus marquée ait été enregistrée au niveau des exportations. Après avoir chuté de 17,5% en 2020, les marchandises des pays de l'OCI ont augmenté de 41,4% en 2021 et de 29,8% en 2022. Les importations de marchandises ont augmenté de 30,4% en 2021 et de 18,2% en 2022 après une baisse de 9,8% en 2020. Par conséquent, les exportations, qui ont atteint 2, 74 trillions de dollars en 2022, ont représenté une part plus importante des exportations mondiales, soit 11,2 % en 2022 contre 9,6 % en 2021. De même, les importations, qui ont augmenté à 2000 milliards de dollars en 2022, ont représenté une part plus importante des importations mondiales, passant de 9,3 % en 2021 à 9,7 % en 2022. Une tendance similaire est observée au niveau de la part des pays de l'OCI dans le commerce de marchandises des pays en développement. Leur part dans les exportations est passée de 22,6% en 2021 à 25,8% en 2022, tandis que leur part dans les importations a augmenté de 23,4% à 24,9% au cours de la même période (*graphique 2.19*).



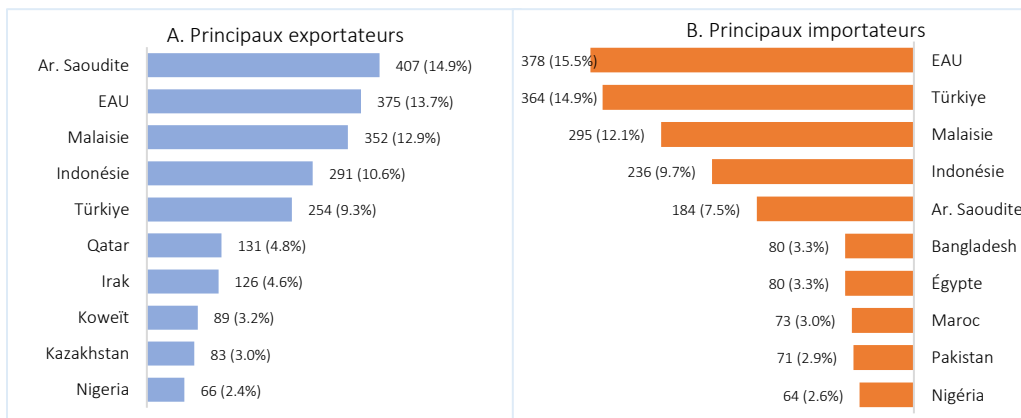
Graphique 2.19: Commerce international de marchandises des pays de l'OCI



Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur les données du FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS), octobre 2023. Note : Les exportations sont évaluées sur une base franco à bord (FOB) tandis que les importations sont évaluées sur une base coût, assurance et fret (CIF). Couverture des données : 57 pays de l'OCI.

En ce qui concerne la part des pays membres individuels dans les exportations totales de marchandises du groupe de l'OCI, on observe que la majeure partie des exportations totales continue d'être concentrée dans quelques pays (*graphique 2.20.A*). En 2022, les cinq premiers exportateurs représentaient 61,3% des exportations totales de marchandises de tous les pays membres, tandis que les dix premiers représentaient 79,4%. L'Arabie saoudite, avec 407 milliards de dollars d'exportations de marchandises et une part de 14,9 % des exportations totales de l'OCI, est devenue le plus grand exportateur parmi les pays de l'OCI en 2022. Elle était suivie par les Émirats arabes unis (375 milliards de dollars, 13,7%), la Malaisie (352 milliards de dollars, 12,9%), l'Indonésie (291 milliards de dollars, 10,6%) et la Türkiye (254 milliards de dollars, 9,3%). En outre,

Graphique 2.20: Principaux pays de l'OCI dans le commerce international de marchandises, 2022



Source: FMI, Statistiques sur la direction du commerce (DOTS), octobre 2023. Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays concerné dans le total de l'OCI. Couverture des données: 57 pays de l'OCI.

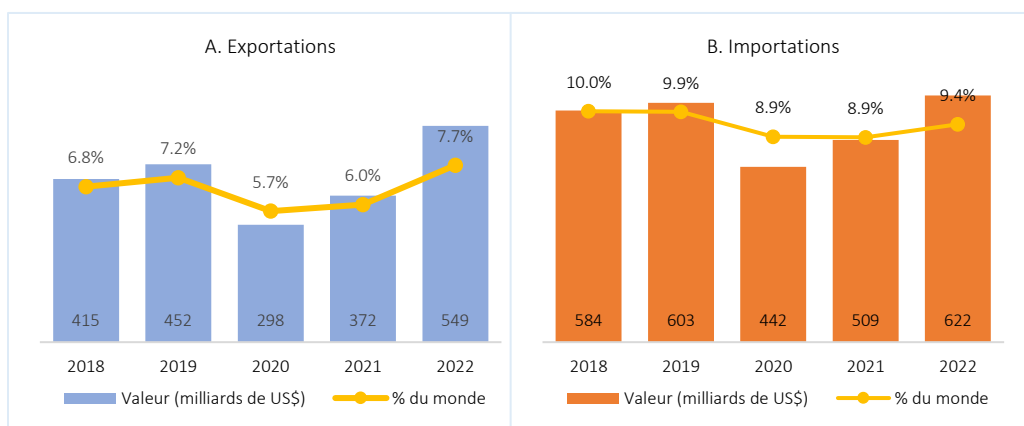
Le Qatar, l'Irak, le Koweït, le Kazakhstan et le Nigeria figurent sur la liste des 10 premiers exportateurs de l'OCI en 2022.

Comme pour les exportations, les importations de marchandises des pays de l'OCI étaient également fortement concentrées dans quelques pays en 2022. Comme le montre le *graphique 2.20.B*, avec 378 milliards de dollars d'importations, les Émirats arabes unis ont pris la tête du classement des importateurs, représentant 15,5% des importations totales de l'OCI. Il est suivi par la Türkiye (364 milliards de dollars, 14,9%), la Malaisie (295 milliards de dollars, 12,1%), l'Indonésie (236 milliards de dollars, 9,7%) et l'Arabie saoudite (184 milliards de dollars, 7,5%). En conséquence, ces cinq plus grands importateurs ont représenté 59,8% des importations totales de marchandises de l'OCI, tandis que pour les dix plus grands pays, qui comprennent en outre le Bangladesh, l'Égypte, le Maroc, le Pakistan et le Nigeria, ce ratio a atteint 74,9%.

Une augmentation considérable des exportations de services en 2022

La valeur du commerce mondial des services, qui avait baissé de 17,2 % en 2020 par rapport à l'année précédente, a rebondi de 18,8 % en 2021, selon les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Après avoir connu une baisse encore plus marquée du commerce des services en 2020, les pays de l'OCI ont également enregistré une reprise en 2021 suivie d'une augmentation encore plus forte en 2022. Leurs exportations de services, qui ont baissé d'un tiers (34,0 %) en 2020, ont augmenté de 24,8 % pour atteindre 372 milliards de dollars en 2021, puis ont fortement augmenté - presque de moitié (47,6 %) - pour atteindre 549 milliards de dollars en 2022, de sorte que leur part dans les exportations mondiales de services est passée de 5,7 % en 2020 à 6 % en 2021, puis à 7,7 % en 2022 (*graphique 2.21.A*). De même, leurs importations de services, qui avaient baissé de 26,7 % en 2020, ont augmenté de 15,3 % à 509 milliards de dollars en 2021, puis de 22,1 % à 622 milliards en 2022, et leur part dans les importations mondiales de services est passée à 9,4 % en 2022 contre 8,9 % les deux années précédentes (*graphique 2.21.B*). Il convient de noter que la valeur du commerce des services en 2022 a dépassé ses niveaux pré-pandémiques aussi bien dans les pays de l'OCI que dans le monde. Cela

Graphique 2.21: Commerce international de services des pays de l'OCI



Source: OMC, portail de données, octobre 2023.



implique que le commerce des services, qui a été plus durement touché que le commerce des marchandises, ne se sera complètement remis de la crise de la pandémie qu'en 2022.

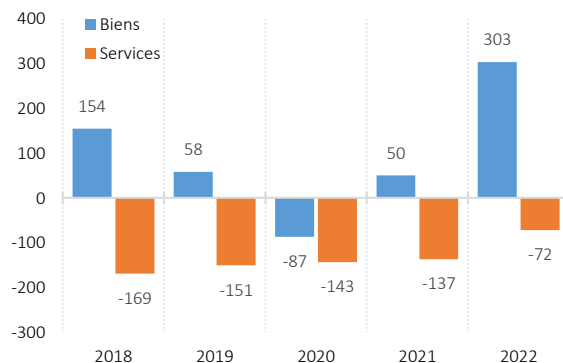
Comme dans le cas du commerce des marchandises, le commerce des services des pays de l'OCI était également concentré dans certains pays en 2022. Les Émirats arabes unis, avec 154,7 milliards de dollars d'exportations de services et une part de 28,2% des exportations totales de services des pays de l'OCI, ont été le premier exportateur de services. Ils étaient suivis par la Türkiye (90,3 milliards de dollars, 16,4%), l'Égypte (31,9 milliards de dollars, 5,8%), la Malaisie (31,7 milliards de dollars, 5,8%) et le Qatar (31,6 milliards de dollars, 5,7%) et (*graphique 2.22.A*). Ensemble, seuls les deux premiers pays représentaient 44,6 % du total. Pour les dix premiers exportateurs, qui comprenaient également l'Indonésie, le Maroc, le Bahreïn, le Koweït et l'Arabie saoudite, ce ratio a augmenté à 79,7%. En ce qui concerne les importations de services, les Émirats arabes unis ont également été le principal importateur, enregistrant une valeur de 96,9 milliards de dollars, soit 15,6% des importations totales de services de l'OCI. Ils étaient suivis par l'Arabie saoudite (82,8 milliards de dollars, 13,3%), la Malaisie (44,6 milliards de dollars, 7,2%), le Qatar (43,4 milliards de dollars, 7%) et la Türkiye (41 milliards de dollars, 6,6%) (*graphique 2.22.B*). Alors que ces cinq plus grands importateurs représentaient 49,7% du total, ce ratio a atteint 71,5% pour les dix plus grands pays qui comprenaient en outre l'Indonésie, l'Égypte, le Koweït, le Nigeria et l'Irak.

L'excédent du commerce des marchandises augmente fortement en 2022, tandis que le déficit du commerce des services baisse

Les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont devenus des exportateurs nets de marchandises en 2021, avec un excédent commercial s'élevant à 50 milliards de dollars, contre un déficit de 87 milliards de dollars l'année précédente. En 2022, l'excédent s'élevait à 303 milliards de dollars, soit six fois l'excédent de l'année précédente (*graphique 2.23*). La contribution la plus importante est venue de l'Arabie saoudite, qui a enregistré un excédent de 223,8 milliards de dollars. Le Qatar (98,4 milliards de dollars), l'Irak (74,6 milliards de dollars), le Koweït (60,9 milliards de dollars) et la Malaisie (57,1 milliards de dollars) figuraient parmi les pays affichant un excédent important. D'autre part, 37 pays membres ont déclaré un déficit en 2022, le plus important étant celui de la Türkiye (109,5 milliards de dollars), suivi du Pakistan (39,8 milliards de dollars), du Bangladesh (33,3 milliards de dollars), du Maroc (32,3 milliards de dollars) et de l'Égypte (31,7 milliards de dollars).

Dans le commerce des services, les pays de l'OCI, en termes agrégés, sont restés importateurs nets de services au cours

Graphique 2.23: Balance commerciale globale des pays de l'OCI (milliards de dollars US)



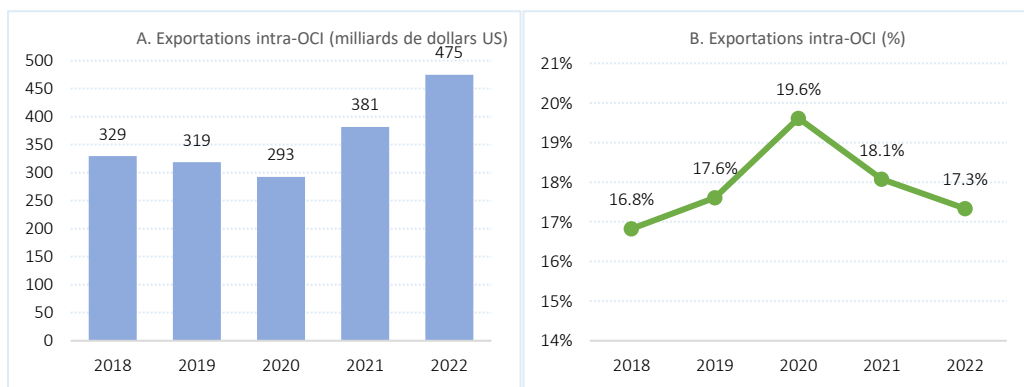
Source: Calculs des auteurs basés sur le FMI, la Direction des statistiques commerciales (DOTS) et le portail de données de l'OMC, octobre 2023.

de la dernière période quinquennale de 2018-2022, bien que le déficit se soit réduit au cours de cette période. Le déficit global des pays de l'OCI dans le commerce des services a augmenté à 72 milliards de dollars en 2022, soit le plus bas niveau de la période considérée (*graphique 2.23*). Sur les 49 pays dont les données sont disponibles, seuls 11 pays ont déclaré un solde positif en 2021 : Les Émirats arabes unies, la Türkiye, le Maroc, l'Égypte, les Maldives, le Bahreïn, l'Albanie, la Jordanie, la Tunisie, Djibouti et le Togo. Les excédents ont atteint jusqu'à 57,7 milliards de dollars en aux Émirats arabes unis suivis par la Türkiye avec 49,9 milliards de dollars et le Maroc avec 11,2 milliards de dollars. De l'autre côté du spectre, les déficits ont atteint 50,9 milliards de dollars en Arabie saoudite, suivie de l'Indonésie avec 20,3 milliards de dollars et de l'Irak avec 17,0 milliards de dollars.

Les exportations intra-OCI en baisse à 17,3 % en 2022

Baissant de 8,1% à 293 milliards de dollars en 2020, les exportations de marchandises entre les pays de l'OCI (exportations intra-OCI) ont rebondi de 30,3% à 381 milliards de dollars en 2021 et ont encore augmenté de 24,4% à 475 milliards de dollars en 2022 (*graphique 2.24.A*). Néanmoins, les exportations des pays de l'OCI vers le reste du monde ont augmenté à un taux plus élevé de 43,7%, en 2021 et 30,5 % en 2022, ce qui pourrait être largement attribué à la résurgence des exportations de pétrole. Cela a entraîné une baisse de la part des exportations intra-OCI de 19,6 % en 2020 à 18,1 % en 2021 et encore plus bas à 17,3 % en 2022 (*graphique 2.24.B*). La faible croissance des flux commerciaux intra-OCI réduit les perspectives d'atteindre l'objectif de 25% fixé dans le programme d'action décennal de l'OCI (OCI-2025).

Graphique 2.24: Commerce de marchandises intra-OCI



Source: Calculs des auteurs basés sur le FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS), octobre 2023.

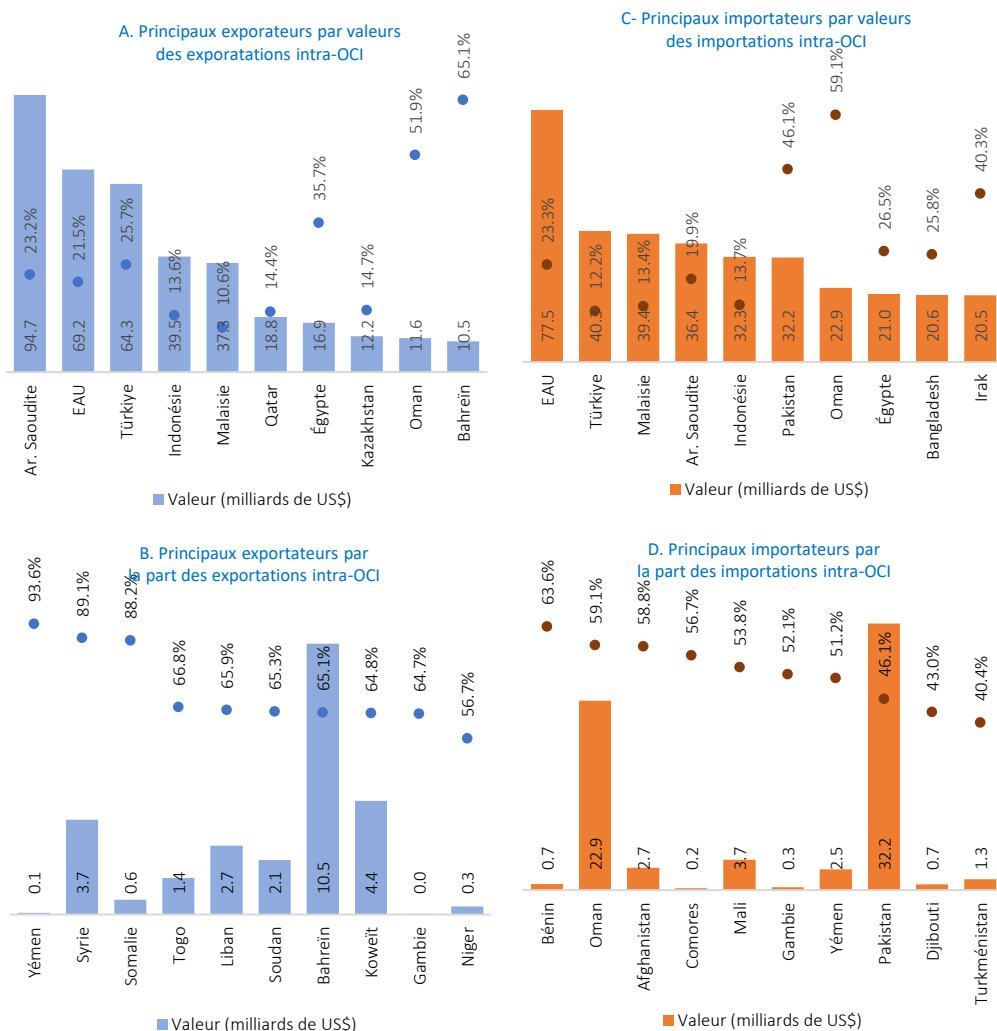
Parmi les pays de l'OCI, l'Arabie saoudite était le plus grand exportateur vers les pays de l'OCI en 2022. Les exportations totales de l'Arabie saoudite vers les autres pays membres se sont élevées à 94,7 milliards de dollars, soit 20,0% du total des exportations intra-OCI. Elle était suivie par les Émirats arabes unis (69,2 milliards de dollars, 16,6%), la Türkiye (64,3 milliards de dollars, 13,5%), l'Indonésie (39,5 milliards de dollars, 8,3%) et la Malaisie (37,3 milliards de dollars, 7,9%). Les quatre premiers pays représentaient à eux seuls plus de la moitié (56,4%) du total des exportations intra-OCI, tandis que ce ratio atteignait 79,0% pour les 10 premiers pays, qui



comprenaient également le Qatar, l'Égypte, le Kazakhstan, Oman et le Bahreïn. Parmi ces dix pays, les exportations du Bahreïn vers les pays de l'OCI ont représenté jusqu'à 65,1% de ses exportations totales, tandis que la part des exportations intra-OCI n'était que de 10,6% en Malaisie (*graphique 2.25.A*).

En comparaison, certains pays dont la valeur des exportations intra-OCI est relativement faible ont consacré une part beaucoup plus importante de leurs exportations vers les pays de l'OCI. En effet, en 2022, les exportations intra-OCI représentaient jusqu'à 93,6 % des exportations totales du Yémen, bien qu'en valeur, elles étaient inférieures à 100 millions de dollars. De même, dans trois autres pays ayant moins d'un milliard de dollars d'exportations intra-OCI (Somalie, Syrie, Yémen, Gambie et Niger), cette part était supérieure à 55% (*graphique 2.25.B*).

Graphique 2.25: Principaux pays de l'OCI dans le commerce de marchandises intra-OCI, 2022



Source: Calculs des auteurs basés sur le FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS), octobre 2023.

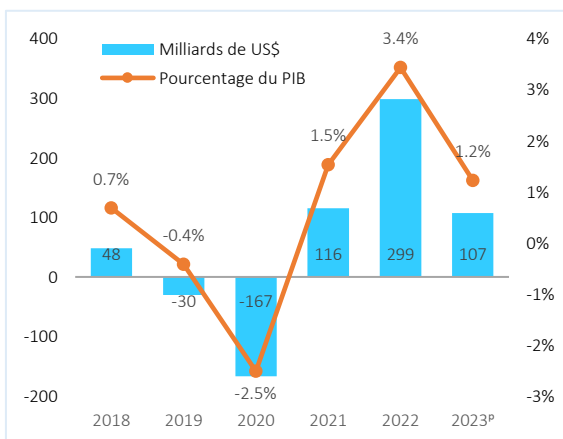
Pour ce qui est des importations intra-OCI, les Émirats arabes unis ont été de loin le plus grand importateur des pays de l'OCI en 2022. Leurs importations totales en provenance des autres pays membres se sont élevées à 77,5 milliards de dollars, soit 16,0% des importations totales intra-OCI. Ils étaient suivis par la Türkiye (40,3 milliards de dollars, 8,3%), la Malaisie (39,4 milliards de dollars, 8,1%), l'Arabie saoudite (36,4 milliards de dollars, 7,5%) et l'Indonésie (32,3 milliards de dollars, 6,7%). Ces cinq plus grands importateurs représentaient ensemble 46,6% du total des importations intra-OCI en 2022, tandis que ce ratio atteignait jusqu'à 70,7% pour les 10 plus grands importateurs qui comprenaient également le Pakistan, Oman, l'Égypte, le Bangladesh et l'Irak. De ces 10 pays, les importations d'Oman en provenance des pays de l'OCI ont représenté jusqu'à 59,1% de ses importations totales, alors que la part des importations intra-OCI n'était que de 12-14% en Türkiye, Malaisie et Indonésie et (*graphique 2.25.C*). La part des importations intra-OCI d'Oman était en fait la deuxième plus élevée après le Bénin (63,6%), et elle était suivi par l'Afghanistan (58,8%), les Comores (56,7%), et le Mali (53,8%), tous recevant au moins la moitié de leurs importations de marchandises des pays de l'OCI (*graphique 2.25.D*).

BALANCE DES COMTES COURANTS.

Excédent de 3,4 % du PIB en 2022, le plus élevé depuis neuf ans

Les pays de l'OCI, dans l'ensemble, ont enregistré un excédent du compte courant de 299 milliards de dollars en 2022, soit plus de 2,5 fois l'excédent de 116 milliards de dollars de l'année précédente (*graphique 2.26*). Parallèlement, l'excédent en pourcentage du PIB est passé de 1,5 % en 2021 à 3,4 % en 2022, soit le ratio le plus élevé observé au cours des neuf dernières années. Étant donné que les déficits du commerce des services se sont poursuivis en 2022, comme l'illustre le *graphique 2.23* ci-dessus, la croissance rapide de l'excédent des échanges de marchandises (de 50 milliards de dollars en 2021 à 303 milliards de dollars en 2022) a contribué de manière significative à l'excédent de la balance courante qui en a résulté. Les projections du FMI annoncent une diminution de l'excédent à 107 milliards de dollars, soit 1,2 % du PIB, en 2023.

Graphique 2.26: Balance mondiale du compte courant des pays de l'OCI



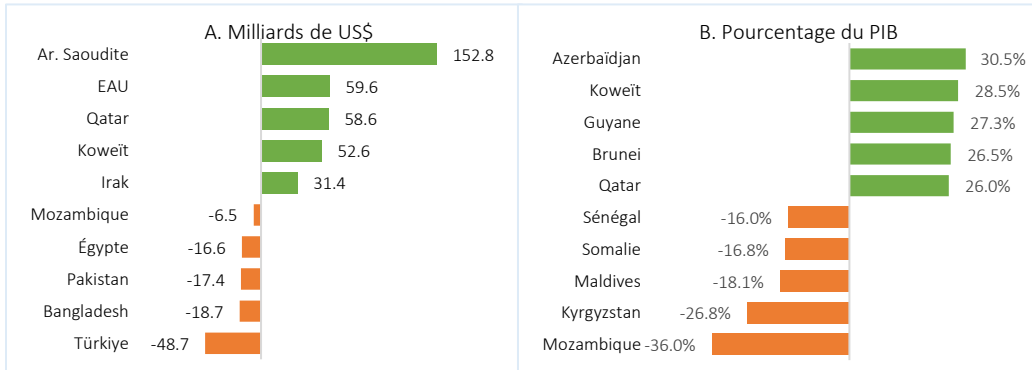
Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : Les données excluent la Syrie pour l'ensemble de la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021-2023.

Parmi les pays de l'OCI, l'Arabie saoudite a enregistré le plus grand excédent du compte courant en termes nominaux en 2022, qui s'est élevé à 152,8 milliards de dollars, suivie par les Émirats arabes unis (59,6 milliards de dollars), le Qatar (58,6 milliards de dollars), le Koweït (52,6 milliards de dollars) et l'Irak (31,4 milliards de dollars).



La Türkiye, en revanche, a enregistré le plus grand déficit de son compte courant, s'élevant à 48,7 milliards de dollars. Elle est suivie par le Bangladesh (18,7 milliards de dollars), le Pakistan (17,4 milliards de dollars), l'Égypte (16,6 milliards de dollars) et le Mozambique (6,5 milliards de dollars) (*graphique 2.27.A*). En pourcentage du PIB, l'excédent a atteint 30,5% en Azerbaïdjan, suivi du Koweït (28,5%), de la Guyane (27,3%), du Brunei Darussalam (26,5%) et du Qatar (26,0%). De l'autre côté du spectre, le déficit du compte courant a atteint 36,0% du PIB au Mozambique,

Graphique 2.27: Pays de l'OCI ayant les plus grands excédents/déficits du compte courant, 2022



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : A l'exclusion de l'Afghanistan, de la Syrie et du Liban

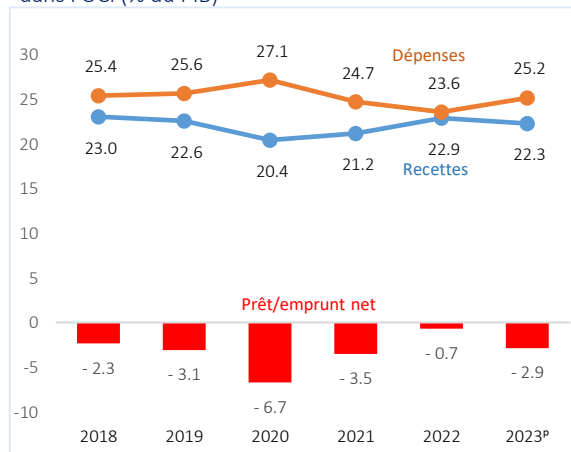
26,8% au Kirghizstan, 18,1% aux Maldives, 16,8% en Somalie et 16,0% au Sénégal (*graphique 2.27.B*), alors qu'il était également supérieur à 10% dans cinq autres pays de l'OCI : Niger, Gambie, Mauritanie, Palestine et Sierra Leone.

SOLDE BUDGÉTAIRE

Les déficits publics baissent à 0,7 % du PIB en 2022

Les déficits publics dans les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à se réduire en 2022, à 0,7 % du PIB, contre 3,5 % en 2021 et le niveau historiquement élevé de 6,7 % en 2020. Cette amélioration résulte à la fois d'une augmentation des recettes et d'une diminution des dépenses, toutes deux en pourcentage du PIB. En effet, les recettes sont passées de 20,4% du PIB en 2020 à 21,2% en 2021 et à 22,9% en 2022. La relance de recettes des exportations du pétrole, la croissance économique et la hausse des prix de l'énergie ont joué un rôle important dans cette évolution. Les dépenses, en revanche, ont baissé passant de 27,1 % du PIB à 24,7 %, puis à

Graphique 2.28: Solde budgétaire du gouvernement dans l'OCI (% du PIB)



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : Les données excluent la Syrie pour l'ensemble de la période considérée et l'Afghanistan et le Liban pour 2021-2023

23,6 % au cours de la même période. Les prévisions actuelles pour 2023 indiquent une variation de cette tendance, avec des dépenses en hausse à 25,2 % du PIB, des recettes en baisse à 22,3 % du PIB, et des déficits en hausse à 2,9 % du PIB (*graphique 2.28*).

Le *graphique 2.29* montre que 37 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont connu une amélioration de leur solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2022 par rapport à l'année précédente, notamment le Qatar (de +4,4 % à +14,2 %), Oman (de -3,2 % à +6,3 %), l'Algérie (de -7,2 % à +2,2 %), le Koweït (de +2,3 % à +11,6 %), et Brunei Darussalam (de -8,0 % à +0,3 %). En outre, alors que seuls sept pays ont enregistré un excédent en 2021 (Libye, Qatar, Azerbaïdjan, Émirats arabes unis, Mauritanie, Koweït et Turkménistan), ce nombre est passé à 15 en 2022, avec en tête le Qatar (14,2 %), suivi du Koweït (11,6 %), des Émirats arabes unis (9,0 %), de l'Irak (6,4 %) et d'Oman (6,3 %). D'autre part, les Maldives présentaient le déficit budgétaire le plus important en pourcentage du PIB en 2022, atteignant 12,0 %, suivies par la Sierra Leone (10,9 %), le Burkina Faso (10,4 %), le Pakistan (7,8 %) et le Togo (7,3 %).

Graphique 2.29: Balance fiscale du gouvernement dans les pays de l'OCI: 2021 vs. 2022 (% du PIB)



Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2023. Note : Voir l'annexe A pour les codes pays.

FINANCE INTERNATIONALE

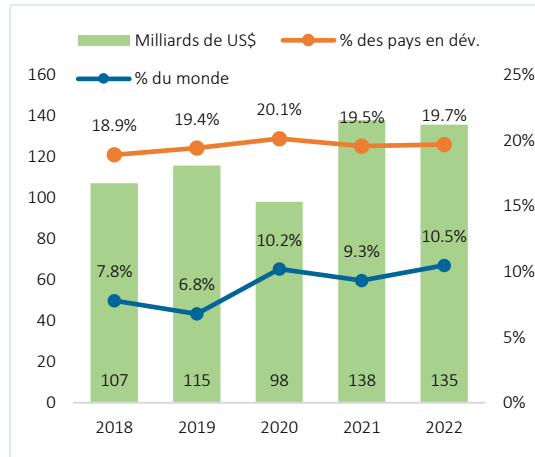
La part des pays de l'OCI dans les flux d'IDE mondiaux augmente à 10,5 % malgré la baisse des flux.

Après une chute spectaculaire (43,7 %) en 2020 en raison de la crise pandémique, les flux d'IDE mondiaux ont augmenté de moitié (53,7 %) pour atteindre 1,5 trillion de dollars en 2021. Cette relance a été suivie d'une baisse de 12,4 % à 1,3 trillion de dollars en 2022, résultant notamment d'une baisse de 21,6 % des flux vers les pays développés, contre une baisse de 2,3 % des flux vers les pays en voie de développement. Après une chute de 15,2 % à 98 milliards de dollars en 2020, les flux à destination des pays de l'OCI ont rebondi de 40,6% et ont atteint un niveau élevé de



138 milliards de dollars en 2021. Une légère baisse de 1,7 % à 135 billions de dollars a été enregistrée en 2022. La moindre baisse des flux vers les pays de l'OCI a entraîné une légère augmentation de leur part dans les flux à destination des pays en développement, ainsi qu'une forte augmentation de leur part dans les flux mondiaux en 2022. La part des pays de l'OCI dans les flux destinés aux pays en développement a été mesurée à 19,7 % en 2022, contre 19,5 % en 2021. De même, leur part dans les flux mondiaux d'IDE a atteint un niveau record de 10,5 % en 2022, contre 9,3 % en 2021 (*graphique 2.30*).

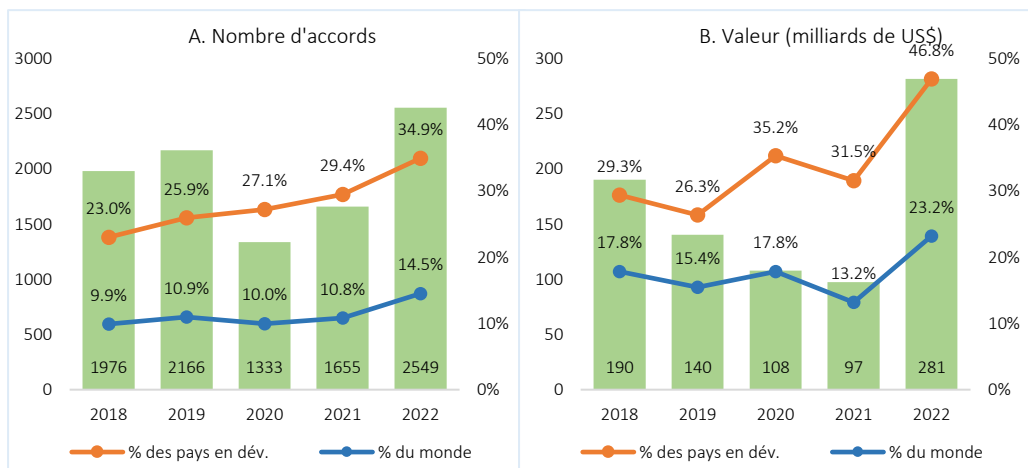
Graphique 2.30: Flux d'IDE vers les pays de l'OCI



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur des données de la CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2023, tableaux de l'annexe.

Les investissements greenfield³ revêtent une importance particulière pour les pays en développement en raison des opportunités de croissance et d'emploi plus importantes qu'ils ont à offrir. La valeur des projets d'IDE greenfield annoncés a encore augmenté au niveau mondial de 64,2 % pour atteindre 1 200 milliards de dollars en 2022, après un rebond de 22,3 % à 739 milliards de dollars en 2021, contre un niveau historiquement bas de 604 milliards de dollars en 2020. Une grande partie (61,5 %) de cette augmentation significative en 2022 provient de l'augmentation des investissements destinés aux pays en développement. Les pays de l'OCI ont connu une importante amélioration tant en valeur qu'en nombre de projets d'IDE greenfield annoncés (*graphique 2.31*). Le nombre de projets a augmenté de moitié (54%) à 2549 tandis que la valeur des projets a presque triplé, augmentant de 189% à 281 milliards de dollars - le niveau le plus élevé vu depuis 2008. Par conséquent, en

Graphique 2.31: Projets d'investissement annoncés destinés aux pays de l'OCI

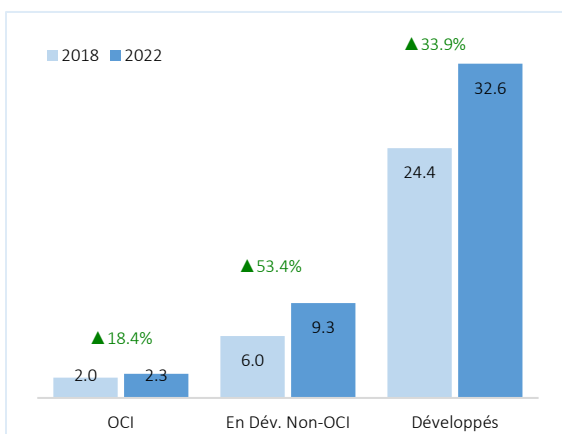


Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur des données de la CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2023, tableaux de l'annexe.

termes de nombre de projets, les pays de l'OCI représentaient 14,5% du total mondial en 2022, contre 10,8% en 2021, tandis que leur part dans le total des pays en développement est passée de 29,4% à 34,9% au cours de la même période. En termes de valeur des projets, leur part dans le total mondial a poursuivi sa tendance à la baisse et a augmenté jusqu'à 23,2% en 2022, tandis que leur part dans le total des pays en développement a atteint un niveau record de 46,8 % en 2022.

Compte tenu des développements ci-dessus, le stock mondial d'IDE entrants atteindra 44,3 trillions de dollars en 2022, soit une hausse de 36,3 % par rapport au niveau de 2018. Au cours de la même période de 5 ans, les stocks d'IDE n'ont augmenté que de 18,4% pour atteindre 2,3 trillions de dollars dans les pays de l'OCI alors qu'ils ont augmenté de 53,4% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 33,9% dans les pays développés (graphique 2.32). Ainsi, les pays de l'OCI ont accueilli une part légèrement inférieure des stocks mondiaux d'IDE entrants en 2022 (5,3%) qu'en 2018 (6,1%). La majeure partie des stocks mondiaux a continué d'être hébergée par les pays développés, dont la part était de 73,8% en 2022.

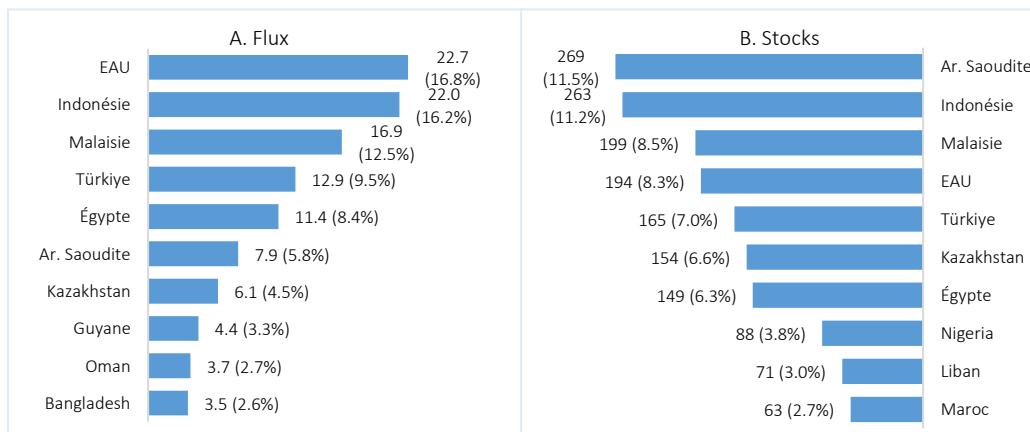
Graphique 2.32: Stock d'IDE entrant (en milliards de US\$)



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur des données de la CNUCED, World Investment Report 2023, Tableaux de l'annexe.

Comme c'est le cas pour d'autres agrégats macroéconomiques majeurs, les flux et les stocks d'IDE entrants ont également présenté un niveau élevé de concentration entre les pays de l'OCI, la

Graphique 2.33: Pays de l'OCI avec le plus grand IDE entrant, 2022 (milliards de dollars US)



Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2023, tableaux de l'annexe. Note : Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays concerné dans le total de l'OCI.

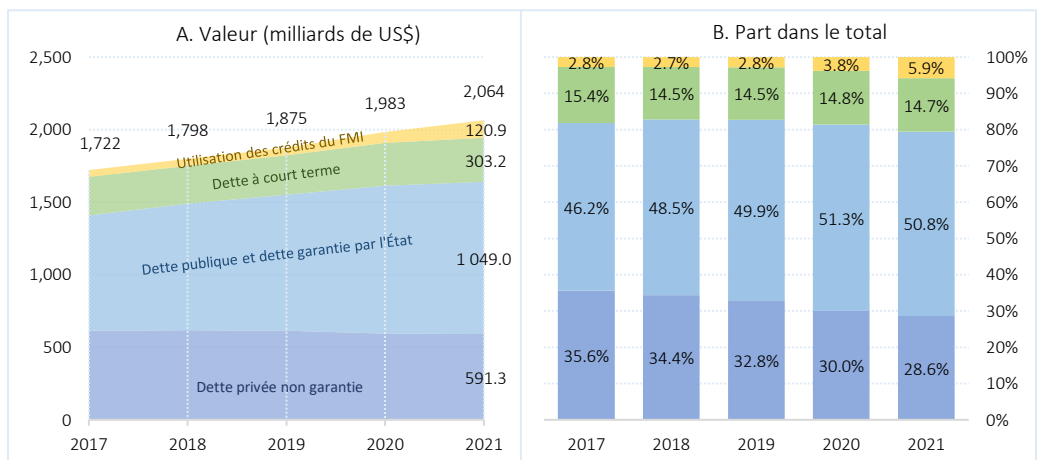


majeure partie des flux étant toujours dirigée vers un petit nombre d'entre eux. Les flux entrants vers les Émirats arabes unis (22,7 milliards de dollars), l'Indonésie (22,0 milliards de dollars) et la Malaisie (16,9 milliards de dollars) représentaient 45,5 % des flux entrants totaux vers tous les pays de l'OCI en 2022. Ce ratio a atteint 63,4% pour les cinq premiers pays et jusqu'à 82,3% pour les dix premiers pays (*graphique 2.33.A*). Dans le cas des stocks d'IDE entrants, les cinq premiers pays, à partir de 2022, ont accueilli 46,4% du total de l'OCI, tandis que les dix premiers pays ont représenté une part de 68,8% (*graphique 2.33.B*). Avec 269 milliards de dollars de stocks d'IDE entrants (11,5% du total de l'OCI), l'Arabie saoudite se classe au premier rang des pays de l'OCI. Elle était suivie par l'Indonésie (263 milliards de dollars, 11,2%), la Malaisie (199 milliards de dollars, 8,5%), les Émirats arabes unis (194 milliards de dollars, 8,3%) et la Türkiye (165 milliards de dollars, 7,0%).

L'encours total de la dette extérieure augmente de 4,1 % pour atteindre 2,1 trillion de dollars en 2021

L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 81 milliards de dollars, soit 4,1%, pour atteindre 2 064 milliards de dollars en 2021, contre 1 983 milliards de dollars en 2020. L'utilisation du crédit du FMI, qui a augmenté de 45,7 milliards de dollars, soit 60,7%, pour atteindre 120,9 milliards de dollars, a contribué le plus à cette augmentation bien qu'elle soit toujours la plus petite composante de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI (*graphique 2.34*). Ce type de dette représentait 5, 9% de la dette extérieure totale en 2021, contre 3,8 % l'année précédente.

Graphique 2.34: Total de l'encours de la dette extérieure des pays de l'OCI par composante



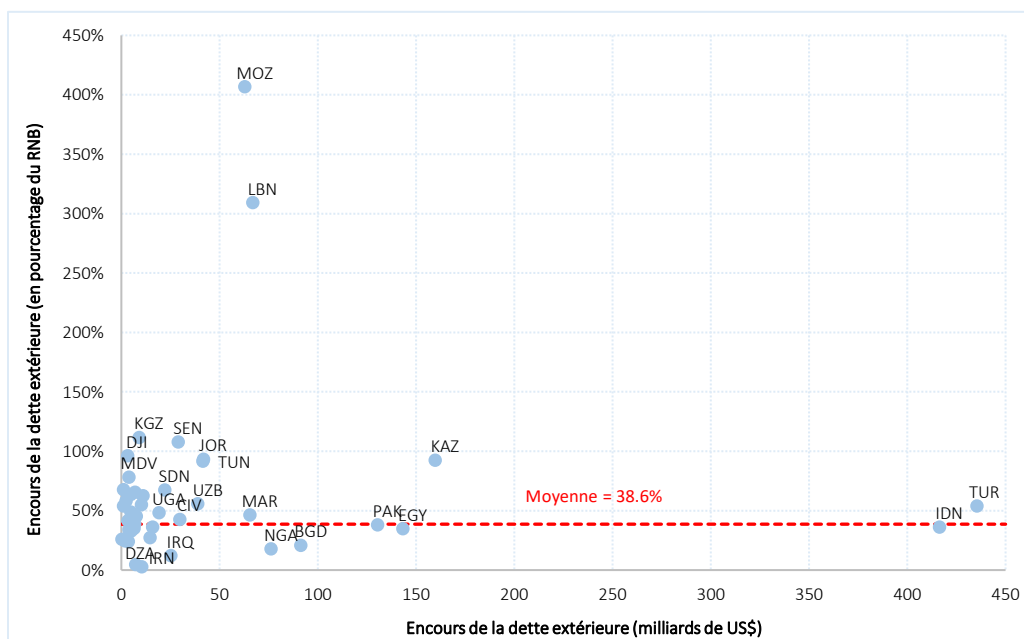
Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur des données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde. Couverture des données : 46 pays de l'OCI (à l'exclusion du Bahreïn, du Brunei Darussalam, du Koweït, de la Libye, de la Malaisie, d'Oman, de la Palestine, du Qatar, de l'Arabie Saoudite, du Surinam et des Émirats Arabes Unis).

La dette publique et celle garantie par l'État, ont augmenté de 30,7 milliards de dollars, soit 3,0%, en 2021 et sont toujours la composante la plus importante de l'encours total de la dette extérieure. Toutefois, sa part a diminué, passant de 51,3 % en 2020 à 50,8 % en 2021, en raison de l'augmentation considérable de l'utilisation des crédits du FMI. La dette privée non garantie a continué de diminuer pour la troisième année consécutive après avoir atteint un pic de 617,8

milliards de dollars en 2018. En 2021, elle a baissé de 4 milliards de dollars ou 0,7 % par rapport à son niveau de 2020 et a atteint 591,3 milliards de dollars. Par conséquent, en tant que deuxième composante de l'encours total de la dette extérieure, sa part était de 28,6% en 2021, contre 35,6% en 2017. Dans l'ensemble, l'encours de la dette à long terme, qui comprend la dette publique, la dette garantie par l'État et la dette privée non garantie, s'est élevé à 1 640 milliards de dollars en 2021, soit une hausse de 26,7 milliards de dollars ou 1,7% par rapport à l'année précédente, et a représenté 79,5% de l'encours total de la dette extérieure. La dette à court terme a atteint 303,2 milliards de dollars en 2021, avec une augmentation de 8,9 milliards de dollars ou 3,0% par rapport à l'année précédente, et a maintenu sa part à environ 15 %.

Parmi les pays de l'OCI, l'encours total de la dette extérieure du Bangladesh est celui qui a le plus augmenté en termes nominaux (de 17,9 milliards de dollars) pour 2020/2021. Le Pakistan et l'Égypte arrivent ensuite avec une augmentation de 14,7 milliards de dollars et 13,5 milliards de dollars, respectivement. En revanche, 10 des 46 pays disposant de données sur la dette ont enregistré une diminution de leur encours de dette au cours de la même période, à savoir la Türkiye, le Liban, le Kazakhstan, le Soudan, l'Azerbaïdjan, l'Irak, la Mauritanie, le Turkménistan, l'Indonésie et le Maroc. En 2021, la Türkiye est restée le pays de l'OCI le plus endetté en termes nominaux, avec une valeur totale de la dette extérieure de 435 milliards de dollars, représentant 21,1% de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles. La Türkiye a été suivie par l'Indonésie (416 milliards de dollars), le Kazakhstan (160 milliards de dollars), l'Égypte (143 milliards de dollars) et le Pakistan (130 milliards de dollars)

Graphique 2.35: Endettement des pays de l'OCI, 2021



Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur des données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde. Note : Voir l'annexe A pour les codes pays. Couverture des données : 43 pays de l'OCI (à l'exclusion de la Syrie, du Turkménistan et du Yémen en raison de l'indisponibilité des données sur le RNB ainsi que des 11 pays exclus du graphique 2.35).



(*graphique 2.35*). La Türkiye et l'Indonésie représentaient ensemble des deux cinquièmes (41,6 %) de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI en 2021.

En termes de charge de la dette par rapport à la taille économique d'un pays, cependant, le Mozambique était de loin le pays de l'OCI le plus endetté en 2021, avec un stock de dette extérieure plus de quatre fois supérieur à son revenu national brut (RNB). Pour être plus précis, il avait un ratio dette/RNB de 406,9%. Il était suivi par le Liban (309,2 %), le Kirghizistan (111,6 %), le Sénégal (107,7 %), et Djibouti (96,4 %) (*graphique 2.35*). Le ratio de la dette au RNB s'est établi en moyenne à 38,6% pour les pays de l'OCI en 2021, diminuant de 3,5 points de pourcentage par rapport à la moyenne de 42,1% de l'année précédente. Alors que 23 des 43 pays ayant des données disponibles ont enregistré une baisse, le Soudan a enregistré la plus grande, 24,3 points de pourcentage, suivi par les Maldives (22,2), la Mauritanie (19,9), le Mozambique (18,8), et le Kazakhstan (11,1). D'autre part, le Liban a enregistré la plus forte augmentation du ratio, soit 84,9 points de pourcentage, suivi du Sénégal (10,5), de Djibouti (9,4), de l'Afghanistan (9,1) et du Togo (7,3).

Lorsque la pandémie a causé des dommages aux économies du monde entier, les gouvernements ont eu recours à des politiques fiscales expansionnistes pour relancer la croissance et faire face à la récession économique. Cependant, l'augmentation des dépenses publiques a entraîné une hausse des niveaux d'endettement, tant intérieurs qu'extérieurs. Par conséquent, de nombreux pays luttent contre le coût de leur dette extérieure et le maintien de la stabilité budgétaire. Les décideurs politiques sont confrontés à la difficile tâche de trouver un équilibre entre la relance économique et la pérennité de la dette, en tenant compte également des retombées potentielles sur la stabilité économique mondiale. Une surveillance étroite et une mise en œuvre efficace des politiques budgétaires joueront un rôle crucial dans la gestion de la dette extérieure et la sauvegarde d'une croissance économique durable dans le monde post-pandémique.

Les réserves ont augmenté de 2%, mais l'adéquation des réserves s'est détériorée

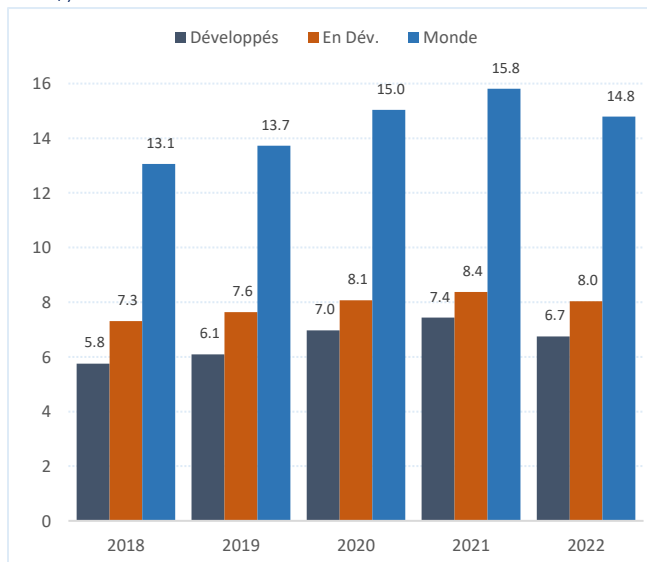
Au début de la crise du COVID-19, les pays en développement ont été confrontés à des sorties de capitaux sans précédent, sous l'effet des ventes d'actifs de portefeuille par des investisseurs étrangers (OCDE, 2020a), une tendance habituelle selon laquelle les investisseurs internationaux transfèrent des capitaux chez eux ou investissent dans des actifs plus sûrs lors de périodes d'incertitude. Pour faire face à la crise de la pandémie et aux instabilités financières qui en découlent, les responsables politiques ont eu recours à divers instruments, notamment aux réserves internationales. Face à la pénurie mondiale de liquidités en dollars, certaines banques centrales de pays en développement sont intervenues sur le marché des changes pour soutenir les monnaies qui se dépréciaient, et plusieurs banques centrales ont établi ou élargi des lignes de swap pour améliorer leurs réserves de change.

La capacité à utiliser les réserves internationales en temps de crise dépend des tampons constitués au fil du temps, ainsi que des besoins de financement. Par conséquent, la crise du COVID-19 et les chocs financiers associés ont une fois de plus mis en évidence la nécessité de disposer de réserves internationales suffisantes pour aider à préserver la stabilité

macroéconomique et financière face à de tels chocs. À cet égard, étant donné les différences de disponibilité des réserves entre les pays, le choc n'a pas été uniforme entre les pays et ils ne sont pas entrés dans la crise de la même manière.

Conformément à la relance de l'économie mondiale après la pandémie, les niveaux de réserves et d'adéquation des réserves devaient s'améliorer en 2022, mais cela n'a pas été le cas. Ainsi, la résistance aux risques de chocs potentiels et le maintien de la stabilité financière se sont détériorés. Les réserves internationales totales mondiales⁴ s'élevaient à 14,8 trillions de dollars en 2022, soit une baisse de 1 trillion de dollars ou de 6,5 % par rapport à l'année précédente (*graphique 2.36*). Les deux tiers (68%) de cette baisse provenaient des pays développés, dont les réserves ont diminué de 689 milliards de dollars, soit 9,3 %, pour s'établir à 6,7 billions de dollars. Dans les pays en développement, les réserves ont diminué de 332 milliards de dollars, soit 4,0%, pour atteindre 8,0 trillions de dollars. Par conséquent, les pays développés ont augmenté leur part dans les réserves mondiales, passant de 47,0% en 2021 à 45,6% en 2022, tandis que les pays en développement ont continué à en détenir la plus grande partie. Pour les pays qui n'ont pas atteint des niveaux de réserves suffisants et qui sont encore confrontés à des difficultés pour renforcer leur situation financière, il est important de continuer à appliquer une gestion prudente des risques et de mettre en œuvre des réformes réglementaires afin d'améliorer encore le niveau de leurs réserves.

Graphique 2.36: Réserves totales, y compris l'or (en billions de US\$)



Source: FMI, Statistiques financières internationales.

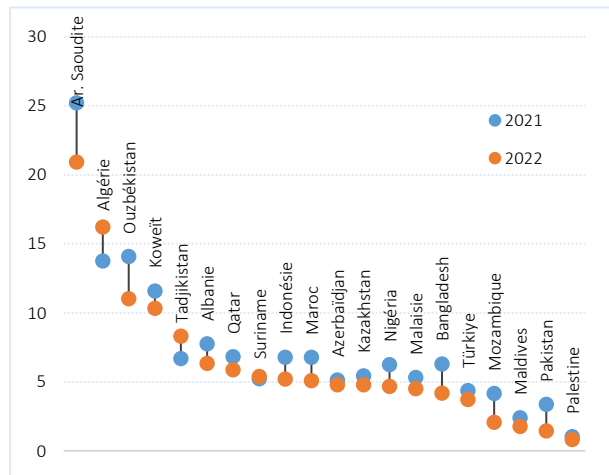
Dans les pays de l'OCI, les données de 2022 disponibles pour 36 pays membres indiquent une augmentation des réserves de 2,0 % à 1,66 trillion de dollars en 2022. Parmi les 18 pays qui ont enregistré une augmentation de leurs réserves en 2022, l'Irak a pris la tête avec une augmentation de 32,8 milliards de dollars. Il était suivi par l'Algérie (15,6 milliards de dollars), la Türkiye (14,2 milliards de dollars), les Émirats arabes unis (7,3 milliards de dollars) et le Qatar (5,2 milliards de dollars). L'augmentation proportionnelle a été remarquable dans les réserves du Tadjikistan (54%), de l'Irak (51%), de l'Azerbaïdjan (35,9%), de l'Algérie (27,8%), et du Suriname (20,4%). Parmi les pays dont les réserves diminueront en 2022, le Pakistan enregistre la plus forte baisse, soit 12,9 milliards de dollars, suivi du Bangladesh (12,4 milliards de dollars), de l'Indonésie (7,7 milliards de dollars), de l'Égypte (7,7 milliards de dollars) et du Nigéria (4,9 milliards de



dollars). Proportionnellement, les baisses les plus importantes ont été enregistrées dans les réserves du Pakistan (56,5 %), de la Sierra Leone (34 %), du Bangladesh (26,9 %), du Yémen (25,9 %) et du Mozambique (22,3 %). Dans l'ensemble, en 2022, l'Arabie saoudite disposait des réserves internationales les plus importantes, qui s'élevaient à 478,2 milliards de dollars, suivie des Émirats arabes unis (138,4 milliards de dollars), de l'Indonésie (137,2 milliards de dollars), de la Türkiye (123,7 milliards de dollars) et de la Malaisie (114,7 milliards de dollars).

Alors que la moitié des pays de l'OCI ont amélioré leurs réserves en 2022, les réserves correspondant à des mois d'importations⁵ se sont détériorées pour la plupart d'entre eux, tel que le montre le *graphique 2.37* pour les 20 pays dont les données sont disponibles. Les importations de biens et de services ayant augmenté dans tous les cas, cette détérioration s'explique par une baisse des réserves dans certains cas⁶ ou par une augmentation plus

Graphique 2.37: Réserves totales en mois d'importations



Source: Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde.

importante des importations par rapport aux réserves dans d'autres cas⁷. Seuls l'Algérie, le Tadjikistan et le Suriname ont amélioré leur niveau de réserves par rapport aux importations. L'Arabie saoudite, avec des réserves équivalentes à 20,9 mois d'importations, avait l'adéquation des réserves la plus élevée en 2022. L'Algérie la suit avec des réserves suffisantes pour couvrir 16,2 mois d'importations. En outre, l'Ouzbékistan (11,0) et le Koweït (10,3) ont dépassé la moyenne mondiale de 9,2 mois.

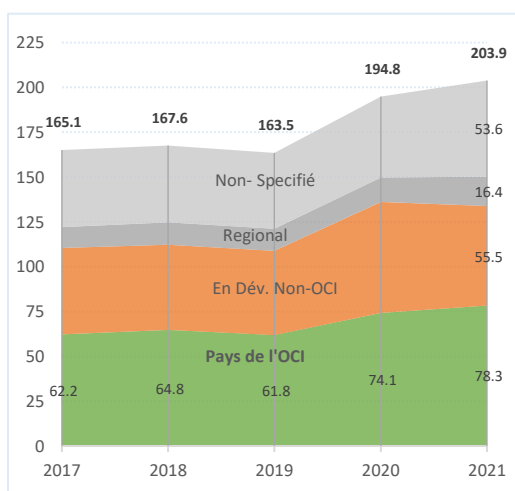
L'APD nette reçue augmente de 5,7 % pour atteindre 78,3 milliards de dollars en 2021.

Fournie pour promouvoir le développement économique et le bien-être des pays et territoires bénéficiaires, l'aide publique au développement (APD) reste une source importante de financement pour de nombreux pays en développement, y compris les pays de l'OCI. En 2021, les flux nets d'APD reçus par les pays en développement ont atteint 203,9 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé jamais atteint, avec une augmentation de 9 milliards de dollars, ou 4,6 %, par rapport à l'année précédente (*graphique 2.38*). Selon l'OCDE (2023), cette hausse est due à une augmentation de l'aide bilatérale et multilatérale, reflétant l'engagement continu des pays donateurs à soutenir les nations en développement. Les principaux domaines d'intervention de l'APD sont la santé, l'éducation et le développement des infrastructures, en vue de promouvoir une croissance durable et inclusive dans les pays bénéficiaires. Toutefois, des défis importants subsistent, notamment en ce qui concerne les effets de la pandémie, du changement climatique

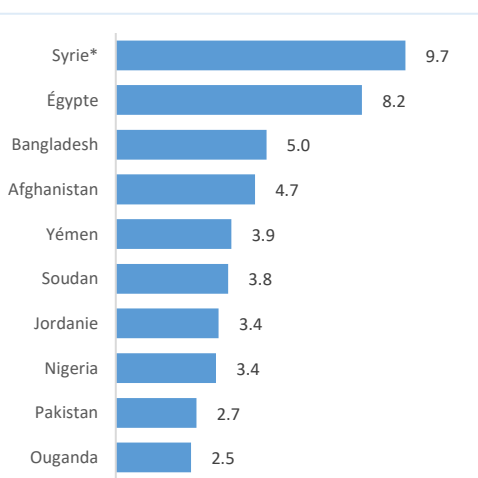
et des crises humanitaires. Des efforts continus sont nécessaires pour réaliser des progrès soutenus et équitables dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Les flux qui ont été déclarés au niveau de chaque pays ont diminué de 1,7 % et se sont élevés à 133,8 milliards de dollars en 2021, soit 66 % du total des flux d'APD. Les flux de l'APD à destination des pays de l'OCI ont atteint 78,3 milliards de dollars en 2021, soit une hausse de 5,7 % par rapport aux 74,1 milliards de dollars en 2020. En revanche, les flux à destination des pays en développement non membres de l'OCI ont diminué de 10,5 % pour atteindre 55,5 milliards de dollars en 2021. Par conséquent, les pays de l'OCI ont eu une part plus élevée des flux totaux d'APD destinés aux pays en développement individuels en 2021 (58,5 %) par rapport à l'année précédente (54,5 %).

Graphique 2.38: APD nette reçue (milliards de US\$)



Graphique 2.39: Pays de l'OCI bénéficiaires de l'APD, 2021 (milliards de dollars US)



Source: OECD.Stat. Note : APD totale nette reçue des donateurs officiels à prix courants. Couverture des données : 50 pays de l'OCI (à l'exclusion du Bahreïn, du Brunei Darussalam, du Koweït, d'Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis) et 99 pays en développement non membres de l'OCI. Pour la période considérée, environ 33% de la valeur totale annuelle de l'APD est déclarée comme "non spécifiée" ou "régionale", et non au niveau du pays. (*) L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

En ce qui concerne la répartition des flux d'APD entre les pays de l'OCI en 2021, les cinq plus grands bénéficiaires représentaient 40,2% du total des flux d'APD vers les pays de l'OCI, tandis que ce ratio atteignait 60,3% pour les dix plus grands bénéficiaires. La Syrie, avec des flux totaux de 9,7 milliards de dollars qui représentaient 12,4% du total de l'OCI, s'est classée au premier rang non seulement parmi les pays de l'OCI, mais aussi parmi tous les pays en développement. Viennent ensuite l'Égypte (8,2 milliards de dollars, 10,5 %), le Bangladesh (5,0 milliards de dollars, 6,4 %), l'Afghanistan (4,7 milliards de dollars, 5,9 %) et le Yémen (3,9 milliards de dollars, 4,9 %) (*graphique 2.39*).

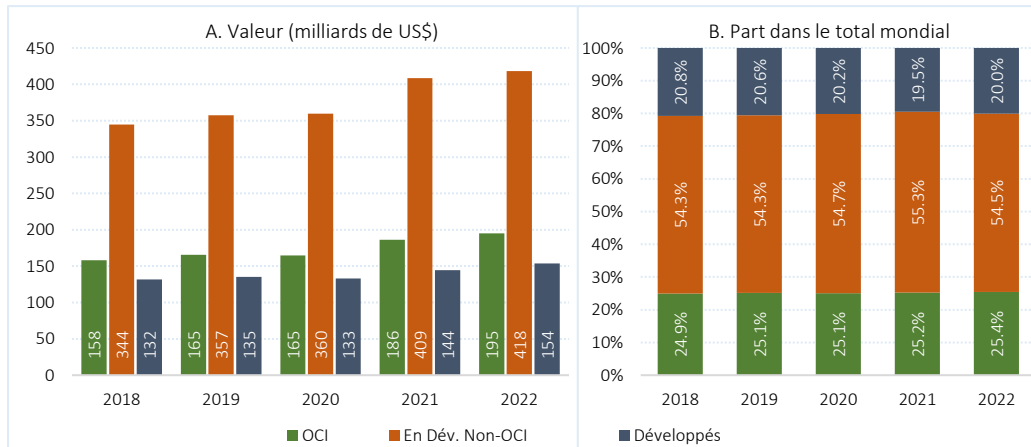
Les envois de fonds des particuliers augmentent de 4,6 % pour atteindre 195 milliards de dollars

Malgré la pandémie de COVID-19, les flux de transferts de fonds sont restés stables en 2020 dans le monde entier et se sont améliorés par la suite. Au niveau mondial, les flux de transferts de



fonds officiels ont atteint 767 milliards de dollars en 2022, soit une hausse de 3,7% par rapport aux 739 milliards de dollars de l'année précédente. Les flux vers les pays de l'OCI ont augmenté de 4,6 %, soit 8,6 milliards de dollars, pour atteindre 195 milliards de dollars, tandis que les flux vers les pays en développement non membres de l'OCI ont atteint 418 milliards de dollars, avec

Graphique 2.40: Envois de fonds des particuliers (milliards de US\$)



Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur des données de la Banque Mondiale, Indicateurs de Développement Mondial. Note : Les données sur le groupe des pays de l'OCI excluent le Bahreïn, le Tchad, l'Iran, la Libye, la Syrie, le Turkménistan et les Émirats arabes unis.

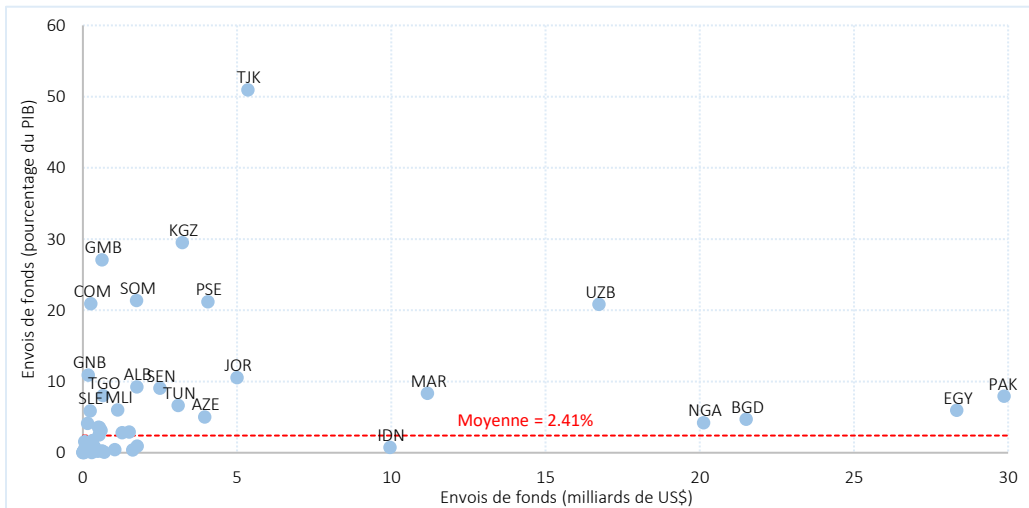
une augmentation de 2,3 %. Les pays développés, d'autre part, ont enregistré un taux de croissance plus élevé des flux de transferts de fonds. Augmentant de 6,5 % par rapport à 2021, ces flux ont atteint 154 milliards de dollars en 2022 (*graphique 2.40.A*). Par conséquent, la part des pays de l'OCI dans le flux total mondial de transferts de fonds a légèrement augmenté pour atteindre 25,4 % en 2022, par rapport à 25,2 % l'année précédente (*graphique 2.40.B*).

En 2022, sur les 50 pays de l'OCI dont les données sont disponibles, 20 ont connu une baisse des flux de transferts de fonds par rapport à l'année précédente. L'Égypte (3,2 milliards de dollars), le Pakistan (1,4 milliard de dollars), le Koweït (785 millions de dollars), le Bangladesh (702 millions de dollars) et le Sénégal (597 millions de dollars) ont connu les plus fortes baisses, tandis que l'Ouzbékistan (7,5 milliards de dollars), le Tadjikistan (2,4 milliards de dollars), l'Azerbaïdjan (2,4 milliards de dollars), le Nigeria (644 millions de dollars) et l'Indonésie (557 millions de dollars) ont enregistré les plus fortes augmentations.

En 2022, une partie importante des transferts de fonds à destination des pays de l'OCI était toujours concentrée chez quelques membres. Malgré une baisse de 4,6% par rapport à l'année précédente à 29,9 milliards de dollars, les flux à destination du Pakistan, ont été les plus importants parmi les pays de l'OCI, représentant 15,3% du total de l'OCI. Il était suivi de l'Égypte (28,3 milliards de dollars), du Bangladesh (21,5 milliards de dollars), du Nigeria (20,1 milliards de dollars) et de l'Ouzbékistan (16,7 milliards de dollars). Ces cinq pays représentaient ensemble (59,8%) du total des envois de fonds vers les pays de l'OCI en 2022, tandis que ce ratio atteignait jusqu'à 79,2% pour les dix plus grands bénéficiaires. Néanmoins, dans quatre des cinq premiers pays, la part des envois de fonds dans le PIB était inférieure à 10 % et beaucoup plus basse que

dans de nombreux autres pays membres dont le montant des envois est plus faible. Les principaux bénéficiaires en termes de part des transferts de fonds dans le PIB en 2022 étaient le Tadjikistan (50,9 %), le Kirghizstan (29,5 %), la Gambie (27,1 %), la Somalie (21,4 %), la Palestine (21,2 %), les Comores (20,9 %) et l'Ouzbékistan (20,8 %). En moyenne, les envois de fonds représentaient 2,4 % du PIB des pays bénéficiaires de l'OCI en 2022 (*graphique 2.41*).

Graphique 2.41: Flux de transferts de fonds personnels vers les pays de l'OCI, 2022



Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur des données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde. Note : Voir l'annexe A pour les codes pays. Couverture des données : 47 pays de l'OCI (excluant l'Afghanistan, le Liban et le Yémen en raison de données de PIB indisponibles ainsi que les 7 pays exclus du graphique 2.41).



L'ESSOR DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET LA REDUCTION DE LA FRACTURE NUMERIQUE

CHAPITRE TROIS

Modèles changeants de production et de commerce avec la numérisation croissante



L'économie mondiale connaît une nouvelle forme de transformation caractérisée notamment par l'essor de la numérisation, de l'automatisation et de l'intelligence artificielle. Contrairement à d'autres formes d'innovation technologiques, la numérisation s'appuie sur l'évolution des technologies d'accès aux réseaux, des technologies des semi-conducteurs, de l'ingénierie logicielle et des retombées de leur utilisation (ITU, 2020a). Elles ne modifient pas seulement les processus de production, mais affectent également de manière significative la nature du travail, ce qui nécessite un examen approfondi des défis et opportunités émergents afin de développer des réponses politiques appropriées au niveau de chaque pays. Dans ce contexte, ce chapitre vise à établir les liens entre le développement technologique, l'innovation et l'industrialisation, et présente quelques discussions générales sur l'importance des technologies émergentes.

3.1 Revoir le développement industriel dans un monde numérique

L'industrialisation a été un moteur essentiel de l'expansion de la production et du commerce au cours du siècle dernier. La baisse des coûts du commerce, du transport et de la communication a facilité sa fragmentation en parties, et a contribué à l'intégration régionale et économique des pays du monde entier par la création de chaînes de valeur, ce qui a permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. La diversification de la production a permis aux pays de bénéficier de ces économies grâce à une plus grande compétitivité et à des avantages en termes de productivité. Les pays disposant de solides industries nationales sont parvenus à diversifier leur économie, ce qui a généré des liens productifs avec d'autres secteurs de l'économie et a favorisé le progrès technologique. En revanche, les pays disposant des structures de production et d'échanges limitées ont connu des pertes de compétitivité et ont vu leurs écarts de revenus se creuser par rapport aux économies pionnières.

Au cours des dernières décennies, la production et le commerce sont fortement dominés par les réseaux internationaux de production, qui nécessitent la combinaison de pièces et de composants à partir de nombreux endroits et de fournisseurs différents. Cela a offert aux pays en développement la possibilité de s'intégrer dans l'économie mondiale en investissant dans des capacités pour répondre aux demandes mondiales de biens intermédiaires à des prix compétitifs et de qualité. Certains pays ayant mis en place des politiques efficaces d'industrialisation et de promotion des investissements ont réussi à transformer leurs économies vers une production à plus forte valeur ajoutée. Les investissements réalisés dans le développement des compétences, la qualité des institutions, l'allocation efficace des ressources et la promotion de l'innovation et du développement technologique ont tous contribué à ce résultat.

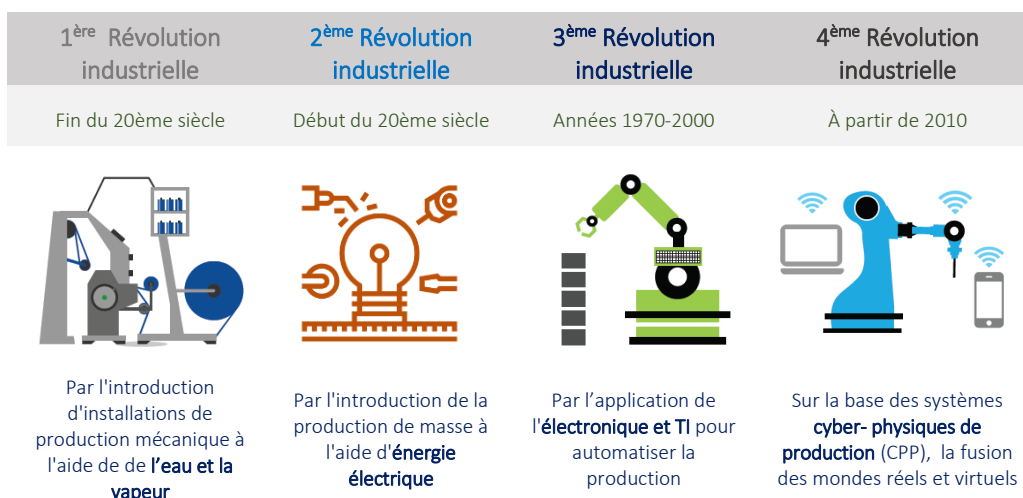
La diversification de l'industrie manufacturière est considérée comme un catalyseur important de l'amélioration des performances économiques. Ce secteur est à l'origine des progrès technologiques, car c'est l'industrie la plus intensive en recherche et développement (R&D). Le secteur manufacturier a également tendance à être le plus solide en matière d'emploi des salariés, en particulier dans les pays en développement (ILO, 2014). Malgré les nombreuses tentatives historiques des pays en développement visant à développer leurs économies à travers l'industrialisation, beaucoup de ces interventions n'ont pas produit les résultats escomptés. De

même, de nombreuses économies de l'OCI ont réussi de manière limitée à créer une industrie manufacturière diversifiée. La numérisation des économies offre désormais de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour les pays de l'OCI.

3.1.1 Accroissement des écarts suite aux révolutions industrielles

Les industries manufacturières ont été un facteur de développement au cours des deux derniers siècles, grâce à un investissement continu dans la recherche et le développement. Le progrès de la science, de la technologie et de l'innovation a favorisé le développement industriel et la croissance économique. L'industrialisation a commencé avec l'introduction de matériel de fabrication mécanique à la fin du 18^{ème} siècle, lorsque les machines ont révolutionné le processus de production. Elle a été suivie d'une deuxième vague qui a commencé au début du 20^{ème} siècle avec l'introduction de la production de masse de marchandises alimentées par l'électricité en fonction de la division du travail. Cela a été remplacée par la troisième révolution industrielle qui a commencée au début des années 1970, utilisant l'électronique et les technologies de l'information (TI) pour réaliser le développement de l'automatisation des procédés de fabrication (ISRA, 2013). La quatrième révolution industrielle est déclenchée par l'arrivée de l'Internet dans les organisations industrielles (*graphique 3.1*).

Graphique 3.1: Histoire des révolutions industrielles



Source: Compilé par l'auteur de diverses sources.

La quatrième révolution industrielle ou industrie 4.0 ou encore, production intelligente, a été utilisée pour décrire une situation dans laquelle les progrès technologiques ont entraîné un changement de paradigme dans la logique du processus de production conventionnel. Les machines de production industrielle ne *transforment* plus simplement le produit, mais les produits *communiquent* avec les machines pour leur dire exactement quoi faire (GTAI, 2014). En d'autres termes, l'industrie 4.0 est un état dans lequel les systèmes de fabrication et les objets qu'ils créent ne sont pas simplement connectés, mais aussi ils communiquent, analysent et



utilisent cette information pour amorcer l'action intelligente suivante dans le monde physique pour exécuter la transition du physique-au-numérique-au-physique (DUP, 2016).

Contrairement aux révolutions industrielles précédentes, l'industrie 4.0 et la transformation numérique affectent non seulement la manière dont les activités économiques sont organisées, mais façonnent également les interactions sociales et les services gouvernementaux. Lorsque la machine à vapeur a été inventée, par exemple, son impact sur de larges segments de la société était plus limité. Aujourd'hui, l'infrastructure des services numériques se développe rapidement et devient plus accessible dans de nombreuses régions du monde. Bien que cela réduit l'écart entre les pays en termes d'accessibilité, d'importantes disparités demeurent concernant la transformation de l'infrastructure numérique en capacités de production.

Les nouvelles inventions technologiques ont contribué de manière significative à l'augmentation de la production et des niveaux de revenus. Toutefois, la révolution industrielle n'a pas eu des effets bénéfiques partout dans le monde. À chaque révolution, l'écart entre les pays technologiquement plus avancés et les pays moins avancés s'est creusé. Les pays avancés sur le plan technologique ont été en mesure de transformer leurs structures et processus de production afin d'améliorer le bien-être de leurs citoyens. Dans la seconde moitié du siècle dernier, plusieurs pays en développement, notamment en Asie de l'Est, ont réussi à réduire l'écart en rejoignant les chaînes de valeur mondiales et en tirant parti d'une industrialisation axée sur les exportations.

Malgré une divergence croissante des capacités technologiques, un accès plus facile à l'infrastructure numérique permet de rattraper les frontières économiques et technologiques mondiales. Afin de profiter de cette opportunité, les pays en développement, notamment les pays de l'OCI, doivent investir dans le capital humain, soutenir la recherche et le développement et identifier les domaines dans lesquels des améliorations progressives peuvent être apportées à leurs activités industrielles. Bien que les tensions liées aux déséquilibres mondiaux en matière de flux commerciaux restent vives, les nouvelles technologies devraient permettre de réaliser de meilleurs niveaux d'interconnexion à travers le monde.

3.1.2 Technologies perturbatrices sur le plan économique : Menaces ou opportunités

Les progrès technologiques réalisés grâce à la machine à vapeur, à l'électricité, à la combustion interne et aux technologies de l'information ont eu des effets transformateurs sur l'ensemble de l'économie. Toutefois, il n'est pas nécessaire d'attendre des avancées technologiques pour accroître la croissance économique, Les pays en développement peuvent investir dans des innovations progressives pour tirer parti de leurs réalisations antérieures. Cela explique en grande partie la réussite de la Chine en matière de croissance et de réduction de la pauvreté. Dans le contexte des pays en développement, l'innovation progressive commence par l'absorption et l'imitation de technologies étrangères. Leur adaptation au contexte local démontre le potentiel d'un pays en matière d'innovation progressive. On affirme même que l'impact global des innovations progressives sur les changements économiques et sociaux à long terme peut être plus important que celui des innovations radicales (UNIDO, 2016). Une telle

politique de développement pour les économies en développement est possible grâce à la diffusion rapide des nouvelles technologies dans le monde d'aujourd'hui.

La prochaine vague de croissance économique mondiale sera probablement portée par les nouvelles technologies. Les technologies de rupture économique issues de la révolution numérique devraient avoir un impact massif dans les années à venir. L'intelligence artificielle (IA), l'Internet des objets (IoT), le service de cloud computing, l'impression 3D, l'automatisation et la robotique avancée sont quelques-unes des technologies qui devraient façonner les activités économiques futures (voir le *Tableau 3.1* pour une brève description des technologies émergentes). Il est difficile d'affirmer que les pays en développement sont bien préparés à tirer parti de ces technologies. Néanmoins, la numérisation en cours des activités économiques offre de nouvelles opportunités aux pays en développement.

Dans le cas de la diversification chaînes de valeur mondiales (CVM), la numérisation de la chaîne d'approvisionnement est essentielle. La numérisation permet aux entreprises multinationales

Tableau 3.1: Brèves description des technologies émergentes

Technologie	Description
Intelligence artificielle (IA)	L'intelligence artificielle est généralement définie comme étant la capacité d'une machine à effectuer des activités cognitives généralement réalisées par le cerveau humain. Les mises en œuvre de l'IA qui se concentrent sur des tâches précises sont largement disponibles aujourd'hui. Elles sont utilisées, par exemple, dans les recommandations d'achat en ligne, pour les assistants virtuels des smartphones, et pour repérer les spams ou détecter les fraudes de cartes de crédit. Les nouvelles applications de l'IA sont basées sur l'apprentissage automatique et exploitent les données volumineuses (big data).
Internet des objets (IoT)	L'IoT désigne une série d'appareils physiques connectés à l'internet qui collectent et partagent des données. Il existe un grand nombre d'applications potentielles. Les domaines typiques sont les dispositifs portables, les maisons intelligentes, les soins de santé, les villes intelligentes et l'automatisation industrielle.
Grandes données	Le terme "big data" fait référence à un ensemble de données dont la taille ou le type dépasse les capacités de saisie, de gestion et de traitement des structures de base de données traditionnelles. Les ordinateurs peuvent ainsi exploiter des données qui étaient traditionnellement inaccessibles ou inutilisables.
Blockchain	Une blockchain désigne une série immuable d'enregistrements de données horodatés, supervisée par un groupe d'ordinateurs n'appartenant pas à une seule entité. La blockchain sert de technologie de base pour les crypto-monnaies, permettant des transactions de pair-à-pair ouvertes, sécurisées et rapides.
5G	Les réseaux 5G constituent la prochaine génération de connectivité internet mobile, offrant des vitesses de téléchargement d'environ 1 à 10 Gbps (la 4G est d'environ 100 Mbps) ainsi que des connexions plus fiables sur les smartphones et autres appareils.
L'impression 3D	L'impression 3D, également connue sous le nom de fabrication additive, produit des objets tridimensionnels à partir d'un fichier numérique. L'impression 3D permet de créer des objets complexes en utilisant moins de matériaux que la fabrication traditionnelle.
Robotique	Les robots sont des machines programmables capables d'effectuer des actions et d'interagir avec l'environnement par l'intermédiaire de capteurs et d'actionneurs, de manière autonome ou semi-autonome. Les robots sont des machines programmables capables d'effectuer des actions et d'interagir avec l'environnement par l'intermédiaire de capteurs et d'actionneurs, de manière autonome ou semi-autonome.
Drones	Un drone, également appelé véhicule aérien sans pilote (UAV) ou système d'aéronef sans pilote (UAS), est un robot volant qui peut être contrôlé à distance ou voler de manière autonome à l'aide d'un logiciel doté de capteurs et d'un GPS. Les drones ont souvent été utilisés à des fins militaires, mais ils ont également des utilisations civiles telles que la vidéographie, l'agriculture et les services de livraison.

Source: UNCTAD (2023b).



(EMN) de tirer davantage d'efficacité des réseaux de production internationaux, en réduisant les coûts de gouvernance et de transaction et en renforçant la coordination et le contrôle centralisés. Les applications des technologies numériques visant à favoriser la diversification internationale et à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement comprennent la visibilité en temps réel de la disponibilité des matières premières et des produits finis, un meilleur contrôle des processus, des personnes et des biens, y compris le suivi des fournisseurs externes jusqu'au bout de la chaîne d'approvisionnement. Il comprend également l'utilisation de l'IA et de la formation mécanique pour assurer des réponses plus rapides aux chocs et aux discontinuités.

L'IA, l'automatisation et la robotique avancée sont les facteurs qui devraient modifier considérablement la nature du travail. Cela a des répercussions non seulement sur les travailleurs, mais aussi sur le fonctionnement des entreprises et sur l'ensemble des activités de production. L'automatisation a souvent été un moteur de la croissance économique dans le cadre des progrès technologiques. Acemoglu (2021) note que l'automatisation faisait partie d'un large portefeuille technologique dans le passé et que ses effets négatifs limités sur les marchés du travail pouvaient être compensés par d'autres technologies offrant d'autres opportunités d'emploi. Il affirme que la prochaine phase d'automatisation, qui s'appuiera sur l'IA et les machines alimentées par l'IA, pourrait être encore plus perturbatrice, surtout si elle n'est pas accompagnée par d'autres technologies plus respectueuses de l'homme. L'automatisation croissante isolée pourrait encore stimuler la productivité humaine dans de nombreux secteurs, mais elle pourrait aussi aggraver les pertes d'emplois et les perturbations économiques.

L'utilisation plus large de l'IoT peut apporter des changements fondamentaux dans la gestion des chaînes de valeur grâce à des capteurs capables de fournir des données en temps réel sur les différentes étapes de la production, de surveiller les niveaux de stocks et d'évaluer l'utilisation et la fonctionnalité des produits (Strange et Zuccella, 2017). Il permet ainsi une plus grande intégration des données entre les entreprises, les fournisseurs et les clients. Il devrait également réduire les coûts de transaction associés à la production internationale et faciliter une division internationale du travail de plus en plus poussée à travers les frontières. Cependant, la mise en œuvre de l'IoT s'accompagne de préoccupations importantes en matière de cybersécurité.

De même, le big data et l'analytique permettent aux entreprises de surveiller les tendances émergentes et les opportunités sur les marchés étrangers, et d'optimiser leurs activités d'approvisionnement, de production et de distribution de manière plus efficace dans le monde entier. Comme nous l'avons vu précédemment, les progrès de la robotique et de l'automatisation sont susceptibles de réduire l'importance des faibles coûts de main-d'œuvre, ce qui entraînera une délocalisation des activités de production au niveau mondial. La fabrication additive (impression 3D) peut également modifier la nature des chaînes de valeur mondiales, car elle peut réduire la nécessité d'établir des chaînes de valeur sur certains marchés, mais peut favoriser les chaînes de valeur locales et la colocalisation de la production et de la consommation (Laplume et al., 2016). Dans les CVL, les entreprises bénéficient de la proximité de clients dont les demandes et les besoins sont diversifiés (UNIDO, 2019).

De toute évidence, la numérisation et l'automatisation croissantes présentent de nombreux avantages potentiels pour le développement industriel, mais il y a aussi d'importants coûts et

risques. Il y aura des gagnants et des perdants, ce qui nécessitera des interventions politiques pour procéder à des ajustements. Des questions telles que la cybersécurité, la propriété intellectuelle et la confidentialité des données posent des défis majeurs. Comme toutes les innovations précédentes, les innovations technologiques récentes modifieront considérablement les attitudes et les systèmes et, une fois encore, des interventions seront nécessaires pour contrebalancer les effets négatifs sur les personnes et les entreprises concernées.

Malgré les défis, il y a un intérêt croissant pour la mise en œuvre de l'industrie 4.0 dans les processus de fabrication et de chaînes d'approvisionnement dans les pays développés. Elle permet de fabriquer des objets entièrement nouveaux de manière entièrement nouvelle et de révolutionner les chaînes d'approvisionnement, la production et les modèles d'entreprise. Compte tenu des nouveaux développements et possibilités, les industriels du monde entier doivent décider comment et où investir dans les nouvelles technologies, et identifier ceux qui sont les plus rentables pour eux. Les gouvernements devraient soutenir les fabricants dans leurs efforts de mise en œuvre l'approche de l'industrie 4.0 pour accroître la productivité et la compétitivité sur les marchés mondiaux. En outre, les capacités des personnes, des entreprises et des pays diffèrent considérablement pour ce qui est de tirer parti de ces technologies futures. Des politiques spécifiques sont donc nécessaires pour veiller à ce que les nouvelles avancées technologiques sous forme d'IA, d'automatisation et de robotique avancée ne creusent pas le fossé économique entre des personnes aux revenus différents, des entreprises de tailles différentes et des pays aux niveaux de développement différents.

3.1.3 Vers un monde en voie de numérisation

Les technologies numériques modifient le comportement des individus, des entreprises et des gouvernements. La numérisation désigne la transformation de l'environnement technico-économique et des opérations socio-institutionnelles par le biais de communications et d'applications numériques (ITU, 2020a). Ces transformations reflètent l'élargissement constant du champ d'application de l'économie numérique. L'économie numérique est définie de manière générale comme l'application des technologies numériques basées sur l'internet à la production et au commerce de biens et de services (UNCTAD, 2017).

La numérisation croissante a des implications sur de nombreux fronts. D'une part, le comportement humain n'a jamais été enregistré de manière aussi détaillée par les grandes entreprises technologiques. Les téléphones portables, les montres intelligentes, les ordinateurs et bien d'autres appareils suivent les activités physiques, les activités sur les médias sociaux, les préférences d'achat et d'autres centres d'intérêt des individus. Les données collectées jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie moderne et génèrent une énorme valeur économique. Même si les inquiétudes concernant la protection de la vie privée augmentent de jour en jour, les grandes données sur le comportement humain, les interactions et les intérêts sont traitées rapidement pour générer des publicités ciblées, évaluer la solvabilité ou créer toute autre valeur commerciale. Ce ne sont pas seulement les activités humaines qui sont tracées et

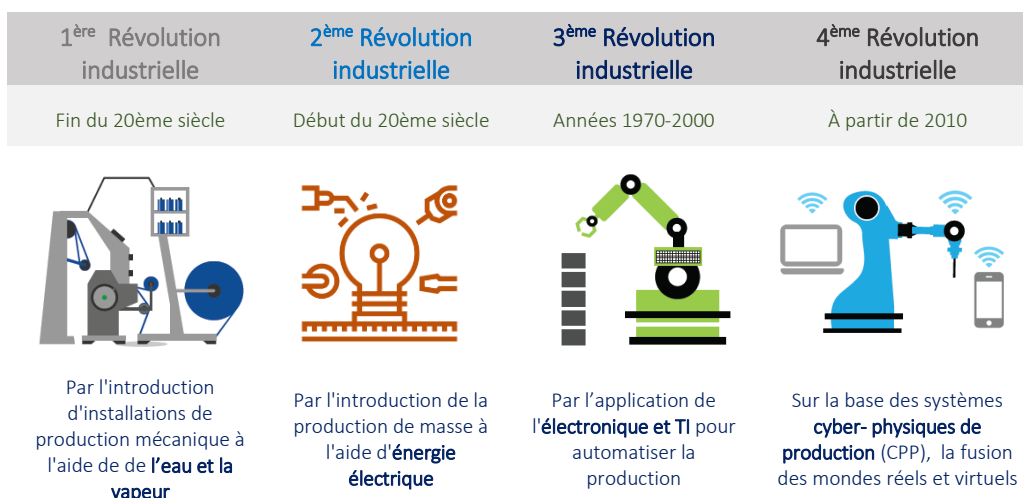


même, de nombreuses économies de l'OCI ont réussi de manière limitée à créer une industrie manufacturière diversifiée. La numérisation des économies offre désormais de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour les pays de l'OCI.

3.1.1 Accroissement des écarts suite aux révolutions industrielles

Les industries manufacturières ont été un facteur de développement au cours des deux derniers siècles, grâce à un investissement continu dans la recherche et le développement. Le progrès de la science, de la technologie et de l'innovation a favorisé le développement industriel et la croissance économique. L'industrialisation a commencé avec l'introduction de matériel de fabrication mécanique à la fin du 18^{ème} siècle, lorsque les machines ont révolutionné le processus de production. Elle a été suivie d'une deuxième vague qui a commencé au début du 20^{ème} siècle avec l'introduction de la production de masse de marchandises alimentées par l'électricité en fonction de la division du travail. Cela a été remplacée par la troisième révolution industrielle qui a commencée au début des années 1970, utilisant l'électronique et les technologies de l'information (TI) pour réaliser le développement de l'automatisation des procédés de fabrication (ISRA, 2013). La quatrième révolution industrielle est déclenchée par l'arrivée de l'Internet dans les organisations industrielles (*graphique 3.1*).

Graphique 3.1: Histoire des révolutions industrielles



Source: Compilé par l'auteur de diverses sources.

La quatrième révolution industrielle ou industrie 4.0 ou encore, production intelligente, a été utilisée pour décrire une situation dans laquelle les progrès technologiques ont entraîné un changement de paradigme dans la logique du processus de production conventionnel. Les machines de production industrielle ne *transforment* plus simplement le produit, mais les produits *communiquent* avec les machines pour leur dire exactement quoi faire (GTAI, 2014). En d'autres termes, l'industrie 4.0 est un état dans lequel les systèmes de fabrication et les objets qu'ils créent ne sont pas simplement connectés, mais aussi ils communiquent, analysent et



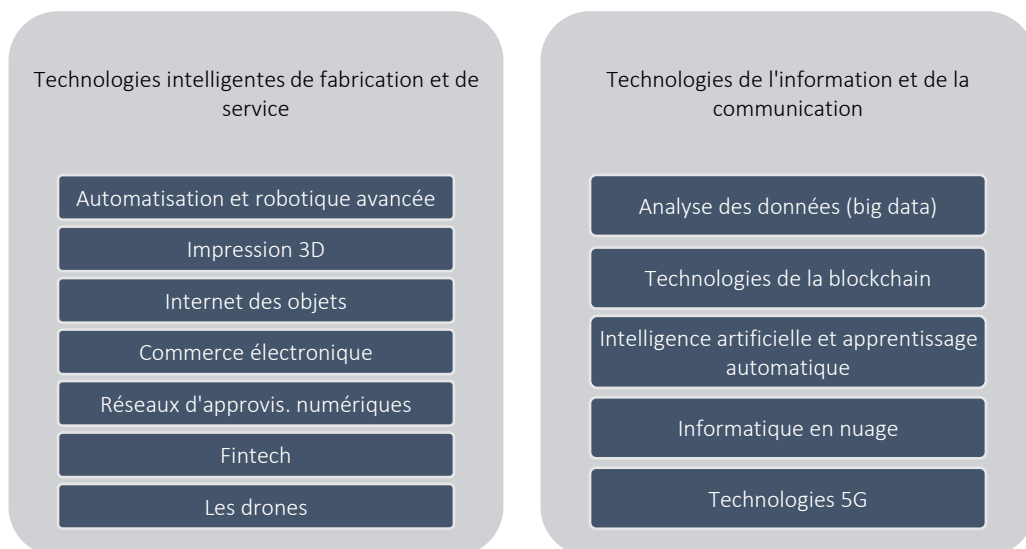
3.2 Brève revue des dernières avancées dans les composantes clés de l'économie numérique et de la transformation industrielle

L'intégration des technologies numériques et de la technologie robotique avancée transforme le processus de fabrication et est à l'origine de la quatrième révolution industrielle (industrie 4.0). Ces technologies peuvent être réparties en deux catégories, chacune jouant un rôle crucial dans la révolution de l'industrie manufacturière (*graphique 3.3*).

Technologies intelligentes de fabrication et de service: Cette catégorie se concentre sur l'automatisation et la décentralisation des tâches au sein des processus de fabrication. La technologie robotique avancée introduit des machines sophistiquées capables d'effectuer des tâches complexes avec précision et efficacité. L'impression 3D permet de créer des objets tridimensionnels couche par couche, révolutionnant ainsi le prototypage rapide et la personnalisation. L'IoT connecte des appareils physiques, les machines et les détecteurs pour faciliter la surveillance en temps réel, la collecte de données et l'optimisation des processus de production. Ensemble, ces technologies renforcent les capacités de fabrication, améliorent la productivité et conduisent à des systèmes de production plus souples et plus adaptables.

Technologies de traitement de données et de communication: Cette catégorie implique l'interconnexion et l'échange de données entre les différents composants du processus de fabrication. L'analyse des big data traite et analyse de grandes quantités de données, fournissant des informations précieuses pour la prise de décision, l'optimisation des processus et le contrôle de la qualité. La technologie de la chaîne de blocs garantit un échange de données et un enregistrement des transactions sécurisés et transparents, améliorant ainsi la gestion et la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement. Le cloud computing offre un accès à la demande à des ressources informatiques partagées, permettant la variabilité et le stockage de grands

Graphique 3.3: Classification des dernières technologies pour la transformation numérique



Source: Compilation de l'auteur.



ensembles de données. L'apprentissage automatique et l'IA permettent aux machines d'apprendre à partir des données et de prendre des décisions intelligentes, ce qui améliore encore l'automatisation et l'efficacité des processus.

La particularité de toutes ces technologies réside dans leur intégration transparente et dans la convergence du matériel, des logiciels et de la connectivité dans des systèmes de production complexes. Cette intégration crée des systèmes de fabrication interconnectés et intelligents, où les décisions fondées sur les données et l'automatisation conduisent à des processus de fabrication plus efficaces, plus souples et plus réactifs. En conséquence, les entreprises peuvent obtenir des niveaux de productivité plus élevés, des coûts de production réduits, des délais de mise sur le marché plus rapides et une personnalisation plus importante des produits, ce qui, en fin de compte, favorise la croissance économique et la compétitivité dans l'ensemble des chaînes de valeur mondiales.

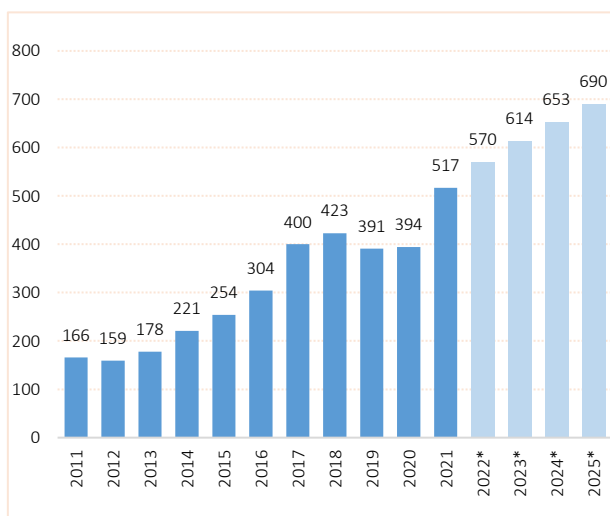
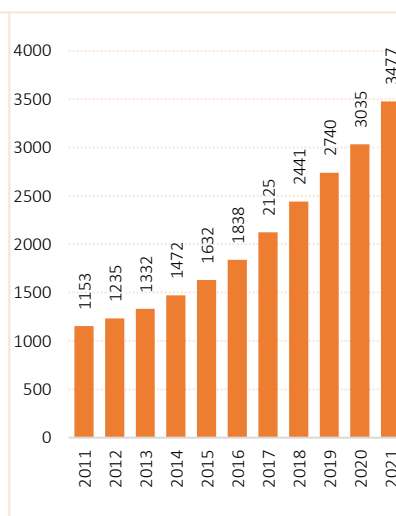
Ces technologies sont indispensables aux économies de l'OCI car elles permettent des avancées significatives en matière de productivité, d'efficacité et d'innovation dans toutes les industries. En exploitant le potentiel de ces technologies, les pays de l'OCI peuvent relancer la croissance, créer de nouvelles opportunités d'emploi et se positionner de manière compétitive sur l'échiquier mondial. Par conséquent, cette section passe en revue les avancées majeures de ces technologies pour mieux comprendre et évaluer leur impact sur les économies des pays de l'OCI. Un résumé des informations essentielles se trouve dans le tableau 3.3 à la fin de cette section.

3.2.1 Technologies intelligentes de fabrication et de service

Automatisation et robotique avancée

L'automatisation fait référence à l'utilisation de la technologie, telle que les logiciels informatiques, les machines ou d'autres systèmes, visant à effectuer des tâches qui étaient auparavant réalisées par des êtres humains. Cela peut inclure des tâches allant de simples actions répétitives à des opérations plus complexes. La robotique avancée, quant à elle, désigne des machines ou des systèmes capables d'accepter des commandes ou des instructions de haut niveau et d'exécuter des tâches complexes dans un environnement semi-structuré sans intervention humaine majeure. Ces robots sont souvent équipés de capteurs avancés, d'intelligence artificielle et de capacités d'apprentissage automatique, leur permettant de percevoir et d'interagir avec leur environnement, de prendre des décisions et de s'adapter à de nouvelles conditions (Deloitte, 2018).

La robotique englobe un grand nombre d'applications au-delà de l'automatisation, notamment dans des domaines tels que l'exploration, la robotique médicale, l'interaction homme-robot et la recherche (Dellot et Wallace-Stephens, 2017). La robotique consiste à mettre au point des machines capables de fonctionner dans des environnements complexes et dynamiques, d'interagir avec les humains ou d'effectuer des tâches qui exigent une habileté physique et une capacité d'adaptation. Le *tableau 3.2* présente quelques-unes des avancées récentes en matière d'automatisation et de robotique avancée utilisées dans l'industrie manufacturière et les services.

Graphique 3.4a: Installations annuelles de robots industriels (en milliers)**Graphique 3.4b:** Stock opérationnel de robots industriels (en milliers)

Source: Fédération internationale de robotique. (*) Projections.

Parallèlement à l'automatisation croissante des processus de production, les installations de robots ont fortement augmenté pour atteindre plus de 517 000 unités en 2021, ce qui représente un taux de croissance de 31 % par rapport à l'année précédente (*graphique 3.4a*). Cette tendance devrait se poursuivre au cours de la période à venir et atteindre près de 700 000 d'ici 2025, selon la Fédération internationale de la robotique (IFR, 2022). Les cinq principaux marchés des robots industriels, à savoir la Chine, le Japon, les États-Unis, la République de Corée et l'Allemagne, représentaient 78 % des installations mondiales de robots, la Chine représentant elle-même 52 % des installations mondiales de robots en 2021. Les données montrent également que l'industrie électrique/électronique détient la plus grande part des nouvelles installations de robots en 2021, avec une part de 26,4 %, suivie par l'industrie automobile (23,1 %), tandis que l'industrie alimentaire ne représente que 3,1 %. Le stock de robots fournit une indication relativement bonne des tendances actuelles en matière d'automatisation dans les industries, en particulier dans les chaînes de montage. Le stock opérationnel de robots industriels estimé par l'IFR (2022) s'élevait à près de 3,5 millions d'unités, en augmentation de 14 % en moyenne chaque année depuis 2016 (*graphique 3.4b*).



Tableau 3.2: Progrès récents dans le domaine de l'automatisation et de la robotique avancée

<i>Robots collaborateurs (Cobots)</i>	Les robots collaborateurs sont conçus pour travailler aux côtés de l'homme et l'assister dans diverses tâches. Ces robots sont équipés de capteurs avancés et de dispositifs de sécurité qui leur permettent de fonctionner en toute sécurité à proximité des humains. Ils sont utilisés dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière, les soins de santé et la logistique.
<i>Véhicules autonomes</i>	Le développement de voitures, de camions et de drones de livraison autonomes a connu des progrès significatifs. Des entreprises comme Tesla, Waymo (Google) et Uber travaillent activement sur la technologie des véhicules autonomes. Ces véhicules utilisent des capteurs avancés, des algorithmes d'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle pour naviguer et prendre des décisions sur la route.
<i>Automatisation des entrepôts</i>	Les entrepôts et les centres de distribution utilisent de plus en plus des technologies d'automatisation avancées. Les robots autonomes sont utilisés pour des tâches telles que la préparation des commandes, le tri et la gestion des stocks. Ces robots sont capables de fonctionner dans des environnements complexes, d'optimiser les flux de travail et d'améliorer l'efficacité globale.
<i>Robotique alimentée par l'IA</i>	L'intelligence artificielle joue un rôle crucial dans l'évolution de la robotique. Les algorithmes d'apprentissage automatique sont utilisés pour apprendre aux robots à effectuer des tâches complexes, à s'adapter à des environnements variables et à apprendre de leur expérience. Cela permet aux robots de réaliser des opérations plus sophistiquées et de prendre des décisions autonomes.
<i>Exosquelettes</i>	Les exosquelettes sont des dispositifs robotiques portables qui peuvent améliorer la force et l'endurance de l'homme. Ils sont utilisés dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière et les soins de santé, où ils peuvent aider les travailleurs à soulever des objets lourds ou apporter un soutien lors de la rééducation physique.
<i>Robotique souple</i>	La robotique souple est un domaine émergent qui se concentre sur le développement de robots fabriqués à partir de matériaux souples. Ces robots sont plus adaptables et peuvent effectuer des tâches délicates avec une plus grande précision. La robotique souple est utilisée dans des domaines tels que les soins médicaux, l'exploration et l'interaction homme-robot.
<i>Automatisation industrielle</i>	Les industries optent de plus en plus pour des technologies d'automatisation avancées, telles que les bras robotisés, les lignes d'assemblage automatisées et les systèmes de vision industrielle. Ces systèmes améliorent l'efficacité de la production, réduisent les erreurs et permettent des niveaux de personnalisation plus élevés.
<i>Robotique agricole</i>	La robotique est utilisée dans l'agriculture pour des tâches telles que la plantation, la récolte et la surveillance des cultures. Des drones autonomes équipés de technologies d'imagerie sont utilisés pour la surveillance des cultures, tandis que des robots dotés de bras spécialisés sont mis au point pour des tâches telles que la cueillette des fruits.

Source: Compilation de l'auteur à partir de diverses sources.

Selon Acemoglu et Restrepo (2022), l'adoption et le développement de ces technologies sont fortement stimulés en raison des changements démographiques dans le monde entier et en particulier dans les pays qui vieillissent rapidement comme l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud. Ils indiquent que le manque relatif de travailleurs d'âge moyen qualifiés pour effectuer des tâches de production manuelles accroît la valeur des technologies qui peuvent les remplacer, ce qui conduit à l'automatisation industrielle. Cela peut également expliquer pourquoi le Japon, la Corée et l'Allemagne figurent parmi les pays qui investissent le plus dans les robots industriels et l'automatisation (voir *encadré 3.1*).

Les progrès de l'automatisation et de la robotique avancée devraient avoir des répercussions importantes sur les économies du monde entier, variables selon les personnes, les secteurs d'activité et les régions. L'un des avantages les plus attendus est l'augmentation de l'efficacité, de la productivité et de la croissance. L'automatisation et la robotique peuvent rationaliser les processus, réduire les erreurs humaines et fonctionner plus rapidement, permettant ainsi aux entreprises d'atteindre des niveaux de production plus élevés et de réduire leurs coûts. Ces technologies peuvent encourager les entrepreneurs à développer de nouvelles applications et solutions, favorisant ainsi les avancées technologiques et créant de nouvelles opportunités commerciales. Elles peuvent également donner naissance à de nouvelles industries et de nouveaux marchés, tels que l'industrie des véhicules autonomes, créant des opportunités dans différents secteurs tels que l'industrie manufacturière, le développement de logiciels et les infrastructures. Ces industries émergentes peuvent stimuler la croissance économique, créer des emplois et contribuer aux progrès technologiques. Les améliorations en termes d'efficacité dans la production de biens et de services résultant de l'automatisation aideraient également les pays en développement à accroître leur participation aux CVM.

Il existe également des défis et des risques qui doivent être pris en compte dans les décisions politiques. Le plus important est la délocalisation des emplois et l'inadéquation des compétences. Comme indiqué par le SESRIC (2023), les tâches dans certains secteurs, en particulier les tâches répétitives et routinières, peuvent être facilement automatisées et entraîner des pertes d'emplois pour certaines professions. Il est donc nécessaire de mettre en place des politiques visant à encourager les travailleurs à s'orienter vers des tâches plus complexes et à s'adapter à l'évolution du marché de l'emploi à travers la requalification et l'amélioration des compétences. En général, les secteurs fortement liés au travail manuel peuvent connaître des changements dans les schémas d'emploi et potentiellement faire face à des défis. Cela nécessite des mesures proactives pour gérer la transition, notamment des politiques de création d'emplois, de protection sociale et de redistribution des revenus afin de garantir des résultats économiques équitables et inclusifs.

ENCADRÉ 3.1: Nouvelle stratégie japonaise pour les robots

Au Japon, la "Nouvelle stratégie pour les robots" vise à faire du pays le premier pôle d'innovation robotique au monde. Le gouvernement japonais a accordé un soutien de plus de 930,5 millions de dollars en 2022. Les secteurs clés sont l'industrie manufacturière (77,8 millions de dollars), les soins infirmiers et médicaux (55 millions de dollars), les infrastructures (643,2 millions de dollars) et l'agriculture (66,2 millions de dollars). Le plan d'action pour l'industrie manufacturière et les services comprend des projets tels que la conduite autonome, la mobilité aérienne avancée ou le développement de technologies intégrées qui seront au cœur de la prochaine génération d'intelligence artificielle et de robots. Un budget de 440 millions de dollars a été alloué à des projets liés à la robotique dans le cadre du "Programme de recherche et développement Moonshot" sur une période de 5 ans, de 2020 à 2025. Selon l'annuaire statistique "Robotique mondiale" de l'IFR, le Japon est le premier fabricant mondial de robots industriels et a fourni 45 % de l'offre mondiale en 2021.

Source: <https://www.automation.com/en-us/articles/january-2023/report-how-asia-europe-america-invest-robotics>



Fabrication additive et impression 3D

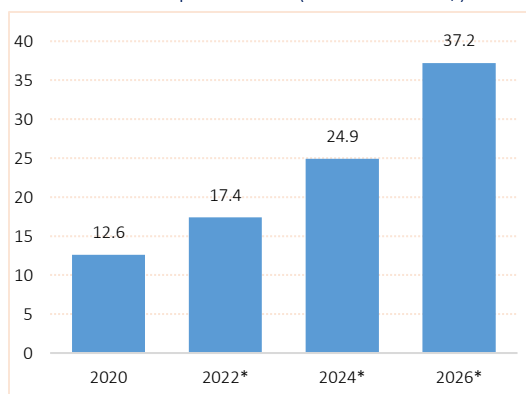
La fabrication additive et l'impression 3D sont considérées comme des technologies très novatrices, car elles ont révolutionné le processus de fabrication en offrant des approches nouvelles et polyvalentes pour la création d'objets tridimensionnels. La fabrication additive est largement acceptée comme une méthode rapide et rentable pour produire des prototypes fonctionnels pendant le processus de développement et d'essai des produits. Ses avantages sont notamment, une production plus rapide, la rentabilité, la personnalisation et la réduction des temps morts, faisant d'elle une technologie transformatrice dans diverses industries (McKinsey, 2022). Elle permet des conceptions complexes, une personnalisation et un prototypage rapide, modifiant ainsi la donne dans le domaine de la fabrication. L'impression 3D est l'une des techniques spécifiques relevant de la fabrication additive. Bien que ces termes soient souvent utilisés de manière interchangeable, l'impression 3D est plus communément associée à des applications non industrielles, notamment à des projets personnels ou à petite échelle.

La fabrication additive et l'impression 3D ont toutes les deux un impact considérable sur les industries. Elles peuvent réduire le temps de production, limiter le gaspillage de matériaux et permettre la création de géométries complexes impossibles à réaliser avec les méthodes de fabrication traditionnelles. Ces technologies sont utilisées dans l'aérospatiale, l'automobile, les soins de santé, les biens de consommation, l'architecture et bien d'autres secteurs. À mesure qu'elles progressent, la fabrication additive et l'impression 3D devraient stimuler l'innovation, transformer les chaînes d'approvisionnement et permettre aux entreprises de répondre de manière plus efficace et durable aux demandes en constante évolution de leurs clients. Leur capacité à remettre en cause les processus de fabrication traditionnels et à offrir de nouvelles possibilités les placent au premier rang des moteurs de la révolution industrielle en cours.

En raison de la disponibilité limitée des données sur la fabrication additive, les estimations de la taille du marché varient. Les estimations de la taille actuelle du marché des produits et services d'impression 3D se situent entre 14 et 18 milliards de dollars américains. Selon Statista, le secteur devrait tripler entre 2020 et 2026 pour atteindre plus de 37 milliards de dollars (*graphique 3.5*). À partir de recherches primaires et secondaires approfondies, IDTechEx estime que le secteur atteindra une taille de marché de 41 milliards de dollars en 2033 (IDTechEx, 2023).

Globalement, le secteur reste extrêmement dynamique, avec plus de 200 acteurs en concurrence pour développer de nouveaux matériels, logiciels et matériaux (McKinsey, 2022). Les principaux utilisateurs par secteur, en termes de dépenses consacrées à la technologie d'impression 3D, sont les industries manufacturières (en particulier l'automobile, l'aérospatiale et la défense), les soins de santé et l'éducation. Le coût de

Graphique 3.5: Taille du marché mondial des produits et services d'impression 3D (milliards de US\$)



Source: Statista. <https://www.statista.com/statistics/315386/global-market-for-3d-printers/>

L'impression 3D a considérablement baissé les dernières années. Actuellement, une imprimante 3D de premier niveau peut coûter à peine 100 dollars, tandis qu'une imprimante 3D industrielle commence à 10 000 dollars (UNCTAD, 2023b). D'autre part, la demande de main-d'œuvre de l'industrie augmente également. On estime que l'industrie créera 3 à 5 millions nouveaux emplois qualifiés dans le secteur de la fabrication basée sur l'impression 3D au niveau mondial (UNCTAD, 2023b).

Internet des objets

L'Internet des objets (IoT) désigne un écosystème dans lequel les applications et les services sont alimentés par des données collectées à partir d'appareils qui détectent le monde physique et s'y connectent. Dans le domaine de l'IoT, les appareils et les objets sont dotés d'une connectivité de communication, soit directement connectée à Internet, soit par l'intermédiaire de réseaux locaux ou étendus (OECD, 2016). L'IoT est largement utilisé et transforme les activités économiques dans divers secteurs. La multiplication des appareils et des capteurs connectés permet aux entreprises de collecter de grandes quantités de données, favorisant ainsi la prise de décisions fondées sur des données et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. Outre les avantages que l'IoT peut apporter, de nouveaux défis politiques et réglementaires peuvent apparaître dans certains domaines, notamment en ce qui concerne la protection de la vie privée et la sécurité, ainsi que l'interopérabilité, la numérotation et les questions de normalisation. La création d'indicateurs visant à faciliter l'élaboration des politiques dans ces domaines devrait donc être une priorité (OECD, 2018).

Les applications de l'IoT dans la fabrication, les soins de santé, l'agriculture, la logistique et les villes intelligentes contribuent à accroître la productivité, à réduire les coûts et à améliorer l'expérience des clients (Ejaz et Anpalagan, 2019). En outre, les innovations basées sur l'IoT ont donné naissance à de nouveaux modèles commerciaux et à de nouvelles entreprises, favorisant la création d'emplois et la croissance économique. À mesure que l'IoT continue de se développer, il devrait jouer un rôle de plus en plus central dans la conception des économies du futur en favorisant les avancées technologiques et en encourageant un monde plus interconnecté et centré sur les données (Prasanna et al., 2017). Dans cette perspective, l'IoT favorise le développement de villes intelligentes, où des dispositifs et des systèmes interconnectés améliorent la qualité de vie des résidents. Les infrastructures intelligentes, telles que les réseaux intelligents et la gestion du trafic, améliorent l'utilisation des ressources et réduisent les coûts opérationnels, conduisant à des activités économiques plus durables (Bellini et al., 2022).

Selon Statista, le marché mondial de l'IoT représentait environ 182 milliards de dollars en 2020 et devrait dépasser les 621 milliards de dollars en 2030, soit un triplement de son chiffre d'affaires en dix ans. De plus, le nombre d'appareils connectés à l'IoT dans le monde devrait tripler au cours de cette période. Le secteur des technologies domestiques intelligentes représente la plus grande part, soit 97 % des recettes mondiales, car il est de plus en plus utilisé par les consommateurs. Comparées aux autres secteurs, les technologies domestiques intelligentes progressent le plus rapidement, soutenues également par les rénovations effectuées pendant la pandémie de COVID 19 (Statista, 2023). McKinsey estime que l'IoT pourrait générer entre 5 500 et 12 600 milliards de dollars de valeur au niveau mondial d'ici à 2030, contre 1 600 milliards de



dollars en 2020, en incluant la valeur générée par les consommateurs et les clients des produits et services de l'IoT (McKinsey, 2021). Alors que les pays développés devraient représenter environ 55 % de la valeur économique estimée de l'IoT en 2030, la Chine pourrait être responsable d'environ 26 % du total et d'autres économies émergentes pourraient représenter 19 % de la valeur économique mondiale rendue possible par l'IoT (McKinsey, 2021). Le coût moyen d'un capteur IoT est passé de 1,40 dollar en 2004 à 0,38 dollar en 2020 (UNCTAD, 2023b). La réduction des coûts et la demande croissante de produits électroniques destinés au grand public stimuleront la croissance de l'IoT dans les marchés émergents. D'ici 2027, il y aura probablement plus de 29 milliards de connexions IoT, contre 16,7 milliards de points d'extrémité actifs en 2023 (IoT Analytics).

Commerce électronique

Le commerce électronique est défini par l'OCDE comme la vente ou l'achat de biens ou de services, effectués sur des réseaux informatiques par des méthodes spécifiquement conçues pour recevoir ou passer des commandes (OCDE, 2019a). Le commerce électronique est en train de remodeler le fonctionnement des entreprises et l'interaction avec les consommateurs. Il a joué un rôle essentiel dans la transformation numérique, encourageant les entreprises à adopter de nouvelles technologies, à améliorer leur présence en ligne et à investir dans la cybersécurité pour rester compétitives et pertinentes à l'ère du numérique. La possibilité de faire des achats en ligne à domicile ou en déplacement a révolutionné la façon dont les gens effectuent leurs achats, devenant une partie intégrante de leur routine quotidienne.

En outre, le commerce électronique a supprimé les barrières géographiques, permettant aux entreprises d'atteindre des clients dans le monde entier. Désormais, même les petites entreprises peuvent être présentes à l'échelle mondiale et étendre leur marché et leur clientèle au-delà des frontières physiques traditionnelles. Cette accessibilité offre des chances égales aux entreprises de toutes tailles et favorise une concurrence saine. L'efficacité des processus du commerce électronique a transformé l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, depuis le traitement des commandes jusqu'à leur exécution. Grâce à l'automatisation et à la numérisation, les entreprises peuvent optimiser leurs opérations, améliorer la gestion des stocks et le service à la clientèle. En outre, les données générées par les plateformes de commerce électronique fournissent des informations précieuses sur le comportement et les préférences des clients. Les entreprises peuvent exploiter ces données pour analyser les tendances, personnaliser les offres et affiner les stratégies de marketing, permettant ainsi de mener des campagnes plus ciblées et plus efficaces. La croissance continue du commerce électronique a également favorisé l'innovation et la concurrence entre les entreprises (OECD, 2019a).

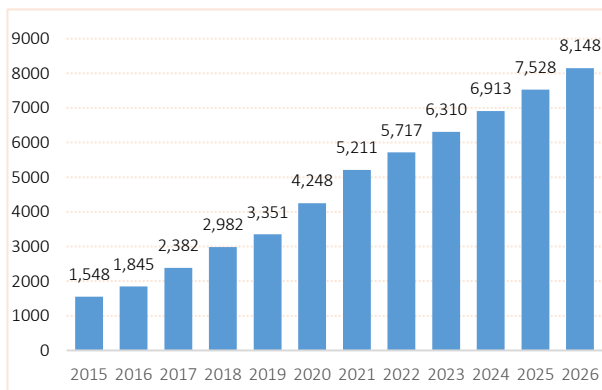
Sa facilité d'utilisation, sa portée mondiale, son efficacité et son innovation en font un moteur essentiel de la croissance économique, permettant aux entreprises et aux consommateurs prospérer à l'ère numérique. Outre son impact économique, le commerce électronique a créé de nouvelles opportunités d'emploi dans divers domaines, notamment la logistique, le marketing numérique, l'assistance à la clientèle et le développement technologique. Il a également contribué à la croissance de l'économie parallèle avec l'essor du travail indépendant et à distance. La pandémie de COVID-19 a encore mis en évidence l'importance du commerce électronique, car

elle a permis aux entreprises de continuer à fonctionner pendant les confinements et les restrictions, soulignant sa résilience et sa capacité d'adaptation en temps de crise.

Au cours des dernières années, la CNUCED a rassemblé des chiffres relatifs au montant des ventes de commerce électronique dans différentes économies, qui ont servi de base à l'estimation des ventes mondiales de commerce électronique. On estime par exemple que les ventes mondiales de commerce électronique ont atteint 26 700 milliards de dollars en 2019, soit une hausse de 4 % par rapport à 2018 (UNCTAD, 2021). Comme le note la CNUCED (2023c), ces estimations sont soumises à des restrictions majeures, notamment en

raison du manque de statistiques nationales exhaustives et comparables à l'échelle internationale sur la valeur des ventes de commerce électronique. Par conséquent, les estimations sur le commerce électronique en détail provenant d'autres centres de recherche varient considérablement, et sont plus prudentes, généralement estimées à environ 5 000 milliards de dollars pour 2022. Cependant, on s'attend à ce qu'il augmente à un taux de croissance annuel d'environ 10 % au cours des prochaines années (*graphique 3.6*).

Graphique 3.6: Ventes au détail du commerce électronique dans le monde (milliards de US\$)



Source: Statista. <https://www.statista.com/statistics/379046/worldwide-retail-e-commerce-sales/>

Réseaux d'approvisionnement numérique

Les réseaux d'approvisionnement numériques (DSN) sont un élément clé de l'industrie 4.0, qui s'appuie sur les technologies numériques pour révolutionner la gestion et les opérations de la chaîne d'approvisionnement. Dans les chaînes d'approvisionnement traditionnelles, les inefficacités relevées à une étape peuvent entraîner une série d'inefficacités similaires en cascade aux étapes suivantes. Les intervenants ont souvent peu de visibilité, voire aucune, sur les autres processus, ce qui limite leur capacité à réagir ou à ajuster leurs activités (Mariani et al., 2015). Les DSN surmontent le processus d'action-réaction différée de la chaîne d'approvisionnement linéaire en utilisant des données en temps réel pour améliorer les décisions, fournir une plus grande transparence et permettre une meilleure collaboration dans l'ensemble du réseau d'approvisionnement (Deloitte, 2016). Les données et les analyses en temps réel permettent aux entreprises de réagir rapidement aux changements, d'optimiser la gestion des stocks et de rationaliser les processus, ce qui, en fin de compte, réduit les coûts et améliore la satisfaction des clients.

L'un des principaux atouts des DSN est de favoriser la collaboration et la synchronisation entre les partenaires de la chaîne d'approvisionnement. Les DSN facilitent des relations de travail plus efficaces et l'optimisation collective des processus, ce qui profite à tous les acteurs concernés. Outre les gains d'efficacité, les DSN améliorent la résilience de la chaîne d'approvisionnement



grâce à une gestion proactive des risques et à une planification d'urgence. La capacité à identifier les vulnérabilités et les perturbations potentielles en temps réel permet aux entreprises d'élaborer des stratégies pour atténuer l'impact des événements imprévus, en assurant la continuité des opérations et du service à la clientèle (Büyükozkcan et Göçer, 2018). En outre, les DSN contribuent aux efforts de durabilité en optimisant les itinéraires de la chaîne d'approvisionnement, en réduisant les transports inutiles et en facilitant un meilleur suivi de l'origine des produits et des matériaux.

Fintech

La Fintech, l'application de la technologie numérique aux services financiers, révolutionne les paiements, les prêts, les investissements, l'assurance et d'autres produits et services financiers. Ces dernières années, les comptes financiers détenus dans le monde et l'utilisation des paiements numériques ont considérablement augmenté, mais de nombreuses personnes n'ont toujours pas accès aux services financiers essentiels. Les dernières données Findex de la Banque mondiale indiquent que le taux de possession d'un compte financier est passé de 51 % à 76 % entre 2011 et 2021 et que la proportion d'adultes effectuant ou recevant des paiements numériques est passée de 35 % en 2014 à 57 % en 2021 (World Bank, 2022a). Profiter des opportunités offertes par la Fintech et mettre en œuvre des politiques qui favorisent une innovation et une adoption financières sûres peuvent combler le fossé entre les régions et permettre aux individus et aux entreprises de prospérer (Banque mondiale, 2023c).

L'impact de la Fintech sur les économies est considérable et multiforme. En mettant à profit la technologie pour améliorer les services financiers, la Fintech favorise l'inclusion financière, en permettant aux particuliers et aux entreprises d'accéder à l'épargne, au crédit et à l'assurance. Cette inclusion stimule la croissance économique, car un plus grand nombre de personnes peuvent participer activement au système financier formel. En outre, la Fintech optimise les processus financiers, réduisant les coûts opérationnels pour les entreprises et les institutions, conduisant à une efficacité et une compétitivité plus importantes. Son approche basée sur les données permet des solutions financières personnalisées, bénéficiant aux entreprises grâce à une meilleure évaluation des risques et à une meilleure prise de décision. En outre, les innovations Fintech facilitent les paiements transfrontaliers, améliorant le commerce international et les transferts de fonds, et favorisant l'intégration économique mondiale. De manière générale, la capacité de la Fintech à stimuler l'innovation, la concurrence et la résilience économique en fait un moteur essentiel du développement économique et du progrès à l'ère numérique.

Le document conjoint du FMI et de la Banque mondiale (2019) révèle que, malgré d'importantes différences régionales et nationales, les pays saisissent globalement les opportunités offertes par la Fintech pour relancer la croissance économique et l'inclusion, tout en équilibrant les risques pour la stabilité et l'intégrité. La Fintech a un impact mondial sur la prestation de services financiers, mais les paiements mobiles ont été l'un des principaux développeurs précoces, avec de vastes implications pour l'inclusion. Dans cette perspective, les gouvernements s'efforcent de mettre en place un environnement favorable, comprenant un accès ouvert et abordable aux services et infrastructures numériques de base, mais d'importantes défaillances infrastructurelles

et des obstacles réglementaires subsistent. Le meilleur moyen de maintenir les risques liés aux Fintechs à des niveaux tolérables, tout en encourageant l'innovation, est de mettre en place des cadres réglementaires et de surveillance bien ciblés et proportionnés aux risques identifiés (World Bank, 2022b).

Drones

Les drones jouent un rôle essentiel dans l'industrie 4.0 en offrant des solutions transformatrices à diverses industries. Leurs capacités d'automatisation améliorent l'efficacité en automatisant des tâches qui étaient autrefois manuelles et qui nécessitaient beaucoup de temps. Les drones permettent de surveiller et d'inspecter à distance les infrastructures, les équipements et les endroits difficiles d'accès, ce qui réduit le besoin d'intervention humaine et limite les erreurs. Équipés de capteurs et de caméras, les drones collectent de grandes quantités de données, permettant une prise de décision sur la base de données et une optimisation des processus grâce à des analyses avancées. En agriculture, ils contribuent au développement de pratiques agricoles précises en contrôlant l'état des cultures, en analysant l'état des sols et en appliquant des traitements ciblés, permettant ainsi d'accroître la productivité et d'optimiser les ressources. Les drones ont également des impacts significatifs sur la logistique et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, permettant des livraisons à des distances plus importantes et améliorant les liaisons dans les zones reculées. En outre, leur utilisation dans des environnements dangereux améliore la sécurité et la gestion des risques tout en étendant les possibilités de communiquer dans des régions isolées. Avec les progrès constants de la technologie, les drones vont jouer un rôle encore plus important en matière de progrès et de transformation des industries au cours de la quatrième révolution industrielle.

L'industrie des drones est actuellement constituée de drones militaires et de drones commerciaux. Le marché mondial des drones militaires devrait passer de 14,1 milliards de dollars en 2023 à 35,6 milliards de dollars en 2030.⁸ L'essor de l'intelligence artificielle et des systèmes autonomes devrait stimuler le marché. Cette évolution devrait entraîner une forte croissance du marché mondial des drones militaires à l'avenir. La Türkiye, par exemple, a fait d'énormes progrès dans le développement de drones et de munitions intelligentes au cours de la dernière décennie (Duz, 2021). Au début de l'année 2023, le fabricant turc de drones Baykar a exporté le Bayraktar TB2 vers 28 pays, selon des agences de presse.⁹

De même, la croissance du marché mondial des drones commerciaux a été évaluée à 8,8 milliards de dollars en 2022 et devrait passer de 11 milliards de dollars en 2023 à 54,8 milliards de dollars en 2030.¹⁰ La conception et le développement de drones commerciaux légers destinés à diverses activités commerciales telles que le transport d'urgence médicale, l'inspection et la maintenance, le tournage et la photographie, la cartographie, la surveillance et l'agriculture de précision font l'objet d'investissements considérables (UNCTAD, 2023b).



3.2.2 Traitement des données et technologies de la communication

Grandes données et analyses

Le terme "big data" fait référence à un ensemble de données dont la taille ou le type dépasse les capacités de saisie, de gestion et de traitement des structures de base de données traditionnelles (UNCTAD, 2023c). Il s'agit d'un terme largement utilisé pour décrire la croissance exponentielle des données, en particulier les données provenant des téléphones mobiles omniprésents, des satellites, des capteurs terrestres, des véhicules et des médias sociaux. L'analyse des big data explique les progrès des technologies informatiques et des algorithmes qui exploitent les big data pour en tirer des informations précieuses (World Bank, 2017). En 2020, 64,2 zettabytes de données ont été créés, soit une augmentation de 314 % par rapport à 2015.¹¹ En 2023, près de trois fois le volume de données générées en 2019 seront générées. Le marché mondial de l'analyse des big data était évalué à plus de 240 milliards de dollars en 2021, et devrait atteindre plus de 650 milliards de dollars d'ici 2029.¹²

L'analyse des Big data est un pilier fondamental de l'industrie 4.0, offrant aux entreprises la capacité de traiter et d'analyser des ensembles de données vastes et complexes en temps réel. Son importance réside dans le fait qu'elle permet de prendre des décisions fondées sur les données, d'améliorer l'efficacité et de stimuler la productivité grâce à l'identification de modèles et d'idées au sein des données. En exploitant l'analyse des big data, les entreprises peuvent personnaliser l'expérience de leurs clients, prédire les tendances futures et découvrir de nouvelles opportunités d'innovation. En outre, elle facilite l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement et de la gestion des risques et favorise les progrès dans les domaines de la santé et de la recherche scientifique. L'analyse des big data est un outil de transformation qui permet aux organisations de prendre des décisions éclairées, de s'adapter à l'évolution des conditions du marché et de rester compétitives à l'ère numérique (UNCTAD, 2023b).

Le potentiel de transformation des administrations publiques par les big data est immense. L'analyse des big data peut être utilisée par les gouvernements pour améliorer les services existants et pour exploiter de nouveaux ensembles de données afin de créer des services publics entièrement nouveaux. On peut utiliser l'imagerie de satellite, les données des téléphones portables et d'autres éléments encore pour produire de nouveaux indicateurs économiques afin d'obtenir de nouvelles informations - et en temps réel - sur les politiques. Grâce à l'application de l'apprentissage automatique en ligne et via les médias sociaux, les gouvernements peuvent être plus réactifs aux sentiments des citoyens, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle dimension de l'engagement civique (World Bank, 2017).

La technologie de la chaîne de blocs:

La blockchain est une technologie qui permet le partage sécurisé d'informations. Les technologies blockchain sont des registres numériques décentralisés et sécurisés qui offrent transparence, confiance et automatisation. Elles éliminent le besoin d'intermédiaires, réduisent les coûts et permettent des interactions directes entre pairs. La blockchain facilite les transactions transfrontalières sécurisées, prend en charge les contrats intelligents et favorise

l'inclusion financière. Les transactions transfrontalières sécurisées, prend en charge les contrats intelligents et favorise l'inclusion financière.

Plusieurs applications de la technologie blockchain sont largement utilisées dans les entreprises modernes et chacune d'entre elles présente des atouts distincts dans divers secteurs, allant de l'IoT et de la finance à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, aux soins de santé et aux systèmes de réputation (Gad et al., 2022). Dans un nouveau rapport publié par la Banque mondiale, la technologie blockchain est examinée pour modifier les règles du jeu dans les projets d'infrastructure, notamment les routes, les centrales électriques et les initiatives en matière d'énergie renouvelable (World Bank, 2023d). Cependant, l'une des utilisations majeures de la technologie blockchain qui a sans doute suscité le plus d'attention est celle des crypto-monnaies, dont la plus connue est le bitcoin.

Selon Statista, les dépenses mondiales consacrées aux solutions blockchain devraient passer de 4,5 milliards de dollars en 2020 à 19 milliards de dollars d'ici 2024. La plupart des chefs d'entreprise interrogés dans le monde ont exprimé leur intention d'investir dans la blockchain au sein de leur organisation, plus de 60 % des personnes interrogées prévoyant un budget d'au moins 1 million de dollars pour la technologie du grand livre distribué. Bien que le secteur financier détienne environ 30 % de la valeur du marché de la blockchain en 2020, l'adoption de la technologie s'est étendue à diverses industries, allant des soins de santé à l'agriculture.¹³ Cette intégration généralisée de la blockchain illustre son importance croissante et son potentiel à révolutionner les processus et les transactions commerciales dans le monde entier. Toutefois, les défis liés à l'évolutivité et à la sécurité, l'incertitude réglementaire et les difficultés d'intégration de la technologie dans les applications existantes constituent des contraintes potentielles pour le marché (UNCTAD, 2023b).

Intelligence artificielle et apprentissage automatique

L'intelligence artificielle (IA) est la capacité d'une machine à exécuter des fonctions cognitives généralement associées à l'esprit humain, telles que la perception, le raisonnement, l'apprentissage, l'interaction avec l'environnement et la résolution de problèmes. La robotique, les véhicules autonomes, la vision artificielle, le langage, les agents virtuels et l'apprentissage automatique sont des exemples de technologies d'IA (McKinsey, 2022c). En utilisant le big data, les modèles d'apprentissage automatique permettent d'apprendre et d'améliorer automatiquement la prévisibilité et les performances grâce à l'expérience et aux données, sans être programmés par l'homme (OECD, 2021). L'IA et l'apprentissage automatique automatisent les tâches et les processus répétitifs, permettant ainsi d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts opérationnels. Les entreprises peuvent rationaliser les opérations, optimiser l'allocation des ressources et accélérer la prise de décision, augmentant au final la productivité.

Leurs applications s'étendent à tous les secteurs, favorisant la transformation numérique et remodelant l'avenir du travail et des interactions à l'ère du numérique. Dans le domaine de la santé, l'IA et la ML révolutionnent le diagnostic et le traitement, tandis que dans le domaine de la cybersécurité, elles détectent les fraudes et protègent contre les menaces (IFC, 2021). Dans le secteur financier, l'IA et la ML améliorent l'évaluation des risques, la détection des fraudes et



l'évaluation du crédit, rendant les services financiers plus efficaces et plus accessibles (OECD, 2021). Elles favorisent également le développement de nouveaux produits, services et modèles d'affaires, favorisant ainsi l'entrepreneuriat et l'expansion économique.

L'IA et la ML présentent à la fois des opportunités et des défis pour les économies en développement, notamment celles des pays de l'OCI. En termes positifs, elles ont le potentiel de stimuler la croissance économique et la productivité en renforçant l'inclusion financière, en améliorant les soins de santé et l'éducation, et en stimulant la productivité agricole. Elles offrent une opportunité aux utilisateurs non desservis en réduisant les coûts et les barrières à l'entrée pour les entrepreneurs et les entreprises, en créant des modèles d'entreprise innovants et en dépassant les technologies traditionnelles (IFC, 2021). Toutefois, il existe des préoccupations concernant le transfert d'emplois et le déficit de compétences, nécessitant des investissements dans l'éducation et la formation afin de préparer la main-d'œuvre à l'économie numérique. Afin de garantir un accès généralisé aux technologies de l'IA, il est nécessaire de remédier aux limitations de l'infrastructure et aux problèmes d'accessibilité financière. Le marché de l'IA (65 milliards de dollars en 2020) progresse rapidement. Les investissements privés ont augmenté de 103 % en 2021 par rapport à 2020 (de 46 milliards de dollars à 96,5 milliards de dollars) (UNCTAD, 2023c).

Cloud computing

La technologie de l'informatique en nuage (cloud computing) transforme les activités économiques en permettant de réaliser des économies, d'améliorer l'évolutivité et de créer des opportunités d'innovation. Il s'agit d'une forme d'informatique dite "à la demande", qui permet aux utilisateurs d'accéder en permanence aux ressources informatiques partagées, notamment les serveurs, le stockage et, parfois, les services (World Bank, 2016). Son importance dans la relance des activités économiques tient à sa rentabilité, à sa flexibilité et à la mise à disposition de technologies de pointe pour les entreprises de toutes tailles. Elle élimine la nécessité d'une infrastructure coûteuse et permet aux entreprises de ne payer que pour les services qu'elles utilisent, réduisant ainsi les dépenses opérationnelles et favorisant l'efficacité des ressources. Les services en nuage favorisent l'innovation en offrant un accès facile aux outils et technologies de pointe, permettant le déploiement rapide de nouvelles applications et de nouveaux produits, réduisant ainsi les délais de mise sur le marché et stimulant la croissance économique (Alshareef, 2023). L'accessibilité et la collaboration à l'échelle mondiale facilitées par les services en nuage améliorent la productivité et favorisent une communication transparente entre les équipes et les partenaires éloignés. En outre, l'informatique en nuage améliore la continuité et la résilience des entreprises en sauvegardant automatiquement les données et en permettant la poursuite des opérations en cas de perturbation (McKinsey, 2022c).

L'informatique en nuage était déjà utilisée avant la pandémie mondiale, mais son importance est devenue encore plus évidente pendant la crise. Les entreprises et les organisations de divers secteurs ont exploité le potentiel et l'utilité de l'informatique en nuage afin de s'adapter et d'innover. Parmi les exemples, on peut citer une chaîne de restaurants qui a géré de manière transparente une augmentation des commandes en ligne pendant les fermetures, une société de biotechnologie qui a livré rapidement un vaccin expérimental COVID-19 en utilisant un

stockage de données évolutif dans le nuage, et des banques qui ont utilisé des solutions dans le nuage pour le service à la clientèle et l'analyse des fraudes. Les fabricants d'automobiles ont également bénéficié de la consolidation des données en temps réel et du suivi de la logistique par le biais d'une plateforme en nuage commune, réduisant ainsi les coûts et favorisant l'innovation (McKinsey, 2022c). On estime que pour l'année 2022, les dépenses d'infrastructure en nuage augmenteront de 19,6 % pour atteindre 88,1 milliards de dollars,¹⁴ tandis que les dépenses des utilisateurs finaux pour les services en nuage public devraient augmenter de 21,7 % pour atteindre 597,3 milliards de dollars en 2023, contre 491 milliards de dollars en 2022.¹⁵ Suivant cette tendance, les grandes entreprises aspirent à avoir environ 60 % de leur environnement dans le nuage d'ici 2025 (McKinsey, 2022d).

Technologies G5

La 5G est la cinquième génération de réseaux sans fil, qui s'appuie sur les générations précédentes (2G, 3G et 4G). Son objectif est de fournir des vitesses de téléchargement et de télétransmission nettement plus élevées, atteignant respectivement 20 Gbps et 10 Gbps, et une latence très faible, de l'ordre d'une milliseconde. Comparée aux réseaux 4G LTE, la 5G devrait être 200 fois plus rapide en téléchargement et 100 fois plus rapide en téléversement, tout en offrant un dixième de la latence. La 5G vise trois principaux cas d'utilisation : le haut débit mobile renforcé pour un accès plus rapide et plus fiable à Internet, les communications massives de type machine pour connecter un grand nombre de dispositifs IoT, et les communications ultra-fiables et à faible latence pour les applications qui exigent une réactivité instantanée (OECD, 2019b).

À cet égard, la diffusion de la technologie 5G devrait révolutionner les activités économiques en assurant une transmission plus rapide des données, en améliorant la connectivité, en permettant une communication et une collaboration en temps réel, en favorisant des opérations commerciales plus efficaces et en stimulant l'innovation. Les industries bénéficieront de l'adoption généralisée de l'IoT, de la production intelligente et des applications de réalité augmentée/virtuelle. La capacité de la 5G à connecter simultanément un grand nombre d'appareils accélérera la croissance des applications IoT. Cela permettra aux industries de déployer des solutions IoT à grande échelle, d'optimiser les processus, d'améliorer l'automatisation et de dégager de nouvelles sources de revenus.

On estime qu'une valeur économique mondiale de 13,2 billions de dollars deviendra possible d'ici 2035, générant 22,3 millions d'emplois dans la seule chaîne de valeur mondiale de la 5G. PwC estime l'impact économique de la 5G en 2022 à 150 milliards de dollars et prévoit qu'il atteindra 1,3 billion de dollars d'ici à 2030. Le déploiement de la 5G prendra du temps, environ cinq ans pour atteindre une large couverture. Elle est cependant déjà largement répandue, et Ericsson prévoit un milliard d'abonnements avant la fin de 2022 et 4,4 milliards d'ici à 2027 (UNCTAD, 2023b).



Tableau 3.3: Indicateurs clés des principales avancées technologiques

	IA	IoT	Big Data	Blockchain
<i>Publications</i>	438 619	139 805	119 555	27 964
<i>Brevets</i>	214 365	147 906	72 184	63 767
<i>Taille du marché</i>	65 milliards de dollars (2020) 1 582 milliards de dollars (2030)	740 milliards de dollars (2020) 4 422 milliards de dollars (2030)	73 milliards de dollars (2020) 252 milliards de dollars (2030)	1 milliards de dollars (2020) 88 milliards de dollars (2030)
<i>Principaux fournisseurs</i>	Alphabet, Amazon, IBM, Microsoft, Alibaba et Tencent	Accenture, TCS, IBM, EY, Capgemini, HCL et Cognizant	Amazon, Microsoft, IBM, Google, Oracle, SAP et HP	Alibaba, Amazon, IBM, Microsoft, Oracle et SAP
	Impression 3D	Robotique	Drones	5G
<i>Publications</i>	36 367	276 027	23 526	13 045
<i>Brevets</i>	70 799	122 940	48 613	32 412
<i>Taille du marché</i>	12 milliards de dollars (2020) 51 milliards de dollars (2030)	12 milliards de dollars (2020) 150 milliards de dollars (2030)	19 milliards de dollars (2020) 102 milliards de dollars (2030)	6 milliards de dollars (2020) 621 milliards de dollars (2030)
<i>Principaux fournisseurs</i>	Stratasys, 3D Systems, Materialise NV, EOS GmbH, General Electric	ABB, Fanuc, KUKA et Yaskawa, Alphabet/ Waymo, Aptiv, GM, Tesla	3D Robotics, DJI Innov., Parrot, Yuneec, Boeing, Lockheed Martin, Northrop Grumman	Ericsson, Huawei, Nokia, ZTE, Samsung et NEC

Source: UNCTAD (2023b).



CHAPITRE QUATRE

Questions et défis pour la transformation de l'économie numérique dans les pays de l'OCI



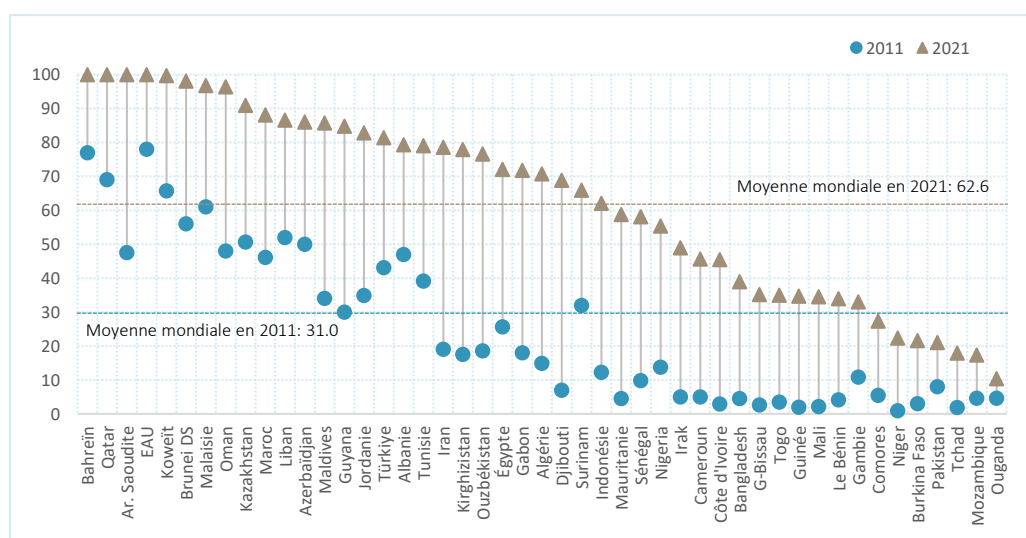
Le chapitre précédent présentait un aperçu général des technologies émergentes, notamment l'automatisation, la robotique avancée, la fabrication additive, l'IA, les réseaux d'approvisionnement numériques, la Fintech, l'analyse des big data, la blockchain et l'IoT, en tant que moteurs cruciaux de l'innovation et de l'efficacité dans tous les secteurs d'activité. Ces technologies offrent des possibilités de croissance économique, d'amélioration de la productivité et de renforcement de la compétitivité pour tous les pays. L'adoption stratégique de ces technologies et l'investissement dans les infrastructures et le capital humain peuvent conduire à un développement inclusif et durable dans les pays de l'OCI, en faisant d'eux des centres d'innovation et d'attraction d'investissements. Pour évaluer les capacités actuelles d'utilisation de ces technologies, ce chapitre examine les principaux indicateurs reflétant l'état général de l'infrastructure et des capacités numériques dans les pays de l'OCI.

4.1 État actuel de l'infrastructure numérique

Plusieurs indicateurs sont utilisés pour mesurer le niveau de l'infrastructure numérique des économies. L'Union internationale des télécommunications (UIT) fournit une liste d'indicateurs de base adoptés à l'issue des consultations entre les gouvernements, les organisations internationales et les experts. Cette liste comprend plus de 60 indicateurs portant sur différents aspects du développement numérique (ITU, 2022). Compte tenu de cette liste et des indicateurs couramment utilisés dans la littérature pour mesurer l'infrastructure numérique, nous nous concentrons principalement sur le nombre d'utilisateurs de l'internet, les abonnements mobiles et fixes à large bande ainsi que la couverture du réseau.

L'économie numérique est étroitement liée à Internet. Assurer l'accès à Internet à une plus grande partie de la population leur permet d'apprendre et d'interagir par le biais d'outils en ligne, et de devenir des membres actifs de l'économie numérique. Le *graphique 4.1* montre le progrès

Graphique 4.1: Utilisateurs d'Internet pour 100 habitants. total



Source: UIT. Base de données des indicateurs des ODD 17.8.1.

des pays de l'OCI en matière d'augmentation du nombre d'utilisateurs de l'internet pour 100 habitants au cours de la dernière décennie. Dans cinq pays du CCG, presque tout le monde a t accès à Internet, avec une augmentation particulièrement forte observée en Arabie saoudite de 47,5 en 2011 à 100 en 2021. Dans 26 pays de l'OCI, la part des utilisateurs d'internet est supérieure à la moyenne mondiale de 62,6 en 2021. La plus grande amélioration a été observée à Djibouti, où le nombre d'utilisateurs d'internet pour 100 habitants a augmenté de 61,9, suivi par le Kirghizistan (60,4), l'Iran (59,6) et l'Ouzbékistan (58). Les progrès les plus faibles ont été observés en Ouganda, où il n'y avait que 10,3 utilisateurs d'internet pour 100 habitants en 2021.

Le *Tableau 4.1* donne les statistiques sur certains autres indicateurs majeurs qui mesurent l'infrastructure numérique dans les pays de l'OCI pour l'année 2021. Il inclut les statistiques par pays relatives aux abonnements mobiles et fixes à large bande et aux abonnements mobiles-cellulaires pour 100 habitants. Il fournit également des informations sur la part de la population couverte par diverses technologies de réseau mobile. Il existe bien évidemment d'énormes différences entre les pays de l'OCI en ce qui concerne leur infrastructure numérique. Les abonnements au haut débit fixe, qui sont relativement plus importants pour un accès rapide à Internet, restent relativement faibles dans la plupart des pays de l'OCI. La part la plus élevée est observée aux Émirats Arabes Unis (38,2%), en Arabie saoudite (29,5%), en Ouzbékistan (22%), en Türkiye (21,4%) et au Surinam (20,1%). Cette part est inférieure à 1% dans 20 pays de l'OCI.

Alors que la cinquième génération de réseaux sans fil (5G) est encore en cours de développement, l'accès au réseau mobile 4G offre actuellement des vitesses de téléchargement et de téléversement nettement plus élevées, permettant aux personnes et aux appareils de communiquer plus rapidement. Bien que de nombreux pays de l'OCI disposent d'une bonne infrastructure en termes de couverture 4G, cette technologie n'était pas du tout disponible en Palestine et au Yémen en 2021. Moins de la moitié de la population était couverte par les réseaux 4G dans 17 pays de l'OCI. En revanche, neuf pays de l'OCI ont réussi à assurer à plus de 99 % de leur population une couverture par le réseau mobile 4G, notamment le Bahreïn, le Koweït, les Maldives, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, le Liban, le Maroc et la Jordanie.

L'amélioration de l'infrastructure numérique est essentielle tant du point de vue de la consommation que de la création, représentant un double avantage pour les individus et les économies. Sur le plan de la consommation, une infrastructure numérique solide garantit un accès facile à une multitude d'informations et de services en ligne. Cet accès constitue un passage vers un monde de connaissances, allant de l'éducation en ligne et des services de santé aux ressources gouvernementales et aux divertissements. En somme, l'infrastructure numérique améliore la qualité de vie des gens en leur offrant la commodité et les ressources essentielles. De plus, l'infrastructure numérique est un outil puissant pour l'inclusion économique. Elle ouvre les portes aux opportunités économiques, permettant aux individus de participer à l'économie numérique.

En ce qui concerne la création, l'infrastructure numérique sert de support à l'innovation et à l'esprit d'entreprise. Elle fournit les outils et les plateformes nécessaires aux entrepreneurs pour



Tableau 4.1: Indicateurs d'infrastructure numérique dans les pays de l'OCI (2021)

	pour 100 habitants			Population couverte par (%)		
	Abonnements actifs à bande mobile	Abonnements fixe à large bande	Abonnements mobiles-cellulaires	Réseau de téléphone mobile	Au moins un réseau mobile 3G	Au moins un réseau mobile 4G
<i>Afghanistan</i>	18,5	0,1	56,6	90,0	57,0	26,0
<i>Albanie</i>	72,0	19,6	92,3	99,9	99,2	98,9
<i>Algérie</i>	97,1	9,5	106,4	98,2	98,2	79,9
<i>Azerbaïdjan</i>	68,8	19,9	104,9	100	99,5	94,0
<i>Bahreïn</i>	135,2	11,4	131,4	100	100	100
<i>Bangladesh</i>	54,7	6,6	108,9	99,6	98,2	98,2
<i>Bénin</i>	33,4	0,2	98,0	98,0	80,0	46,0
<i>Brunei DS,</i>	136,8	17,8	135,5	99,0	96,0	95,3
<i>Burkina Faso</i>	60,9	0,1	111,7	92,6	53,2	36,6
<i>Cameroun</i>	38,2	2,1	80,0	79,9	25,8	13,5
<i>Tchad</i>	7,3	0,0	60,2	86,1	59,0	22,0
<i>Comores</i>	42,0	0,1	103,9	92,0	87,0	85,0
<i>Côte d'Ivoire</i>	79,3	1,2	162,2	97,7	96,4	64,5
<i>Djibouti</i>	35,9	1,3	44,3	90,0	90,0	90,0
<i>Égypte</i>	61,4	9,9	94,7	99,8	99,5	98,0
<i>Gabon</i>	96,3	2,7	134,3	99,0	98,0	98,0
<i>Gambie</i>	50,3	0,2	101,4	98,0	88,0	7,5
<i>Guinée</i>	23,4	0,0	101,9	88,0	40,0	29,0
<i>Guinée-Bissau</i>	52,9	0,2	108,5	100	43,0	23,0
<i>Guyana</i>	33,8	11,8	106,4	97,3	93,2	50,0
<i>Indonésie</i>	114,8	4,5	133,7	97,8	93,9	96,2
<i>Iran</i>	104,5	12,1	154,6	96,5	85,0	81,0
<i>Irak</i>	47,5	14,7	93,6	100	96,9	95,9
<i>Jordanie</i>	65,3	6,4	65,3	99,8	99,8	99,0
<i>Kazakhstan</i>	93,8	14,3	127,5	98,2	96,0	83,5
<i>Koweït</i>	136,6	1,7	162,8	100	100	100
<i>Kirghizstan</i>	119,3	4,4	130,4	99,3	91,0	85,0
<i>Liban</i>	77,8	7,7	76,7	99,6	99,6	99,2
<i>Libye</i>	17,0	4,9	43,4	78,0	98,0	40,0
<i>Malaisie</i>	125,1	11,1	140,6	98,5	95,4	95,4
<i>Maldives</i>	46,4	14,7	135,4	100	100	100
<i>Mali</i>	40,0	0,7	111,1	100	68,0	47,0
<i>Mauritanie</i>	70,8	0,4	141,1	96,6	43,7	
<i>Maroc</i>	82,0	6,1	137,5	99,8	99,3	99,1
<i>Mozambique</i>	19,3	0,2	42,7	85,0	85,0	50,0
<i>Niger</i>	5,5	0,0	56,4	92,0	24,0	
<i>Nigéria</i>	36,6	0,0	91,4	92,9	84,6	61,9
<i>Oman</i>	112,6	11,6	135,1	100	100	97,8
<i>Pakistan</i>	46,5	1,3	81,6	89,1	78,1	75,4
<i>Palestine</i>	19,7	8,0	77,6	98,0	59,0	0,0
<i>Qatar</i>	144,0	11,6	144,2	100	100	99,8
<i>Ar. Saoudite</i>	119,5	29,5	126,4	100	100	100
<i>Sénégal</i>	94,1	1,2	117,7	99,4	99,4	83,1
<i>Sierra Leone</i>	21,2	0,0	97,7	93,2	79,9	48,6
<i>Somalie</i>	2,6	0,7	51,8	80,0	70,0	30,0
<i>Soudan</i>	42,0	0,1	75,6	90,4	78,6	35,0
<i>Surinam</i>	79,0	20,1	147,8	100	92,0	87,0
<i>Tadjikistan</i>	24,3	0,1	118,8	90,0	90,0	80,0
<i>Togo</i>	34,3	0,8	72,4	98,0	97,0	83,0
<i>Tunisie</i>	81,3	12,2	127,6	99,0	99,0	95,0
<i>Turkménistan</i>	13,9	0,2	98,6	97,9	75,8	67,0
<i>Türkiye</i>	82,6	21,4	101,8	99,8	98,8	96,8
<i>Ouganda</i>	52,2	0,1	65,7	98,0	85,0	31,0
<i>EAU</i>	241,2	38,2	194,7	100	100	99,8
<i>Ouzbékistan</i>	105,5	22,0	102,9	99,4	95,0	75,0
<i>Yémen</i>	5,0	1,2	46,0	88,9	95,0	0,0

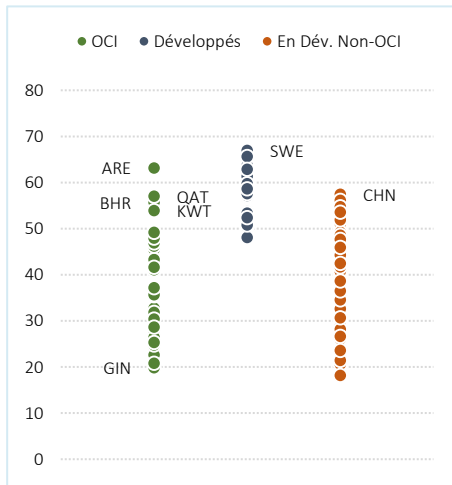
Source: Base de données de l'UIT sur le développement numérique, janvier 2023.

créer de nouvelles entreprises et développer des produits et des services innovants. Il s'agit d'une force motrice pour la croissance économique, car les startups et les entreprises innovantes sont souvent à l'avant-garde des progrès technologiques et de la création d'emplois. Les petites entreprises, en particulier, peuvent profiter de l'infrastructure numérique pour rivaliser de façon équitable avec les grandes entreprises. De plus, sur le plan professionnel, l'infrastructure numérique permet la collaboration à distance, contribuant ainsi à l'exploitation d'un vivier de talents plus diversifié. Enfin, l'infrastructure numérique joue un rôle important dans la recherche et le développement. Elle permet aux chercheurs et aux scientifiques de collaborer au-delà des frontières, de partager des données et des connaissances, ce qui est essentiel pour relever les défis mondiaux.

L'infrastructure numérique agit essentiellement comme un catalyseur de l'autonomisation des individus et du développement économique. Il ne s'agit pas seulement de permettre la consommation passive de contenu numérique, mais aussi de favoriser un écosystème où les particuliers et les entreprises peuvent consommer, créer, innover et contribuer à la croissance économique et sociétale. Afin d'évaluer le niveau actuel de l'infrastructure numérique pour la facilitation de l'innovation, l'indice mondial de l'innovation (IIG) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) est utilisé. L'IIG révèle les économies les plus innovantes du monde, classant les performances d'innovation de 132 économies, dont 39 sont des pays de l'OCI, soulignant leurs forces et faiblesses en matière d'innovation, et mettant en évidence les lacunes dans leurs mesures d'innovation.

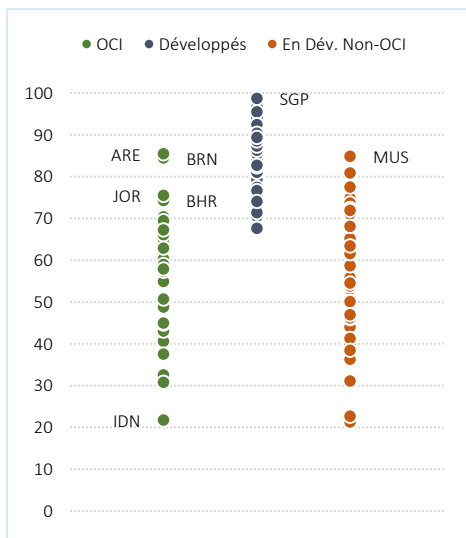
Selon l'IIG, l'infrastructure existante, notamment l'infrastructure numérique et générale, n'est pas très propice à l'innovation dans un grand nombre de pays en développement de l'OCI et non OCI. En effet, seuls les Émirats arabes unis, le Qatar, le Bahreïn et le Koweït possèdent une infrastructure numérique dont la note est supérieure à 50 (sur 100). Les Émirats arabes unis se classent au 7ème rang mondial, ce qui montre qu'ils disposent d'une base solide pour l'innovation à l'ère numérique (*graphique 4.2*).

Graphique 4.2: Infrastructure pour l'innovation



Source: Indice mondial de l'innovation 2022 de l'OMPI.

Graphique 4.3: Environnement réglementaire pour l'innovation



Source: Indice mondial de l'innovation 2022 de l'OMPI.



Pour s'adapter à la numérisation et à l'automatisation des économies, il est important, outre le développement des infrastructures, de disposer d'un environnement réglementaire qui reflète les perceptions sur la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques cohérentes qui favorisent le développement du secteur privé et à évaluer la mesure dans laquelle l'État de droit prévaut. Selon l'IIG, la majorité des pays de l'OCI ont un score supérieur à 50, mais la plupart d'entre eux se situent derrière les pays développés les moins performants. Les Émirats arabes unis, le Brunei Darussalam, la Jordanie et le Bahreïn ont les scores les plus élevés dans la région de l'OCI (*graphique 4.3*).

Tableau 4.2: Indice de préparation aux technologies des frontières

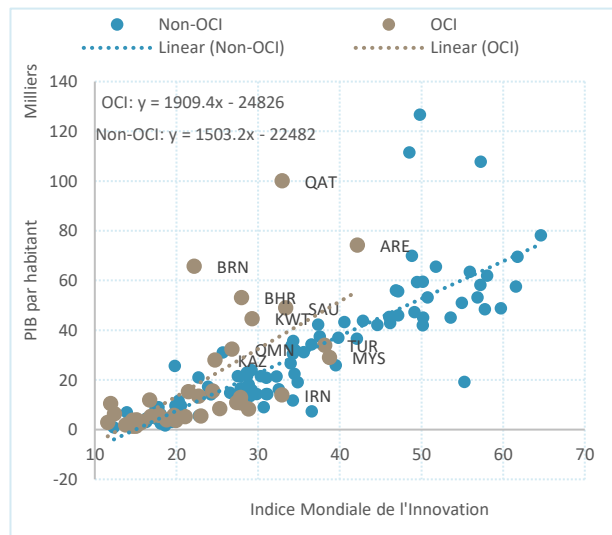
	Score total	Classement (score total et sous-indices)				Classement (score total et sous-indices)					Groupe de notes
		2022	2021	Δ	TIC	Compétences	R&D	Industrie	Finance		
<i>Malaisie</i>	0,76	32	31	-1	30	64	28	7	16	Élevé	
<i>EAU</i>	0,74	37	42	5	29	50	34	32	38	Élevé	
<i>Ar. Saoudite</i>	0,65	47	50	3	46	44	20	119	77	Supérieur moyen	
<i>Koweït</i>	0,64	51	58	7	44	75	70	52	37	Supérieur moyen	
<i>Türkiye</i>	0,62	53	55	2	75	48	26	77	49	Supérieur moyen	
<i>Bahreïn</i>	0,58	60	56	-4	48	58	87	94	50	Supérieur moyen	
<i>Oman</i>	0,57	64	74	10	52	86	51	91	63	Supérieur moyen	
<i>Tunisie</i>	0,56	66	60	-6	88	61	66	42	45	Supérieur moyen	
<i>Qatar</i>	0,55	67	72	5	36	115	56	115	15	Supérieur moyen	
<i>Kazakhstan</i>	0,55	68	62	-6	82	36	69	69	124	Supérieur moyen	
<i>Brunei DS,</i>	0,55	69	69	0	54	38	95	97	93	Supérieur moyen	
<i>Maroc</i>	0,55	70	76	6	73	113	53	55	33	Supérieur moyen	
<i>Iran</i>	0,53	75	71	-4	78	74	35	118	62	Supérieur moyen	
<i>Liban</i>	0,51	77	63	-14	84	76	77	86	26	Supérieur moyen	
<i>Jordanie</i>	0,51	80	64	-16	80	101	61	64	43	Inférieur moyen	
<i>Égypte</i>	0,49	83	87	4	91	66	47	90	119	Inférieur moyen	
<i>Indonésie</i>	0,49	85	82	-3	102	107	50	47	97	Inférieur moyen	
<i>Albanie</i>	0,46	88	85	-3	68	81	109	99	98	Inférieur moyen	
<i>Azerbaïdjan</i>	0,4	96	100	4	81	94	85	141	121	Inférieur moyen	
<i>Algérie</i>	0,4	97	98	1	112	83	65	162	111	Inférieur moyen	
<i>Surinam</i>	0,4	99	92	-7	92	62	160	110	127	Inférieur moyen	
<i>Maldives</i>	0,37	103	114	11	98	60	149	158	79	Inférieur moyen	
<i>Irak</i>	0,35	107	126	19	104	100	44	164	158	Inférieur moyen	
<i>Guyana</i>	0,35	110	108	-2	113	119	160	87	95	Inférieur moyen	
<i>Gabon</i>	0,35	111	94	-17	105	98	149	76	148	Inférieur moyen	
<i>Kirghizstan</i>	0,34	113	115	2	107	103	119	111	113	Inférieur moyen	
<i>Nigéria</i>	0,32	119	124	5	119	108	68	157	153	Bas	
<i>Libye</i>	0,31	122	117	-5	151	99	97	145	104	Bas	
<i>Pakistan</i>	0,28	125	123	-2	149	159	43	82	138	Bas	
<i>Bangladesh</i>	0,28	126	112	-14	148	131	67	135	90	Bas	
<i>Sénégal</i>	0,27	128	118	-10	116	155	92	116	112	Bas	
<i>Cameroun</i>	0,25	135	132	-3	137	120	101	117	146	Bas	
<i>Côte d'Ivoire</i>	0,23	136	131	-5	114	146	128	125	132	Bas	
<i>Ouganda</i>	0,22	138	128	-10	133	137	91	120	147	Bas	
<i>Burkina Faso</i>	0,21	140	148	8	128	162	126	129	115	Bas	
<i>Togo</i>	0,19	142	129	-13	144	130	146	134	120	Bas	
<i>Bénin</i>	0,19	143	139	-4	152	128	126	124	142	Bas	
<i>Mali</i>	0,19	145	141	-4	138	165	118	100	123	Bas	
<i>Tadjikistan</i>	0,17	149	143	-6	160	118	140	138	151	Bas	
<i>Djibouti</i>	0,17	150	146	-4	135	163	160	68	135	Bas	
<i>Mozambique</i>	0,16	152	149	-3	140	156	123	154	125	Bas	
<i>Mauritanie</i>	0,16	153	147	-6	139	160	137	150	128	Bas	
<i>Comores</i>	0,14	156	142	-14	157	132	160	140	145	Bas	
<i>Guinée</i>	0,14	157	153	-4	154	158	149	130	156	Bas	
<i>Yémen</i>	0,1	159	156	-3	165	154	90	121	164	Bas	
<i>Gambie</i>	0,09	160	157	-3	145	151	149	161	159	Bas	
<i>Sierra Leone</i>	0,09	161	151	-10	158	149	131	143	163	Bas	
<i>Soudan</i>	0,08	163	155	-8	156	157	99	165	160	Bas	
<i>Afghanistan</i>	0,08	164	152	-12	164	150	114	151	165	Bas	
<i>G-Bissau</i>	0,04	165	NA	NA	163	147	160	166	140	Bas	

Source: UNCTAD (2023b).

Afin d'évaluer la préparation des pays en matière, notamment l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et les véhicules électriques, nous utilisons également l'indice de préparation aux technologies d'avant-garde (FTRI) de la CNUCED, qui classe 166 pays, dont 50 pays de l'OCI, sur la base de cinq "blocs de construction" : Le déploiement des TIC, les compétences, l'activité de recherche et développement (R&D), l'activité industrielle et l'accès au financement. L'indice montre que les pays d'Afrique subsaharienne sont les moins prêts à utiliser, adopter ou s'adapter aux technologies d'avant-garde et risquent de ne pas profiter des opportunités technologiques actuelles. Les valeurs de l'indice pour les pays de l'OCI sont fournies dans le *tableau 4.2*.

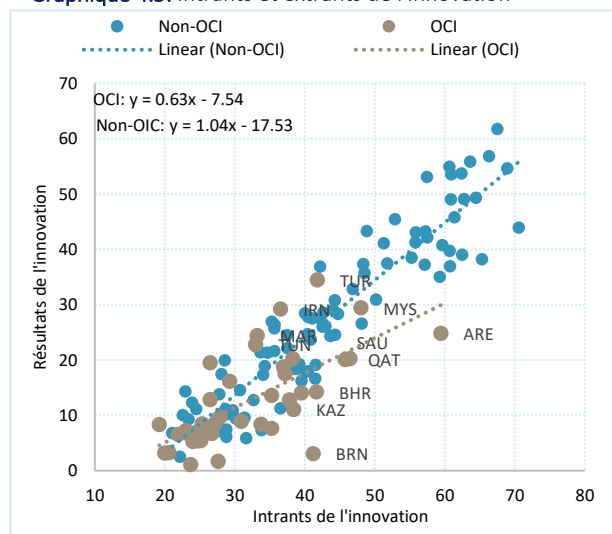
Il n'y a que deux pays de l'OCI qui sont classés dans le groupe de score "élevé", à savoir la Malaisie et les Émirats arabes unis, classés parmi les 40 premiers dans le monde. Par rapport à l'année précédente, l'Irak a réalisé la plus forte progression dans son classement, passant de 126 en 2021 à 107 en 2022. Oman a également progressé de 10 échelons dans son classement. Au total, 15 pays de l'OCI ont été en mesure d'améliorer leurs places dans les classements mondiaux de FTRI. Il est regrettable de constater que 33 pays de l'OCI ont reculé dans leurs classements. Les pays de l'OCI sont relativement plus performants dans la catégorie de la R&D, où 8 pays de l'OCI sont classés parmi les 50 premiers au monde. Il est important de profiter de cette opportunité pour améliorer leur capacité de recherche et de développement et obtenir de meilleures perspectives dans le domaine des technologies d'avant-garde. Certains pays de l'OCI sont également assez forts en matière de finance, ce qui démontre leur meilleure capacité à fournir des financements pour les technologies émergentes. Il est donc évident que les pays avec des niveaux de revenu plus élevés disposent de scores d'innovation plus élevés (*graphique 4.4*).

Graphique 4.4: Innovation mondiale et niveaux de revenus



Source: Indice mondial de l'innovation de l'OMPI 2022.

Graphique 4.5: Intrants et extrants de l'innovation



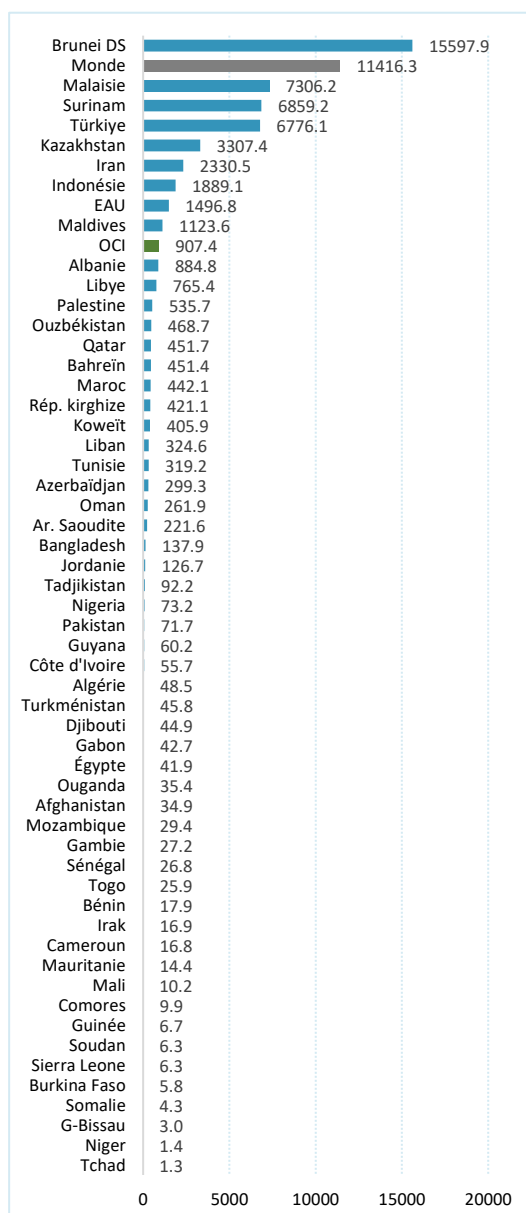
Source: Indice mondial de l'innovation de l'OMPI 2022.



De manière générale, il existe un lien étroit entre ce que les pays consacrent à l'innovation et ce qu'ils obtiennent. Ceci est particulièrement visible dans l'IIG. L'association des deux principaux sous-indices de l'IIG révèle que les pays qui investissent dans leurs capacités d'innovation réussissent généralement mieux à produire des résultats innovants. Techniquement, les pays ayant des scores plus élevés en matière d'intrants d'innovation obtiennent des scores élevés au niveau des extrants d'innovation (*graphique 4.5*). Cette relation est plus forte dans les pays non membres de l'OCI que dans les pays membres de l'OCI, ce qui implique une génération plus faible de résultats d'innovation à partir de la même quantité d'intrants d'innovation dans le cas des pays membres de l'OCI. Les pays concernés de l'OCI doivent donc identifier les défis à relever pour obtenir de meilleurs résultats en matière d'innovation et y répondre par des mesures politiques appropriées. Les raisons peuvent être diverses et complexes, mais leur discussion dépasse la portée de ce rapport.

Pour illustrer ces défis, on peut citer l'exemple de la sécurité des services internet. Les serveurs internet sécurisés sont essentiels car ils protègent les données, la vie privée et les opérations numériques, en empêchant les accès non autorisés, les violations de données et les cyberattaques, qui peuvent avoir de graves conséquences pour les individus, les entreprises et la société. Ils ont un impact positif sur les résultats de l'innovation en favorisant un environnement sûr à la collaboration numérique, au partage des données et au développement de nouvelles technologies. En examinant le nombre de serveurs Internet sécurisés à 1 million dans les pays de l'OCI, on remarque qu'il n'y a qu'un seul pays de l'OCI qui est au-dessus de la moyenne mondiale (*graphique 4.6*). La moyenne de l'OCI est inférieure à 0,1 %, alors que la moyenne mondiale est de 1,1 %.

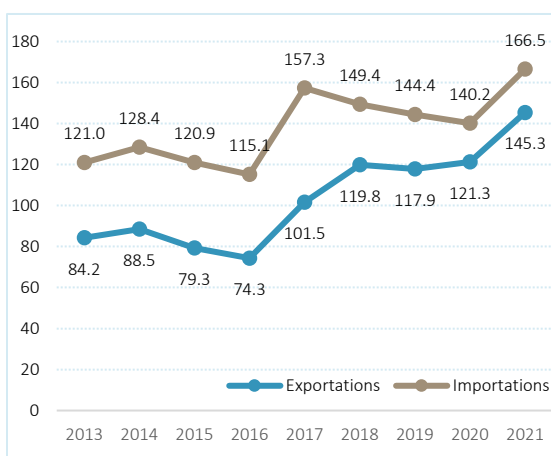
Graphique 4.6: Serveurs Internet sécurisés (pour 1 million d'habitants)



Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale.

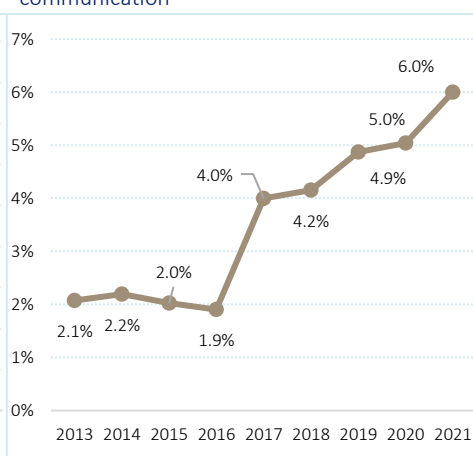
Une plus faible capacité de production d'innovation apparaît également dans les chiffres du commerce. Les pays avec de meilleures capacités de production d'innovation seront en mesure d'exporter une plus grande valeur de biens et de services liés aux technologies numériques. Les exportations totales des pays de l'OCI des biens relatifs aux TIC augmentent régulièrement, elles ont doublé entre 2016 et 2021 atteignant 145 milliards de dollars (*graphique 4.7*). Le *graphique 4.7* indique également que si les importations totales des pays de l'OCI ont été plus élevées que leurs exportations, le déficit commercial tend à diminuer au fil des ans. Ainsi, leur part dans les exportations totales d'équipements de communication a augmenté d'environ 1,9 % à 6 % au cours de la même période (*graphique 4.8*).

Graphique 4.7: Exportations et importations totales des pays de l'OCI en biens TIC (milliards de US\$)



Source: UNCTADstat, CNUCED.

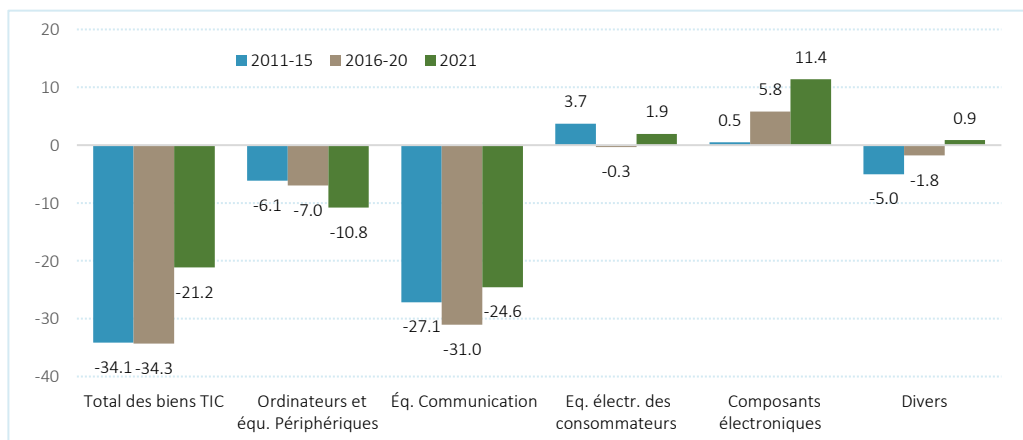
Graphique 4.8: Part des pays de l'OCI dans les exportations totales d'équipements de communication



Source: UNCTADstat, CNUCED.

Le *graphique 4.9* montre la balance commerciale des pays de l'OCI en total des biens de TIC et de ses sous-catégories. En tout, les pays de l'OCI ont connu un déficit commercial d'un montant

Graphique 4.9: Balance commerciale des pays de l'OCI en biens TIC (milliards de US\$)

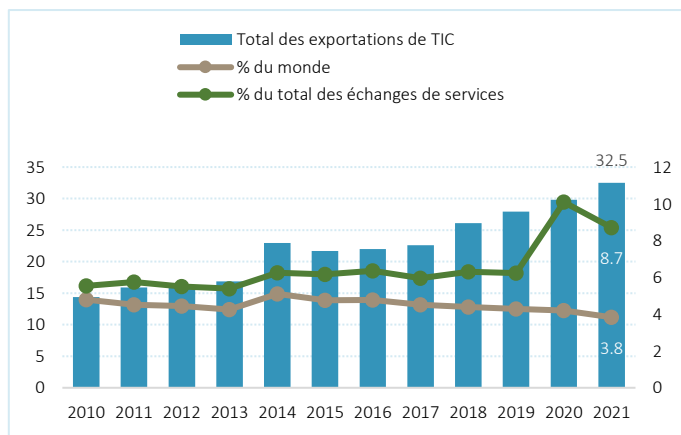


Source: UNCTADstat, CNUCED. 2011-15 et 2016-2020 indiquent les moyennes de la période.



d'environ 34 milliards de dollars au cours de la période 2011-2020, lequel a chuté à 21 milliards de dollars en 2021. Malgré l'augmentation de leur part dans les exportations mondiales d'équipement de communication, le déficit commercial de cette catégorie reste le plus important. C'est encourageant d'observer que les pays de l'OCI disposent d'un excédent commercial de plus en plus élevé dans les composants électroniques, un ingrédient important des technologies numériques. Ils disposent également d'un excédent dans le domaine des

Graphique 4.10: Exportations totales des pays de l'OCI dans les services de TIC (dollars US aux prix courants en milliards)



Source: UNCTADstat, CNUCED.

D'autre part, malgré la croissance des exportations totales de services, la part des pays de l'OCI dans les exportations globales de TIC est en baisse continue au cours des années depuis 2014 pour atteindre 3,8 % en 2021 (*graphique 4.10*). Visiblement, il y a des améliorations significatives dans la capacité des pays de l'OCI à produire et à exporter des biens et des services liés aux TIC, mais il y a un besoin d'efforts plus importants de renforcer les capacités et de devenir plus compétitif sur les marchés mondiaux.

4.2 Accès aux technologies et services numériques

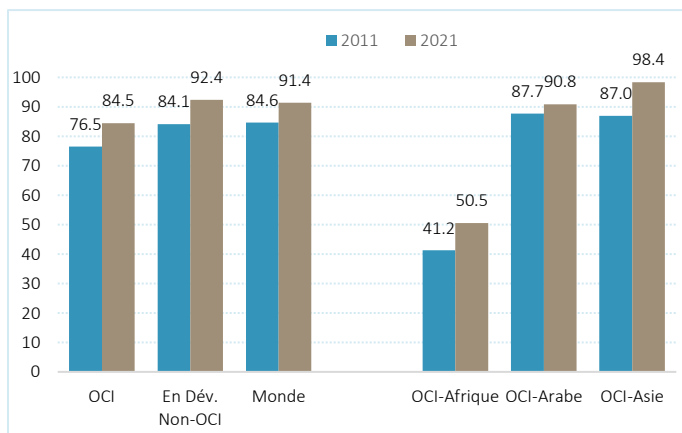
L'état actuel de l'infrastructure numérique dans les pays de l'OCI montre quelques développements prometteurs dans certains pays de l'OCI, mais démontre des défis majeurs dans la majorité des pays de l'OCI, en particulier ceux de l'Afrique sub-saharienne. Cette section fournit des informations supplémentaires sur le développement de l'infrastructure numérique, notamment en matière d'accès aux services numériques. Le tableau 4.1 fournit déjà des informations sur la couverture du réseau des technologies mobiles, qui est essentielle pour comprendre l'accès aux services offerts par les réseaux mobiles. L'accès à l'électricité est peut-être un indicateur plus fondamental, sans lequel il n'est pas possible de poursuivre les discussions sur les technologies numériques.

Globalement, l'accès à l'électricité s'améliore et devrait atteindre 91,4 % en 2021. Les pays de l'OCI ont également été en mesure d'augmenter le pourcentage de la population ayant accès à

équipements électroniques grand public et des produits TIC divers.

On constate également que le commerce des services TIC a tendance à augmenter. Les pays de l'OCI ont également réussi à augmenter leurs exportations totales de services de TIC au fil des ans pour atteindre 32,5 milliards de dollars en 2021. Les exportations de services de TIC représentent 8,7 % des exportations totales de services des pays de l'OCI.

Graphique 4.11: Accès à l'électricité

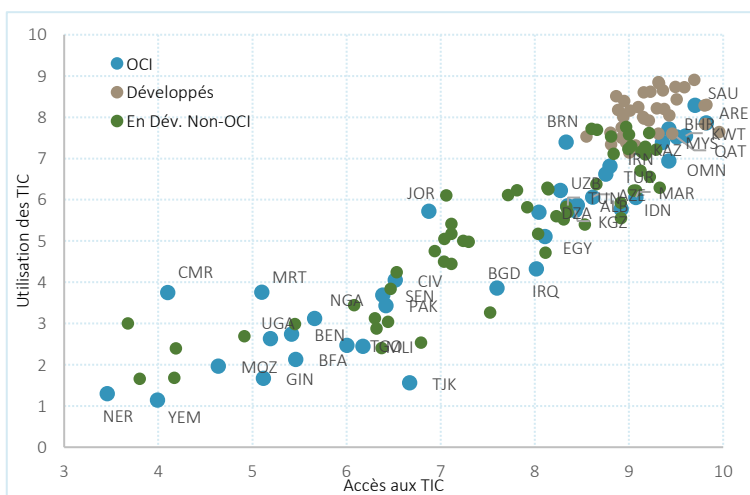


Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale. Moyennes pondérées de 56 pays de l'OCI, 39 pays développés et 119 pays en développement non membres de l'OCI.

l'électricité de 76,5 % en 2011 à 84,5 % en 2021. Toutefois, le taux d'accès moyen dans les pays de l'OCI reste inférieur à la moyenne mondiale. Cela provient en grande partie des taux d'accès plus bas dans les pays d'Afrique subsaharienne de l'OCI, qui ont un taux moyen de 50,5 %. Les pays de l'OCI de la région Asie possèdent un taux d'accès moyen à l'électricité supérieur à 98 % (graphique 4.11).

Les restrictions d'accès à l'électricité auront un impact réel sur les objectifs de développement des pays d'Afrique subsaharienne. Pour avoir accès à une technologie, il faut être capable de l'utiliser. De manière générale, il existe une forte corrélation entre ces deux indicateurs, selon les indicateurs de l'IIG. Les pays développés ont un plus grand accès aux TIC et sont capables de mieux les utiliser. Cependant, les pays de l'OCI présentent une image contrastée, où il y a des pays à des niveaux variables d'accès et d'utilisation des TIC. En général, les pays à revenu plus élevé au sein de l'OCI ont des niveaux plus élevés d'accès et d'utilisation des TIC (graphique 4.12). L'accès est le fondement de l'utilisation des TIC, et une utilisation plus fréquente peut, à son tour, rendre nécessaire l'amélioration de l'accès. Réduire la fracture numérique et promouvoir un

Graphique 4.12: Accès aux TIC vs utilisation des TIC (2020)



Source: Indice mondial de l'innovation de l'OMPI 2022.

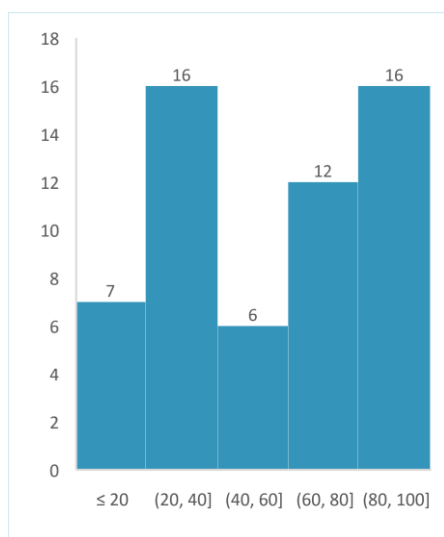
accès équitable aux TIC est essentiel pour garantir que les avantages de la technologie sont accessibles à tous.

La proportion d'individus utilisant l'internet est un indicateur essentiel de l'inclusion numérique, car cela signifie que les gens se connectent à Internet pour communiquer, rechercher de

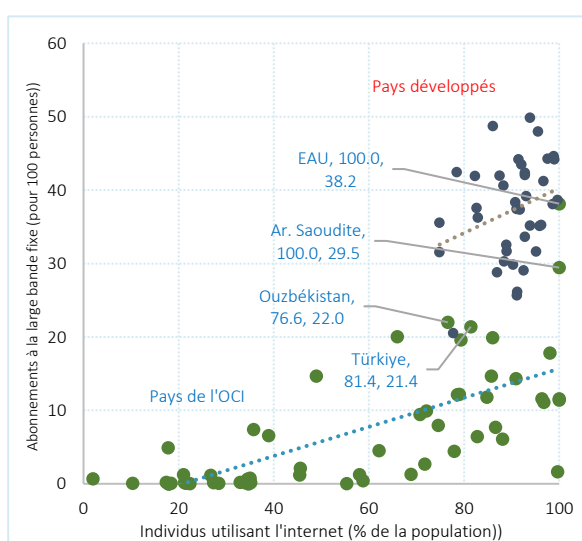


l'information, créer des réseaux sociaux, etc. Les statistiques nationales sur l'utilisation de l'internet sont déjà fournies dans le *Tableau 4.1* de la section précédente. Le *graphique 4.13* montre la répartition des pays de l'OCI selon le pourcentage de la population utilisant Internet sur des intervalles de 20 points de pourcentage. La diversité au travers des pays de l'OCI reste visible en termes d'utilisation de l'internet. Toutefois, au-delà de l'accès à l'internet, est également important de veiller à la qualité et à la rapidité de ces services. La large bande fixe offre une plus grande stabilité, vitesse et fiabilité comparée à d'autres formes d'accès à l'internet telles que les données mobiles.

Graphique 4.13: Individus utilisant l'Internet dans les pays de l'OCI (% de la population), répartition des pays



Graphique 4.14: Individus utilisant l'internet (% de la population) vs Abonnements à la large bande fixe (pour 100 personnes)



Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale.

La relation entre les personnes utilisant Internet et les abonnements fixes à large bande souligne l'importance de l'adoption individuelle et du développement de l'infrastructure dans une société numérique. Le nombre élevé de personnes utilisant Internet indique que la culture numérique est répandue et que les services en ligne occupent une place importante dans la vie des gens. Parallèlement, un réseau solide d'abonnements à large bande fixe est le signe d'un environnement technologiquement avancé et connecté, capable de soutenir des applications numériques avancées. Le *graphique 4.14* indique qu'en dépit des parts similaires d'individus utilisant Internet, les abonnements à large bande fixe ont des niveaux comparativement plus bas dans de nombreux pays de l'OCI que dans les pays développés. Cela oblige les pays de l'OCI à étendre leur infrastructure en vue de générer un écosystème numérique prospère qui soutient l'innovation, la croissance économique et le progrès sociétal.

Le coût abordable est un facteur essentiel qui influence la décision des individus et des organisations de souscrire à des services de meilleure qualité. La baisse des prix des TIC peut encourager l'adoption de technologies, l'investissement dans l'infrastructure numérique et une

utilisation plus large des services numériques. Les produits et services TIC abordables rendent les

Tableau 4.3: Paniers de prix TIC

	Panier de données et de voix mobiles	Panier de téléphonie fixe à large bande	Panier de services mobiles à large bande pour les données uniquement
Afghanistan	21,5	15,2	12,1
Albanie	3,5	1,5	2,2
Algérie	2,9	4,7	0,9
Azerbaïdjan	2,3	1,7	1,7
Bahreïn	1,4	2,4	1,1
Bangladesh	2,0	2,0	1,4
Bénin	14,7	26,1	6,5
Brunei DS,	0,6	1,1	0,3
Burkina Faso	19,3	32,7	10,5
Cameroun	21,2	21,0	4,0
Tchad	41,3		24,1
Comores	14,3	29,6	7,9
Côte d'Ivoire	6,9	15,7	2,6
Djibouti	10,1	8,6	6,1
Égypte	1,9	3,0	1,1
Gabon	4,0	8,0	2,2
Gambie	25,4		12,2
Guinée	9,1	11,0	5,7
Guinée-Bissau	8,5	71,1	8,5
Guyana	5,7	6,1	4,0
Indonésie	2,5	7,6	0,9
Irak	5,0		2,5
Jordanie	4,2	11,0	3,7
Kazakhstan	1,4	0,8	0,9
Koweït	0,8	1,6	0,5
Kirghizstan	2,8	3,6	2,8
Liban	11,1	1,9	6,3
Libye	6,2	4,5	3,6
Malaisie	1,3	2,3	1,0
Maldives	3,0	4,2	3,0
Mali	17,6	25,0	10,1
Mauritanie	9,0	19,1	3,8
Maroc	2,3	4,2	1,3
Mozambique	19,9	35,8	11,9
Niger	38,4		15,3
Nigéria	3,9	21,5	2,0
Oman	1,8	3,5	1,2
Pakistan	4,4	15,7	0,6
Palestine	6,3	7,8	2,4
Qatar	0,4	2,2	0,4
Ar. Saoudite	1,4	3,6	0,9
Sénégal	5,7	18,5	2,9
Sierra Leone	39,9		14,4
Somalie	19,4	38,7	7,7
Soudan	2,2		3,4
Surinam	12,1	4,9	3,6
Tadjikistan	5,5	7,0	7,5
Togo	27,5	56,8	11,4
Tunisie	1,8	3,1	1,2
Türkiye	0,7	1,5	0,7
Turkménistan	2,4	4,7	5,1
Ouganda	25,7		8,0
EAU	0,9	0,6	0,6
Ouzbékistan	1,1	2,1	1,1
Monde	2,9	3,0	1,3

Source: UIT. Le panier voix et données mobiles comprend le panier haute

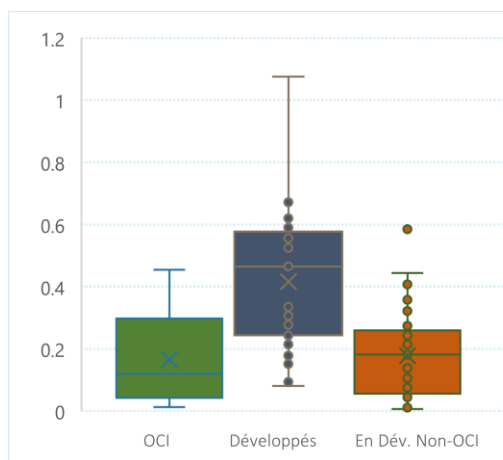
ressources numériques plus accessibles, réduisant ainsi les écarts numériques et promouvant l'inclusion numérique. Ils ont également un impact sur les modèles d'entreprise et la compétitivité mondiale, car la réduction des coûts peut stimuler l'innovation et attirer les investissements. Par conséquent, les prix des TIC jouent un rôle essentiel dans la détermination du rythme de la numérisation et de la mesure dans laquelle les individus, les entreprises et les pays peuvent exploiter les avantages de la technologie. Le *tableau 4.3* compare trois paniers de prix alternatifs comprenant des forfaits de données et de voix dans les pays de l'OCI. Pour obtenir des données mobiles et un panier de voix qui comprend le panier de consommation élevé de 140 min + 70 SMS + 2 GB, il faudrait 41,3 % du revenu individuel au Tchad, 39,9 % en Sierra Leone et 38,4 % au Niger. En Guinée Bissau, un panier de services fixes à large bande avec 5 Go d'internet coûterait 71,1 % du revenu individuel. Les forfaits mobiles de données seulement coûtent relativement moins cher, ce qui encourage les gens à avoir accès à l'internet via des appareils mobiles.

D'autre part, il est nécessaire de se doter des logiciels nécessaires pour mieux utiliser les outils

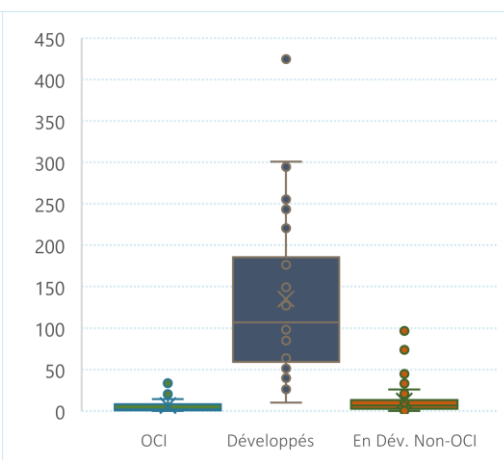


numériques et technologiques. Les dépenses en logiciels sous-tendent le fonctionnement des entreprises, des gouvernements et des individus, favorisant l'efficacité, la productivité et l'innovation. Les entreprises s'appuient sur les logiciels pour leurs opérations, leurs analyses et la satisfaction de leurs clients, ce qui leur confère un avantage concurrentiel et stimule la croissance économique. Les gouvernements utilisent les logiciels pour améliorer la prestation de services et la gouvernance, en renforçant la transparence et la participation des citoyens. Au niveau individuel, les logiciels contribuent à l'éducation, à la communication et à l'accès aux services essentiels. Pourtant, les pays de l'OCI dépensent en moyenne moins de 0,2 % de leur revenu pour les logiciels, alors que cette part se situe principalement entre 0,3 % et 0,6 % dans les pays développés (*graphique 4.15*).

Graphique 4.15: Dépenses en logiciels (% du PIB, 2021)



Graphique 4.16: Domaines génériques de premier niveau (TLD), 2021 (pour 1000 habitants âgés de



Source: Indice mondial de l'innovation de l'OMPI 2022.

En outre, les domaines génériques de premier niveau (TLD), tels que .com, .org, et .net, sont essentiels à l'ère numérique car ils offrent la possibilité d'avoir une identité en ligne unique et aident à établir un climat de confiance sur internet. Ces TLD permettent aux particuliers, aux entreprises et aux organisations de créer des adresses web marquantes qui représentent leur marque ou leur objectif. L'accès à une variété de TLD favorise l'innovation en ligne, le commerce électronique et l'entrepreneuriat numérique. Pour chaque 1000 personnes âgées de 15 à 69 ans, il y a un nombre très limité de TLD dans les pays de l'OCI, typiquement moins de 10, alors que ce ratio est plus de 100 dans beaucoup de pays développés (*graphique 4.16*).

Confrontés à des prix relativement plus élevés pour les TIC, à des dépenses moindres en logiciels et à un nombre limité d'abonnements à large bande, et à une disponibilité moindre des TLD, les pays de l'OCI doivent impérativement reconnaître l'urgence du développement de l'infrastructure numérique. Les coûts élevés des TIC et l'accès limité aux logiciels entravent la croissance économique et l'inclusion numérique. Des efforts concertés sont donc nécessaires pour réduire les coûts des TIC, augmenter les investissements dans les logiciels et les services

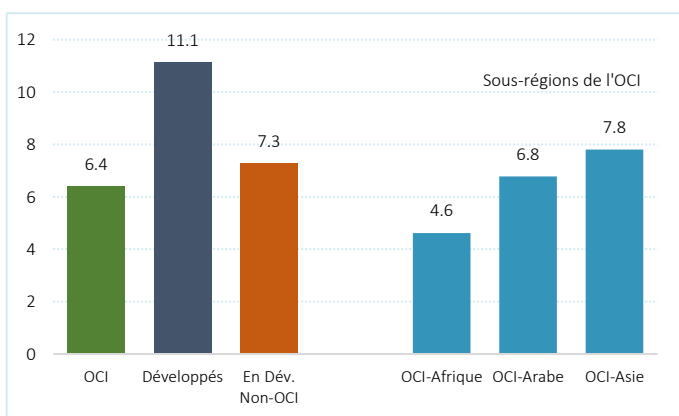
numériques et étendre l'accès à la large bande et promouvoir la disponibilité de divers TLD. Cela nécessite des initiatives de collaboration entre les secteurs public et privé, des réformes politiques et des investissements dans l'infrastructure numérique afin de réduire la fracture numérique, d'encourager l'innovation et de libérer tout le potentiel de l'ère numérique pour tous.

4.3 Compétences pour la transformation numérique

L'essor de la numérisation et de l'automatisation constitue un nouveau défi pour tous les pays, car il aura des répercussions considérables sur de nombreux fronts, notamment sur le marché du travail. En raison de l'évolution des processus de production, certaines professions seront de plus en plus demandées, créant de nouvelles professions et augmentant leurs salaires, tandis que d'autres compétences et professions deviendront inutiles. Il est donc nécessaire de bien comprendre les besoins des industries pour les futurs processus de production et de planifier en conséquence les investissements dans les compétences requises pour assurer le développement industriel et économique face à la numérisation et à l'automatisation croissantes.

Tel que souligné par le SESRIC (2023), une majorité de la force de travail dans les pays de l'OCI est coincée dans des emplois vulnérables, mais avec l'augmentation des activités manufacturières, il y a de plus grandes opportunités pour des emplois décents avec plus de sécurité sociale et des flux de revenus plus stables. L'une des caractéristiques de l'industrialisation est de permettre aux activités nécessitant une main-d'œuvre abondante d'être remplacées par des activités utilisant davantage de capital et de technologie. Afin d'accélérer ce processus, les pays de l'OCI doivent augmenter leurs capacités en matière d'absorption pour mieux utiliser la technologie étrangère en investissant en faveur de l'éducation et des compétences. La disponibilité de certains ensembles de compétences encouragera les investisseurs étrangers à réaliser de nouveaux investissements dans le pays, ce qui contribuera à améliorer l'intensité technologique de la production locale et facilitera la participation aux chaînes de valeur régionales

Graphique 4.17: Années de scolarité ajustées à l'apprentissage (2020)



Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale. Moyennes simples de 49 pays de l'OCI, 36 pays développés et 89 pays en développement non membres de l'OCI.

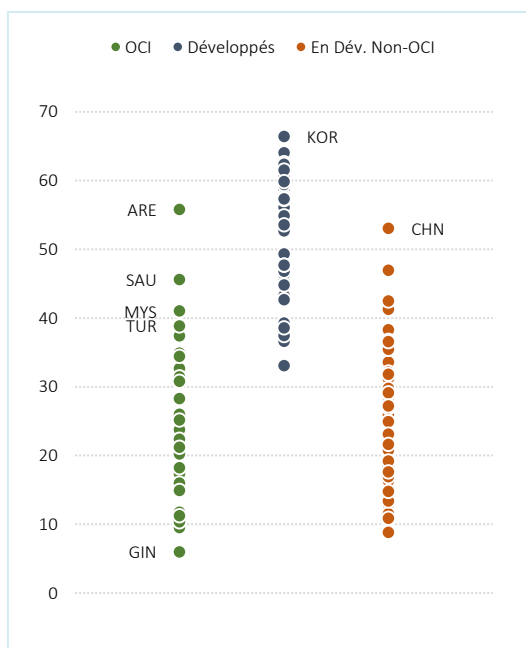
chaînes de valeur régionales et mondiales. Investir en temps opportun dans les compétences permet également d'éviter le manque de qualification, la sous-utilisation de la main-d'œuvre et le chômage.

Des investissements en temps opportun dans les compétences permettent également d'éviter l'inadéquation des compétences, la sous-utilisation de la main-



d'œuvre et le chômage. L'indicateur commun mesurant l'investissement dans les compétences est le nombre d'années de scolarisation adaptées à l'apprentissage (LAYS). À l'ère numérique, il ne suffit pas d'avoir plus d'années de scolarité ; les individus ont besoin de compétences appropriées et pratiques. Ces paramètres poussent les établissements d'enseignement à former des diplômés capables de contribuer activement à l'innovation numérique et à la compétitivité, ce qui détermine en fin de compte le succès des efforts de transformation numérique dans une société. Selon les dernières données fournies par la Banque mondiale, le LAYS est de 6,4, alors qu'il est de 7,3 dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 11,1 dans les pays développés (*graphique 4.17*). Au sein de l'OCI, les pays asiatiques dépassent les pays africains avec des valeurs moyennes de LAYS de 7,8 et 4,6, respectivement. Par conséquent, les pays de l'OCI doivent investir dans l'amélioration de la qualité de l'éducation afin de répondre aux exigences de compétences de l'ère numérique.

Graphique 4.18: Capital humain et recherche pour l'innovation



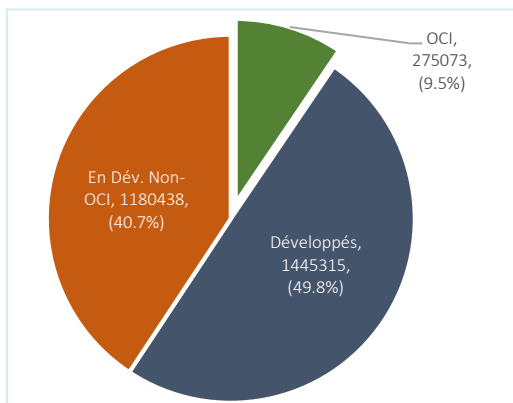
Source: Indice mondial de l'innovation de l'OMPI 2022.

Ce manque d'investissement dans une éducation de qualité apparaît dans le sous-indice du capital humain et de la recherche de l'IIG. Les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Malaisie et la Turquie sont des pays relativement plus performants en termes de capital humain et de recherche (*graphique 4.18*). Leur performance est comparable à celle des pays développés. Cependant, la majorité des pays de l'OCI n'ont pas suffisamment investi dans l'éducation, le matériel d'apprentissage, la recherche et le développement.

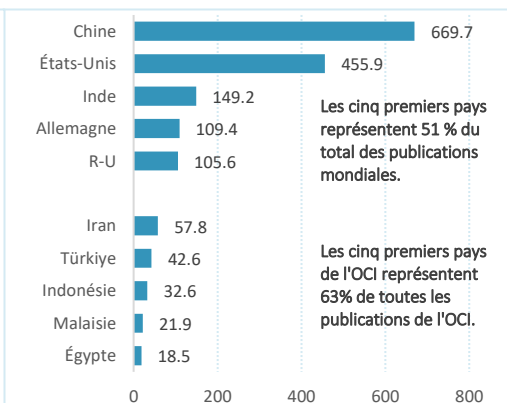
Par conséquent, les pays de l'OCI représentent dans leur ensemble seulement 9,5 % des articles de revues scientifiques et techniques dans le monde (*graphique 4.19a*). La Chine à elle seule produit plus du double des articles de

revues produits par l'ensemble des pays de l'OCI. Au sein de l'OCI, l'Iran, la Turquie, l'Indonésie, la Malaisie et l'Égypte sont les pays ayant le plus grand nombre d'articles de revues scientifiques, qui représentent collectivement 63 % de tous les articles de revues produits par les pays de l'OCI (*graphique 4.19b*). Un plus grand nombre d'articles de revues académiques scientifiques reflète l'engagement d'une société à la recherche, à l'innovation et à la production du savoir. Cela signifie que la communauté académique et scientifique est florissante, souvent soutenue par des institutions d'enseignement et de recherche solides. Les pays de l'OCI doivent augmenter leur production de recherche pour favoriser la croissance économique, les avancées technologiques et le progrès social.

Graphique 4.19a: Articles de revues scientifiques et techniques (par groupe, 2020)



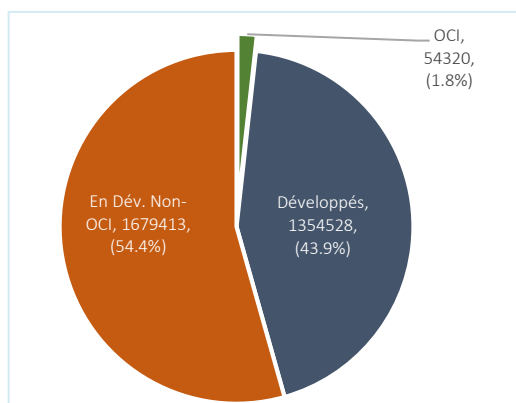
Graphique 4.19b: Articles de revues scientifiques et techniques (en milliers, 2020)



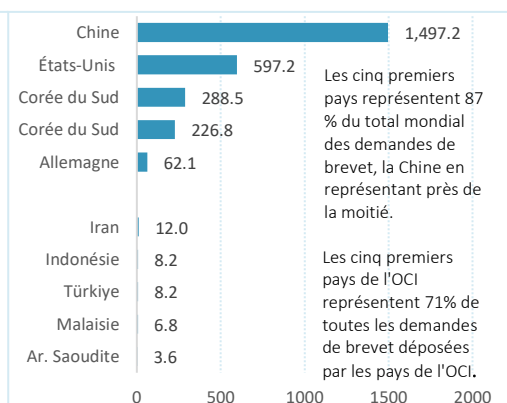
Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale. Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale.

Dans le même ordre d'idées, l'augmentation du nombre de demandes de brevets traduit une culture de l'innovation, de l'esprit d'entreprise et de la compétitivité, ainsi qu'un environnement dans lequel la recherche et le développement prospèrent. Les demandes de brevets peuvent également refléter le potentiel économique d'une nation, car elles conduisent souvent à la création de nouvelles industries, d'opportunités d'emploi et de croissance économique. Cependant, les pays de l'OCI ne représentent collectivement que 1,8 % des demandes de brevets mondiales, ce qui démontre le manque de compétences et d'institutions de qualité pour soutenir l'innovation et le développement technologique (*graphique 4.20a*). Au niveau mondial, la Chine prend la tête des demandes de brevets, suivie par les États-Unis et le Japon. Au sein de l'OCI, l'Iran, l'Indonésie, la Türkiye, la Malaisie et l'Arabie saoudite sont les premiers pays en termes de demandes de brevets, représentant collectivement 71 % de toutes les demandes de brevets de la région de l'OCI (*graphique 4.20b*).

Graphique 4.20a: Demandes de brevets, résidents et non-résidents (par groupe, 2020 ou dernières années disponibles)



Graphique 4.20b: Demandes de brevets, résidents et non-résidents (en milliers, 2020 ou dernières années disponibles)



Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale. Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale.



En général, les analyses de cette section mettent en évidence des défis importants pour les économies en transformation, indiquant notamment un manque de capacité d'innovation, pourtant essentielle à l'ère numérique. En l'absence de travailleurs qualifiés, d'idées novatrices et d'investissements dans la recherche et le développement, les pays auront probablement du mal à suivre le rythme des avancées technologiques, entravant ainsi leur capacité à être compétitifs dans l'économie numérique mondiale. Afin de s'adapter avec succès à la numérisation, les pays de l'OCI doivent donner la priorité à l'éducation, à l'innovation et à l'investissement afin de mettre en place les conditions nécessaires à la transformation économique dans l'ère numérique.

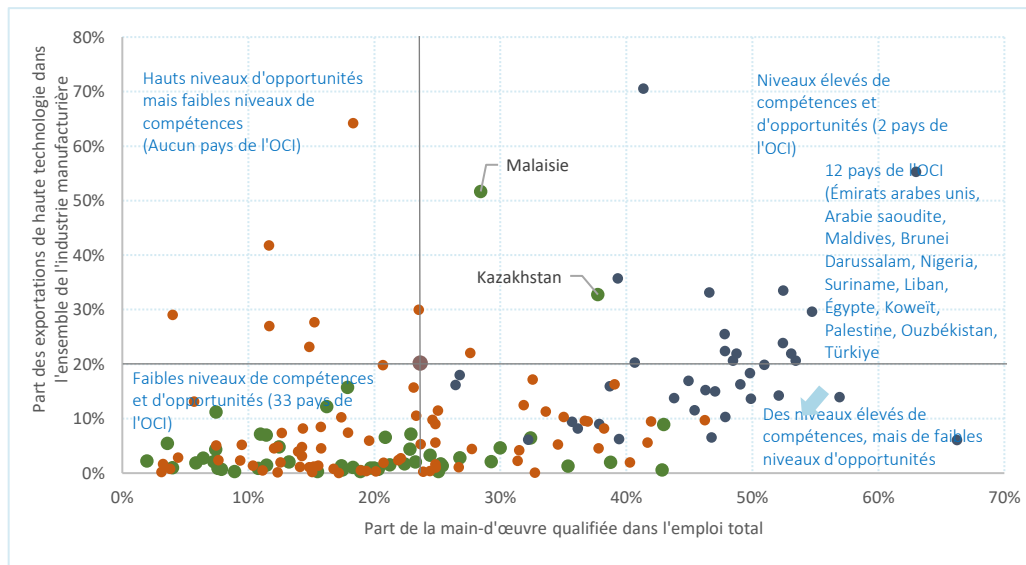
4.4 Évaluer la préparation à l'industrie 4.0

Les discussions ci-dessus mettent en évidence des opportunités importantes et des défis pour les pays de l'OCI pour s'adapter à la nature changeante du travail en association avec la numérisation et l'automatisation. Des disparités importantes existent entre les pays de l'OCI en termes de disponibilité, d'accessibilité, de qualité et de fiabilité de l'infrastructure et des services numériques. Certains pays de l'OCI disposent d'une infrastructure bien avancée et sont mieux préparés à la transformation économique future, mais dans l'ensemble, les pays de l'OCI se situent derrière les performances moyennes mondiales pour de nombreux indicateurs. Cela nécessite une collaboration plus étroite entre les pays de l'OCI pour faciliter le partage des connaissances et le développement des capacités.

En général, les pays dotés de solides secteurs manufacturiers adoptant les technologies de l'industrie 4.0 sont susceptibles d'enregistrer des gains de productivité substantiels, tandis que les travailleurs qualifiés se trouvent mieux positionnés pour la transition, ce qui pourrait atténuer les perturbations du marché du travail. Les économies qui exportent des produits hautement qualifiés et à forte intensité technologique et qui offrent des emplois hautement qualifiés sont prêtes à en profiter dans un premier temps, mais la mesure dans laquelle ces technologies réduisent ou aggravent les inégalités au niveau mondial dépendra de facteurs tels que l'accès aux ressources, la capacité d'adaptation et l'investissement dans la technologie (UNCTAD, 2022). Les décideurs politiques doivent donc s'attaquer aux disparités et faciliter une transition mondiale plus équitable vers l'industrie 4.0.

Le *graphique 4.21* présente une version simplifiée de cette analyse basée sur la CNUCED (2022), en considérant la performance des pays en matière d'exportations manufacturières hautement qualifiées et à forte intensité technologique (en tant que part des exportations totales) et d'emploi hautement qualifié (en tant que part de la population active), divisant ainsi les pays en quatre groupes. L'un des groupes d'économies, comprenant deux pays de l'OCI (le Kazakhstan et la Malaisie) et de nombreuses économies avancées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie du Sud-Est, regroupe des économies présentant des niveaux élevés d'opportunités pour la diffusion des technologies de l'industrie 4.0, en raison de leur spécialisation dans la fabrication à forte intensité de compétences et de technologies, et avec de grandes parts d'emplois hautement qualifiés. Ces économies sont plus susceptibles de tirer le meilleur parti de l'industrie 4.0 dans l'industrie manufacturière par rapport à leur population et à leurs exportations.

Graphique 4.21: Évaluer la préparation à l'industrie 4.0: Main-d'œuvre hautement qualifiée et exportations de haute technologie



Source: Indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale et estimations modélisées de l'OIT. Concept adopté par la CNUCED (2022). Note : Les points verts représentent les pays de l'OCI (n=47), les points bleu-gris les pays développés (n=36) et les points bruns les pays en développement non membres de l'OCI (n=77). Les lignes grises pleines représentent les moyennes mondiales. Les données sont celles de 2021 ou de la dernière année disponible.

Un deuxième groupe d'économies, comprenant, par exemple, la Chine, l'Inde, le Mexique, la Thaïlande et le Viet Nam, comprend des économies ayant de grandes opportunités en raison de leur part d'exportations de haute technologie, mais dont la part d'emplois hautement qualifiés est inférieure à la moyenne mondiale, ce qui indique que le manque de compétences peut être un obstacle à une large diffusion des technologies de l'industrie 4.0 dans l'industrie manufacturière. Aucun pays de l'OCI n'est classé dans cette catégorie.

Le troisième groupe d'économies comprend des économies dont la part d'emplois hautement qualifiés est supérieure à la moyenne mondiale, indique le potentiel d'adaptation des travailleurs à l'industrie 4.0 au sein de l'industrie manufacturière, et de faibles niveaux d'opportunités en termes d'entreprises dans les secteurs de haute technologie. Ces économies ont des difficultés à élargir l'utilisation des technologies de l'industrie 4.0 dans l'industrie manufacturière au-delà des poches de secteurs manufacturiers hautement qualifiés et à forte intensité technologique. Douze pays de l'OCI sont classés dans ce groupe, notamment les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, les Maldives, le Brunei Darussalam, le Nigeria, le Suriname, le Liban, l'Égypte, le Koweït, la Palestine, l'Ouzbékistan et la Türkiye, en fonction des niveaux des parts de main-d'œuvre hautement qualifiée.

Un quatrième groupe d'économies, comprenant la plupart des pays en développement de l'OCI et non OCI, comprend des économies dont les parts dans les deux indicateurs sont inférieures aux moyennes mondiales ; ils n'ont pas beaucoup de secteurs de haute technologie dans la structure économique ni beaucoup d'emplois hautement qualifiés, de sorte que la diffusion des



technologies de l'industrie 4.0 pourrait être plus lente. Les 33 pays restants de l'OCI sont classés dans cette catégorie, qui reflète leur manque de préparation à la transformation des économies face à la numérisation et à l'automatisation croissantes.

Cette analyse préliminaire indique que la diffusion initiale des technologies de l'industrie 4.0 est plus susceptible d'élargir les inégalités entre les pays. Pour y remédier, les décideurs politiques devraient se concentrer sur plusieurs options politiques clés. Tout d'abord, ils doivent investir dans l'infrastructure numérique et fournir des incitations à l'adoption des technologies dans les régions sous-développées. Ils doivent également donner la priorité à la formation de la main-d'œuvre et à l'éducation pour garantir une main-d'œuvre qualifiée capable d'exploiter les capacités de l'industrie 4.0. En outre, il est nécessaire de promouvoir la collaboration internationale et le transfert de technologies pour aider les pays moins développés à rattraper leur retard. Enfin, il est nécessaire de mettre en place des politiques pour établir des règlements qui garantissent un déploiement responsable et équitable de ces technologies, en empêchant les monopoles et l'exploitation tout en favorisant une concurrence loyale. Ces politiques peuvent contribuer à limiter les disparités initiales et permettre des bénéfices mondiaux plus équilibrés de l'industrie 4.0.



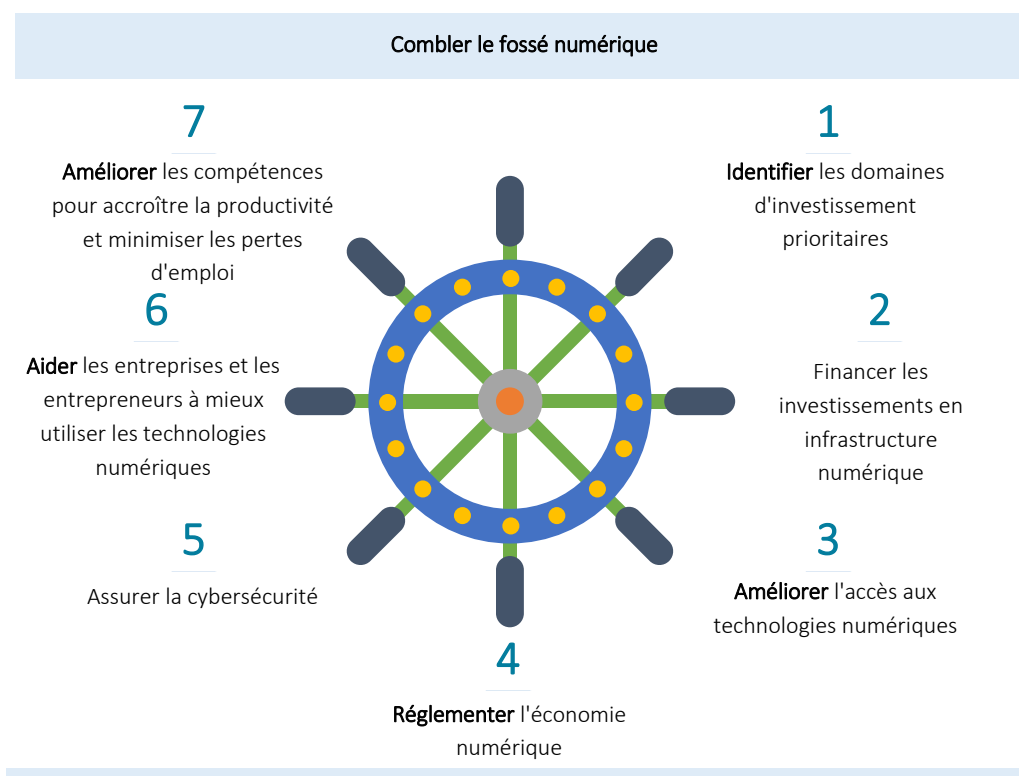
CHAPITRE CINQ

Options politiques pour combler le déficit numérique des pays de l'OCI.



Réduire le fossé numérique dans les pays de l'OCI implique une approche à multiples facettes qui commence par l'évaluation du paysage numérique actuel, l'identification des domaines prioritaires et l'engagement des parties prenantes pour comprendre les défis spécifiques auxquels sont confrontées les communautés mal desservies. Ce processus consiste à remédier aux disparités démographiques et géographiques, à stimuler la culture numérique, à s'attaquer aux facteurs socio-économiques qui entravent l'accès au numérique et à garantir une infrastructure numérique adéquate. En outre, il faut réformer les cadres réglementaires et politiques, se concentrer sur les besoins en matière d'éducation et de soins de santé, prendre en compte les opportunités économiques et impliquer activement le public dans la prise de décision. Grâce à une stratégie globale axée sur les données et à une collaboration avec les secteurs public et privé, les pays et les régions peuvent efficacement établir des priorités et investir dans des initiatives visant à réduire le fossé numérique, à favoriser un développement numérique inclusif et à promouvoir un accès équitable aux avantages de l'économie numérique.

Dans ce contexte, ce rapport propose un ensemble d'options politiques globales en sept étapes, comme le montre le tableau ci-dessous, pour que les pays de l'OCI s'adaptent à la numérisation croissante des activités économiques et profitent de son importance grandissante. Il s'agit notamment de déterminer les domaines d'investissement prioritaires, de financer les investissements dans l'infrastructure numérique, d'améliorer l'accès aux technologies numériques, de réglementer l'économie numérique, de garantir la cybersécurité, d'aider les entreprises et les entrepreneurs à mieux utiliser les technologies numériques et d'améliorer les compétences pour accroître la productivité et minimiser les pertes d'emploi.



entreprises et les entrepreneurs à mieux utiliser les technologies numériques et d'améliorer les compétences afin d'accroître la productivité et de minimiser les pertes d'emploi.

PREMIÈRE ÉTAPE - Identifier les domaines d'investissement prioritaires

La première étape pour réduire la fracture numérique consiste à identifier les lacunes et les domaines d'investissement prioritaires. Cela nécessite une évaluation approfondie des besoins et des défis spécifiques d'un pays ou d'une région donné(e). Une approche systématique aiderait les décideurs politiques à identifier les domaines d'intervention et à combler le fossé. À cet égard, les actions suivantes sont proposées :

- **Procéder à une évaluation de la fracture numérique :** Commencer par réaliser une évaluation complète de l'état actuel de l'accès et de l'inclusion numériques dans le pays ou la région. Cette évaluation devrait inclure des données relatives aux taux d'utilisation d'internet, aux niveaux de culture numérique et à la disponibilité de l'infrastructure numérique dans les zones urbaines et rurales.
- **Impliquer les parties prenantes:** Impliquez les principales parties prenantes, notamment les agences gouvernementales, les communautés locales, les organisations non gouvernementales et les fournisseurs de technologie, dans le processus d'évaluation. Leurs points de vue et leur expertise peuvent fournir une vision plus holistique de la fracture numérique. Il convient également d'organiser des consultations publiques et des enquêtes pour recueillir l'avis des citoyens et des communautés sur leurs besoins et leurs priorités en matière de numérique.
- **Analyser les données démographiques et les disparités géographiques:** Analyser les données démographiques pour identifier les populations vulnérables, telles que les ménages à faibles revenus et les personnes handicapées. Comprendre leurs besoins et obstacles numériques spécifiques. Examiner les disparités géographiques pour déterminer quelles régions ou zones ne disposent pas d'une infrastructure et d'un accès numériques adéquats.
- **Évaluer la culture numérique et les lacunes en matière de compétences :** Évaluer les niveaux de culture numériques de la population. Identifier les lacunes en matière de compétences et de connaissances numériques qui doivent être comblées par des programmes de formation et d'éducation (des options politiques plus spécifiques sont fournies à l'étape 7).
- **Tenir compte des facteurs sociaux économiques.** Analyser les facteurs socio-économiques qui contribuent à la fracture numérique, tels que l'inégalité des revenus, les possibilités d'emploi et l'accès à l'éducation et aux soins de santé. Établir des priorités dans les zones où ces facteurs sont liés à un accès limité au numérique.
- **Examiner les besoins en matière d'éducation et de soins de santé.:** Évaluer l'impact de la fracture numérique sur l'éducation et les soins de santé. Donner la priorité aux régions où le manque d'accès entrave l'apprentissage en ligne et l'accès aux services essentiels.



- **Évaluer l'infrastructure manquante:** Identifier les zones où l'infrastructure numérique est inadéquate, notamment les régions dépourvues d'une connexion internet à large bande fiable ou d'un accès à l'électricité.
- **Comprendre les défis réglementaires et politiques :** Analyser les cadres réglementaires et politiques existants liés à l'accès et à l'inclusion numériques. Identifier les obstacles réglementaires qui entravent l'investissement et l'expansion de l'infrastructure numérique (des options politiques plus spécifiques sont proposées à l'étape 4).
- **Prendre en compte les opportunités économiques :** Évaluer le potentiel des avantages économiques liés à la réduction de la fracture numérique. Donner la priorité aux domaines dans lesquels l'inclusion numérique peut stimuler la croissance économique et la création d'emplois.
- **Évaluer les besoins en matière de cybersécurité et de confidentialité des données :** Examiner les conséquences du développement de l'accès numérique sur la cybersécurité et la confidentialité des données. Établir des priorités dans les domaines où ces préoccupations doivent être prises en compte (des options politiques plus spécifiques sont proposées à l'étape 5).
- **Établir des priorités en fonction de l'impact et de la faisabilité :** Évaluer les conséquences éventuelles des investissements dans différents domaines. Donnez la priorité aux projets susceptibles de réduire le fossé numérique et d'améliorer la qualité de vie en général. Examinez la faisabilité de la mise en œuvre, notamment le rapport coût-efficacité, les ressources disponibles et la faisabilité technique.
- **Élaborer une stratégie globale d'inclusion numérique :** Créer, sur la base de l'évaluation, une stratégie globale d'inclusion numérique décrivant des initiatives spécifiques, des objectifs et des calendriers pour réduire la fracture numérique dans les domaines prioritaires. Contrôler en permanence les progrès des initiatives d'inclusion numérique et procéder aux ajustements nécessaires sur la base d'évaluations et de retours d'information continus.

Le suivi de ces étapes et l'adoption d'une approche fondée sur les données permettraient d'identifier les domaines prioritaires dans lesquels les investissements auront l'impact le plus significatif sur la réduction du fossé numérique et la promotion d'un développement numérique inclusif.

DEUXIÈME ÉTAPE - Rechercher d'autres options pour financer les investissements dans l'infrastructure numérique

Après avoir identifié les domaines prioritaires et préparé une stratégie globale pour lutter contre le fossé numérique, il est important d'identifier les sources de financement potentielles, notamment les budgets gouvernementaux, l'aide internationale, les investissements du secteur privé et les partenariats public-privé, afin de soutenir les efforts de réduction du fossé numérique et de permettre aux économies de s'adapter à la numérisation croissante. On trouvera ci-après

un ensemble d'options traditionnelles et innovantes pour financer les investissements dans l'infrastructure numérique :

- **Budgets gouvernementaux** : Allouer une partie du budget national au financement des initiatives d'inclusion numérique. Donner la priorité à ces initiatives dans le cadre du programme de développement du pays.
- **Partenariats public-privé (PPP)** : Collaborer avec des entreprises du secteur privé de cofinancer et mettre en œuvre des projets d'infrastructure numérique. Les PPP peuvent tirer parti de l'expertise et des ressources du secteur privé tout en partageant les risques.
- **Aide internationale et subventions** : Rechercher un soutien financier auprès d'organisations internationales, de banques de développement, de pays donateurs et d'organisations caritatives qui soutiennent des initiatives liées à l'inclusion numérique, à l'éducation et au développement économique.
- **Prêts de développement** : Obtenir des prêts à faible taux d'intérêt ou des subventions d'institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale, la Banque islamique de développement ou d'autres banques régionales de développement, pour des projets d'infrastructure numérique.
- **Incitations fiscales et subventions** : Offrir des incitations fiscales aux entreprises privées qui investissent dans l'infrastructure numérique ou qui fournissent des services numériques abordables dans les zones mal desservies. Subventionner également le coût des appareils numériques et de la connectivité à Internet pour les ménages à faible revenu.
- **Obligations à impact numérique** : Étudier la possibilité d'émettre des obligations à impact numérique, où les investisseurs fournissent un financement initial pour les projets numériques, et les retours sont basés sur le succès du projet dans la réalisation de résultats sociaux et économiques spécifiques.
- **Fonds technologiques et capital-risque** : Créer des fonds technologiques ou encourager les sociétés de capital-risque à investir dans des start-ups et des projets numériques innovants qui peuvent contribuer à l'inclusion numérique et à la croissance économique.
- **Crowdfunding et financement communautaire** : Encourager les campagnes de crowdfunding et les initiatives communautaires afin de collecter des fonds pour les projets locaux d'infrastructure numérique.
- **Taxes ou prélèvements affectés** : Envisager d'imposer de petites taxes ou des prélèvements sur les services ou les transactions numériques afin de générer des fonds spécifiquement destinés aux initiatives d'inclusion numérique.
- **Soutien à l'écosystème numérique** : Créer un environnement favorable à la croissance des industries numériques (par exemple, le commerce électronique, les services



informatiques) pour générer une valeur économique qui peut soutenir les efforts d'inclusion numérique par le biais d'une augmentation des recettes fiscales.

- **Modèles de partage des recettes :** Négocier des accords de partage des revenus avec les opérateurs de télécommunications ou les fournisseurs de services numériques afin d'allouer une partie de leurs revenus à des projets d'inclusion numérique.
- **Autres modèles de financement innovants :** Explorer d'autres modèles de financement innovants, tels que le financement basé sur la blockchain ou les obligations à impact social, afin d'attirer des investissements pour des projets d'inclusion numérique.

Bénéficier de ces sources et mécanismes de financement peut permettre d'accéder aux ressources nécessaires pour investir dans les domaines prioritaires pour réduire la fracture numérique et faciliter l'adaptation de l'économie à la numérisation. Il est essentiel de mettre en œuvre des réformes politiques pour créer un environnement réglementaire favorable qui attire les investissements du secteur privé dans l'infrastructure et les services numériques. L'organisation de campagnes de sensibilisation du public pour souligner l'importance de l'inclusion numérique peut également encourager les contributions des secteurs public et privé. Pour atteindre les objectifs, il est également essentiel de garantir une utilisation transparente et responsable des fonds grâce à des mécanismes de suivi et d'évaluation efficaces permettant de contrôler l'impact et l'efficacité des investissements dans l'inclusion numérique.

TROISIÈME ÉTAPE - Améliorer l'accès aux technologies numériques

Si le développement de l'infrastructure numérique est crucial, il est également impératif de veiller à ce que l'ensemble de la population ait accès à ces technologies. L'amélioration de l'accès aux technologies numériques nécessite une approche sur plusieurs fronts qui porte sur l'infrastructure, l'accessibilité financière, la culture numérique et l'inclusion. Voici quelques options politiques :

- **Plans et outils de données abordables :** Travailler avec les fournisseurs de télécommunications pour offrir des plans et des forfaits de données abordables, en particulier pour les personnes et les familles à faible revenu. Mettre également en œuvre des programmes qui subventionnent le coût des appareils numériques tels que les smartphones, les tablettes et les ordinateurs pour les populations à faibles revenus.
- **Programmes d'alphabétisation numérique :** Développer des programmes complets de formation aux compétences numériques et de formation aux compétences pour tous les groupes d'âge, en mettant l'accent sur les compétences numériques de base ainsi que sur les compétences avancées pour l'emploi. Intégrer la culture numérique dans les programmes d'enseignement formel.
- **Infrastructure à large bande :** Investir dans la construction et l'amélioration des réseaux à large bande, en particulier dans les zones rurales et mal desservies. Promouvoir le déploiement de technologies mobiles à haut débit telles que les câbles à fibres optiques.

- **Connectivité mobile** : Étendre la couverture des réseaux mobiles aux régions rurales et isolées. Encourager le développement de smartphones abordables et bon marché pour faciliter l'accès à Internet.
- **Services gouvernementaux en ligne** : Offrir des services gouvernementaux essentiels en ligne, tels que les soins de santé, l'éducation et les programmes d'aide sociale. Mettre en place des plateformes d'administration en ligne conviviales pour faciliter l'accès aux services.
- **PME**: Encourager l'adoption du numérique par les PME en les soutenant par des subventions et des incitations. Promouvoir les écosystèmes et les industries numériques qui peuvent générer de la valeur économique et créer un environnement dans lequel les entreprises peuvent facilement accéder aux technologies numériques et les utiliser pour stimuler la croissance économique et la compétitivité.
- **Compétition**: Mettre en œuvre des politiques qui favorisent la concurrence entre les fournisseurs d'accès à Internet afin de réduire les coûts et d'améliorer la qualité des services.
- **Accès à Internet dans les espaces publics** : Mettre en place des points d'accès Wi-Fi publics dans les zones urbaines et les principaux espaces publics, de préférence gratuitement. Créer également des centres communautaires d'accès à Internet équipés d'ordinateurs et de connexions internet, en particulier dans les zones mal desservies. Veiller à ce que ces centres proposent une formation à la culture numérique et des services de soutien.
- **Chèques d'inclusion numérique** : Fournir des bons d'inclusion numérique ou des subventions pour aider les ménages à faible revenu à couvrir les coûts de l'accès à Internet, des appareils et de la formation aux compétences numériques.
- **Développement de contenus inclusifs** : Encourager la création de contenus et de services numériques qui répondent à des besoins linguistiques et culturels divers. Promouvoir des contenus qui répondent aux défis locaux et renforcent l'engagement numérique.
- **Technologies d'assistance** Veiller à ce que les technologies numériques soient accessibles aux personnes handicapées en intégrant des caractéristiques et des normes d'accessibilité, et promouvoir l'utilisation de technologies et de logiciels d'assistance.

L'amélioration de l'accès aux technologies numériques est un effort à long terme qui nécessite une coordination entre les gouvernements, les acteurs du secteur privé, la société civile et les organisations internationales. Il est essentiel d'aborder à la fois l'offre et la demande d'accès au numérique, en veillant à ce que les gens aient non seulement accès à la technologie, mais aussi aux compétences et aux ressources nécessaires pour l'utiliser efficacement. Dans ce processus, il est utile d'établir des mesures pour suivre les progrès réalisés au niveau de l'amélioration de l'accès, d'évaluer régulièrement l'impact des initiatives d'inclusion numérique et de modifier les stratégies sur la base des données et du retour d'information.



QUATRIÈME ÉTAPE - Réglementer l'économie numérique

Tout en mettant en œuvre des politiques visant à améliorer l'accès aux technologies numériques, les gouvernements devraient créer un cadre réglementaire pour gérer la transformation numérique. La réglementation de l'économie numérique est une tâche complexe et évolutive qui consiste à trouver un équilibre entre l'innovation et la croissance économique, d'une part, et la protection des consommateurs, de la vie privée, de la concurrence et de la sécurité, d'autre part. Il est essentiel de bien comprendre l'économie numérique, notamment les différents secteurs et technologies concernés, tels que le commerce électronique, la fintech, l'intelligence artificielle et l'analyse de données. Voici quelques considérations et stratégies clés pour réglementer l'économie numérique:

- **Cadres juridiques :** Établir des cadres juridiques clairs et complets qui traitent des questions spécifiques à l'économie numérique, notamment la confidentialité des données, la cybersécurité, la propriété intellectuelle et le commerce en ligne. Veiller à ce que les réglementations soient neutres sur le plan technologique et adaptables aux progrès technologiques rapides.
- **Confidentialité et protection des données :** Adopter des lois sur la protection des données qui protègent la vie privée des individus et leur donnent le contrôle de leurs données personnelles. Établir des mécanismes de notification des violations de données et des sanctions en cas de non-respect.
- **Réglementation en matière de cybersécurité:** Mettre en œuvre des réglementations et des normes en matière de cybersécurité afin de protéger les infrastructures critiques et les actifs numériques contre les cybermenaces. Promouvoir les meilleures pratiques en matière de cybersécurité dans tous les secteurs d'activité.
- **Réglementation antitrust et de la concurrence :** Contrôler et réglementer les plateformes numériques et les géants de la technologie afin de prévenir les pratiques monopolistiques, les comportements anticoncurrentiels et les positions dominantes déloyales sur le marché. Encourager la concurrence et l'innovation sur le marché numérique.
- **Protection des consommateurs:** Élaborer des lois et des règlements de protection des consommateurs qui traitent de questions telles que les activités frauduleuses en ligne, la sécurité des produits numériques et la transparence des prix. Veiller à ce que les plateformes disposent de mécanismes de résolution des litiges et d'assistance à la clientèle.
- **Fiscalité et perception des recettes:** Créer un cadre fiscal équitable et efficace pour les entreprises numériques afin qu'elles contribuent aux recettes publiques. Envisager des taxes sur les ventes numériques ou des taxes sur la valeur ajoutée pour les biens et services numériques.

- **Flux de données transfrontaliers:** Établir des règles et des accords pour la circulation transfrontalière des données tout en conciliant les préoccupations en matière de protection de la vie privée et de sécurité. Promouvoir les mécanismes internationaux de transfert de données tels que les clauses contractuelles types ou les règles d'entreprise contraignantes de l'UE.
- **Droits de propriété intellectuelle:** Renforcer la protection de la propriété intellectuelle pour les innovations et les contenus numériques. Élaborer des mécanismes pour lutter contre la violation des droits d'auteur, le piratage et la contrefaçon en ligne.
- **Réglementer la responsabilité des plateformes:** Définir la responsabilité des plateformes en ligne en ce qui concerne les contenus générés par les utilisateurs. Envisager des protections de la responsabilité des intermédiaires qui établissent un équilibre entre la liberté d'expression et la modération du contenu.
- **Identification et authentification numériques:** Développer des systèmes d'identité et d'authentification numériques sécurisés pour lutter contre la fraude en ligne et renforcer la confiance numérique. Garantir le consentement de l'utilisateur et la protection des données dans les systèmes d'identification numérique.
- **Réglementer les technologies émergentes:** Établir des lignes directrices et des réglementations pour les technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, la blockchain et la biotechnologie. Encourager le développement et l'utilisation responsables et éthiques de ces technologies.
- **Transparence et responsabilité:** Promouvoir la transparence des algorithmes numériques et des processus de prise de décision, en particulier dans des domaines tels que l'évaluation de la solvabilité, l'embauche et la curation de contenu. Tenir les entreprises numériques pour responsables des biais algorithmiques et des pratiques discriminatoires.
- **Collaboration internationale:** Collaborer avec les autres pays de l'OCI et les pays non membres de l'OCI ainsi qu'avec les organisations internationales afin d'élaborer des normes et des réglementations communes pour l'économie numérique. Traiter les questions transfrontalières, telles que la cybercriminalité et le partage des données, au moyen d'accords et de traités régionaux et internationaux.
- **Mise en œuvre et conformité:** Mettre en place des mécanismes d'application efficaces et des sanctions en cas de non-conformité aux réglementations numériques. Investir dans les capacités des agences de régulation à contrôler et à appliquer les réglementations de manière efficace.

La régulation de l'économie numérique est un processus constant qui exige de la souplesse, de l'adaptabilité et une compréhension approfondie de l'évolution du paysage technologique. Il est important de reconnaître que les réglementations de l'économie numérique doivent évoluer pour suivre les progrès technologiques. Il est essentiel de trouver un juste équilibre entre la promotion de l'innovation et la protection des intérêts de la société pour que la réglementation



numérique soit efficace. Les gouvernements devraient également impliquer des experts du secteur, la société civile et les universités dans le processus de réglementation afin de garantir une approche équilibrée et informée.

CINQUIÈME ÉTAPE - Garantir la cybersécurité

Garantir la cybersécurité et la confidentialité des données est essentiel à l'ère numérique pour protéger les individus, les organisations et les nations contre les cybermenaces et les violations de données. Elle garantit la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations, protégeant ainsi les individus, les organisations et les nations contre les pertes financières, les atteintes à la réputation et les dommages potentiels aux infrastructures essentielles. Voici les étapes et les meilleures pratiques pour y parvenir :

- **Stratégie nationale de cybersécurité** : Élaborer une stratégie nationale globale de cybersécurité qui définisse les objectifs, les politiques et les responsabilités en matière de cybersécurité. Évaluer et améliorer en permanence les politiques et les mesures de cybersécurité en fonction de l'évolution des menaces et des technologies.
- **Lois et règlements en matière de cybersécurité**: Promulguer et appliquer des lois et des réglementations en matière de cybersécurité qui fixent des normes pour la protection des données, le signalement des incidents et la sécurité des infrastructures critiques. Appliquer des sanctions strictes aux cybercriminels afin de décourager les activités illicites. Appliquer les lois sur la protection des données qui obligent les organisations à sécuriser et à protéger les données personnelles et sensibles.
- **Agence de cybersécurité** : Créer une agence ou une autorité nationale spécialisée dans la cybersécurité, chargée de coordonner les efforts en matière de cybersécurité, de répondre aux incidents et de sensibiliser le public.
- **Sécuriser les systèmes gouvernementaux** : Renforcer cybersécurité des systèmes gouvernementaux, y compris les plateformes d'administration en ligne et les services numériques. Réaliser régulièrement des audits et des évaluations de la cybersécurité des systèmes gouvernementaux et des infrastructures critiques.
- **Renforcement des capacités** : Investir dans la recherche et le développement en matière de cybersécurité afin de rester à la hauteur de l'évolution des cybermenaces. Investir également dans des programmes d'éducation et de formation à la cybersécurité destinés aux professionnels, aux forces de l'ordre et au grand public, afin d'améliorer les compétences et la sensibilisation à la cybersécurité.
- **Protection des infrastructures critiques**: Identifier et protéger les infrastructures critiques, telles que les réseaux électriques, les systèmes financiers et les réseaux de santé, contre les cybermenaces. Élaborer et tester régulièrement un plan national de réaction aux incidents afin de garantir une réponse rapide et coordonnée aux cyberincidents.

- **Identité numérique sécurisée** : Développer des systèmes d'identité numérique sécurisés pour réduire l'usurpation d'identité et la fraude. Encourager les entreprises à investir dans une cyber-assurance afin de limiter les pertes financières liées aux cyber-incidents.
- **Campagnes de sensibilisation** : Lancer des campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens et les entreprises sur les meilleures pratiques en matière de cybersécurité et sur les nouvelles menaces. Promouvoir les bonnes pratiques auprès des citoyens et des entreprises afin de prévenir les cybermenaces courantes telles que le phishing et les logiciels malveillants.
- **Coopération internationale** : Collaborer avec d'autres pays de l'OCI et des partenaires internationaux sur des initiatives de cybersécurité, en partageant des informations sur les menaces et en coopérant sur des enquêtes relatives à la cybercriminalité.

La prise en compte de ces mesures peut aider les pays à établir une base solide pour la cybersécurité, leur permettant de s'engager en toute confiance dans l'économie numérique et de protéger leur infrastructure et leurs actifs numériques contre les cybermenaces. L'instauration d'une culture de la sécurité et de la protection de la vie privée peut être aussi importante que la mise en œuvre de mesures de protection techniques. Dans ce processus, la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé pour partager les informations sur les menaces, les meilleures pratiques et les ressources peut s'avérer essentielle.

SIXIÈME ÉTAPE - Aider les entreprises et les entrepreneurs à innover et à mieux utiliser les technologies numériques

L'innovation et la participation effective du secteur privé à ce processus font partie intégrante de la transformation numérique. Il est essentiel d'aider les entreprises et les entrepreneurs à innover et à mieux utiliser les technologies numériques pour s'intégrer dans les économies mondiales et parvenir à une économie compétitive. Ci-dessous figurent plusieurs stratégies et initiatives qui peuvent être employées pour encourager et faciliter l'innovation dans l'espace numérique :

- **Écosystèmes d'innovation** : Favoriser la collaboration entre les startups, les entreprises établies, les universités, les instituts de recherche et les agences gouvernementales afin de créer des écosystèmes d'innovation dynamiques. Développer des espaces physiques, tels que des plateformes d'innovation et des parcs technologiques, où les entrepreneurs peuvent travailler, collaborer et accéder aux ressources.
- **Incubateurs et accélérateurs** : Créer et soutenir des incubateurs et des accélérateurs qui fournissent des conseils, des ressources et des financements aux startups et aux entrepreneurs qui travaillent sur des innovations numériques et des technologies émergentes. Renforcer la protection de la propriété intellectuelle pour encourager l'innovation et protéger les droits des entrepreneurs et des entreprises numériques.
- **Accès au capital** : Garantir l'accès des startups et des PME à diverses sources de capital, notamment le capital-risque, les investisseurs providentiels et les plateformes de financement participatif (crowdfunding). Accorder des aides, des subventions et des



incitations fiscales pour les activités de R&D axées sur les technologies et les solutions émergentes.

- **Promotion des exportations et du commerce** : Soutenir les startups et les entreprises dans l'expansion de leurs produits et services numériques sur les marchés internationaux par le biais de missions commerciales et d'initiatives de promotion des exportations. Soutenir les études et analyses de marché pour aider les entreprises à identifier les tendances et opportunités émergentes dans le domaine de la transformation numérique des entreprises et des processus de production.
- **Initiatives spécifiques à l'industrie** : Adapter les programmes de soutien à des secteurs spécifiques présentant un fort potentiel d'innovation numérique, tels que les soins de santé, l'agriculture ou la fintech. Promouvoir des politiques de partage et d'accès aux données qui permettent aux entreprises, en particulier aux startups d'exploiter les données à des fins d'innovation tout en garantissant la confidentialité et la sécurité des données.
- **Bacs à sable réglementaires** : Créer des "bacs à sable" réglementaires permettant aux startups et aux entrepreneurs de tester de nouveaux produits et services numériques en bénéficiant d'une certaine indulgence réglementaire, afin de favoriser l'innovation tout en préservant la protection des consommateurs.
- **Initiatives en matière de marchés publics** : Encourager les organisations du secteur public à acquérir des solutions numériques auprès de startups et d'entreprises innovantes, leur fournissant ainsi une référence précieuse et un revenu initial. Donner la priorité aux startups locales et aux entreprises innovantes lors de l'attribution des marchés publics, afin de stimuler l'innovation locale.
- **Formation aux compétences numériques** : Offrir des programmes de formation et d'éducation pour aider les entrepreneurs et les employés à acquérir les compétences numériques nécessaires à l'innovation et à la compétitivité.
- **Soutien à l'infrastructure numérique** : Investir dans l'infrastructure numérique, telle que le haut débit et les services d'informatique en nuage, afin de mettre en place les bases nécessaires à l'innovation numérique.
- **Investissement d'impact et entrepreneuriat social** : Encourager les investisseurs influents à financer les entrepreneurs sociaux et les entreprises qui s'attaquent à des problèmes sociétaux cruciaux au moyen de solutions numériques.

Dans un monde de plus en plus numérisé, la promotion de l'innovation n'est pas seulement un facteur de prospérité économique, elle garantit également la résilience et la pertinence d'un pays face à l'évolution rapide des technologies, ce qui améliore en fin de compte la qualité de vie de ses citoyens. En créant un écosystème favorable, les gouvernements peuvent donner aux entreprises et aux entrepreneurs les moyens d'innover et d'exploiter tout le potentiel des technologies émergentes pour la croissance économique et le progrès social.

SEPTIÈME ÉTAPE - Améliorer les compétences pour accroître la productivité et minimiser les pertes d'emploi

Pour profiter de la numérisation croissante et de la robotique avancée, il faut mettre en œuvre des politiques efficaces afin d'améliorer les compétences et de stimuler la productivité tout en minimisant les pertes d'emplois. Cela est essentiel pour que les économies gagnent et maintiennent leur compétitivité dans certaines technologies et évitent l'érosion et la perturbation généralisées des capacités de production. Voici quelques mesures politiques clés que les gouvernements peuvent adopter à cette fin :

- **Évaluation des compétences et analyse des écarts** : Procéder régulièrement à des évaluations des compétences et à des analyses des lacunes afin d'identifier les pénuries et les surplus de compétences spécifiques sur le marché du travail. Cela permet de cibler les efforts de développement des compétences.
- **Investissement dans l'éducation et la formation** : Augmenter le financement des établissements d'enseignement et de formation professionnelle afin d'améliorer la qualité et l'accessibilité des possibilités d'apprentissage. Promouvoir l'enseignement des STIM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) pour répondre aux demandes des industries émergentes.
- **Programmes de formation subventionnés** : Offrir des subventions ou des incitations financières aux individus et aux entreprises pour qu'ils participent à des programmes de développement des compétences et de formation. Encourager également la participation des individus aux cours en ligne ouverts et massifs (MOOC) pour acquérir de nouvelles compétences.
- **Reconnaissance des acquis** : Mettre en place des mécanismes pour reconnaître et créditer officiellement l'expérience professionnelle antérieure et les compétences acquises dans le cadre de l'apprentissage informel.
- **Compétences pour les technologies émergentes** : Donner la priorité à la formation et à l'éducation dans les technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, la cybersécurité et l'analyse des données afin de préparer la main-d'œuvre aux emplois de demain. Mettre en place des conseils de compétences spécifiques à l'industrie ou des conseils consultatifs pour identifier les besoins en compétences, élaborer des règles et orienter les programmes de formation. Adapter ensuite les programmes de formation à des secteurs industriels spécifiques et aux besoins économiques locaux, en veillant à ce que les compétences soient pertinentes et demandées.
- **Apprentissage, certification et délivrance de titres** : Promouvoir les programmes d'apprentissage et de stage, en offrant des possibilités de formation pratique en collaboration avec les employeurs. Développer et promouvoir des certifications et des titres reconnus par l'industrie afin de valider et de normaliser les compétences. Encourager les individus à obtenir des certifications et des titres pertinents afin d'améliorer leur employabilité.



- **Aide au revenu et incitations fiscales** : Envisager d'apporter une aide financière ou de remplacer le salaire des personnes participant à des programmes de formation, en particulier pour celles qui risquent de perdre leur emploi. Renforcer les filets de sécurité sociale afin de fournir une aide au revenu pendant le chômage et les transitions de carrière, réduisant ainsi la peur du développement des compétences. Offrir des incitations fiscales aux entreprises qui investissent dans des programmes de formation et de développement des compétences.
- **Information sur le marché du travail et services d'orientation professionnelle** : Aider les individus à déterminer les compétences les plus pertinentes pour leur emploi et leur secteur d'activité actuels. Fournir des informations accessibles et actualisées sur le marché du travail afin d'aider les individus à prendre des décisions éclairées en matière de développement des compétences et de choix de carrière. Offrir des services d'aide à l'insertion professionnelle et d'orientation professionnelle pour aider les individus à se tourner vers de nouvelles opportunités d'emploi.
- **Culture de l'apprentissage tout au long de la vie** : Encourager une culture de l'apprentissage tout au long de la vie, avec des politiques qui favorisent le développement continu des compétences et le recyclage tout au long de la carrière. Lancer des campagnes et des initiatives d'alphabétisation numérique pour s'assurer que les citoyens possèdent les compétences numériques de base requises pour les emplois modernes.

Pour être efficaces, les politiques de développement des compétences doivent être soigneusement planifiées, faire l'objet d'une collaboration avec les parties prenantes et être suffisamment souples pour s'adapter à l'évolution de la situation économique. Il est donc essentiel de favoriser la collaboration entre le gouvernement, les établissements d'enseignement et les employeurs du secteur privé lors de la conception et de la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités adaptés aux besoins de l'industrie. Une stratégie visant à renforcer les capacités bien conçue et bien exécutée peut non seulement améliorer la productivité, mais aussi réduire les conséquences négatives des pertes d'emploi lors des changements économiques. Dans ce processus, il est essentiel d'évaluer régulièrement l'efficacité des politiques et des programmes de renforcement des capacités et de procéder aux ajustements nécessaires sur la base des résultats et du retour d'information.

Annexe: Classifications des pays

A. Principaux groupes de pays utilisés dans le rapport

Pays de l'OCI (57)*

Code	Nom	Code	Nom	Code	Nom
AFG	Afghanistan	GUY	Guyana	PAK	Pakistan
ALB	Albanie	IDN	Indonésie	PSE	Palestine
DZA	Algérie	IRN	Iran	QAT	Qatar
AZE	Azerbaïdjan	IRK	Irak	SAU	Ar. Saoudite
BHR	Bahreïn	JOR	Jordanie	SEN	Sénégal
BGD	Bangladesh	KAZ	Kazakhstan	SLE	Sierra Leone
BEN	Bénin	KWT	Koweït	SOM	Somalie
BRN	Brunei Darussalam	KGZ	République kirghize	SDN	Soudan
BFA	Burkina Faso	LBN	Liban	SUR	Surinam
CMR	Cameroun	LBY	Libye	SYR	Syrie*
TCD	Tchad	MYS	Malaisie	TJK	Tadjikistan
COM	Comores	MDV	Maldives	TGO	Togo
CIV	Côte d'Ivoire	MLI	Mali	TUN	Tunisie
DJI	Djibouti	MRT	Mauritanie	TUR	Türkiye
EGY	Égypte	MAR	Maroc	TKM	Turkménistan
GAB	Gabon	MOZ	Mozambique	UGA	Ouganda
GMB	Gambie	NER	Niger	ARE	Émirats Arabes Unis
GIN	Guinée	NGA	Nigéria	UZB	Ouzbékistan
GNB	Guinée-Bissau	OMN	Oman	YEM	Yémen

*L'adhésion de la Syrie à l'OCI est actuellement suspendue.

Pays développés* (41)

Andorre	France	Lituanie	République slovaque
Australie	Allemagne	Luxembourg	Slovénie
Autriche	Grèce	Macao	Espagne
Belgique	RAS de Hong Kong	Malte	Suède
Canada	Islande	Pays-Bas	Suisse
Croatie	Irlande	Nouvelle-Zélande	Province chinoise de Taiwan
Chypre	Israël	Norvège	Royaume-Uni
République Tchèque	Italie	Portugal	États-Unis
Danemark	Japon	Puerto Rico	
Estonie	Corée	Saint Marin	
Finlande	Lettonie	Singapour	

* Fait référence aux "économies avancées" telles que classées par le FMI. Dernière mise à jour avril 2023.

Pays en développement

Comprend tous les pays autres que ceux classés comme pays développés.



B. Classification géographique des pays de l'OCI

Revenu élevé* (8)

Bahreïn	Guyana	Oman	Ar. Saoudite
Brunei Darussalam	Koweït	Qatar	Émirats Arabes Unis

Revenu moyen supérieur* (13)

Albanie	Irak	Maldives	Palestine
Azerbaïdjan	Kazakhstan	Surinam	
Gabon	Libye	Türkiye	
Indonésie	Malaisie	Turkménistan	

Revenu moyen inférieur* (21)

Algérie	Djibouti	Liban	Tadjikistan
Bangladesh	Égypte	Mauritanie	Tunisie
Bénin	Guinée	Maroc	Ouzbékistan
Cameroun	Iran	Nigéria	
Comores	Jordanie	Pakistan	
Côte d'Ivoire	Rép. Kirghize	Sénégal	

Revenu bas* (15)**

Afghanistan	Guinée-Bissau	Sierra Leone	Togo
Burkina Faso	Mali	Somalie	Ouganda
Tchad	Mozambique	Soudan	Yémen
Gambie	Niger	Syrie**	

* Le regroupement des pays par niveau de revenu est basé sur la classification de la Banque mondiale par RNB par habitant en 2022. Par conséquent;

- Dont le RNB par habitant est égal ou inférieur à 1135 dollars,
- Pays à revenu moyen inférieur : dont le RNB par habitant se situe entre 1136 et 4465 dollars,
- Pays à revenu intermédiaire supérieur : dont le RNB par habitant se situe entre 4466 et 13 845 dollars, et
- Pays à revenu élevé : dont le RNB par habitant est égal ou supérieur à 13 846 dollars.

**L'adhésion de la Syrie à l'OCI est actuellement suspendue.

Références

- Acemoglu, D. and P. Restrepo (2022). Démographie et automatisation. La revue des études économiques Vol 89(1):Vol 1. 1–44. <https://doi.org/10.1093/restud/rdab031>.
- Alshareef, H.N. (2023). Current Development, Challenges and Future Trends in Cloud Computing: A Survey. International Journal of Advanced Computer Science and Applications, Vol. 14, No. 3.
- Bellini, P., P. Nesi, G. Pantaleo (2022). IoT-Enabled Smart Cities: A Review of Concepts, Frameworks and Key Technologies. Applied Sciences 12/1607:1-21.
- Büyüközkan, G. and Göçer, F. (2018), “Digital supply chain: literature review and a proposed framework for future research”, Computers in Industry, Vol. 97 No. 4, pp. 157-177.
- Call M. et G. Presidente (2021). Automation and Manufacturing Performance in a Developing Country. Policy Research Working Paper 9653. World Bank.
- Dellot and Wallace-Stephens (2017) ...
- Deloitte (2016). The rise of the digital supply network: Industry 4.0 enables the digital transformation of supply chains. **Disponible à l'adresse suivante** <https://www2.deloitte.com/tw/en/pages/manufacturing/articles/digital-supply-networks.html>.
- Deloitte (2018). Exponential technologies in manufacturing: Transforming the future of manufacturing through technology, talent, and the innovation ecosystem. Deloitte Development LLC.
- Duz, S. (2021). Unpacking the Debate on Turkish Drones. SETA Foundation for Political, Economic and Social Research. Ankara.
- Ejaz, W. and A. Anpalagan (2019). Internet of Things for Smart Cities: Technologies, Big Data and Security; Springer: Berlin/Heidelberg, Germany.
- Gad, A.G., D.T. Mosa, L. Abualigah, A.A. Abohany (2022). “Emerging Trends in Blockchain Technology and Applications: A Review and Outlook.” Journal of King Saud University - Computer and Information Sciences. Volume 34(9), pgs.: 6719-6742.
- IDTechEx (2023). 3D Printing and Additive Manufacturing 2023-2033: Technology and Market Outlook. IDTechEx Research. Boston.
- IFC (2021). *Artificial Intelligence in Emerging Markets: Opportunities, Trends, and Emerging Business Models*. Washington, D.C.: International Finance Corporation
- IHS Markit (2019). The 5G Economy: How 5G Will Contribute to the Global Economy. November 2019. <https://www.qualcomm.com/media/documents/files/ihs-5g-economic-impact-study-2019.pdf>.
- ILO (2023). ILO Monitor on the world of work. Eleventh edition. A Global Employment Divide: Low-Income Countries Will be Left Further Behind Without Action on Jobs And Social Protection.
- IMF (2021). Fiscal Monitor: A Fair Shot. Washington, DC: International Monetary Fund, April.



- IMF (2022a). Global Financial Stability Report (2022). October.
- IMF (2022b). World Economic Outlook: War Sets Back the Global Recovery. Washington, DC: International Monetary Fund, April.
- IMF (2023a). World Economic Outlook Update: Near-Term Resilience, Persistent Challenges, July 2023.
- IMF (2023b). World Economic Outlook: A Rocky Recovery. Washington, DC: International Monetary Fund, April.
- IMF (2023c). Global Financial Stability Report: Safeguarding Financial Stability amid High Inflation and Geopolitical Risks. Washington, DC, April.
- IMF/World Bank (2019). Fintech: The Experience So Far. **Disponible à l'adresse suivante** <https://documents1.worldbank.org/curated/en/130201561082549144/pdf/Fintech-The-Experience-so-Far-Executive-Summary.pdf>
- IoT Analytics (2023). State of IoT 2023. **Disponible à l'adresse suivante** <https://iot-analytics.com/number-connected-iot-devices/> (as of July 2023).
- ITU et al. (2022). Core List of ICT Indicators. March 2022 version. **Disponible à l'adresse suivante** https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/coreindicators/Core-List-of-Indicators_March2022.pdf
- Mariani, J., E. Quasney, and M.E. Raynor (2015). "Forging links into loops: The Internet of Things' potential to recast supply chain management," Deloitte Review 17, Deloitte University Press.
- McKinsey (2021). The Internet of Things: Catching up to an accelerating opportunity. McKinsey Global Publishing.
- McKinsey (2022a). The mainstreaming of additive manufacturing. McKinsey Global Publishing.
- McKinsey (2022b). What is blockchain? December 2022. McKinsey Global Publishing. <https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/mckinsey%20explainers/what%20is%20blockchain/what%20is%20blockchain.pdf>
- McKinsey (2022c). *The future is now: Unlocking the promise of AI in industrials*. McKinsey Global Publishing.
- McKinsey (2022c). What is cloud computing? McKinsey Global Publishing.
- McKinsey (2022d). Projecting the global value of cloud: \$3 trillion is up for grabs for companies that go beyond adoption. McKinsey Global Publishing.
- OECD (2016). Internet of Things - Seizing the Benefits and Addressing the Challenges. Ministerial Meeting on the Digital Economy Background Report. OECD Digital Economy Policy Papers DSTI/ICCP/CISP(2015)3/FINAL.
- OECD (2018). IOT Measurement and Applications. Ministerial Meeting on the Digital Economy Background Report. OECD Digital Economy Policy Papers No: 271. DSTI/CDEP/CISP-MADE(2017)1/FINAL.
- OECD (2019a). Unpacking E-commerce: Business Models, Trends and Policies. OECD Publishing. Organisation for Economic Cooperation and Development.
- OECD (2019b). The Road to 5G Networks: Experience to Date and Future Developments. OECD Publishing. Organisation for Economic Cooperation and Development.
- OECD (2020). COVID-19 and Global Capital Flows. OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19). **Disponible à l'adresse suivante:** <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-and-global-capital-flows-2dc69002/>
- OECD (2021). Artificial Intelligence, Machine Learning and Big Data in Finance: Opportunities, Challenges, and Implications for Policy Makers.

OECD Publishing. Organisation for Economic Cooperation and Development.

OECD (2023). ODA Levels in 2022 – preliminary data, Detailed summary note. Disponible à l'adresse suivante:

<https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/ODA-2022-summary.pdf>

Prasanna, L.D., S. Mangalam, M.R. Yuce, S.C. Beisswenger, M. Lukac (2017). Internet of things: the new government to business platform - a review of opportunities, practices, and challenges. Washington, D.C.: World Bank Group.

PwC (2021). The Global Economic Impact of 5G.

PricewaterhouseCoopers. **Disponible à**

l'adresse suivante

<https://www.pwc.com/gx/en/tmt/5g/global-economic-impact-5g.pdf>.

SESRIC (2017). *OIC Economic Outlook: Industrial Development for Structural Transformation*. The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. Ankara.

SESRIC (2021). *OIC Women and Development Report 2021: Progress towards the Implementation of the OIC Plan of Action for the Advancement of Women (OPAAW)*. Ankara

SESRIC (2022). *Socio-Economic Impacts of the COVID-19 Pandemic in OIC Countries: Pathways for Sustainable and Resilient Recovery*. Ankara.

SESRIC (2023). *OIC Labour Market Report 2023 - Implications of Rising Digitalization and Automation on Employment*. The Statistical, Economic and Social Research and Training Centre for Islamic Countries. Ankara.

Statista (2023). Internet of Things - Market data analysis & forecasts.

UN (2021). World Economic Situation and Prospects: July 2021. Briefing, No. 151.

UN (2022). Black Sea Grain Initiative Joint Coordination Centre. Disponible à l'adresse suivante: <https://www.un.org/en/black-sea-grain-initiative>.

UNCTAD (2021). Estimates of Global E-Commerce 2019 and Preliminary Assessment of Covid-19 Impact on Online Retail 2020. UNCTAD Technical Notes on ICT for Development No:18.

UNCTAD (2022). *Industry 4.0 for Inclusive Development*. United Nations Conference on Trade and Development. Geneva.

UNCTAD (2023a). World Investment Report 2023. Investing in Sustainable Energy For All. Geneva.

UNCTAD (2023b). *Technology and Innovation Report 2023*. United Nations Conference on Trade and Development. Geneva.

WEF (2020). The Impact of 5G: Creating New Value across Industries and Society. World Economic Forum.

World Bank (2016). Cloud Readiness Pilot Assessment Report.

World Bank (2017). *Big data in action for government: big data innovation in public services, policy, and engagement*. Solutions brief. Washington, D.C.: World Bank Group.

World Bank (2020). Global Economic Prospects, June 2020. Washington, DC: World Bank.

World Bank (2022a). The Global Index Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19. By Demirgüç-Kunt, A., L. Klapper, D. Singer, and S. Ansar. Washington, D.C.: World Bank Group.

World Bank (2022b). Regulation and Supervision of Fintech: Considerations for EMDE Policymakers. Washington, D.C.: World Bank Group.

World Bank (2023a). Commodity Markets Outlook in Eight Charts. World Bank, Washington, DC.

World Bank (2023b). Commodity Markets Outlook: Lower Prices, Little Relief, April 2023. World Bank, Washington, DC.



World Bank (2023c). *Fintech and the Future of Finance: Market and Policy Implications*. By Feyen, E., H. Natarajan, M. Saal Washington, D.C.: World Bank Group.

World Bank (2023d). *Infrastructure Tokenization: Does blockchain have a role in the financing of infrastructure?* Washington, D.C.: World Bank Group.

Principales sources de données

ILO ILOSTAT Database,

IMF Direction of Trade Statistics (DOT) Database, September 2023

IMF, International Financial Statistics (IFS) Database, September 2023

IMF World Economic Outlook Database, April and June 2023

OECD, OECD.Stat Database

SESRIC OIC-STAT Database, August 2023

UN COMTRADE Database, August 2023

UN Services Trade Database, August 2023

UNCTAD Online Database and World Investment Report Annex Tables, August 2023

UNSD National Accounts Main Aggregates Database, September 2023

WTO Database, September 2023

World Bank World Development Indicators, September 2023

Notes de bas de page

¹ À l'exclusion des centres financiers des Caraïbes.

² Un ratio emploi/population élevé signifie qu'une grande partie de la population active d'un pays est employée, tandis qu'un ratio faible signifie qu'une grande partie de la population ne participe pas directement aux activités commerciales, car elle est au chômage ou ne fait pas partie de la population active en général.

³ Une forme d'IDE dans laquelle une société mère lance une nouvelle entreprise dans un pays étranger en construisant de nouvelles installations opérationnelles à partir de zéro au lieu d'acheter une installation existante dans ce pays. Ces types d'investissement sont cruciaux pour le développement des capacités productives et des infrastructures et pour les perspectives d'une reprise durable (UNCTAD, 2021).

⁴ Les réserves totales comprennent les avoirs en or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), les réserves des membres du FMI détenues par le FMI (position de réserve au FMI) et les avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires.

⁵ Un indicateur traditionnel de l'adéquation des réserves qui montre le nombre de mois pendant lesquels un pays peut continuer à soutenir son niveau actuel d'importations si toutes les autres entrées et sorties cessent.

⁶ Mozambique, Pakistan, Bangladesh, Maroc, Nigeria, Indonésie, Albanie et Malaisie.

⁷ Maldives, Ouzbékistan, Palestine, Arabie saoudite, Türkiye, Qatar, Kazakhstan, Koweït et Azerbaïdjan.

⁸ <https://www.fortunebusinessinsights.com/military-drone-market-102181>

⁹ <https://www.aa.com.tr/en/economy/turkish-drone-maker-baykar-exports-bayraktar-tb2-to-28-countries/2791055>

¹⁰ <https://www.fortunebusinessinsights.com/commercial-drone-market-102171>

¹¹ <https://www.un.org/en/global-issues/big-data-for-sustainable-development>

¹² <https://www.statista.com/statistics/1336002/big-data-analytics-market-size/>

¹³ <https://www.statista.com/topics/5122/blockchain/#topicOverview>

¹⁴ <https://www.idc.com/getdoc.jsp?containerId=prUS50037523>

¹⁵ <https://www.computerworld.com/article/3693951/global-cloud-spending-expected-to-jump-217-as-iaas-leads-the-way.html>



**CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES**

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 ORAN, Ankara, Türkiye
Téléphone : (90-312) 468 61 72-76 Fax: (90-312) 468 57 26
Email: cabinet@sesric.org Web: www.sesric.org